

L'accord de Stockholm sur les « mesures de confiance » en Europe

Le projet de sommet Reagan-Gorbatchev se présente sous de meilleurs auspices

Une percée

Parce qu'il n'y a pas eu de nouvelles difficultés entre l'Est et l'Ouest ? Il y a des deux dans l'accord qui vient de conclure à Stockholm la conférence sur le désarmement en Europe.

A première vue le scepticisme est de rigueur. Certes, des inspecteurs occidentaux pourront désormais non seulement assister aux exercices militaires du pacte de Varsovie mais aussi visiter ou surveiller tel ou telle concentration de troupes sans y avoir été invités. Mais ces inspections seront limitées en nombre (pas plus de trois par an pour un même pays inspecté), et des zones interdites subsisteront. « En nombre le plus limité possible ». Les avions de reconnaissance seront désignés d'un commun accord, mais il est clair que les Soviétiques voudront en garder le contrôle pour tout ce qui concerne leur territoire. Que se passera-t-il en cas de litige sur tous ces points ? Le chef de la délégation américaine peut bien assurer que ces textes sont « sans ambiguïté », les diplomates et exécutifs ont de beaux jours devant eux.

Cela dit, cet accord prend une toute autre signification s'il est répété dans son contenu. Depuis 1979, date de la signature des accords SALT 2 jamais ratifiés par les Etats-Unis et toujours menacés aujourd'hui, le processus de maîtrise négociée des armements n'avait débouché sur aucun résultat. Ce premier accord conclu par MM. Gorbatchev et Reagan constitue donc bien une percée. Malgré l'affaire Daniloff, un second sommet apparaît à nouveau comme probable.

Cet accord est également important parce qu'il rompt avec une doctrine constante des Soviétiques en matière de contrôle et de vérification. Dans les années 80, le rejet brutal par Khrouchchev du plan de « cieux ouverts » proposé par Eisenhower avait mis fin à l'esprit de Genève (1961) et à l'édifice à l'issue d'un premier sommet Est-Ouest avant que la destruction d'un avion espion américain au-dessus de l'URSS annule un autre sommet qui devait se tenir à Paris. Depuis lors, les Soviétiques avaient bien dû se faire à la ronde des subtilités au-dessus de leur tête, mais ils ne voulaient pas entendre parler d'inspection « rapprochée », imposée de surcroît.

Faut-il y voir une retombée de la politique de transparence proclamée par M. Gorbatchev dans d'autres domaines ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais, en attendant, l'accord de Stockholm pourrait modifier la situation au sein du pacte de Varsovie. A titre d'exemple, les importants mouvements de troupes et de manœuvres qui avaient précédé en 1985 l'invasion de la Tchécoslovaquie auraient été beaucoup plus difficiles avec le mécanisme de notification et d'inspection qui vient d'être approuvé.

L'accord marque aussi un pas vers d'éventuelles réductions de forces en Europe. Jusqu'à présent les Soviétiques affirmaient que des mesures de vérification ne pouvaient que suivre un accord de désarmement, en aucun cas le précéder. Ils semblent avoir admis aujourd'hui que la procédure inverse est plus rationnelle. Si tout va bien, on peut espérer maintenant que les « mesures de confiance » décidées à Stockholm vont servir pour la mise au point d'autres accords, limitant cette fois le niveau des troupes et non plus seulement leurs activités.

La conclusion, dimanche soir 21 septembre, d'un accord à la conférence de Stockholm sur les « mesures de confiance » et le désarmement en Europe favorisé la préparation d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev.

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a déclaré, après ses entretiens à Washington, présentés par les deux parties sous un jour assez optimiste, qu'il estime avoir « créé les bases » de cette rencontre.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

Si M. Reagan et son secrétaire d'Etat, M. Shultz, ont tenu à manifester avec force leur mécontentement quant au sort réservé au journaliste américain Nicholas Daniloff, une chose ressort néanmoins des quarante-huit heures d'entretiens qu'ils ont eues, vendredi 19 et samedi 20 septembre, à Washington, le chef de la diplomatie des Etats-Unis et son collègue soviétique, M. Chevardnadze : on avance, et on le proclame.

Ainsi, dès avant le discours que le président américain devait prononcer ce lundi devant l'Assemblée générale des Nations unies,

on savait que les Etats-Unis ne souhaitent pas plus que l'Union soviétique rompre le dialogue qui devait les conduire, à une deuxième réunion au sommet dans les prochains mois.

M. Shultz a qualifié ses entretiens avec M. Chevardnadze de « sérieux, constructifs et positifs ». Des « progrès » ont été faits vers un accord sur les armes de moyenne portée, d'autres pourraient se dessiner maintenant sur les armes chimiques ; les conversations « sont allées plus au fond » sur la question des armements anti-missiles, même si elles demeurent une pomme de discorde.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

La lutte contre le terrorisme

La police continue de croire à la culpabilité des Abdallah

Poursuivant leur enquête sur les derniers attentats commis à Paris, les policiers continuent de privilégier la piste des frères de Georges Ibrahim Abdallah, détenu à la prison de la Santé.

Et cela malgré leurs proclamations d'innocence et les témoignages en provenance du Liban, qui affirment qu'ils étaient présents dans leur pays au moment de la vague terroriste.

« Les enquêtes sont en cours. Je crois que nous aurons », a affirmé, samedi 20 septembre à Metz, M. Charles Pasqua. Cette déclaration du ministre de l'Intérieur se fonde, selon toute vraisemblance, sur la conviction des policiers concernant les témoignages qu'ils ont recueillis après les attentats à la cafétéria de la Défense et rue de Rennes à Paris. Pour eux, il ne semble pas faire de doute que le premier a été commis par Robert Abdallah et le second par son frère Emilie.

Au Liban toutefois, durant tout le week-end, les membres de la famille Abdallah et leurs amis ont multiplié les déclarations d'innocence. Ils affirment qu'il leur était impossible de commettre le moindre acte de terrorisme, puisqu'ils se trouvaient dans leur

village de Kobayat au moment des attentats. Plusieurs des collègues de travail d'Emilie Abdallah ont également apporté des témoignages qui rendaient improbable sa présence à Paris lors de l'explosion de la rue de Rennes.

Le Comité de solidarité avec les prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui réclame la libération de Georges Ibrahim Abdallah, a rendu public, au cours du week-end, deux communiqués. Le premier menace la France de nouvelles actions et le second qualifie de « vicieuses » les accusations portées contre les deux frères Abdallah. Ce dernier met également en garde contre « une éventuelle liquidation physique de ses militants détenus en France ».

(Lire nos informations pages 7 et 8.)

Six ans de guerre entre l'Iran et l'Irak

L'interminable carnage

La guerre du Golfe dure depuis six ans. Le président iranien Ali Khomeini a déclaré, dimanche 21 septembre, que son pays ne s'était jamais trouvé « dans une aussi bonne situation sur le plan militaire ».

BAGDAD de notre envoyé spécial

L'Irak a célébré cette année à sa manière le début de la guerre du Golfe, en organisant à partir du 4 septembre une semaine consacrée à la Qadisiyah (1) de Saddam, pour marquer les « victoires remportées par l'armée irakienne sur l'agresseur iranien ». Les dirigeants baasistes ont profité de cette occasion pour expliquer aux journalistes étrangers que, contrairement à ce qui est communément admis, ce ne sont pas les Irakiens qui ont déclenché les hostilités, mais les « mages zoroastriens idolâtres » (2), qui, après la chute du chah, s'appre-

taient à envahir l'Irak « pour y expurger leur révolte ».

L'entrée des unités d'infanterie et de blindés irakiens en territoire iranien le 22 septembre 1980, accompagnée du pillage des aéroports et installations stratégiques de l'Iran par l'aviation de Bagdad, n'aurait donc été qu'une simple « opération défensive légitime » destinée à riposter à la guerre déclenchée le 4 septembre par l'« imposteur Khomeiny » en ordonnant à ses troupes de bombarder systématiquement les villes frontalières irakiennes.

Cette tentative de réécriture de l'histoire du début de la guerre a surtout pour objectif de justifier l'attitude des dirigeants baasistes face à leur opinion publique. En effet, malgré tout le battage qui est fait ici autour du thème : « ce n'est pas nous qui avons commencé ce carnage », les Irakiens qui ont vécu personnellement les événements savent bien que ce sont leurs dirigeants qui ont com-

mencé les hostilités, transformant en une guerre classique ce qui n'était au début que de simples incidents frontaliers.

Ce qui est nouveau, c'est que les Irakiens — du moins certains d'entre eux — n'hésitent plus à le dire ouvertement, même devant des interlocuteurs étrangers. Ils demeurent en outre fort sceptiques quand ils entendent leurs dirigeants leur raconter à longueur de journée que leur armée « ne fait que remporter des victoires sur l'agresseur iranien ».

La situation militaire sur le front s'était certes nettement améliorée après les échecs des offensives iraniennes de février 1984 (Aurore VI) et de mars 1985 (Badr) dans les marais de Hawzain. Le prestige des militaires de Bagdad et du Bass s'en était trouvé d'autant accru, mais la perte de Fao, occupé en février 1986 par les Irakiens, a tout remis en question et a ébranlé la belle assurance dont faisait montre

depuis près d'un an l'état-major irakien.

Le titre de pont de Fao constitue désormais une saillie irakienne en deçà de la frontière naturelle de l'Irak qu'est le Chateh-el-Arab, et constitue avec les Iles Majouna, dont plus des trois quarts de la superficie sont toujours occupés par les soldats de Téhéran qui s'y sont solidement implantés, les deux points du départ d'une éventuelle offensive en taille contre le port de Bassora, qui demeure toujours l'objectif prioritaire de l'imam Khomeiny.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 4.)

(1) La guerre contre l'Iran est présentée en Irak comme une réaction sous la conduite du président Saddam Hussein, de la célèbre bataille de Qadisiyah, qui demeurent toujours l'objectif prioritaire de l'imam Khomeiny.

(2) Terme péjoratif utilisé par les dirigeants irakiens pour désigner les religieux de Téhéran, comparés aux mages persans.



Dictionnaire des Oeuvres Politiques

Sous la direction de François Châtelet, Olivier Dukamel, Evelyn Pizier

A n'emporter qu'un livre sur une île déserte, en voici un pour les emporter tous. Ou du moins 127 de ces grands textes qui depuis des siècles permettent à l'homme de penser le politique.

Volume relié pleine toile, sous jaquette illustrée. 512 pages - 320 F.

LES LIVRES DES FUS QUI ILLUSTRENT LE MONDE

Saint-Gobain, Paribas et les Assurances générales de France

La privatisation en marche

Six mois après l'arrivée du gouvernement Chirac, les premières privatisations d'entreprises publiques vont être lancées. Le programme est ambitieux : sur cinq ans, outre de la législation, soixante-cinq des plus grandes sociétés industrielles, des banques et des compagnies d'assurances françaises devront passer de la propriété collective de leur capital à la propriété privée. Liste à laquelle s'ajoute l'IFI. Le programme est inauguré par Saint-Gobain, Paribas et les Assurances générales de France.

La voie avait été politiquement ouverte par les élections. La privatisation était inscrite dans le programme RPR-UDF, et en votant pour la droite, les Français ont choisi. La voie législative est dégagée. Après le refus du président de la République de signer un texte d'ordonnance qui ne lui semblait pas présenter toutes les garanties nécessaires à la sauvegarde des intérêts nationaux, le gouvernement a obtenu le vote d'une loi de privatisation par la majorité. La voie est, enfin, libre socialement : les syndicats ne s'opposent aux privatisations que pour la forme. Il reste

donc à mettre le programme en pratique.

Le secteur public français est le plus important d'Europe, représentant, depuis les nationalisations de 1982, 16 % des emplois, mais 28 % de la valeur ajoutée et 36 % des investissements. L'enjeu de ce qui se veut une « rupture » avec l'économie « mixte », en vigueur en France depuis la guerre — sinon depuis des siècles — est donc considérable.

Saint-Gobain, Thomson, Bull, Rhône-Poulenc, représentent les fleurons de l'industrie française. La BNP, la Société générale ou Paribas entrent, elles, comme l'indiquent les titres de la page, dans une vaste mutation. Autant les nationalisations industrielles ont été suivies de vastes restructurations sectorielles, autant ce ne fut le cas que marginalement pour les banques. Or les risques pris dans le tiers-monde mais aussi dans certaines sociétés occidentales fragilisent les établissements. La désinflation leur impose par ailleurs de réduire leurs coûts. Au bout du compte, ce sont les qualités des services bancaires et en premier lieu les taux d'intérêt offerts à l'économie française qui sont en jeu.

La privatisation sera-t-elle le prétexte à des faillites bancaires ou à des regroupements ? Les libéraux le souhaitent par doctrine. On verra à l'épreuve si le « moins d'Etat » est possible en la matière, et, à la lumière des nationalisations — discrètes mais réelles — opérées aux Etats-Unis sur les banques défaillantes, on peut en douter. Dans les assurances, une restructuration semble nécessaire aux yeux des professionnels. Ce secteur de services est promis à un bel avenir, et les appétits sont nombreux. Comment et avec quels critères le gouvernement fera-t-il ses choix ?

M. Balladur, l'homme clé de la privatisation, en décidera au fur et à mesure. La loi lui donne tous les moyens nécessaires d'agir pour conduire, pratiquement à sa guise, le recul de l'Etat. Il faudra du doigt pour contourner les nombreux écueils qui se présentent, industriels, financiers... et boursiers. La baisse des Bourses mondiales observée actuellement n'en étant pas le dernier.

(Lire notre dossier pages 53 à 56 dans « le Monde Economie ».)

مكتبة الأمل

سكنا من الالهي

Débats

L'honneur des juges

Pourquoi les tribunaux judiciaires, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat se trouvent dans la ligne de mire

par JACQUES ROBERT (*)

La justice française se trouve décidément aujourd'hui en première ligne... Après les juges judiciaires - ils en ont pris depuis longtemps l'habitude! - et, hier, les juges constitutionnels, ce sont maintenant les juges administratifs qui

se trouvent dans la ligne de mire. D'où viennent ces attaques lancées tous azimuts? Non point, comme on pourrait le penser, de plaideurs amers, déçus ou frustrés, mais de ceux-là mêmes qui, au niveau élevé où ils se trouvent placés, devraient au contraire faire respecter, protéger et défendre les magistrats. La politique aurait tout envahi: les palais de justice de France, l'Assemblée du Palais-Royal et l'hôtel Montpensier...

Ce n'est point la première fois que les juges judiciaires voient mettre en doute leur indépendance. Il y a bien longtemps que l'on dénonce, d'un côté, leur perméabilité aux influences, leur carriérisme et leurs préjugés, de l'autre, certains désirs de revanche sociale et une propension insidieuse à rendre une nouvelle « justice de classe ». On évoque volontiers la lenteur - provoquée - de certaines instructions ou de certains jugements; mais on se révolte, dans le même temps, contre des inculpations que l'on juge prématurées ou des incarcérations hâtives...

Il en serait d'autant plus enclin que le Parlement aurait tendance à se désaisir de sa fonction législative au profit d'un gouvernement habilité à tout faire par ordonnances...

On souhaite, par avance, bien du plaisir à ceux qui voudraient, pour limiter le contrôle du Conseil, faire entrer dans la Constitution l'énoncé de véritables « Tables de la loi » et ainsi dresser une liste - nécessairement exhaustive - des grands principes à retenir!

Intervenant pour avis sur les textes législatifs et réglementaires, le Conseil d'Etat n'allait point manquer de soulever à son tour l'ire majoritaire. On rappellerait pourtant que, recrutés à l'issue d'un concours difficile et d'une scolarité soutenue parmi les élèves les mieux classés à la sortie de l'Ecole nationale d'administration, les membres du Conseil d'Etat avancent seulement d'ancienneté.

Quel que soit le pouvoir

La preuve de l'impartialité et de l'objectivité des juges constitutionnels ne se trouve-t-elle pas spectaculairement apportée par le fait même qu'ils sont également et systématiquement critiqués, quel que soit le pouvoir en place?

Le rôle du Conseil est de censurer la loi lorsqu'il ne l'estime point conforme à la Constitution. Cela n'a jamais fait plaisir au pouvoir. Le Conseil constitutionnel - dit-on - serait sorti de son rôle. Cessant d'être seulement le « protecteur de la légalité », il se serait grigé en une sorte de second Parlement, dictant au premier sa conduite à venir...

Il n'était pourtant pas besoin d'être grand clerc pour se douter, dès l'origine, que le Conseil, chargé de statuer sur la conformité de la loi à toute la Constitution, s'estimerait légitimement compétent pour se prononcer sur la régularité des textes qui lui seraient soumis par rapport aux dispositions du Préambule. Comme ce dernier renvoie à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946 qui - on le sait - ajoutait au texte révolutionnaire les lois de la République et ceux qui étaient jugés « plus particulièrement nécessaires à notre temps », il était évident que le Conseil constitutionnel aurait à cœur de faire respecter par le législateur l'ensemble de ces droits fondamentaux dont il eest d'office le gardien.

Les juges constitutionnels sont dans une situation plus confortable. Nommés, certes, par les trois personnalités politiques les plus importants de l'Etat (préférerait-on qu'ils le soient tous, comme aux Etats-Unis, par le seul prési-

dent ou, comme ailleurs, par le Parlement à la proportionnelle des groupes?), ils ont la chance d'être désignés, en général en fin de carrière, pour une période de neuf ans et de n'être ni renouvelables ni révoquables. C'est cette stabilité qui assure leur indépendance. Le vrai problème de l'indépendance des juges ne se trouve pas, en effet, dans la nature de l'organisme qui les désigne, mais dans la condition juridique qui leur est faite.

Si nombre d'entre eux se trouvent « détachés » plus tard dans de hautes postes de l'administration ou du secteur privé ou dans des cabinets ministériels, voire à la tête de ministères, c'est sans doute parce que le corps auquel ils appartiennent constitue un vivier irremplaçable dans lequel il semble de puiser à l'infini.

Il est, de ce fait, évident que la coloration politique du pouvoir en place va nécessairement rejaillir sur celle, globale, des membres restant en fonctions au Conseil. Il y aura plus d'hommes de gauche en poste au Conseil d'Etat quand la droite est au pouvoir puisqu'elle a appelé les siens auprès d'elle. Le même phénomène se produit dans le sens contraire quand c'est la gauche qui gouverne.

Tirer argument de cette inévitable alternance pour prétendre que la gauche régnerait aujourd'hui en maître dans un Conseil d'Etat « politisé » est une absurdité.

Quand cessera-t-on, en France, de jeter le discrédit sur la justice chaque fois que les décisions ou avis que rendent ses magistrats ne vous conviennent pas? On peut être ou non d'accord avec telle ou telle démarche et le dire. Mais on ne saurait jouter impunément, en démocratie, avec l'honneur des juges.

(*) Professeur de droit public à l'université Paris-IV.

POLITIQUE ET JUSTICE

Quand cessera-t-on, demande Jacques Robert, de jeter le discrédit sur la justice chaque fois que les décisions ou avis que rendront ses magistrats ne nous conviennent pas? Michel Aurillac estime très utile la controverse sur le Conseil constitutionnel, notamment pour l'opinion publique.

Une controverse utile

Le temps confortera le Conseil constitutionnel mais le constituant suprême reste le peuple

par MICHEL AURILLAC (*)

AUX premiers temps de la V^e République, un membre important de l'actuelle opposition défilait derrière des pancartes sous les feux du Conseil constitutionnel, contestant le pouvoir à lui reconnu par la Constitution, approuvée par l'Assemblée nationale des Français, de contrôler le législateur. On peut encore s'interroger sur l'ampleur de ce « pouvoir d'Etat » (Jacques Larche), désormais acéré indirectement par la loi constitutionnelle du 29 octobre 1974, qui élargit la saisine du Conseil à soixante députés ou soixante sénateurs. On peut débattre à l'infini sur la question, grave il est vrai, de savoir quelle est la nature exacte de cette haute instance, assemblée de juges ou organe politique. On peut enfin, au gré des majorités parlementaires et de l'alternance, constater que, périodiquement, l'institution est mise en cause.

L'immense majorité des Français accepterait très mal d'être régentée par une personne presque inconnue aujourd'hui pour le plus grand plaisir - rappelons qu'elles sont astucieuses à no strict devoir de réserve vis-à-vis des médias - et qui, par décisions rédigées d'une plume subtile, mais habillées de ce langage juridique qui déconcerte le peuple, décrèterait, comme arbitrairement, des succès ou des échecs - ou « alternés » - à la majorité et à l'opposition.

C'est bien là que réside en réalité tout à la fois la force nécessaire du Conseil constitutionnel mais aussi les limites qu'il doit impérativement ne pas franchir, sauf à risquer d'ébranler gravement les institutions, comme l'avait fait imprudemment, pour son trône et pour lui-même, le roi Louis XVI, en exerçant maladroitement le droit de

veto qu'il tenait pourtant de la Constitution du 3 septembre 1791.

Deux observations nous paraissent, à cet égard, fondamentales:

a) Le rôle et la fonction du Conseil constitutionnel ne peuvent être véritablement assurés que par le temps;

b) Nul autre que le constituant suprême, c'est-à-dire le peuple, ne détient de pouvoir absolu.

La durée tout d'abord. On sait que le Conseil constitutionnel représente une innovation de la V^e République assez différente des tentatives antérieures (le Sénat de l'an VIII et du second Empire, a fortiori le Comité constitutionnel de l'article 91 de la Constitution du 27 octobre 1946, qui ne pouvait exercer qu'un « pseudo-contrôle »).

Affirmées par le général de Gaulle au travers de l'immense secousse de la guerre d'Algérie, puis de la brusque poussée de fièvre de 1968, mieux établies encore lorsqu'elles ont montré qu'elles pouvaient assumer l'alternance d'abord, la cohabitation ensuite, nos institutions n'ont résisté pas moins... fort jeunes: elles ont l'âge d'une génération, diraient les démographes. La conséquence inévitable est que cette jeunesse affecte plus particulièrement les corps ou les pratiques des institutions qui innovent eux-mêmes par rapport aux Républiques antérieures.

Comparaisons

On peut tenter des comparaisons. Il est intéressant de rechercher comment s'est peu à peu affirmé le pouvoir de la Cour suprême des Etats-Unis. Ainsi que le relève le constitutionnaliste américain Robert G. McCloskey dans un ouvrage qui met précisément en valeur l'évolution de l'institution (1), quatorze années séparent la loi sur l'organisation judiciaire de 1789, signée de George Washington, de la première grande décision - d'ailleurs très mesurée et pleine d'ingéniosité juridique... et politique - rendue par la Cour en 1803 (Marbury contre Madison). Mais l'histoire de l'institution ne s'arrête pas là, comme on le sait, ponctuée qu'elle a été des grandes questions qui ébranlèrent la société américaine: l'abolition de l'esclavage, le New Deal, les droits civiques, etc. Le Conseil constitutionnel, comme nos institutions, a besoin du temps!

Seconde observation: le Conseil constitutionnel a été prévu, notamment, pour interpréter la Constitution, pour éviter les égarements pos-

sibles qui résulteraient du tumulte des Assemblées parlementaires. Mais, en raison même du mode de désignation et de la composition du conseil, ce pouvoir d'interprétation ne peut être que relatif. Il est impossible qu'il puisse se heurter au pouvoir constituant formé par le peuple souverain ou son émanation dans les conditions fixées en matière de révision constitutionnelle par le titre XIV de notre Loi fondamentale.

Comme le note avec justesse encore R. McCloskey, à propos des Etats-Unis (1): « La Cour suprême... est une institution vénérée, moitié tribunal judiciaire et moitié mentor politique, sensible, mais non soumise, à l'attente populaire, obligée, par tradition, de partager les charges politiques mais contractant également de veiller à ce que sa participation n'exécède pas ses capacités ».

Ce jugement est d'actualité pour notre Conseil constitutionnel. Pour insister qu'elle soit par rapport à nos traditions, la controverse sur le Conseil constitutionnel est utile. Utile pour l'opinion publique, car elle incarne le principe de la supériorité de la Constitution par rapport à la loi. La phrase malheureuse de 1981: « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires », est désormais imprononçable. Utile pour le Conseil constitutionnel, dont la subordination à la Constitution, justement rappelée, est pour lui une protection contre les accusations et même les « tentatives » d'abus de droit, utile pour la démocratie enfin, qui, si elle n'est pas légitime dans l'élection, ne prospère que là où le pouvoir arrête le pouvoir.

(1) La Cour suprême des Etats-Unis, Seghers.

« On est toujours l'enfant de son siècle », de Gérard Mendel

Approfondir la démocratie

«ESSAI de psychanalyse de l'action profonde du siècle en nous tous.» Ainsi Gérard Mendel définit-il le genre de la recherche qu'il poursuit - brillamment - dans son nouveau livre.

Le fil rouge de l'histoire que nous vivons - et du livre, - c'est l'antagonisme entre les deux grandes forces, toutes deux ascendantes mais un pouvoir inégal: l'Etat et l'individu. La rupture, qui intervient avec le vingtième siècle, c'est qu'on se rend compte de plus en plus que le socialisme survivra-t-il au septennat de François Mitterrand? Au fil des pages, on comprend mieux pourquoi l'auteur a voulu descendre du piédestal historico-sociologique pour brasser une matière beaucoup plus sensible aux Français. C'est qu'il peut déconstruire le moteur qui a tourné de 1981 à 1986, et réparer ce qui a bien fonctionné et ce qui a grippé. Curieusement, Gérard Mendel estime qu'une bonne part des malheurs du PS proviennent de son absence d'intérêt pour la théorie. Le goût du PC pour la théorie n'a-t-il pas précipité son échec?

L'auteur nous semble mieux inspiré lorsqu'il parle du « mythe socialiste » qui est toujours celui de 1848 et 1871, la lutte contre les capitalistes privés, le légitime, etc., de la « sensibilité de gauche », qui recouvre le refus de la fatalité, l'égalité de droit entre les êtres humains, la meilleure maîtrise de nos actes sociaux face à l'autorité, l'esprit de tolérance.

Merci, François Mitterrand, pour avoir fait cesser le mythe socialiste, écrit Gérard Mendel et pour avoir ramené les aspirations de son parti à des vœux plus proches de la réalité, d'avoir « défendu le capitalisme privé pour sauver le socialisme démocratique ». Mais il faut encore un effort. La lutte continue au sein du PS entre les « statistes » et les « démocrates ». Il est urgent maintenant de répondre à cette revendication de l'individu moyen qui est de « voir le bout de ses actes », dans tous les domaines de son existence, c'est-à-dire d'aller vers une démocratie participative.

Ce thème fait l'objet de la dernière partie de l'ouvrage. On aurait envie de dire, là aussi, à l'auteur: gare aux mythes, comme celui de l'autogestion. Sa charge émotionnelle pourrait aujourd'hui se retourner contre le but poursuivi.

En tout cas, Gérard Mendel ouvre avec intelligence et clarté un vrai débat de grande portée.

PIERRE DROUIN
* Robert Laffont, 300 pages, 89 F.

Les archives de la Gestapo

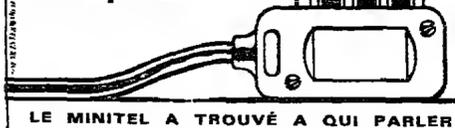
(...) A propos des archives de la Gestapo, M. de Marenches a disposé de onze ans pour les faire inventories. Il n'en a rien été. Cependant, au regard de sa fonction, comme de l'histoire, n'était-ce pas son devoir? Sa raison? Il l'a donnée dans l'Express cela aurait coûté trop cher! Ce n'est pas très sérieux et quelque peu affligeant.

HENRI FRENAY,
compagnon de la Libération.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez: LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE: (1) 45-23-96-81
TÉLÉCOPIER: (1) 45-23-96-81
TÉL.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Larroque (1982-1985).

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social: 620 000 F
Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général: Bernard Wozniak.
Rédacteur en chef: Daniel Vorzet.
Correspondant en chef: Claude Sala.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL.: (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messages)			
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. - SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA; Danemark, 8 kr.; Espagne, 130 pes.; Grèce, 55 p.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Liban, 4000 DL; Luxembourg, 20 F; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 330 F CFA; Suède, 9 kr.; Suisse, 1,80 L.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Venezuela, 110 bol.

La conférence sur le désarmement en Europe et les relations Est-Ouest

L'accord de Stockholm prévoit l'inspection obligatoire de mouvements de troupes de l'Atlantique à l'Oural

De Paris de la plupart des délégations des trente-cinq Etats participants, le résultat des travaux de la CDE est « substantiel », surtout si l'on tient compte du fait que la conférence s'est tenue ouverte, le 17 janvier 1984, dans un climat politique international très froid. La rupture des négociations de Genève, le déploiement des missiles américains en Europe et l'affaire du Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique avaient assombri les rapports Est-Ouest, et bien rares étaient ceux qui, à l'époque, pensaient qu'il serait possible de parvenir à un accord à Stockholm.

Aux propositions concrètes de mesures de confiance et de sécurité, à caractère militaire, déposées par l'alliance atlantique et les neutres et non-alignés (NNA), l'Union soviétique et ses alliés répondirent par de grands discours « politiques » sur le danger nucléaire. Le pacte de Varsovie réclama aussi l'interdiction des armements chimiques, la création de zones dénucléarisées, l'engagement de ne pas utiliser le premier l'arme atomique et un traité de non-recours à la force — autant de propositions qui n'avaient absolument aucun rapport avec le mandat de la Conférence de Stockholm, qui portait sur les armements conventionnels.

Les premières sessions furent donc un dialogue de sourds. Il fallut attendre décembre 1984 pour obtenir enfin, grâce aux neutres et en particulier à la Finlande, un accord sur la structure de travail. Les pourparlers recommencèrent ensuite pendant environ un an, et ce n'est en fait que début 1986 qu'ils commencèrent à avancer. Toutefois, malgré ces longues périodes de « surplace », il n'y a jamais eu réellement d'affrontement Est-Ouest à Stockholm. Les événements internationaux — comme le raid américain contre la Libye ou l'affaire Daniloff — n'ont jamais directement pesé sur les travaux de la conférence, qui a mené sa « propre petite vie ».

STOCKHOLM de notre correspondant

Le « document de la Conférence de Stockholm », adopté solennellement le 22 septembre, après d'ultimes tractations pendant le week-end, entre les trente-cinq pays participants (Europe, moins l'Irlande, plus les Etats-Unis et le Canada), comprend une vingtaine de pages. Il constitue un ensemble de mesures contraignantes de confiance et de sécurité dans une zone qui va de l'Atlantique à l'Oural, mesures qui englobent les points suivants :

1. — Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.

Les trente-cinq Etats rappellent leur obligation de « s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans leurs relations avec tout Etat, indépendamment du système politique, social, économique ou culturel de cet Etat, et indépendamment du fait qu'ils entretiennent ou non avec cet Etat des relations d'alliance ». Le texte réaffirme l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les signataires se déclarent résolus à prendre des mesures efficaces, au niveau tant national qu'international, pour la prévention et la suppression de tous les actes de terrorisme. « Ils prendront toutes les mesures appropriées pour empêcher que leur territoire ne soit utilisé pour préparer, organiser ou commettre des activités terroristes. Cela comprend entre autres des mesures visant à interdire sur leurs territoires les activités illicites, y compris les activités subversives, de personnes, de groupes et d'organisations qui sont les instigateurs d'actes de terrorisme, les organisent ou s'y livrent, y compris ceux dirigés contre les Etats et leurs citoyens. »

2. — Notification préalable de certaines activités militaires.

Les Etats participants devront annoncer quarante-deux jours à l'avance les activités militaires obligatoirement notifiables, à partir d'un seuil de quinze mille hommes ou de trois cents chars. Les transferts de troupes et leur date d'arrivée à l'intérieur de l'Europe seront également notifiables.

L'acte final d'Helsinki prévoyait la notification, vingt et un jours à l'avance, des manœuvres mettant en jeu plus de vingt-cinq mille hommes.

3. — Observation de certaines activités militaires.

Les manœuvres deviennent « observables » à partir d'un seuil de

dix-sept mille soldats. Des invitations seront adressées à tous les Etats participants, dont chacun pourra envoyer deux observateurs. L'Etat-hôte joindra un programme général sur la durée et les arrangements pratiques de l'opération, mais il ne sera pas tenu d'autoriser l'observation d'emplacements,

les inspecteurs devront se trouver sur le territoire du pays inspecté trente-six heures après que la demande a été formulée. L'inspection proprement dite — terrestre, aérienne ou combinée — durera au maximum quarante-huit heures. Ce chapitre est l'un des points essentiels du « Document de la



d'installations ou de positions de défense d'accès réservé ».

4. — Calendriers annuels de ces activités.

Avant le 15 novembre de chaque année, les Etats se communiqueront des informations sur les activités militaires prévues au cours de l'année calendaire suivante : type, caractéristiques générales, durée et objectif des activités, zone dans laquelle elles se déroulent, effectifs engagés, niveau de commandement. Le premier échange aura lieu en un plus tard le 15 décembre 1986.

5. — Dispositions contraignantes.

Les exercices mettant en jeu plus de quarante mille hommes devront être mentionnés un an à l'avance dans le calendrier. Les manœuvres incluant plus de soixante-quinze mille hommes seront annoncées deux ans à l'avance.

6. — Conformité et vérification.

Le contrôle pourra se faire par des moyens techniques nationaux (satellites, par exemple). Mais, en outre, « chaque Etat participant a le droit d'effectuer des inspections sur le territoire de tout autre participant ». « Aucun Etat ne sera obligé d'accepter sur son territoire plus de trois inspections par année civile, et plus d'une inspection d'un même Etat participant ». L'équipe effectuant l'inspection ne pourra pas comporter plus de quatre personnes. Le pays ayant reçu une demande devra y répondre dans un délai ne dépassant pas vingt-quatre heures et

Conférence de Stockholm », puisque, pour la première fois, l'Union soviétique reconnaît noir sur blanc un droit d'inspection qui ne peut être refusé. Le choix de la nationalité de l'aéronef ou des jeeps tout-terrain sera fait « d'un commun accord », mais les Occidentaux ont accepté de facto que le pays inspecté fournisse pour cette opération les véhicules ou l'avion ainsi que les équipages.

Les quatre inspecteurs — dont un pourra prendre place dans le cockpit de l'avion disposé pendant de leurs propres cartes aériennes, de leurs propres jumelles, appareils photographiques et dictaphones. Ils seront autorisés à dévier le plan de vol préalablement approuvé pour faire des observations spécifiques et « devront avoir accès à l'ensemble de la zone de manœuvres, à l'exception toutefois des zones interdites dont le nombre devra être le plus limité possible ».

Un « seuil qualitatif »

De l'avis des délégations de l'alliance atlantique, le droit d'inspection, le « seuil qualitatif » par rapport à l'acte final d'Helsinki en ce qui concerne les paramètres et l'augmentation sensible du nombre de notifications des activités militaires soviétiques, jusque dans l'Oural, qui va résulter des mesures adoptées, constituent les principaux résultats de la Conférence de Stockholm. Mais on reconnaît que le document a des points faibles et que l'on aurait pu « faire mieux », par exemple dans le domaine de l'information et des seuils, que beaucoup jugent encore bien hauts. D'un autre côté, rares étaient ceux qui, y a moins d'un an, croyaient que les

Soviétiques allaient céder sur le droit d'inspection. Selon le chef de la délégation américaine Robert L. Barry, « c'est un ensemble de mesures de confiance et de sécurité concrètes, vérifiables, sans ambiguïté, qui devaient éviter des discussions sur l'interprétation des textes. Ces résultats ont été obtenus parce que l'OTAN s'est montrée usée ». Pour son homologue soviétique, M. Oleg Grinevski, ce document est « le maximum que l'on puisse atteindre dans la situation actuelle ». « Malheureusement, nous n'avons pas pu obtenir l'interdiction des manœuvres de grande envergure qui n'ont aucune raison d'être et qui constituent un danger pour l'Europe ».

Quant à la délégation française, qui a joué un rôle non négligeable dans la dernière phase de la conférence, elle a remercié Mitterrand-Gorbatchev à Moscou, elle souligne que le projet a abouti parce que le thème des mesures de confiance et de sécurité était « le bon sujet, dans la bonne enceinte — la CDE — avec les bonnes méthodes. Nous avons commencé par quelque chose de modeste, mais de concret, qui peut ouvrir des perspectives. Le contraste est frappant entre le contexte positif de deux ans d'efforts à Stockholm et la stérilité de quinze ans de discussions à Vienne (MBFR) », a dit le chef de la délégation, M. Gaschignard, qui a toutefois regretté que le déroulement des dernières tractations ait revêtu « un caractère accentué de bloc à bloc, ce qui est contraire à l'esprit de la CDE ».

C'est également la critique formulée par les pays neutres, particulièrement par la Suisse, qui se sentent un peu exclus du processus de la CDE et de l'association de bloc à bloc. Au cours des pourparlers de Stockholm, ils n'ont pas joué leur rôle habituel, comme à Madrid, de « pont » entre les alliances, parce qu'il s'agissait essentiellement d'une discussion sur des questions militaires. Ils ont facilité la négociation, en faisant accepter des structures de travail, puis comme coordinateurs au sein des différents groupes. Mais leur offre de fournir des avions neutres pour les inspections aériennes, qui leur aurait permis de tenir le rôle de « vérificateurs » des mesures de confiance adoptées, a été finalement rejetée par les Américains, qui rejetaient un compromis sur cette question.

Toutefois, malgré les imperfections du texte, les trente-cinq délégations estiment que l'accord de Stockholm, dont les résultats seront « appréciés » par la prochaine conférence-bilan de Vienne, apporte « un peu plus de transparence » en Europe.

ALAIN DEBOVE.

Le projet de sommet Reagan-Gorbatchev se présente sous de meilleurs auspices

(Suite de la première page.)

En outre, M. Chevardnadze — remarquable hommage — s'est exprimé « avec bonne foi ».

Quant au ministre soviétique des affaires étrangères, dont le sourire et le charme méridionaux (géorgiens en l'occurrence) ont décidément frappé les journalistes américains, il n'a pas, sur le fond, été en reste d'optimisme. Ces deux journées, a-t-il déclaré, « ont créé les bases de la tenue d'une réunion au sommet, et nous allons de l'avant dans cette voie ».

On n'aurait ni d'un côté ni de l'autre pu se montrer plus optimiste. Cette attitude rendait d'autant plus l'attention que les deux parties se sont, dans le même temps, attachées à affirmer qu'elles n'étaient nullement prêtes à céder sur l'accessoire pour parvenir à l'essentiel. A la veille des discussions entre les chefs des deux diplomates, M. Gorbatchev avait tenu, pour la première fois, à qualifier lui-même d'« espion » le correspondant à Moscou d'US News and World Report, et M. Chevardnadze — publiquement au moins — n'a pas laissé entrevoir de moyen pour la Maison Blanche d'obtenir la complète libération de M. Daniloff à des conditions acceptables.

Une décision « illégale »

Car, si le ministre soviétique a répété sur tous les tons qu'il y avait une « chance réelle de résoudre le problème », s'il a affiché une grande disponibilité à repenser le dossier cette semaine, à New-York, avec M. Shultz, et si son porte-parole M. Guerassimov déclarait dimanche sur une chaîne de télévision : « Nous ne voulons pas que ce cas nuise à nos relations. Nous pouvons trouver une solution. Il y a des idées dans l'air », il n'en reste pas moins que M. Daniloff est toujours inculpé d'espionnage et empêché de quitter le territoire soviétique.

L'URSS serait tout à fait disposée à l'échanger contre le fonctionnaire soviétique de PONU qui avait été arrêté pour espionnage le 23 août à New-York, mais Washington, se refusant à mettre sur le même plan un « otage » et un « espion », ne veut pas entendre parler d'un tel troc.

Depuis que le département d'Etat a décidé mercredi dernier d'exiger le départ d'ici au 1^{er} octobre de vingt-cinq diplomates de la mission soviétique auprès des Nations unies — (« décision illégale, irresponsable et provocatrice [qui] ne restera pas sans conséquences », a déclaré M. Chevardnadze) — le champ de manœuvres s'est peut-être élargi et le donnant-donnant pourrait ainsi devenir plus indirect. Il n'en reste pas moins que le compromis permettant à chacun de sauver la face n'est pas évident et que M. Schultz a clairement dit — et sur tous les tons lui aussi — que « le cas Nicholas Daniloff doit être résolu de façon satisfaisante pour que le considérable potentiel de progrès qui existe trouve sa réalisation », ajoutant qu'il serait « difficile de penser à un sommet fructueux » sans que soit intervenue une solution.

En attendant que celle-ci s'écouille — ou qu'un éventuel échec ne conduise à une impasse — de significatives concessions soviétiques au début de l'été, suivies la semaine dernière de concessions américaines, ont permis à la Conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe de s'achever dimanche sur un succès.

Plus important encore, après que Moscou a renoncé d'une part à faire dépendre un accord sur les armes de portée intermédiaire de progrès sur la « guerre des étoiles », d'autre part à exiger la prise en compte des forces britanniques et françaises, Washington vient à son tour de faire un pas dans le domaine des armements. Une nouvelle proposition présentée jeudi aux négociations de Genève offrirait en effet, à en croire le New York Times, d'abaisser le nombre de têtes nucléaires des armes de portée intermédiaire à 200 pour chaque pays, dont 100 sur le théâtre européen et 100 autres dans la partie asiatique de l'URSS et six Etats-Unis. Ce compromis permettrait à la fois de réduire à un nombre symbolique les missiles de moyenne portée stationnés en Europe et à l'URSS de conserver quelques-unes de ces armes en Asie sans qu'il y ait déséquilibre avec les Etats-Unis et sans que cela constitue un réel sujet d'inquiétude pour le Japon et la Chine.

BERNARD GUETTA.

[Si les propositions américaines sur les armements à moyenne portée sont confirmées et servent de base à un accord, elles auront pour effet une réduction considérable du potentiel nucléaire à moyenne portée des deux grandes puissances, puisque le nombre de SS-20 soviétiques dans la partie européenne de l'URSS, qui est actuellement de 270 selon l'ONU, devrait être ramené à 33 (chacun de ces missiles comporte en effet trois ogives). En échange, le parc de fusées Pershing 2 et de missiles de croisière américains déployés en Europe depuis 1983 serait réduit de 236 aujourd'hui à 100, alors que le programme initial prévoyait un total de 572. Quant à l'arsenal soviétique en Asie, il serait ramené de 171 SS-20 à 33 également, les Américains se réservant le droit théorique, selon le New York Times, de lui opposer une force équivalente.]

Afrique

TCHAD

Retour progressif des réfugiés installés en Centrafrique

Plus de la moitié des 16 000 réfugiés tchadiens installés en Centrafrique depuis 1984 ont déjà regagné leur pays, a annoncé, samedi 20 septembre, le représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Bangui.

Ces réfugiés avaient fui leur pays par milliers après les violents combats entre « rebelles sudistes » et forces régulières du président Hissène Habré.

Ils étaient soumis à des attaques constantes de maquisards et vivaient dans un état d'insécurité permanente. Les autorités centrafricaines avaient alors décidé de les éloigner de la zone frontalière et de les réinstaller à l'intérieur du pays avec le concours du HCR.

D'autre part, le colonel Wadal Abdellkader Kamouguef, ancien vice-président du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) dont il a démissionné en juin, a annoncé samedi la tenue prochaine d'une réunion des groupes

qui ont rompu avec M. Goukouni Oueddeï.

Le dirigeant sudiste, qui séjourne depuis près de deux mois en Côte-d'Ivoire, a indiqué que son directeur de cabinet se trouvait à Cotonou pour préparer cette rencontre, qui se tiendra « d'ici à la fin de mois » dans une capitale africaine. — (AFP.)

● Le président Omar Bongo Prix Dag Hammarskjöld. — Le prix Dag Hammarskjöld a été remis, samedi 20 septembre, au cours d'une cérémonie officielle à Colombo (Sri-Lanka) au président de la République du Gabon, M. Omar Bongo, « en hommage aux efforts qu'il a déployés durant plusieurs années pour tenter de ramener la paix au Tchad ». L'ancien secrétaire général des Nations unies Dag Hammarskjöld est mort tragiquement (son avion s'est écrasé) durant l'une de ses missions, dans l'ancien Congo belge, le 20 septembre 1961. Une cérémonie diplomatique de la paix a été organisée chaque année des prix internationaux portant son nom. — (AFP.)

Aux Nations unies

Le roi Juan Carlos s'adresse pour la première fois à l'Assemblée générale

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, s'est rendu, dimanche 21 septembre, à New-York, pour diriger la délégation française à la 41^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. C'est toutefois M. Jacques Chirac qui prononcera le traditionnel discours, le 24 septembre. Durant son séjour d'une semaine à New-York, le ministre français des affaires étrangères aura des entretiens avec une trentaine de ses collègues.

Le débat politique de l'Assemblée générale des Nations unies s'ouvre ce lundi avec, notamment, les discours du président Ronald Reagan et du roi d'Espagne, Juan Carlos, qui intervient pour la première fois devant l'Assemblée. Le contenu relatif aux affaires d'espionnage contre les grandes puissances demeure en toile de fond à ces débats, après que vingt et un diplomates de la mission soviétique aux Nations unies — sur les vingt-cinq accusés d'espionnage et expulsés par les Etats-Unis — ont quitté New-York dimanche. Tous les diplomates

concernés auront quitté le territoire américain avant la date limite du 1^{er} octobre fixée par Washington.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a appelé, samedi, par cent vingt-six voix et vingt-quatre abstentions, à la mise en œuvre de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, pour contraindre celle-ci à accorder immédiatement l'indépendance à la Namibie.

● M. Igor Andropov à la tête d'une délégation soviétique à Vienne. — M. Igor Andropov, ambassadeur et fils de l'ancien dirigeant soviétique Youri Andropov, va diriger la délégation de l'URSS à la réunion de Vienne devant préparer, à partir du mardi 23 septembre, la prochaine session de la CDE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), a annoncé dimanche l'agence Tass. M. Andropov, qui est âgé de quarante-cinq ans, est ambassadeur itinérant depuis 1985 après avoir dirigé l'ambassade de son pays en Grèce. — (AFP.)

SEMINAIRES TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELS AUX USA

Cycle « Anticiper l'avenir » - Automne 1986

- la création d'entreprises : le partenariat en action
- le bureau du futur
- l'usine du futur
- les industries de la communication
- les stratégies d'investissement aux Etats-Unis
- technologies nouvelles et nouvelles stratégies d'entreprise

pour entreprendre et gagner

des séminaires d'une semaine sur le terrain, conçus avec des industriels, chercheurs et consultants américains, pour des entrepreneurs, cadres, ingénieurs et institutionnels français.

MICEFA Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains - 101, Bd Raspail - 75006 PARIS - Tél. (1) 45492038 - Telex ALL FRAN 204941 F

سكزا من الاجل

سكنا من الالحول

Proche-Orient

LIBAN : après les attaques contre la « zone de sécurité »

Israël est décidé à répliquer aux extrémistes chiites

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. André Ross, s'est rendu dimanche 21 septembre à Nakoura, à la frontière israélo-libanaise, au quartier général de la FINUL pour s'entretenir avec les responsables de cette force du « redéploiement » des « casques bleus » français. Il devait aller ce lundi à Beyrouth pour y rencontrer, notamment, le premier ministre libanais. A Damas, le président syrien, M. Hafez El Assad, a réaffirmé son soutien à la FINUL, prenant ainsi, une nouvelle fois, le contre-pied de son « allié » iranien, qui a appelé au départ du sud du Liban de cette force. Radio-Téhéran a fait valoir samedi que « la seule solution pour expulser les forces israéliennes du sud du

Liban (...) était le développement de la lutte armée ». Enfin, Al Ashad, l'hebdomadaire du parti libanais du Hezbollah (chiites pro-iraniens, qui ont multiplié ces dernières semaines les attaques contre la FINUL), écrit que le contingent des « casques bleus » français « est une force d'occupation aux ordres de l'Etat français ».

bleus », conviennent-ils, créant un vide que les pires ennemis d'Israël (hezbollahis et Palestiniens notamment) ne manqueraient pas d'occuper en renforçant encore leur influence aux dépens du mouvement Amal.

En attendant, un autre redéploiement, celui du bataillon français, se poursuit et devrait s'achever en fin de semaine. Les fantassins ont abandonné leurs positions les plus vulnérables et se regroupent au centre de leur zone sur des postes mieux défendus.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Absent depuis plusieurs mois des discours sinon des esprits, le Liban redevient ces temps-ci pour Israël un sujet d'inquiétude. La défense offensive de l'extrémisme chiite contre les « casques bleus » de la FINUL et contre les soldats de l'armée du Liban sud (ALS) préoccupe à des degrés divers les dirigeants de l'Etat hébreu.

Jérusalem prend au sérieux les attaques de plus en plus meurtrières lancées par les hezbollahis contre les avant-postes de l'ALS. Les pertes subies par la milice pro-israélienne ont de quoi, il est vrai, mettre en alerte son puissant protecteur. En une semaine, quinze miliciens de l'ALS ont été tués et treize autres blessés dans la « zone de sécurité » restée sous le contrôle d'Israël (Le Monde daté 21-22 septembre). A titre de comparaison, l'ALS avait déploré vingt-sept morts en douze mois (juin 1985-juin 1986). Ces chiffres en disent long sur l'« escalade » anti-ALS.

Israël perçoit celle-ci comme une mise à l'épreuve de ses alliés, un défi qu'il lui est indispensable de relever. Il n'a donc d'autre choix que de prêter rapidement main forte à l'ALS. Faste de quoi, les coups portés à l'armée du général Antoine Lahad (un ancien officier de l'armée libanaise) risquent de saper gravement son moral et de ruiner ses capacités de défense. A terme, c'est bien toute la stratégie libanaise d'Israël, fondée sur le maintien d'une « zone tampon » servant de cordon sanitaire aux localités frontalières de Galilée, qui est en jeu. D'où les propos fermes et sans équivoque, dimanche 21 septembre, de M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la défense.

« Le niveau de notre engagement dans la zone de sécurité, a prévenu M. Rabin, dépendra du niveau de terrorisme dirigé contre nous. Nous continuerons à aider l'ALS à repousser les attaques des hezbollahis et des radicaux d'Amal. S'il faut, nous engagerons notre assistance militaire. Tant que nous n'aurons pas retrouvé la tranquillité, il en sera de même pour les villages qui soutiennent les hezbollahis ».

D'autres responsables sont encore plus nets. Pour M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, « l'armée devra accroître sa présence sur le terrain ». On estime « entre quatre cents et cinq cents » le nombre de conseillers, soldats et agents de renseignement israéliens restés au Liban. Nul doute que l'Etat juif est résolu, si nécessaire, à augmenter ses effectifs. Le prédécesseur de M. Lubrani, M. Shlomo Ili, plus expéditif, propose de « frapper les bases du Hezbollah ». En revanche, chacun exclut une extension de la zone de sécurité, mesure qui la rendrait plus vulnérable. La presse israélienne souligne le rôle croissant au sud du Liban des hezbollahis, plus nombreux, plus actifs et mieux entraînés.

Officiellement, les malheurs de la FINUL alarment moins Israël que ceux de l'ALS. M. Rabin a rappelé dimanche, en conseil des ministres, la position traditionnelle de son gouvernement : Jérusalem ne demande ni le maintien ni le retrait de la FINUL, mais s'oppose au redéploiement de celle-ci le long de sa frontière. « Nous n'avons pas demandé à M. Rabin, aux chefs des soldats de la FINUL d'envoyer leurs fils défendre l'Etat d'Israël. Nous n'avons besoin pour cela de

personne. Nous refusons tout redéploiement des « casques bleus », lequel équivaldrait à liquider la zone de sécurité ».

Le redéploiement, suggéré par M. de Cuelar, secrétaire général de l'ONU, est accueilli ici avec quelque ironie. Comment la FINUL, demeurée Yediat Aharanah, pourrait-elle défendre la frontière israélienne alors qu'elle ne peut se protéger elle-même ? En privé, nombre de responsables israéliens redoutent néanmoins les conséquences d'un éventuel démantèlement de la FINUL. Le départ des « casques

Le chargé d'affaires iranien reçu par M. Raimond

Le chargé d'affaires de Téhéran à Paris, M. Gholam Reza Haddadi, a remis, samedi 20 septembre, au ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, une lettre de son homologue, M. Ali Akbar Velayati, a annoncé dimanche 21 septembre, l'agence iranienne IRNA.

Cette lettre constitue la réponse de M. Velayati à un message de M. Raimond du 22 août dernier, précise l'agence. Elle ajoute que, durant cet entretien de quarante-cinq minutes, les moyens de régler le contentieux franco-iranien ont été évoqués.

Il s'agit de la quatrième rencontre entre les deux responsables au cours de ces quarante-cinq derniers jours, selon l'agence iranienne. D'autre part, le parti d'opposition irakien Al Dawaa, a annoncé dimanche que le gouvernement français assumait désormais l'entière responsabilité du sort des sept otages détenus au Liban, après l'expiration de la date de retour en France de ses

deux militants expulsés en février dernier vers Bagdad.

Dans un communiqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth, Al Dawaa affirme que « le ministre français des affaires étrangères avait fait savoir le 3 septembre que les deux étudiants, Fawzi Hamza et Hassan Kherredine, pourraient regagner Paris dans un délai de dix à quinze jours. (...) Or leur non-retour [en France] confirme nos appréhensions sur les atermoiements et les messages du gouvernement français ».

Au Quai d'Orsay, on fait valoir que « des contacts ont eu lieu très récemment entre l'ambassade de France à Bagdad et les deux hommes (...) qui ont affirmé leur intention de regagner Paris ». Ils prennent eux-mêmes, ajoute-t-on, les dispositions nécessaires, compte tenu de la date de la reprise des cours qu'ils devront suivre à l'Université.

DEROGY

Une enquête inoubliable sur un drame jeté aux oubliettes... Une science consommée du récit.

Fred Kupferman, (L'Express)



Jacques Deroogy

OPERATION NEMESIS

Les vengeurs arméniens

Fayard

336 pages 85 F

FAYARD

Six ans de guerre entre l'Irak et l'Irak

(Suite de la première page.)

Plus grave encore : il est maintenant établi que la perte de Fao a été en grande partie le résultat de la négligence de l'état-major irakien et des défenseurs de la cité, qui ne se sont même pas avisés d'un simulacre de résistance tant a été grand l'effet de surprise. En outre, la contre-offensive irakienne en vue de reprendre la ville n'a commencé qu'après un délai de quatre jours, un temps précieux qui a été mis à profit par les Iraniens pour rendre leurs nouvelles positions quasi inexpugnables.

Par la suite, un peu tardivement peut-être, les meilleures unités de l'armée irakienne, dont la division blindée de la garde présidentielle, ont été jetées dans la bataille sans succès à prolonger les Iraniens. En fin de compte, incapable de récupérer Fao, le président Saddam Hussein, qui est en même temps le commandant en chef de l'armée, ordonna l'occupation de l'agglomération irakienne de Mehran contre l'avis du général Tawfik Ibrahim, le commandant du 2^e corps d'armée. Celui-ci estimait que cette ville, qui fut finalement conquise par les Iraniens le 17 mai dernier, ne pouvait être tenue longtemps dans la mesure où elle est située sur un pied de plateaux élevés et difficilement défendibles. C'est exactement ce qui s'est passé fin juillet avec la reprise de Mehran par les Iraniens, descendus par milliers des hauts plateaux.

La désastreuse expédition de Mehran avait un double objectif. Primo, démontrer que les Irakiens, comme leurs adversaires iraniens, étaient eux aussi capables d'occuper et de tenir des positions stratégiques importantes en territoire ennemi et secundo, procéder à l'échange de Mehran contre Fao, à la condition bien entendu que les Iraniens veulent bien négocier un tel troc avec un adversaire dont ils refusent de reconnaître la légitimité. En fin de compte la perte de Fao, qui a coûté la vie à plus de 15 000 militaires irakiens, et la déconfiture subie à Mehran ont profondément affecté le moral de l'armée et de la population. Des sanctions ont été prises contre les officiers commandant la place de Fao, notamment contre le général Chawkat Ahmed, qui se trouvait alors à la tête du 7^e corps d'armée. Imposé en avril et remplacé par le général Maher Abdel Rashid, qui s'était illustré en 1984 et 1985 dans la bataille des marais.

Echoués, les Irakiens ont apparemment abandonné toute idée de reconquérir Fao, ne souhaitant pas assumer de nouvelles pertes en vies humaines pour ce qu'ils considèrent maintenant n'être que « quelques arpents de terre » sans intérêt straté-

gique particulier. Il est cependant certain que la tête de pont de Fao, désormais reliée à l'Irak par une digue routière et toute une série de ponts mobiles, constitue pour l'état-major irakien un casse-tête redouta-

ble et une menace grave pour le front sud qui demeure, de l'avis général, la cible de la prochaine « offensive finale » en direction de Bassorah. Celle-ci, si jamais elle a lieu, sera loin d'être une promenade militaire.

Les Irakiens devront en effet franchir d'abord le « mur », un complexe de fortifications d'une profondeur de quinze kilomètres qui a été construit par les Irakiens et dont une partie est visible de l'autoroute Bagdad-Bassorah entre Qalast Salhi et Qourna. Ce mur a été récemment prolongé plus au sud par un canal naturel et un bassin qui protègent Bassorah de toute attaque provenant du Chahr el Arab, et plus au nord par un dispositif défensif qui s'étend jusqu'aux abords de Badra et de Mandali sur le front central.

Pour s'attaquer à ce qui est devenu peu à peu une sorte de ligne Maginot, les Irakiens devront payer cher. Il faudra d'abord qu'ils percent les premières lignes de défense situées le long de la frontière, traversent les marais et s'attaquent ensuite à la seconde ligne du mur le long de l'autoroute Bagdad-Bassorah, après

toute défense statique, il est vulnérable face à des adversaires décidés prêts à accepter d'importants sacrifices. En fait, la stratégie de l'état-major irakien le condamne à mener une guerre exclusivement défensive qui semble le priver de toute initiative et toute flexibilité face à un adversaire extrêmement mobile et insaisissable.

Le front du Sud demeure donc, malgré les multiples obstacles dont il est hérissé, le talon d'Achille de la défense irakienne. En revanche, le front central, qui s'étend d'Amara aux environs de Kar-el-Chiriz, inspire moins d'inquiétudes aux stratèges de Bagdad. L'ensemble de ce front a été relativement calme au cours de ces dernières années, à l'exception de la région de Mehran, qui vient tout récemment encore de « se réchauffer ».

On n'exclut pas une éventuelle offensive irakienne dans ce secteur en direction de Kut dans le cadre de l'« offensive finale » annoncée. Certains observateurs militaires vont même jusqu'à prévoir une attaque irakienne en direction de Mandali. Il ne s'agirait dans ce cas que d'une manœuvre de diversion dans

le genre d'opérations périodiquement lancées sur le front du Nord, au Kurdistan irakien, où le relief tourmenté interdit toute possibilité de percée importante. C'est ainsi que la récente offensive des troupes de Téhéran dans le secteur de Haj-Omrauc s'est soldée, comme d'habitude, par un match nul.

Il existe donc de fortes chances que, dans la guerre du Golfe, la septième année, qui commence ce lundi 22 septembre, ne soit pas l'année décisive dont on parle si souvent à Téhéran. Le pari est équilibré qui s'est créé le long de la frontière irakienne entre deux armées dont l'une - celle de Bagdad - jouit d'une supériorité incontestable dans le domaine des armements, surtout en ce qui concerne l'aviation, et l'autre - celle de Téhéran - d'une stratégie agressive fondée sur la surprise et la mobilité semble interdire toute victoire décisive d'un adversaire sur l'autre. On a même l'impression dans les milieux militaires occidentaux de Bagdad que les Iraniens sont conscients de ce fait et cherchent surtout par leurs offensives répétées à multiplier les coups de botoir afin de fragiliser le régime irakien et ébranler un peu plus le moral de la population. Selon la formule d'un diplomate occidental à Bagdad, « les troupes iraniennes viennent régulièrement secouer l'arbre pour voir si les fruits sont mûrs et prêts à tomber ».

Les Irakiens, pour leur part, ne veulent pas se laisser enfermer dans une guerre terrestre qu'ils ne peuvent gagner. Depuis 1984, ils ont déclenché une escalade militaire dans les eaux du Golfe pour tenter de priver le régime de Téhéran de son unique source en devises étrangères, en asphyxiant graduellement le terminal iranien de l'île de Kharg, talon d'Achille de la République islamique. En août dernier, l'aviation irakienne, qui domine les cieux de la région, a porté la bataille plus au sud en détruisant le terminal pétrolier de Sirri, menaçant de priver l'Irak des moyens nécessaires pour financer sa machine de guerre.

La guerre que l'Irak mène contre les cibles économiques vitales de l'Irak constitue cependant une arme à double tranchant. Elle renforce en effet les Iraniens dans leur refus de négocier avec les dirigeants actuels de Bagdad une paix honorable. Elle peut également contraindre les dirigeants de Téhéran, pris à la gorge par la guerre économique, à relâcher les bombardements des villes, ce que les Irakiens souhaitent vivement et à baisser le prix, et aussi à précipiter et à intensifier l'« offensive finale » tant annoncée.

JEAN GUEYRAS.



Amériques

Le procès des militants du MIR chilien à Genève

Les inculpés ont été condamnés à des peines de prison avec sursis

Francisco Maestre, Julio Carrasco, Amelia Negron, des Chiliens militants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), et leurs deux complices suisses, Marie-Jeanne Pfluz et Raymond Joly, ont

été condamnés le samedi 20 septembre à des peines de prison avec sursis par un tribunal de Genève.

Ils avaient tenté de « blanchir » 2 millions de dollars provenant d'une

rançon versée pour la libération d'un banquier panaméen.

Na ont bénéficié des circonstances atténuantes en raison de leurs « motivations politiques ».

GENÈVE

de notre correspondant

Les retombées d'un enlèvement commis en mars 1984 ont été évoquées lors d'un procès qui s'est achevé le samedi 20 septembre devant le cour correctionnelle de Genève. Au banc des accusés, trois militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) de Chili, ainsi que deux complices suisses, inculpés de recel. Quatre d'entre eux avaient été arrêtés le 26 novembre 1985 à Genève, alors qu'ils tentaient de « blanchir » une partie de la rançon de 7 millions de dollars payés quelques jours plus tôt à Zurich pour la libération d'un homme d'affaires panaméen, M. Sam Kardonski.

Les faits remontent au 11 mars 1984, lorsque M. Sam Kardonski, qui appartient, avec ses trois frères, à l'une des familles les plus riches de Panama, est enlevé par trois inconnus dans une rue de Colog, le port silénique du canal.

Abordé par deux hommes et une femme, il est tout d'abord frappé puis entraîné de force dans une voiture. Les yeux bandés et drogué, cet homme de soixante-cinq ans est ensuite transporté sous le siège arrière d'un second véhicule avant d'être transféré dans un hélicoptère qui vole pendant plusieurs heures vers une destination inconnue. Son attente devrait durer une vingtaine de mois. Dans une minuscule chambre sans fenêtre, sous la surveillance de gardiens en cagoule, M. Kardonski, vraisemblablement séquestré en Colombie, fut finalement relâché le 2 novembre 1985 sur un parking de l'aéroport de Quito

(Equateur). L'enlèvement n'a jamais été revendiqué par une quelconque organisation politique. Les négociations proprement dites se déroulèrent d'abord à Miami, où la famille Kardonski possède un pied-à-terre, puis à Mexico.

Une rançon

Commencée à Panama, l'enquête a ensuite été menée par le FBI, qui a mis sur table d'écoutes le poste des Kardonski à Miami. Dans un premier temps, les ravisseurs, qui avaient fait parvenir à la famille un enregistrement vidéo de leur otage, avaient réclamé une rançon de 25 millions de dollars. Finalement, le 5 octobre 1985, les deux parties s'accordèrent sur un montant de 7 millions de dollars à verser en Suisse.

Accompagné des deux fils de M. Kardonski et d'un de ses neveux, un négociateur britannique engagé par la famille se rend en Suisse mettre au point les détails techniques de l'opération et prévient la police. Le 18 octobre, la rançon était remise à deux hommes masqués, sur un parking de Zurich.

Le 26 novembre, la police genevoise interpellait quatre personnes, en train de changer dans diverses banques des sommes de 50 000 dollars à chaque opération. D'après des photocopies de coupures de 100 dollars faites à Zurich, l'enquête aurait permis d'établir que les quelques 2 millions de dollars changés ou retrouvés sur les inculpés provenaient de la rançon versée pour la libération de l'homme d'affaires panaméen.

S'ils n'ont pas dissimulé leur appartenance au MIR, les trois

Chiliens incarcérés à Genève ont prétendu ignorer l'origine des fonds retournés en leur possession. Tout au plus ont-ils admis que cet argent leur avait été remis pour être changé par un certain Mammel, d'origine salvadorienne ou hondurienne.

Les dirigeants du MIR ont fait savoir que ces 2 millions de dollars provenaient d'une « organisation progressiste central-américaine », qui leur avait fait cette « donation », et avait demandé de reconvenir cette somme en francs suisses, « en raison de la dévaluation constante du dollar ».

« Ce genre de service, disent-ils, est normal entre révolutionnaires. Par la suite, nous avons appris par le juge d'instruction que cet argent était le produit d'un chantage criminel. »

Le MIR, qui se bat contre la dictature du général Pinochet au Chili, se déclare « étranger à des actes de ce genre ». Comme c'est souvent le cas dans des affaires d'enlèvement, la victime et sa famille ne se montrent pas non plus très loquaces. Encore sous le coup de sa détention, M. Sam Kardonski se refuse à toute déclaration. Son neveu Frank, qui s'est indirectement occupé des tractations, nous avait déclaré à Panama : « Dans cette sorte d'affaire, il est préférable de ne rien dire. Ce furent vingt mois très difficiles pour toute la famille. Nous préférons en rester là, oublier cet épisode et ne plus y penser. »

JEAN-CLAUDE BURRER.

Un appel de la mère de César Bunster. — M^{me} Hortensia Ariztia, mère de César Bunster Ariztia, accusé par les autorités chiliennes d'avoir participé à l'attentat contre le général Pinochet (et actuellement recherché par la police), nous écrit pour dire que son fils est « le bouc émissaire d'une campagne orchestrée par les militaires ». César

Bunster est le fils de l'ancien ambassadeur du Chili au Mexique pendant le gouvernement Allende. Il n'était rentré au Chili que depuis trois mois, après des études en Grande-Bretagne et au Mexique. M^{me} Ariztia insiste sur « l'absence totale de garanties au Chili » et redoute « une disparition ».

Europe

AUTRICHE : en obtenant deux sièges à la diète de Styrie

Les Verts font leur entrée sur la scène politique

VIENNE de notre correspondant

Le Parti socialiste autrichien (SPOe) a enregistré, dimanche 21 septembre, un recul sensible aux élections régionales de Styrie, dernier test avant les élections générales prévues pour le 23 novembre prochain. Les socialistes perdent deux sièges à la Diète de Styrie (ils en conservent vingt-deux) et cinq points de pourcentage de voix. Le Parti populiste (conservateur) gagne un point en pourcentage et conserve trente mandats à la diète. Le Parti libéral, en léger recul, garde ses deux mandats. Quant aux Verts, malgré leurs divisions, ils obtiennent 5 % des voix et, pour la première fois, deux sièges dans un Parlement régional.

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la rupture de la coalition socialo-libérale à Vienne (le Monde du 17 septembre), une erreur de transmission nous a fait attribuer à M. Wilfried Gradler, ancien ambassadeur d'Autriche, des propos peu équilibrés qu'il n'avait, en fait, pas tenus. M. Gradler avait estimé que les médias allaient traiter le nouveau président du Parti libéral de « fils adoptif de Hitler ». Il n'avait pas pris ce qualificatif à son compte, contrairement à ce que nous avons écrit.

Le recul des socialistes s'explique en partie par la crise que connaît le groupe industriel Voest-Alpine. La Styrie est, en effet, l'une des régions touchées par le plan de redressement établi pour ce groupe et qui prévoit la suppression de dix mille emplois. D'autre part, les voix perdues par les socialistes se sont portées essentiellement sur les Verts. Cette consultation autorise ainsi à penser que la lutte sera serrée entre socialistes et populistes en novembre prochain.

L'arrivée de M. Joerg Haider, représentant de l'aile droite, à la tête du Parti libéral, ce qui a provoqué la rupture de la coalition socialo-libérale au pouvoir à Vienne (le Monde du 17 septembre), n'a eu apparemment qu'une influence minime sur le comportement des électeurs. Rien ne dit pour l'instant que les libéraux parviendront au plan national à récupérer leur électoral traditionnel de droite perdu ces dernières années.

Les trois groupes écologistes les plus importants ont annoncé, dimanche, leur intention de présenter une liste commune aux élections de novembre, sous la direction de M^{me} Frada Meissner Blau (candidate à l'élection présidentielle du printemps dernier), ce qui augmente leurs chances d'être représentés dans le prochain Parlement...

WALTRAUD BARYLLI.

SURINAME : pour faire échec à la guérilla

Le gouvernement envisage la création de milices populaires armées

AMSTERDAM de notre correspondant

Au Suriname, le régime dictatorial de M. Desi Bouterse envisage d'« armer le peuple » afin de faire échec à la rébellion armée qui se développe dans l'est du pays. Dans un discours prononcé le samedi 20 septembre à Paramaribo et particulièrement suivi aux Pays-Bas, M. Henk Herrenberg, ministre des affaires étrangères, en effet, a suggéré la formation de milices populaires armées pour combattre les guérilleros de M. Ronnie Brunswijk, un ancien garde du corps de M. Bouterse.

Pour les observateurs des Pays-Bas, où résident plus de deux cent mille Surinamois, soit la moitié de la population de l'ancienne colonie, l'appel de M. Herrenberg illustre le désarroi du régime face à une insurrection qui est contrôlée, par les opposants se trouvant en Hollande. Ces dernières semaines, les guérilleros de l'Armée de libération nationale surinamaïse de M. Brunswijk ont multiplié leurs attaques contre des casernes, des patrouilles de l'armée et des postes de police.

Il y a quelques mois, M. Brunswijk était sur le point de demander l'asile politique aux Pays-Bas, sa révolte ayant, semble-t-il, fait long feu. Des dirigeants politiques de la résistance surinamaïse, aux Pays-Bas, l'en dissuadèrent et renvoyèrent M. Brunswijk au Suriname où il a repris la lutte.

Dans son discours, M. Herrenberg a admis que certaines parties du pays échappent au contrôle du gouvernement. Le gouvernement surinamaïse a plus d'une fois accusé les Pays-Bas d'encourager « la subversion », mais, la semaine dernière, Paramaribo a envoyé son premier ministre M. Radhakishao à La Haye, où le gouvernement s'est montré favorable à « l'ouverture démocratique » promise par M. Bouterse, un ancien sergent-monteur sportif dans l'armée néerlandaise.

Au Suriname les conseillers cubains ont été renvoyés chez eux

Semaine péruvienne au Centre culturel de Ruell-Malmaison. — Une série de manifestations artistiques et culturelles (cinéma, conférences, expositions de peinture, de sculpture et de photographie) sera lieu, du 19 au 27 septembre, dans les locaux du Centre culturel de Ruell-Malmaison, 20, boulevard Edmond-Rostand.

après l'intervention américaine à la Grenade. Depuis, le régime de M. Bouterse se veut non aligné, mais les dirigeants ont jugé prudent de ne pas se rendre au sommet de Hanoi. Enfin, on apprend à Miami, une peine de quatorze ans de prison pour trafic de cocaïne a été requise contre le commandant Etienne Boerenveen, ancien bras droit de M. Bouterse. Il avait présenté le Suriname comme un pays « sûr » pour l'acheminement de cocaïne vers les Etats-Unis par le biais de la ligne aérienne nationale.

RENÉ TER STEEGE.

La perfection dans tout le répertoire



NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

BISOFT
35 bis, rue Victor Hugo 92400 COURBEVOIE
Tél. : (1) 47.89.50.47

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions BERGER-LEVRAULT

MÉDECINE-PHARMACIE

Nécessité d'une classe préparatoire

Ne perdez pas de temps à tenter de réussir le concours. Un bac D ou C faible ne suffit plus. Avec le CEPES du 15 oct. au 15 juin, renforcement des bases scientifiques et large anticipation sur le programme de première année. Professeurs de fac. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte (92), Neuilly, 47.45.09.19 et 47.22.94.94.

AIR CANADA VOUS FAIT UNE FLEUR.



Du 9 septembre au 31 octobre, sur Air Canada, c'est le bouquet : 3 650 F aller-retour Paris-Montreal. N'importe quel jour ? Sur n'importe quel vol régulier ? Absolument, mais pas avec n'importe quels services. Pour vous détendre en musique, les écouteurs sont mis à votre disposition gracieusement. Pour vous relaxer, les drinks sont offerts. Pour bien profiter des films, ils sont en français.

C'est ça, la feuille d'érable. Le parfum d'une grande compagnie sans les épines du charter. Dernier conseil avant d'attacher votre ceinture : des fleurs comme ça, il n'y en aura pas pour tout le monde. Mais il y en aura pour tout le Canada : Paris-Toronto non-stop 4 000 F A/R et Paris-Québec 3 650 F A/R. Air Canada se réserve le droit de modifier ses conditions de transport sans préavis.

PARIS-MONTREAL
3650 F
DU 9 SEPT. AU 31 OCT

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS. AIR CANADA

سكننا من الاصل

حکومت من الاجل

Europe

POLOGNE : après la libération des prisonniers politiques

Les dirigeants de Solidarité face à des choix difficiles

La temps des décisions difficiles est arrivé pour les responsables de Solidarité. Faut-il liquider ce qui resta des structures clandestines du syndicat, profiter des circonstances créées par la libération des prisonniers politiques pour inciter les dirigeants qui se cachent encore à refaire surface ? Et faut-il dans cette hypothèse constituer aussitôt un organisme de substitution, agissant au grand jour, pour affirmer la pérennité du mouvement ? Une telle décision n'apparaîtrait-elle pas comme une provocation à l'égard du pouvoir, un pouvoir dont les intentions réelles restent fort obscures ?

C'est de tout cela, entre autres, qu'ont dû s'entretenir, samedi 20 septembre, MM. Lech Walesa et Zbigniew Bujak, le président « du » de Solidarité et l'ancien dirigeant clandestin, flanqués de MM. Geremek et Mazowiecki - les deux conseillers attitrés de M. Walesa, - de M. Wielowieyski (personnalité proche de l'épiscopat et qui a eu au printemps des « contacts » avec les autorités), et de plusieurs ex-membres du KOR (MM. Kuron, Michnik, Wujec).

Rien n'a filtré sur le contenu de ces conversations, mais on est en droit de supposer que M. Walesa et ses conseillers se sont prononcés pour des décisions prudentes qui ménageraient l'avenir, face à un Zbigniew Bujak qui sa toute récente libération, après trois mois de prison et plusieurs années de clandestinité, pousse plutôt à une certaine euphorie.

Il faut dire que les « optimistes », ceux qui pensent que l'opposition reste suffisamment puissante pour contraindre le pouvoir à composer, ont pu trouver des encouragements dans la spectacle offert, dimanche, par le

pèlerinage annuel des ouvriers à Czesochowa. Plus de cinquante mille personnes, une multitude de banderoles de Solidarité, des ovations pour les nombreux dirigeants du mouvement qui avaient fait le déplacement et en avaient profité pour se éconnerter (MM. Walesa, Lis, Borusewicz, Modzelewski, etc.). Et, pour couronner la tout, une police pour une fois fort discrète, et la présence de l'une des principales figures de l'épiscopat, le cardinal Gulbinowicz, qui, au cours d'une autre cérémonie, la veille, rappelait que « sans organisations indépendantes [du pouvoir], la profon-
économiques du pays ne pourrait être surmontée ». Pas facile, dans ces conditions, de garder les pieds sur terre.

Une étrange soirée

Déjà, vendredi soir, le dixième anniversaire de la fondation du KOR (comité de défense des ouvriers) avait été l'occasion d'une fête propre à réchauffer le cœur de tout ce que la Pologne compte d'opposants. Il y avait là, entassés dans l'appartement de Jacek Kuron (l'une des « bêtes noires » du régime), des dizaines d'anciens prisonniers politiques, d'hommes qui furent de tous les combats, ceux du KOR, de Solidarité, de la lutte clandestine, sans oublier des artistes indépendants mais dont le cœur penche clairement du côté de l'opposition, comme le cinéaste Andrzej Wajda. Et aussi l'hôte le plus inattendu de cette joyeuse réunion (où il était interdit de parler politique...), Leszek Moczulski, le président de la Confédération pour une Pologne indépendante, une sorte d'antithèse du KOR, sou-

vent considéré comme son adversaire idéologique. Décidément, comme le disait Adam Michnik dans une colonne du Monde du 21 septembre, les choses - et les gens - ont bien changé, à mesure que s'écoulaient les années, en particulier les années passées dans des prisons communes.

Il y avait par contre, à cette étrange soirée, un absent de marque : Lech Walesa, pourtant à Varsovie ce jour-là. Comme si le président de Solidarité souhaitait garder non pas ses distances, mais une image un peu différente, plus autonome.

Le jour même, M. Walesa avait eu un long entretien avec le secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Dębrowski (qui est aussi l'interlocuteur le plus régulier du pouvoir, et notamment du ministre de l'intérieur). Cette conversation était d'autant plus nécessaire que, dans la très délicate période qui s'annonce, l'Eglise restera évidemment l'intermédiaire privilégié entre les autorités et l'opposition. La commission mixte, qui réunit des représentants du gouvernement et de l'épiscopat, doit d'ailleurs se réunir mardi 23 septembre. Ce devrait être l'occasion pour le pouvoir de préciser un peu ses intentions, d'indiquer s'il entend vraiment prendre le risque d'une certaine ouverture. Il n'est pas sûr, pourtant, que les autorités soient prêtes à dévoiler leurs batteries - à supposer d'ailleurs qu'elles soient elles-mêmes fixées sur l'attitude à adopter. Le général Jeruzelski a quitté, samedi, Varsovie pour un voyage en Extrême-Orient, et en particulier pour la Chine. Il faudra très vraisemblablement attendre son retour pour que, de ce côté-là au moins, le brouillard se dissipe.

JAN KRAUZE.

GRANDE-BRETAGNE : l'évolution à l'égard de l'Afrique du Sud

Le chef du Congrès national africain a été reçu par le secrétaire au Foreign Office

LONDRES
de notre correspondant

La rencontre de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office et de M. Tambo chef du Congrès national africain (ANC) confirme la lente évolution de la position du gouvernement britannique sur la question sud-africaine. Il n'y a pas si longtemps, on déclarait à Londres qu'une telle rencontre serait impossible tant que l'ANC ne renoncera pas à la violence. Le mouvement d'opposition sud-africain n'a pas changé sur ce point, et c'est le gouvernement de M. Thatcher qui a modifié son attitude.

Déjà, au début de l'année, des contacts discrets avaient été pris avec l'ANC par des hauts fonctionnaires du Foreign Office. Puis M. Lynda Chalker, « ministre » (secrétaire d'Etat), avait reçu M. Tambo à Londres. Le pas était franchi. En juillet, au cours de sa mission de bons offices en Afrique du Sud au nom des Douze, Sir Geoffrey avait notamment dit au président Botha d'engager des pourparlers avec l'ANC. C'est à ce moment qu'il aurait dû rencontrer M. Tambo. Mais, à l'époque, ce dernier refusait.

Depuis l'échec de la mission de Sir Geoffrey auprès du président Botha, le gouvernement britannique,

tant au sein du Commonwealth que de la Communauté européenne, a quelque peu changé d'attitude. La semaine dernière, lors de la réunion des ministres des Douze, c'est l'Allemagne de l'Ouest qui est apparue comme le principal frein à l'adoption de mesures significatives contre l'Afrique du Sud. Sir Geoffrey était prêt à accepter un embargo sur les importations de charbon sud-africain, mesure à laquelle le gouvernement de Bonn s'est opposé.

En venant à Londres samedi, M. Tambo a montré qu'il savait gré au chef de la diplomatie britannique de cette évolution.

Sir Geoffrey, M. Tambo et leur entourage sont restés très discrets sur le contenu des conversations. Le Foreign Office a seulement fait

savoir que Sir Geoffrey avait réaffirmé son rejet de l'apartheid et la nécessité de parvenir à des échanges normaux en Afrique du Sud par des « moyens pacifiques ».

Un porte-parole de l'ANC a indiqué, pour sa part, qu'il n'était pas question que son mouvement renonce à la « résistance » et aux actions des « combattants de la liberté ». L'entretien semble s'être limité à un échange de vues, mais, dans les milieux proches de l'ANC, on souligne que cette rencontre est particulièrement importante dans la mesure où le gouvernement britannique, étant donné ses rapports étroits avec Washington, pourrait amener la Maison Blanche à évoluer à son tour.

FRANCIS CORNU.

Asie

CORÉE DU SUD : l'ouverture des Jeux asiatiques

Opération séduction à Séoul

La cérémonie d'ouverture des Jeux asiatiques, s'est déroulée samedi 20 septembre, à Séoul. Des mesures de sécurité sans précédent avaient été prises. M. Nakasone, en visite officielle en Corée du Sud, a assisté à la cérémonie. Le premier ministre japonais, qui a regagné Tokyo dimanche après un entretien avec le président Chun Doo-Hwan, a déclaré que la situation militaire dans la péninsule coréenne était « plus dure que jamais » et s'est inquiété de la coopération militaire entre Moscou et Pyongyang.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Les premières images qu'ont les visiteurs étrangers en débarquant à l'aéroport de Kimpo sont celles de soldats l'arme au poing en faction tous les 50 mètres et de banderoles de bienvenue tout aussi nombreuses. Depuis l'attentat de dimanche dernier, le dispositif de sécurité dans les villes où se déroulent les Jeux, a été renforcé au maximum. Des barrières ont été mises en place sur les routes d'accès à la capitale.

Malgré ce déploiement martial, Séoul, qui accueille les dixième Asiad (Jeux asiatiques), se veut pimpante. Le long de la Voie olympique, qui relie l'aéroport au complexe sportif, dont la pièce maîtresse est le gigantesque stade Chamsil (cent mille places), conçu par l'architecte coréen Kim Sok-Kun, les nouveaux arrivants longent les rives du majestueux fleuve Han aux eaux sablonneuses. L'aménagement de ses rives, sur lesquelles se succèdent espaces verts, promenades et terrains de sport, constitue la principale réalisation occasionnée par les Jeux.

Comme Séoul doit être la vitrine du pays et que les autorités se méfient du caractère parfois un peu rude, mais enjoué, de la population, elles ont lancé des campagnes pour faire « disparaître tout ce qui est vulgaire ». On a demandé aux piétons de ne pas jeter de mégots par terre, de ne pas cracher, de respecter les queues aux arrêts de taxi et d'autobus ; et aux restaurateurs d'observer les règlements en matière d'hygiène et de repeindre les murs.

Dans leur zèle, les autorités ont même ordonné aux marchands des rues de disparaître, car elle cela donnait un « côté sous-développé » à la ville.

La grande opération de promotion internationale de la Corée du Sud a coûté cher : 2,7 milliards de dollars (soit sept fois les investissements faits lors des Olympiades de Los Angeles). Les opposants ont poussé les hauts cris et ont dénoncé des « dépenses somptuaires », alors que le pays doit déjà faire face à une dette extérieure de 45 milliards de dollars.

« Le pays vit dans le regard des autres », estime un religieux coréen. « Certains ont payé cher cette opération de séduction internationale », ajoute-t-elle. Ainsi, pour construire la Voie olympique il a fallu déloger les habitants de l'un de ces « quartiers de la lune » (si long ne) : une zone de squatters, semi-bidonville formé de baraques de fortune construites par ces campagnards venus à la ville dans l'espoir d'y mieux vivre. Ce quartier des laissés-pour-compte, Mokdong, a été rasé en juin 1985. L'opération initiale si l'on avait pensé à reloger les habitants. Ce ne fut pas le cas, et quelques-uns se sont retrouvés à l'autre bout de la ville, à Sanggye-Dong. Mais au cours de l'été on a commencé à aussi à détruire le quartier. Les habitants se sont révoltés. Les leaders ont été mis en prison, et désormais la police anti-émeute est quotidiennement présente pour surveiller les deux cents familles qui s'obstinent à vivre dans leurs maisons à moitié démolies.

PHILIPPE PONS.

Sous le haut patronage de la Commission des Communautés Européennes.



Etes-vous le meilleur financier européen ?

Avec 500 Francs, vous aurez la réponse à cette question.

500 F c'est le montant de votre seul risque financier pour relever le challenge proposé par le Grand Prix Financier Européen 1986.

Outre votre inscription, les 500 F représentent les frais d'ouverture et de fonctionnement du compte sur lequel, pendant toute la durée du concours, vous passerez vos ordres en temps réel.

Dix semaines pour valoriser 200 000 ECU's !

Le 10 octobre 1986, vous et l'ensemble des compétiteurs européens, recevrez un capital fictif de 200 000 ECU's, soit environ 1 400 000 F pouvant être investis en 149 valeurs dont 101 actions, 2 métaux précieux, 46 options.

Vous aurez donc 10 semaines, jusqu'au 19 décembre 86, pour valoriser au maximum ce capital et faire la différence.

Battez-vous simultanément sur 12 marchés.

Le Grand Prix Financier Européen 1986, vous propose de vous battre, dans les conditions réelles des enjeux économiques

ques d'aujourd'hui, simultanément sur 12 places financières internationales.

Pendant 10 semaines vous pourrez intervenir sur 12 places financières, sans aucune limitation d'ordres !

Plus de 800 000 francs de récompense aux meilleurs financiers européens !

Une dotation de 118 000 ECU's (soit plus de 800 000 F) sera répartie, à l'issue du concours, entre les meilleurs financiers européens. Le premier prix, d'une valeur de 20 000 ECU's, sera attribué au meilleur candidat au niveau européen. Ce prix sera complété par des prix nationaux et 3 prix spéciaux pour les Français : la Coupe des Dames attribuée par la Société Générale pour les 3 meilleurs concurrents, le prix Science et Vie Economie réservé aux 3 meilleurs équipes d'étudiants et enfin le prix Journal des Finances, accordé aux 3 clubs d'investissement les plus performants.

Si vous souhaitez participer à ce concours vous pouvez trouver des informations complémentaires en consultant le numéro de Science et Vie Economie ou le Journal des Finances du 20 septembre 1986 ou encore

NEVERT 05 24.42.44
APPEL GRATUIT



Coorganisateur et réalisateur du Grand Prix Financier Européen : Cassidat S.A.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3° CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2° CYCLE Intensif : Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 3, imp. Royer Collard (St. Leger), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Communiqué par European University of America • San Francisco • Californie.

Les attentats à Paris et la lutte contre le terrorisme

Les nouvelles menaces du CSPPA

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) a, le samedi 20 septembre, de nouveaux rendez publics deux communiqués. Le premier, rédigé en arabe, a été remis, le même jour, à une agence de presse occidentale de Beyrouth. Le CSPPA y menace la France et promet de nouvelles actions : « Nous n'avons pas mis un terme à nos opérations, précisons-nous, et nous n'avons pas l'intention de le faire. Nous réclamons la libération des militants détenus en France. Sinon, le feu va grandir, s'étendre, se poursuivre et se déplacer. » Après quelques menaces similaires visant l'Italie (où deux membres des FARL - Fractions armées révolutionnaires libanaises - Josephine Abdo Sarkis et Mohammed El Mansouri, soupçonnés d'être impliqués dans une attaque il y a dix ans de prison), le communiqué qualifie de « ridicules » les accusations portées par la police française contre Maurice, Robert et Émile Abdallah, les frères de Georges Ibrahim Abdallah dont le CSPPA réclame avec insistance la libération. « Pourquoi ne pas aussi accuser la mère de Georges (...) de la dernière opération que nous avons menée à Montpellier, à Paris ? », affirme-t-il.

Le second communiqué du CSPPA est parvenu le même samedi, quelques heures plus tard, également à une agence de presse occidentale de Bey-

routh. Cette fois, le CSPPA met en garde le gouvernement français contre « toute liquidation physique, sous la prétexte de maladie ou autre, de ses militants (...) détenus en France ». En raison d'une erreur de traduction, les radios locales libanaises avaient en effet annoncé, samedi matin, le transfert de Georges Ibrahim Abdallah, chef des FARL, à l'hôpital, alors qu'il n'était transféré, pour des raisons de sécurité, qu'à la prison de la Santé.

Au même moment, M. Jacques Vergès, défenseur de Georges Ibrahim Abdallah, se présentait à la porte de la prison et se voyait interdire la possibilité de voir son client, alors entendu, ont précisé plus tard les autorités pénitentiaires, par la police judiciaire. M. Vergès a immédiatement fait parvenir au président de la République un télégramme où il fait état de ses inquiétudes quant à l'intégrité physique de son client. « Je suppose qu'il est dans un tel état qu'on n'ose pas le montrer », a encore déclaré l'avocat à un journaliste de l'agence Reuter qui l'interrogeait.

Les mêmes inquiétudes ont sûrement agité le CSPPA avant qu'il ne publie son communiqué. Le correspondant du *Matin de Paris* à Beyrouth, Jean Boutros, était à Kobayst, village de la famille Abdallah, lorsque la radio libanaise a fait état du transfert de Georges Ibrahim Abdallah à l'hôpital.

L'atmosphère jusque-là bon enfant s'est brusquement tendue, note le journaliste, qui signale encore que plusieurs hommes en armes sont apparus, alors que les frères Abdallah s'isolaient dans un coin pour discuter. Quelques heures plus tard, le CSPPA rendait publié son communiqué promettant une violente riposte en cas de « liquidation physique (...) de ses militants détenus en France ».

La journée de samedi a aussi été marquée par plusieurs réunions consacrées à la lutte antiterroriste. Samedi soir, M. François Mitterrand a reçu M. André Giraud, ministre de la défense, et le général René Imbot, directeur général de la DGSE. L'ordre du jour de la réunion n'a pas été précisé, mais de source proche de la présidence de la République, on indiquait que les discussions avaient porté sur l'évolution de la situation de la FINUL au sud du Liban et, plus largement, des attentats terroristes qui frappent actuellement la France. C'était la deuxième réunion présidée par le chef de l'État depuis son retour d'Indonésie, vendredi soir.

Samedi matin, le premier ministre, M. Jacques Chirac, avait également présidé une réunion du conseil de sécurité intérieure à laquelle participaient les ministres M. Charles Pasqua, Robert Pandrand, Alain Chalandon, André Giraud et Jean-Bernard Raimond. C'était la troisième fois en une semaine que M. Jacques Chirac réunissait le

conseil de sécurité intérieure. Le premier ministre et le président de la République se sont entretenus par téléphone, à deux reprises, samedi.

De son côté M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a déclaré, samedi à Metz : « Les enquêtes sont en cours. Je crois que nous avançons. » Malgré les témoignages en provenance du Liban qui tendent à innocenter les frères Abdallah, les autorités policières continuent à privilégier la piste Abdallah et à voir dans les différents frères les auteurs des derniers attentats qui ont ensanglanté Paris. On n'exclut pas, dans les milieux gouvernementaux, que les terroristes aient bénéficié de l'aide logistique de certains groupes européens ou français. On s'interroge, aussi, sur le rôle des Syriens, alors que les Iraniens paraissent « presque » hors de cause.

En revanche, les présomptions pesant contre d'autres membres du clan n'ont pu être étayées. Ainsi, les vérifications de la brigade criminelle ont permis de retrouver et de mettre hors de cause deux femmes un moment suspectées d'avoir participé à l'attentat contre le bureau de poste de l'Hôtel de Ville. Un responsable du bureau avait, en effet, été intrigué par le comportement de deux femmes de type arabe, qui étaient venues à trois reprises, y compris juste avant l'explosion, réclamer un mandat que l'on ne retrouvait pas.

Le témoignage de Gilles Sidney Peyroles

Le rôle de Maurice et Robert

Maurice et Robert Ibrahim Abdallah, deux des frères de Georges, le chef présumé des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises) détenus en France, ont mené jeudi 18 septembre à la journaliste de l'AFP qui les interrogeait à Kobayst. C'est ce qu'affirme un journaliste M. Gilles Sidney Peyroles, diplomate français, conseiller culturel actuellement en poste à l'étranger, que nous avons joint par téléphone dimanche.

M. Peyroles avait été envoyé à Tripoli - il y était directeur du centre culturel français - en mars 1985 par des amis de Georges Abdallah qui voulaient s'assurer que, prochainement libéré, celui-ci ne serait pas livré par la France aux phalangistes chrétiens libanais (le *Matin* du 17 septembre). Entre son feu d'enlèvement et son feu de détention, il avait été transporté durant deux heures en voiture et avait reconnu, sur place, le relief particulier des massifs de la région de l'Akkar, celle de

Kobayst. Ses ravisseurs, volés par un keffiyeh au départ, discutèrent ensuite avec lui à visage découvert. Sa détention dura près de dix jours.

Interrogé par la DST après sa libération, il devait reconnaître sur photos quatre personnes : Jacqueline Esber, Salim El Khoury, Maurice et Robert Abdallah. Ce ces deux derniers ont affirmé, jeudi : « Nous ne l'avons jamais vu. Il s'agit d'une affabulation. » Mais dimanche M. Peyroles nous a confirmé qu'il reconnaissait toujours catégoriquement comme deux de ses ravisseurs Maurice et Robert sur les nouvelles photos, diffusées par la presse et prises lors de leur conférence de presse tenue le 17 septembre à Tripoli. Il reconnaît toujours Salim El Khoury sur les photos diffusées, vendredi dernier, par la police française. Il resta en revanche plus prudent sur Jacqueline Esber.

G.M.

La famille Abdallah clame son innocence

Durant tout le week-end, les membres de la famille Abdallah et leurs proches ont multiplié les déclarations d'innocence. Ils ont fait valoir que les accusations de la police française à leur égard étaient infondées puisque, selon eux, ils se trouvaient au Liban au moment de la vague d'attentats à Paris. Interrogé dans son village de Kobayst par un correspondant de l'agence Reuter, Émile Abdallah a insisté sur l'idée qu'il ait pu se trouver mercredi en fin d'après-midi à Paris pour commettre l'attentat de la rue de Rennes, contre le magasin Tati, et regagner son village du nord du Liban dès jeudi : « C'est ce qu'on voit dans les films de James Bond », a-t-il dit.

Un de ses collègues de travail aux PTT libanais, a affirmé à l'AFP qu'Émile était à son bureau, à Tripoli, mercredi matin. Ce témoin, qui a tenu à garder l'anonymat, n'a cependant pas précisé l'heure à laquelle il avait vu Émile Abdallah à Tripoli.

Un autre technicien du central des PTT de Tripoli, M. Assad Nadi, a affirmé l'avoir vu jeudi, entre 9 h 30 et 11 heures (heure de

Paris), dans les locaux du central. A 11 h 30, M. Abdallah quittait le central pour rentrer probablement chez lui, a-t-il ajouté.

Le directeur des communications téléphoniques et télé du Nord-Liban, M. Mohammad Dib as Saouda (trente-neuf ans), a déclaré pour sa part qu'il avait parlé au téléphone avec Émile Abdallah, jeudi à 9 h 30, quinze heures environ après l'explosion meurtrière au magasin Tati dans le centre de Paris. M. Saouda a indiqué qu'il avait demandé à Émile Abdallah d'aller réparer des lignes téléphoniques à la caserne de l'armée libanaise de Aandaquat (140 kilomètres au nord de Beyrouth), à proximité de Kobayst. Il a précisé que, durant toute la matinée de jeudi, Émile Abdallah était en communication téléphonique avec deux employés des PTT libanais à Tripoli.

Samedi, Caroline Esber Bitar, une autre personne suspectée et recherchée par la police française, a, elle aussi, émis le doute sur le fait qu'elle soit impliquée dans les attentats de Paris. Dans une déclaration faite à Aandaquat, Caroline Bitar, étu-

diant à l'université de Tripoli (Liban du Nord), a indiqué avoir passé ses examens de fin d'année à la mi-juillet. « Mon innocence est facile à prouver car je travaille à l'hédonadaire Nida ach Chimal (Appel du Nord) », a-t-elle dit. « Mes parents, mes collègues, mes voisins à Tripoli ainsi que tous les habitants du village peuvent témoigner de ma présence au Liban lorsque les attentats se sont produits », a-t-elle ajouté.

Enfin, une autre jeune femme libanaise contre laquelle la police a lancé un avis de recherche, Ferial Daher (vingt-cinq ans), a à son tour juré de son innocence. Recevant les journalistes à Aandaquat, elle a déclaré : « C'est un mensonge et une calomnie et la France le sait bien : je n'ai pas besoin de me défendre. »

Cependant, à Damas, la radio syrienne a implicitement accusé les États-Unis et Israël d'être derrière les attentats. Pour le commentateur politique de Radio-Damas, « ces actions criminelles nous ont été imposées », et, selon lui, « la campagne politique et psychologique actuelle, menée par Washington, Tel-Aviv et

les médias qui leur sont infodés, a été savamment planifiée ».

Radio-Damas affirme que « les explosions (...) et les assassinats se sont produits en France, pays qui a fermé son espace aérien aux avions américains lors de l'attaque contre la Libye et qui a adopté une position objective et même juste concernant le Proche-Orient et le conflit israélo-arabe ».

MONDES EN DEVENIR
LA NOUVELLE
VOIE CHINOISE
 ou l'air pur du soir
 Joseph ONUMA
 L'analyse du renouveau
 chinois
 14 x 21 cm - 256 p. - 87 F
Berger-Levrault

APOCALYPSE

NO!

HEBDO 30 F
 chez votre marchand de journaux.

COMMUNICATION

Peur sur les médias

Hersant pour tout

BUSINESS PUB: L'AMERIQUE DEVIENT FOLLE

COMMUNICATION & BUSINESS
 Pour connaître, comprendre, décoder, donc survivre.

سكنا من الاصل

orisme
arité
le M. Chirac

Politique

Le Monde • Mardi 23 septembre 1986 • 9

Le découpage électoral

M. Pasqua indique qu'il tiendra compte des avis du Conseil d'Etat pour vingt-cinq départements

L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a achevé, le samedi 20 septembre, l'examen du projet d'ordonnance portant délimitation des futures circonscriptions pour l'élection des députés.

Dans une note diffusée dimanche, le ministre de l'Intérieur dresse le bilan suivant des travaux du Conseil d'Etat, qui, selon lui, :

- donné un avis favorable sur 458 des 574 circonscriptions qui lui étaient soumises. Ces circonscriptions sont celles de 75 départements et des deux territoires d'outre-mer, qui ont donné lieu à un avis favorable global, et de 8 départements, pour lesquels 17 circonscriptions (sur 83) ont fait l'objet d'une recommandation de réaménagement.

- estimé nécessaire de réviser la délimitation de 17 départements, représentant 99 circonscriptions.

L'inscription du projet d'ordonnance est toujours prévue à l'ordre du jour du conseil des ministres du 24 septembre, indiquant-on ce lundi en fin de matinée à l'hôtel Matignon.

Des dimanche, le ministre de l'Intérieur a cru pouvoir tirer la leçon suivante des divers examens préalables du projet d'ordonnance : « Au total, compte tenu de l'intervention antérieure de la commission des six magistrats instituée par la loi, ce sont 92 départements et 2 territoires d'outre-mer, représentant 527 circonscriptions sur dix - soit plus de neuf circonscriptions sur dix, qui ont fait l'objet d'une approbation ». Le ministre de l'Intérieur indiquait en conclusion : « La délimitation des huit départements restants (quarante-sept circonscriptions) sera modifiée pour tenir compte des critiques formulées par la commission et le Conseil d'Etat. En outre, et bien qu'il s'agisse de départements dont le découpage d'avait pas soulevé d'objection de la part de la commission des six, le gouvernement prendra en considération la majeure partie des observations formulées, le plus souvent d'ailleurs pour des raisons d'équilibre démographique, par le Conseil d'Etat dans les dix-sept autres départements ».

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances, a déclaré, dimanche 21 septembre, au cours du « Club de la presse d'Europe 1 » que « toute précipitation dans le découpage électoral ne serait pas de mise dans le contexte actuel. L'intérêt national commande qu'on évite par exemple la division sur ce sujet. Le gouvernement ferait un mauvais calcul, a ajouté M. Bérégovoy, s'il voulait profiter des circonstances pour imposer sa loi en tous domaines. S'il devait se livrer à un tel calcul politique, ce serait dérisoire et une très grave faute politique ».

La Lettre de la Nation, organe quotidien du RPR, commente en ces termes, dans son édition du 22 septembre, les travaux du Conseil d'Etat : « Sans parler des arrêts-pensées politiques, il y a souvent désaccord entre les critères démographiques et géographiques. La commission des « sages » avait donné la priorité aux premiers. Le Conseil d'Etat paraît plus attaché aux seconds ».

Dans les circonstances présentes, ajoute la Lettre de la Nation, on comprend que le ministre de l'Intérieur ait d'autres soucis que de rattacher ou de détacher des cantons d'une circonscription à l'autre. Mais le problème politique de la réforme du système électoral ne perd pas pour autant de son importance, et la position que prendra le président de la République est toujours une énigme. Qu'il lutte avec Jacques Chirac « du sein dans la main » contre le sortitisme ne signifie pas qu'ils sortiront ensemble leur stylo pour signer l'ordonnance électorale ».

Une élection cantonale

MEUSE : canton de Montfaucou (2^e tour).

Inscr. : 1.734 ; vot. : 1.555 ; suffr. expr. : 1.509. MM. Denis Cordonnier (RPR), c. m. de Gerennet-et-Drillancourt, 853 ; ELU ; André Trouillard (sout. PS), 377 ; André Dornois (div. d.), 279.

MM. Denis Cordonnier remporte aisément (avec 56,52 %) cette élection partielle organisée à la suite du décès de son père, M. André Bessepière (UDF-PR), ancien député. Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr. : 1.935 ; vot. : 1.518 ; suffr. expr. : 1.487. MM. Cordonnier, 581 ; Trouillard, 275 ; Dornois, 232 ; Gilbert Delaunoy (div. d.), 208 ; Maurice Bernier (div. d.), 134 ; Philippe Saunier (FN), 43 ; Pierre Ferrer (PC), 14. Dans ce canton traditionnellement de droite, M. Trouillard a réalisé une bonne opération en recueillant 24,98 % des suffrages, alors que le total des voix de gauche ne forme que 20,57 % (soit 19,43 %). Ce gain de plus de 5 points peut s'expliquer par une plus forte mobilisation électorale ce dimanche, avec un taux d'abstention de 10,32 % (contre 21,55 % lors du premier tour).

EN BREF

● Le CIR : cohabitation jusqu'en 1988. - Le Centre indépendant et républicain (CIR), proche de M. Jacques Chaban-Delmas, a indiqué, le dimanche 21 septembre, à l'issue d'un conseil national de quarante-huit heures, que « l'expérience actuelle de la cohabitation doit se poursuivre jusqu'à son échéance normale de 1988 ». Soulignant que « cette situation nouvelle sous la V^e République devrait favoriser un consensus national autour des grands problèmes », il ajoute : « Si est heureux que la classe politique soit unie face au terrorisme, elle devrait l'être tout autant face au chômage et sur le choix des grandes orientations économiques et diplomatiques ».

● M. Giscard d'Estaing « président de l'Europe ». - M. Edmond Alphandéry, député UDF proche de M. Barre, a déclaré dimanche à Radio-CNS, que M. Valéry Giscard d'Estaing « a un avenir politique devant lui » et qu'il est le seul homme politique français qui pourrait occuper le poste de président de l'Europe « si celui-ci était élu au suffrage universel. Selon M. Alphandéry, l'ancien président de la République « est parmi ceux qui ont le plus contribué à la construction de l'Europe, et est le seul homme politique français pouvant permettre à la France d'occuper ce poste prestigieux ».

● Les concerts espagnols. - A la Grande Loge féminine de France (les mille membres), M^{me} Pauline Salmons, soixante-sept ans, artiste lyrique, ancienne animatrice des activités culturelles et artistiques de l'Institut national de recherches pédagogiques, a été élue, le 21 septembre, grande maîtresse. Elle succède dans cette charge à M^{me} Nicole Finard, parvenue au terme de son mandat.

A la Grande Loge mixte de France (trois cents membres), c'est M^{me} Martine Lannes, trente-cinq ans, chef de service à l'Agence informatique, qui a été élue aux fonctions de grand maître, en remplacement de M^{me} Christiane Duvignat, dont le mandat de trois ans était arrivé à son terme.

Selon un sondage IFOP - « le Journal du dimanche »

MM. Mitterrand et Chirac en hausse

La cote de popularité de MM. Mitterrand et Chirac est en hausse sensible, tandis que celle des principales personnalités politiques a tendance à s'effriter. Tel est le résultat du sondage réalisé par l'IFOP et publié dans le Journal du dimanche daté 21 septembre (1). Ainsi, le président de la République enregistre 57 % d'avis favorables (au lieu de 51 % au mois d'août), alors que 30 % des personnes interrogées sont d'un avis contraire (35 % le mois dernier). Le premier ministre, pour sa part, recueille 47 % d'opinions positives (au lieu de 40 %) et 38 % d'avis négatifs (43 % au août).

En outre, la cote de popularité de toutes les personnalités politiques est en baisse ce mois-ci. Dans la majorité, M. Raymond Barre, toujours en tête avec 49 % d'opinions favorables, et M^{me} Veil (47 %) perdent 1 point. MM. François Léotard (43 %) et Valéry Giscard d'Estaing (39 %) perdent respectivement 4 points et 2 points. La baisse est plus importante dans l'opposition, où M. Michel Rocard, qui obtient le meilleur score avec 49 % d'avis favorables, perd 4 points. M. Jacques Delors (43 %) en perd 3, et M. Laurent Fabius (40 %), 4. M. Lionel Jospin, pour sa part, recueille 31 % d'opinions favorables contre 37 % en août.

(1) Sondage effectué du 8 au 15 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 749 personnes.

M. Lang : pour une « majorité nouvelle » en 1988

M. Jack Lang, ancien ministre de la culture et député socialiste du Loir-et-Cher, invité le dimanche 21 septembre du « Grand Jury RTL-le Monde », a estimé que son « intuition » est que « la prochaine élection présidentielle ne se jouera pas dans les termes classiques (de) (...) 1974 ou (...) 1981 ». « Je crois, en effet, a ajouté M. Lang, que le moment est venu (...) d'une redistribution des cartes. Le pays est « encorseté » par des divisions politiques parfois artificielles, et naturellement les partis ont leur rôle à jouer et doivent jouer leur rôle, ils sont indispensables à l'expression de la démocratie et des suffrages. Mais je souhaite, je pense, que la prochaine élection présidentielle peut être l'occasion de l'émergence d'une majorité nouvelle, d'une majorité d'hommes d'action tournés vers l'action, provenant naturellement des formations politiques et éventuellement extérieures à ces formations, et qui pourront faire accomplir à notre démocratie un nouveau bond en avant. La V^e République, comme tout corps vivant, est un corps qui évolue ».

D'autre part, tout en réaffirmant, avec toutefois moins de netteté que devant le séminaire d'« Espace 89 » ou le comité directeur du PS, que le PS et le président jouent « deux partitions totalement différentes » et qu'il est indispensable, pour le PS, « d'écarter l'opinion publique sur la politique actuelle et d'appeler un chat un chat », M. Lang s'est défendu d'avoir voulu mettre en cause personnellement le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin.

En Guadeloupe

Les indépendantistes appellent à la « mobilisation » contre les responsables du scandale financier

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

La direction de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) - principale formation indépendantiste du département - vient d'appeler à la « mobilisation » du « peuple guadeloupéen » contre les dirigeants politiques impliqués dans le scandale financier qui agite depuis le début du mois de septembre tous les milieux locaux. Elle rappelle que « ce scandale n'est pas le premier du genre », en énumérant les différentes affaires - étouffées pour la plupart - qui ont mis en cause, en particulier depuis 1981, plusieurs élus locaux, et elle affirme qu'elle « ne laissera pas commettre une nouvelle infamie ». Son organe officiel, l'hebdomadaire *L'Indépendant*, a établi un parallèle entre les « béré ouï-ouï » de l'Algérie française - sur lesquels le pouvoir colonial français fermait les yeux - et les « bwa-bwa » (en créole : pantins) de la Guadeloupe.

L'ampleur des malversations commises (et soumise désormais à l'appréciation de la chambre régionale des comptes si celle-ci juge utile de se saisir de ce dossier comme elle le souhaite), la majorité, le conseil régional (le Monde daté 14-15 septembre) demeure toutefois incertaine.

A la lecture du rapport établi par M. José Dicale, à la demande du nouveau président de l'Assemblée régionale, M. Félix Proto (PS), on peut raisonnablement estimer qu'au moins 6,5 millions de francs (et non plusieurs centaines de millions comme l'avaient laissé entendre les premières indications données sur cette affaire) ont été dilapidés ou ont « disparu » des caisses publi-

ques, entre 1983 et 1985, dans la gestion de divers organismes dépendant directement ou indirectement du conseil régional présidé à l'époque par M. José Moustache, démissionnaire du RPR au printemps dernier.

Après un séjour en métropole, l'auteur de ce rapport - qui a agi en qualité de conseil financier de M. Proto, mais qui ne possède pas la qualité d'expert devant les tribunaux - vient de revenir en Guadeloupe. Il affirme subir des menaces. Les conclusions de son analyse mettent en cause, en effet, les responsabilités, directes ou indirectes, de plusieurs personnalités (1).

Les diverses anomalies qu'il a relevées conduisent à s'interroger sur l'usage qui a été fait de certaines subventions qui ont apparemment pas été totalement utilisées par les organismes qui les ont reçues. Les « trous » en question seraient de l'ordre de 1,5 million de francs dans les comptes de l'Institut régional de pêche maritime (IRPM), dont le président est M. Gérard Penehard, RPR, de 1 million dans les comptes de l'Institut régional de promotion de l'industrie agro-alimentaire (IRPIA, dont le président est M. Georges Marianne, divers droite), de 2 millions pour ce qui concerne l'Institut régional d'études et de programmation économique (IREPE, présidé par M. Moustache), etc.

Dans plusieurs cas, le rapport de M. Dicale cite le nom de M. Henri Lothier, homme de confiance de M. Moustache dont il occupait à la fois les fonctions de directeur des services du conseil régional et de directeur du cabinet. M. Lothier apparaît également dans de nombreuses opérations de sous-traitance

réalisées pour le compte du conseil régional ainsi que dans les conseils d'administration d'entités périphériques du conseil régional.

M. Dicale affirme, en particulier, qu'aucun contrôle n'aurait permis de vérifier l'utilisation réelle des sommes affectées à trois conventions signées par l'IREPE avec le Centre régional de techniques internationales (CRTI), pour un total de 390 605 F. Il ajoute que M. Lothier aurait personnellement touché 704 711,20 F pour une « opération de développement intégré » traitée par lui-même. M. Dicale avance, en outre, qu'une autre société, la Société régionale d'études et de promotion du développement (SOREP), dont M. Lothier est le directeur général, ferait état de 9 277 000 F de dépenses « dont 7 117 000 F de chiffre incertain ».

Le commissaire de la République en poste dans le département, M. Yves Bonnet, a fait savoir, depuis le début de cette affaire, qu'il ne ferait aucun commentaire avant les élections sénatoriales. Ce scrutin aura lieu dans un climat lourd.

ANDRÉ LÉGER.

(1) Le porte-parole du Parti communiste guadeloupéen, M. Serge Pierre-Justin, dont le nom avait été mentionné dans nos éditions du 9 septembre à propos des premières informations recueillies sur ce sujet, nous prie de préciser qu'il n'est cité dans le rapport de M. Dicale, à deux reprises, qu'en tant que secrétaire de l'Institut régional pour la promotion des industries agro-alimentaires (IRPIA), mais que le rapport ajoute que « rien ne permet de mettre en doute la comptabilité de l'IRPIA, tenue pour l'instant par la chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre ».

Hong Kong

Hong Kong au départ de la Suisse 5 fois par semaine... une de nos 11 destinations vers l'Extrême-Orient. Et en plus... la possibilité unique sur ce continent de pouvoir circuler "Swissair" entre les pôles de l'Asie: Bangkok, Bombay, Colombo, Djakarta, Hong Kong, Karachi, Manille, Pékin, Séoul, Singapour, Tokyo. Pour rejoindre notre réseau international, 86 vols par semaine de Paris, Nice, Marseille ou Toulouse, vers Genève et Zurich, ou Bâle/Mulhouse. Dans le monde entier, un service haut de gamme, 107 destinations, des tarifs adaptés et personnalisés, des horaires "équilibrés"...

swissair

Pour plus de renseignements, contactez votre agence de voyages ou l'un de nos 10 bureaux Swissair en France.

سكنا من الاصل

صحة من الاجل

Politique

La préparation des élections sénatoriales

Le PS en perte de vitesse

Moins touchés que les communistes, les socialistes subiront néanmoins de plein fouet le contre-coup des revers essuyés dans les dernières élections locales, qui devrait se traduire par la perte d'une demi-douzaine de sièges... à peine compensés par les deux ou trois gains espérés.

Sur les vingt-huit départements de métropole soumis à renouvellement (1), douze ne sont pas aujourd'hui représentés au Sénat ni par un socialiste ni par un radical de gauche: c'est le cas du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Sarthe, de la Haute-Savoie, des Deux-Sèvres, de la Somme, de la Vendée, de la Vienne, des Vosges, de l'Yonne et de la Seine-et-Marne. Aucun changement n'y est attendu.

Pour les seize autres, deux sont représentés par un ou plusieurs MRG mais pas de socialiste: il s'agit des Yvelines et du Tarn-et-Garonne, avec respectivement un et deux sénateurs MRG. Les quatorze autres avaient un ou plusieurs représentants socialistes flanqués ou non d'élus MRG. Les Yvelines

devraient compter au soir du 28 septembre un sénateur socialiste. Le PS n'avait été privé d'un siège que par la disparition de Philippe Machefer, élu en 1977. Le suivant de liste qui lui a normalement succédé est communiste. Cette fois, M. Jean Sérusclat, sénateur sortant, figure en deuxième position derrière M. Jacques Bellanger (PS). La situation devrait rester inchangée dans cinq départements: il s'agit de la Seine-Maritime, du Tarn, de la Haute-Vienne, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, où le PS devrait garder un siège. En revanche, dans le Rhône, et dans une moindre mesure dans l'Essonne, il espère doubler la mise en envoyant deux des siens au Palais du Luxembourg.

Dans la Seine-Saint-Denis, les socialistes ne comptent au départ surer qu'un seul de leurs deux sièges (celui de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS). La division de la droite dans ce département pourrait leur permettre de conserver leur second siège, détenu par M. Claude

Fuzier. A l'inverse, dans le Val-d'Oise, le siège de M. Louis Perrein est très menacé. De même, les socialistes devraient enregistrer des pertes en Saône-et-Loire (où le socialiste et le radical de gauche ne peuvent guère envisager de réussir un « doublet »), en Savoie, où l'unique siège socialiste est condamné, et dans le Var, où ils s'attendent à être rayés de la carte sénatoriale.

Cette bérézina est la conséquence logique du véritable effondrement du PS dans ces départements, ces dernières années (lire ci-dessous).

Dans le Vaucluse, le PS ne devrait sauver qu'un seul de ses deux sièges, et faire faire ainsi son entrée au Sénat à M. Jean Garcia, président de conseil général. De même, il n'aura plus qu'un siège à Paris au lieu de deux. Il sera occupé par M. Claude Estier. Autre renouvellement: dans l'Essonne, c'est le jeune premier secrétaire fédéral, M. Jean-Luc Mélenchon, qui remplacera le sénateur sortant, M. Pierre Noël, qui ne se représente pas.

Parmi les caractéristiques de ce scrutin, on notera que le quota de femmes candidates, qu'impose théoriquement les statuts du parti, est encore moins respecté qu'aux législatives: une seule femme est tête de liste... et elle sera battue. Il s'agit de Mme Geneviève Le Bellegon-Béguin, dans le Var.

Dans les Hauts-de-Seine, à la suite du seul véritable conflit qu'a entraîné à l'intérieur du PS la désignation des candidats, M. Robert Fontillon devrait, après sa réélection, céder la place à mi-mandat à M^{me} Françoise Seligmann.

J.-L. ANDRÉANI

(1) S'y ajoutent l'Aude et le Puy-de-Dôme, qui n'ont chacun un siège vacant jusqu'au bout par des socialistes. Dans le Puy-de-Dôme, afin de régler un insoluble problème interne au PS dans ce département, M. Quilès avait accepté de conduire la liste socialiste pour les législatives avant de revenir au Sénat. Dans l'Aude, M. Raymond Courrière tente de retrouver un mandat qu'il avait abandonné lors de son entrée au gouvernement en 1981.

Dans le Var

Pleurs sur les lambeaux d'un empire

TOULON de notre envoyé spécial

Les socialistes, ici, ont appris le fatalisme. Ils ont vu trop de bastions impenables tomber les uns après les autres. Ils ont vu trop de leurs propres troupes sortir exsangues de combats fratricides. Alors ils attendent sans émotion apparente, avec une moue un rien désabusée, de perdre, dans dix jours, l'un des derniers lambeaux de leur empire passé. « Après tout, se consolent-ils, quand nous aurons perdu nos trois sénateurs, nous ne pourrions pas descendre plus bas... »

En une dizaine d'années, ils ont déjà presque tout perdu: leurs villes, leurs cantons, la présidence du conseil général. Que reste-t-il aujourd'hui de tout cela? Onze cantons, ruraux pour l'essentiel; une poignée de communes socialistes ont plus de 3 000 habitants. Quand un désastre atteint de telles proportions, il en vient à fasciner même ses victimes. Le Var n'a-t-il pas été, en 1981, l'un des rares départements français à préférer M. Valéry Giscard d'Estaing à M. François Mitterrand?

Certains facteurs de déclin s'imposent par leur évidence. C'est le cas du couple infernal désindustrialisation-chômage; de la lente évolution vers un département d'activités tertiaires, de retraités et de résidences secondaires; de l'arrivée, à partir de 1962, de rapatriés souvent commerçants et pas très à gauche; ou aussi de l'accroissement progressif du nombre de militaires dans la population.

Clientélisme

Il est pourtant trop simple et trop facile de tout mettre sur le dos de l'évolution sociologique: l'accélération de la chute entre 1981 et 1986 participe aussi, par exemple, de la permanence d'un trait du caractère varois. Le « Var rouge » est plus républicain et frontleur que socialiste. Etre socialiste, ici, comme dans une bonne partie du midi de la France, c'est d'abord s'opposer au pouvoir central. Quand le Parti socialiste est arrivé au pouvoir à Paris, une partie du Var « socialiste » a continué à s'opposer. L'exemple venait de haut: les socialistes racontent que le « roi » Soldani, même s'il prenait des gants, ne cessa jamais, à cette époque, d'être contestataire.

Président du conseil général, maire de Draguignan, sénateur, M. Edouard Soldani incarnait dans le Var pendant plus d'un quart de siècle un socialisme « clientéliste » qui fit les beaux jours de la gauche dans le Midi avant de mettre, dans une certaine mesure, son existence même en péril.

Le clientélisme fut une réalité historique bien adaptée à des régions rurales où ces notables au socialisme bien tempéré évoluaient comme des poissons dans l'eau. Aujourd'hui encore, M. Maurice Janetti, député socialiste du haut Var, est solidement enraciné dans sa campagne. « Janetti tiendra, ironise un socialiste, puisque même les moutons votent pour lui. » Mais ce système est, par nature, figé, souvent aveugle et sourd aux évolutions sociologiques, quand par un effet pervers il n'accélère pas sans s'en rendre compte des mutations qui le condamnent à terme.

Après des lustres d'un tel fonctionnement, les élus qui prennent de l'âge et ronronnent ne se rendent pas compte que le terrain leur échappe progressivement. Enfin, le système disparaît avec la machine politique de celui qui l'incarnerait et qui contrôlerait à la fois les élus et l'appareil du parti.

C'est schématiquement ce qui s'est passé dans le Var, du grignotage progressif au drame final, dont l'un des acteurs est M. Alain Hauteocur, jeune avocat du département et gendre de M. Soldani au début des années 70. En 1975, il se sépara de la fille du président du conseil général; en 1978, il prend la suite de M. Pierre Gaudin, décédé, dans la circonscription de Draguignan. Il acquiert du poids dans le département, au point de devenir sans doute doublement coupable aux yeux de M. Soldani: coupable pour n'apparaître comme son dauphin présumé, voire son concurrent; coupable pour être sorti de la famille. En 1986, M. Hauteocur quittera le département, mais c'est un véritable « processus d'autodestruction » qui s'est mis en place et a déjà fonctionné. Les socialistes du Var jugent aujourd'hui que M. Soldani a préféré couler le bateau avec lui et a pratiquement « donné » le conseil général à M. Maurice Arreckx (PR), auquel l'unionnisme depuis des années des liens d'estime réciproque.

Comme la fédération départementale du PS est alors une coquille vide, la perte des municipalités et

des cantons équivaut à la quasi-disparition de l'implantation socialiste dans le département. La situation est encore aggravée par l'existence d'un accord tacite, un vrai secret de polichinelle, entre M. Soldani et M. Arreckx. Cet accord veut que chacun respecte le territoire de l'autre: Draguignan pour M. Soldani, Toulon pour M. Arreckx. L'application de l'accord suppose que les socialistes ne cherchent pas réellement à s'imposer à Toulon. Après la perte de Draguignan puis du conseil général, il n'est plus rien resté du système socialiste, ni à Draguignan ni, et pour cause, à Toulon. C'est du moins ce qu'expliquent en privé l'ensemble des dirigeants socialistes du Var.

Pourtant, les élections de 1986 montrent que l'électorat socialiste se s'effondre pas: le PS représente 24,14 % des suffrages exprimés. Au premier tour des élections législatives de 1974, il avait obtenu 22,39 % de voix. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand en avait recueilli 22,90 %. A l'automne 1985, à l'occasion du renouvellement des instances du PS qui accompagnent la tenue du congrès national, le Var s'est doté pour la première fois d'une réelle structure fédérale, dirigée par M. Jean-Louis Dieux. Membre de l'ex-CERES, très proche de M. Chevènement, le nouveau premier secrétaire fédéral, maire de la commune de Luc, a appartenu en tant qu'élus locaux au système Soldani. Il peut en quelque sorte faire le lien entre le passé et l'avenir.

M. Goux, M. Dieux et M. Glo

Mais l'ex-CERES n'est pas majoritaire dans une fédération où chacun des courants constitués du PS représente *pro rata* un quart des effectifs. Cette division « administrative » se complique de clivages officieux mais non moins réels. L'élection de M. Dieux est liée à l'un de ces clivages: celui qui oppose à l'intérieur du courant A (mitterrandiste) les partisans de M. Christian Goux, député, ancien président de la commission des finances, ancien maire de Bandol, à ceux de M. Christian Glo, maire de Cogolin. M. Goux est proche de M. Pierre Joxe. M. Glo est proche de M. Paul Quilès.

La nomination du premier secrétaire fédéral et la constitution des listes pour les élections législatives et régionales ont cristallisé l'opposition entre ces deux nouveaux « clans ». Candidat à la tête de la liste législative, M. Glo a refusé le compromis qui lui était offert et qui lui aurait assuré la première place aux élections régionales ainsi que la porte de premier secrétaire fédéral. M. Goux, dans cette hypothèse, aurait conservé, sans concurrence, la tête de la liste législative. Dès lors que M. Glo se maintenait, M. Goux avait besoin de soutiens extérieurs au courant A. Ses amis ont donc fourni leurs voix à M. Dieux pour être élu premier secrétaire fédéral, tandis que le CERES, en échange, votait la désignation de M. Goux comme tête de liste.

Cette affaire a laissé des cicatrices. Une partie de la fédération, notamment au sein du courant A, reproche amèrement à M. Goux d'avoir « vendu » la fédération au CERES. A Paris, les dirigeants nationaux du courant mitterrandiste souhaitent récupérer la direction fédérale dès que l'occasion s'en présentera. Les amis de M. Manroy, eux aussi vifs, remarquent qu'en toute hypothèse le département n'est pas de tradition mitterrandiste (M. Soldani était officiellement compté depuis le congrès de mai 1979 parmi les amis de M. Pierre Manroy). De son côté, M. Goux a fait valoir que la solution Dieux était la seule possible dès lors que M. Glo avait refusé l'arrangement proposé.

Médiocre

Dans cette affaire, M. Glo a déçu une partie des socialistes du Var, qui jugent que son refus de négocier ce compromis au nom de la pureté politique est une grosse erreur. M. Goux, aussi, a déçu: on lui reproche d'être souvent à Paris et rarement sur le terrain. Pour tout compliquer, M. Glo et les rocardiers ne dissimulent pas quelques notons crochus. Et M. Glo est accusé d'être prêt à livrer la fédération aux rocardiers. A l'inverse, d'autres socialistes sont révoltés à l'idée que la fédération soit dirigée par un membre de l'ex-CERES.

Cet imbroglio fait fi d'une autre faiblesse. Tout, dans le Var, passe aujourd'hui par Toulon, où les socialistes sont fort peu implantés. A l'exception notable de M. Glo, la plupart des socialistes rêvent aujourd'hui d'un parachutage qui leur mènerait à la tête du département. Il est vrai qu'ils ajoutent aussitôt: « Mais qui voudrait venir ici? »

Les socialistes varois semblent pour la plupart désemparés. Au point que les optimistes comme M. Janetti, qui se dit « confiant dans l'avenir », prennent ici des allures de bêtes curieuses. Difficile dans ces conditions de partir à l'assaut le cœur léger, flamberge au vent.

Difficile et long. En perdant leur emprise électorale sur le département, les socialistes ont aussi perdu le gros de la guerre politique, les moyens matériels qui sont le pain quotidien du militantisme. La chute des communistes, de surcroît, peut réduire à néant les efforts de reconquête socialiste. Mais la contagion d'une partie de la droite par les idées de l'extrême droite et un éventuel échec de la gestion municipale et départementale de droite peuvent pousser vers le PS des électeurs modérés ou centristes. Les socialistes trouvent au moins un sujet de délectation morose dans la contemplation d'une droite qui est, selon eux, en train de se « se planter » dans les municipalités qu'elle contrôle désormais et en voie de se diviser. C'est pourquoi, ici ou là, on suggère qu'ils seraient bien fous de se passer du concours des modérés ou de rejeter les « bonnes idées » de tel ou tel homme de droite. Ironie de l'histoire: le vieux socialisme mâtiné de Midi y retrouverait son compte.

J.-L. A.

Dans le Rhône

M. Sérusclat ou le socialisme originel

LYON de notre correspondant régional

Sénateur du Rhône depuis neuf ans, M. Franck Sérusclat s'apprête à un nouveau bail. Sa position en tête de la liste socialiste lui épargnera les angoisses du décompte des votes des grands électeurs. Son principal souci, le 28 septembre prochain, tiendra à l'élection de son deuxième de liste, M. Roland Bernard, ancien député et maire d'Oullins. En militant, il mène une campagne très active. Sans doute une façon pour lui de « remonter l'ascenseur » à des adhérents qui, toutes tendances socialistes confondues ou presque, l'ont précédé au moment des « primaires » organisées pour les candidatures. MM. Charles Heru et Jean Poperey avaient voté « Sérusclat ensemble... Ce n'est pas rien.

A soixante-cinq ans, celui qui fut, il y a dix-neuf ans, le premier maire socialiste rhodanien d'une ville de plus de quinze mille habitants (Saint-Fons), n'aura des précurseurs. Le prestige de ceux qui ont, en pionniers, enraciné la gauche dans des terres vouées jusque-là à un asselement politique de modérés et de communistes. Paradoxe, M. Franck Sérusclat est devenu maire quatre ans avant d'adhérer au PS à Epinay. Dans la foulée, il prend la tête de la fédération du Rhône du PS. Il se révèle comme un organisateur efficace.

Son ancrage à gauche vient de loin. M. Franck Sérusclat ou le socialisme originel: fils d'un instituteur ardéchois — il est né à Sarraz, — il a vécu une enfance vivaroise aux étapes rythmées par les mutations patronales. Le temps de fixer un attachement à l'« ensemble ardéchois » et de découvrir la « chappe étouffante des politiques et des rites ». Il a vécu dans l'histoire des guerres de Religion, celle de la présence des « fous de Dieu », version ardéchoise, dans la mémoire collective. Sa famille était protestante. Longtemps, il a en des « difficultés » pour entrer dans une école à l'occasion d'un entêtement. « J'ai eu une évolution difficile, mais je m'en suis dégagé », admet-il. L'« élite » à composer, évoluer vers un écumenisme qui n'était pas garanti par une enfance berceuse d'affrontements.

Le premier choc politique sera la guerre d'Espagne avec son cortège de réfugiés grossi par les anti-nazis allemands qui trouveront un abri chez Sérusclat père, militant SFTO. Il sera « protégé » par sa famille pendant la guerre. « Mon père, raconte-t-il, a tout fait pour que je n'intervienne pas dans ses réseaux.

de résistance. L'avenir du « fils d'Israël » devait être libéral. Le futur élu socialiste est devenu pharmacien en 1946, avant de prendre pour un « passage » la direction d'une officine à Saint-Fons. Il a cédé après trente ans d'exercice, non sans avoir apporté la voix « de gauche » dans les instances ordinaires, en se taillant une réputation de « conciliant » dans un milieu où le mot socialiste paraît incongru. « Il y a dans ce milieu, comme dans toutes les professions, 10 % de truands et 10 % de pointes de diamants »: l'actuel et futur sénateur a voulu être un défricheur tout au long de sa vie professionnelle. Curieux de toutes les nouveautés, il tenta alors de fixer de nouveaux rapports entre soignants et soignés.

Dans la vie politique, il joue avec conviction le rôle de l'étudiant perpétuel: « On sent toujours le plaisir d'acquiescer des connaissances. Il est censé difficile de ne pas être entrainé par les dossiers... » Mitterrandiste depuis son adhésion, il semble loin de ses débats politiques par le biais du Mouvement fédéraliste européen, mais il est encore marqué par son passage au cercle Tocqueville, un club lyonnais dirigé par l'avocat Claude Bernardin — son « père » en politique — qui devait, au début des années 70, générer un socialisme nouveau. Et s'il reconnaît à l'actuel président de la République l'« art des stratégies et des tactiques », c'est pour mieux fustiger les « altérations » de la Guy Mollet... « rigorisés » des origines protestantes de sa famille tout en rappelant que son code éthique relève du « Respectez-vous les uns les autres ». Un exemple: il ne « fera pas une maladie » si le groupe Rhône-Poulenc — une usine du groupe est installée à Saint-Fons — est effectivement dénationalisé.

Passionné par les questions éducatives, il a beaucoup travaillé pour faire de sa commune une cité-pilote en matière d'éducation artistique, avec notamment un « collège musical ». Parce que, tout jeune, son père lui avait fait apprendre le piano dans un couvent... Sa mère n'est « privée d'eau et de bainades ». Lui-même n'avait pas pu, enfant, réaliser son rêve: monter à cheval. A Saint-Fons, il a tout fait pour développer les activités de plein air des enfants: il aiki, le tennis, l'équitation, la natation... M. Franck Sérusclat ne sait pas du passé faire table rase... CLAUDE RÉGENT.

DU SAMEDI 20 AU SAMEDI 27 SEPTEMBRE

SEMAINE DE LA CRAVATE ET DU MOUCHOIR

CRAVATE soie doublée 55 F.
les trois 159 F.

MOUCHOIR coton, initiale brodée les six 79 F.

MADÉLIOS
Place de la Madeleine, Paris

L'immobilier déménage? Moi aussi

L'immobilier sur Minitel: 20 000 annonces Paris-banlieue réactualisées chaque jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez: LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 27/09

● FINANCE*
* Françoise LOTRINI 45.58.00.21

● CONTRÔLE DE GESTION ET AUDIT
* Patricia BORGES 45.57.28.41

● SYSTÈMES D'INFORMATION*
* Marie-Josée FREXAS 45.58.00.21

● DÉVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE*
* Thérèse CHABLAT 45.58.00.21

* 3 jours bloqués et cours du soir

LE SAVOIR FAIRE DE L'ETRE

AUTOMOBILISME

La victoire de Mansell au Grand Prix du Portugal

Les frissons de la pole-position

ESTORIL. de notre envoyé spécial

Seuls. Ils sont seuls, les vingt-sept pilotes alignés sur deux files impeccables sous le soleil qui chauffe la piste du circuit d'Estoril. Enfermés dans leur coque de plastique, isolés des cinquante mille spectateurs qui agitent des drapeaux multicolores, serrés dans leur capote, engoncés dans leur épaisse combinaison, ils attendent la dernière minute du compte à rebours.

Il est déjà loin l'instant où Ayrton Senna, Alain Prost, Nigel Mansell et Nelson Piquet posaient ensemble pour le plaisir des photographes. Assis sur la rambarde du circuit les quatre pilotes souriaient pendant que leurs mécaniciens dominaient le dernier tour de vis à leurs bolides. Piquet, le farceur, chatouillait Prost. Mansell laissait un grand sourire se mousser et le petit enfant Senna semblait insensible, au milieu des fans qui scandaient son nom.

Ce moment fut court. Comme un extracte entre les essais du matin et les dernières consignes distribuées par les responsables des écuries. A peine sautés du mur, les quatre hommes ont regardé leur stand. Trouquant la casquette à large visière pour une casquette blanche, Mansell redevenait le leader en titre. Piquet retrouvait sa rage de vaincre pour s'imposer.

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté, dimanche 21 septembre, à Estoril, sa cinquième victoire de la saison dans le Grand Prix du Portugal de formule 1.

En tête dès le départ le pilote britannique a conservé son avance devant des poursuivants prestigieux. Dans le trio lancé à sa suite, Alain Prost a profité d'une panne d'essence de Ayrton Senna et d'un tête-à-tête de Nelson Piquet pour s'octroyer la deuxième place. Il bénéficie ainsi de quelques points supplémentaires dans le classement du championnat du monde des conducteurs.

Un tour juste pour quitter les stands. Pour parcourir encore une fois les 4,350 kilomètres du circuit que les pilotes empruntent depuis trois jours. Un tour pour venir prendre les positions attribuées par le classement de la veille sur la grille de départ. Un tour au bout duquel les pilotes ont le droit de se dégoûter les jambes une dernière fois.

Bouchons dans les oreilles et casques protègent les pilotes du vacarme provoqué par le lancement des moteurs. Le volant entre les mains, la visière baissée, il attend tout le feu vert pour le premier tour de chauffe.

Ivan Capelli, le petit nouveau du monde des circuits espère que sa voiture Charro-AGS, le mènera jusqu'à la ligne d'arrivée. Un rêve partagé par toute l'équipe de mécanos de Gonfaron (Var), superbement avec leur broderie rouge sur des chemises en jean. Un espoir encore trop fon pour ce dernier Grand Prix cours en Europe. Un espoir envolé dès le cinquième tour.

Piquet pense lui aussi à la ligne d'arrivée. Le Brésilien souhaite réitérer son exploit de Monza. Vaincre une nouvelle fois son coéquipier et conquérir la première ligne dans le classement des pilotes. Un désir qui le tarabuste depuis plusieurs jours. Une ambition partagée par l'autre Brésilien de l'épreuve, tout fier dans sa voiture noir et or, d'avoir réalisé le meilleur temps aux essais de qualification.

Et Prost à quoi songe-t-il en ces derniers instants qui précèdent la ruée sauvage ? Il l'a dit et répété à chaque fois que la meute des journalistes faisait le siège de son motor home : « Je dois au minimum devancer Mansell ». Il sait que la course va être très fatigante et que le circuit, tout en virages, en montées et en descentes comme le paysage sec qui l'entoure, offre peu d'endroits pour doubler. Prost concentre oblie les enfants qui, la veille encore, bloquaient sa Ford à la sortie du circuit, en quête d'une signature griffonnée sur le pro-

gramme. Il ne voit pas les gardarmes à cheval, aux étranges casques à pointe, qui, au bout de la piste, pourchassent les requilteurs. Il ne voit pas non plus là-bas, près des stands, le visage encore marqué par les traces de brûlures de Marc Surer, le pilote de chez Arrows, qui, après son accident du 31 mai, est venu faire ses adieux à la formule 1. Un œil rivé sur la ligne droite, l'autre sur le rétroviseur, il attend le moment difficile du départ.

Car tous les pilotes, au-delà de leur envie profonde de gagner, redoutent ces premiers tours de roues. Ce moment où vingt-six bolides essaient de rattraper le privilégié qui a obtenu la première marque. « Le risque est toujours présent à cet instant », reconnaît Mansell, le placide.

Quelques secondes d'angoisse. Un temps qui paraît long aux pilotes avant que leur puissant moteur les projette sur la piste. Avant que l'habile Gerhard Berger ne fauille sa Benetton vert et blanc entre les roues des concurrents. Un cort intermédiaire auquel l'Anglais Mansell met vite le holà. Au Portugal le pilote de la Williams-Honda s'est imposé magistralement. Seul en tête, comme pour faire plaisir aux charmantes petites dames anglaises qui, à l'automobile, hantent cette station balnéaire.

SERGE BOLLOCH.

PÉTANQUE : championnat du monde

Tireurs d'Afrique

La Tunisie a remporté, dimanche à Epinal, son second titre de championne du monde de pétanque. La triplette tunisienne s'est imposée à celle du Maroc par 15 points à 11. La Côte-d'Ivoire, facile vainqueur de la Suède, 13 à 1, en finale de la Coupe des nations, complète le triomphe des pays africains.

porté la couronne mondiale. Leurs spécialistes du carambolage de boules en panne de précision, leurs pointeurs roublards en faille, elles ont laissé filer le trophée vers le continent africain.

Tunisie et Maroc en finale, ce n'était cependant pas vraiment une surprise. Les deux pays avaient déjà conquis le titre mondial, le premier en 1983 à Tunis, le second l'année suivante à Rotterdam. Au demeurant, il y a bien longtemps que le cochonnet a franchi la Méditerranée. Au Maghreb, il a perdu son folklore mais gagné en efficacité. « Les Français nous ont appris beaucoup de choses, mais nous avons progressé par nous-mêmes », dit Abdelaziz Khagut, le manager malin des Marocains. Son idée : sélectionner les meilleurs du moment parmi une quinzaine de joueurs régulièrement suivis et les entraîner intensivement. Le retentissement intérieur d'une victoire tient ensuite lieu de motivation pour ces garçons solides et athlétiques qui représentent leur pays.

Mais, en revanche, Abdelaziz Khagut et Ali Lahma, son homologue tunisien, n'ont pas su, hélas ! apprendre l'audace à leurs protégés. Ceux-ci ont proposé, dimanche après-midi, une finale toute en calcul et en retenue défensive, bien éloignée des conceptins audacieuses et fanfaronnées qui prévalent du côté de Marseille ou de Nice. « C'est un peu triste », commentait, mélancolique, un connaisseur, après une heure de jeu, tandis que, parmi les cinq mille spectateurs, les murmures de désapprobation sanctionnaient les palabres et débats des joueurs sur le terrain.

Les Marneains pouvaient gagner la gagne : aux seizième et dix-septième mètres. Par excès de prudence, ils ne l'ont pas fait. Et au bout de cent quarante minutes de jeu, Allala Jemboudi, le tireur tunisien, inscrivaient le point nécessaire au bonheur de son pays. Dans la tribune, Philippe Séguin, ministre et maire d'Epinal, applaudissait. Natif de Tunisie, cette victoire lui faisait chaud au cœur.

PATRICK DESAIVE.

ÉPINAL. de notre envoyé spécial

Le ventre arrondi sous le maillot de sport trop moulant, ils ressemblent à des vétérans dans un tournoi de sixte. Physiquement, l'élite de la pétanque sportive mondiale n'a pas toujours fière allure.

« Détrompez-vous », répliquent les amateurs, pour qui l'art de manier les boules s'apprend avec l'âge ; la maturité va de pair avec l'alourdissement de la silhouette. Mais, cette année, dans le pare des expositions d'Epinal, la jeunesse et la forme physique ont été les meilleures armes pour gagner. Les équipes de Tunisie et du Maroc, qui se sont hissées en finale, avaient une moyenne d'âge de trente ans. Toutes deux formées d'un ancien et de deux jeunes, elles ont surmonté toutes les situations, tous les caprices des boules, quand d'autres perdaient lucidité et précision sous la pression de l'enjeu et les efforts d'une compétition marathon de quatre jours.

Les premiers favoris à craquer ont été les Français Patrick Lepère, Didier Chompay et Alain Bideau. La triplette tricolore, championne du monde en titre, a disparu dès le premier tour. « Le terrain n'est pas bon ; on ne sait jamais comment il va réagir sous la boule », confiait, après l'élimination, Patrick Lepère, le pointeur de la formation. « En fait », expliquait un connaisseur, ils ne se sont sans doute pas assez préparés pour ce rendez-vous international, qui ne vaut que pour l'honneur.

Dans la salle surchauffée et saturée de fumée et d'odeurs de frites, d'autres ont chuté. Non des moindres : l'Italie, la Suisse, Monaco, autant de pays qui ont déjà rem-

Abandon de Renault ?

La rumeur du retrait de la Régie Renault de la formule 1 a fortifié pendant tout le week-end sur les stands. Il semble désormais acquis que l'écurie McLaren va renouveler le contrat qui la lie avec le motoriste Porsche pour équiper ses voitures en 1987. A la recherche d'une équipe de pointe, la Régie était en discussion depuis plusieurs semaines avec Rha Deane, directeur de l'écurie TAG-

Porsche. Des négociations qui, si elles ont échoué, risquent de marquer une suspension d'activité de la Régie en formule 1. Renault pourrait revenir ultérieurement à la compétition en fonction de la nouvelle réglementation qui sera rendue publique le 3 octobre par M. Jean-Marie Balestrin, président de la Fédération internationale de sport automobile.

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps

La météo sur Minitel : météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapers : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

10H30... VINCENT, FRANÇOIS, PAUL ET LES AUTRES DECIDENT A L'UNISSON.



8 h 30, 10 h 30, 15 h 30... Une Réunion-Téléphone s'organise à tout moment, selon les besoins de l'entreprise et l'urgence de la décision.

Chaque semaine pour faire le point, chaque mois pour tenir conseil, des centaines de sociétés ont déjà adopté la Réunion-Téléphone comme outil stratégique.

De n'importe quel lieu et sans qu'elles aient à se déplacer, 3 à 20 personnes peuvent se réunir sur une même ligne pour analyser les données, faire la synthèse, se concerter, s'organiser et décider.

On passe à l'action, avant les autres.

Mode d'emploi

- Réserver votre réunion en appelant le **NUMÉRO Vert 16 300 200**
- Un numéro confidentiel vous est attribué.
- A l'heure convenue, les participants appellent ce numéro.
- Aucun équipement particulier est nécessaire.
- La tarification est indépendante de la distance.
- Le coût - 131F de l'heure par personne - est imputé soit sur le compte de l'organisateur, soit sur celui de chaque participant. La redevance de réservation reste à la charge de l'organisateur.

Pour recevoir le Guide de la Réunion-Téléphone envoyez votre carte de visite, sous pli affranchi et adressé à SOFRAP BP 34 75582 PARIS cedex 12.

RÉUNION TÉLÉPHONE

Tous sur la même ligne

TELECOMPARISATIONS

صوتنا من الاصل

سكنا من الاجل

Sports

RUGBY : championnat de France

Les bonnes recettes de Toulouse

Commencé ici à cause de la Coupe du monde, qui se déroulera en juin, le championnat de France connaît déjà l'effervescence en raison de la nouvelle formule. L'élite du rugby, regroupée en deux poules de dix, en déçoit dès le début de saison. Quatre équipes seulement demeurent invaincues : Montferrand, Brive, Racing et Toulouse.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Transfuge de l'état. Didier Codorniou persiste et signe. Entre Narbonne et Toulouse son cœur ne balance plus. Auteur de deux essais dimanche 21 septembre face à ses

anciens équipiers, le trois-quarts centre international a été le principal artisan de la victoire du Stade toulousain (25 à 18). Trahître sans remords. Car, pendant l'intersaison « Codor » n'a pas seulement changé de maillot. A Toulouse, il a découvert un nouveau monde. « un club qui a dix ans d'avance sur les autres », devait-il avouer.

« Disons, un club entièrement différent », corrige Jean-Claude Skrela, co-entraîneur avec Pierre Villepreux de l'équipe championne de France. Différent dans ses structures, propriétaire de ses installations, le Stade toulousain est chargé comme un club professionnel et ouvert sur sa région économique. Une vingtaine d'entreprises performantes (Aérospatiale, Matra,

etc.) ont choisi d'investir leur image dans ce club lui aussi performant. « Nous ne leur demandons pas un simple appui financier, dit Jean Fabre, président du club depuis 1980, mais une contribution matérielle et sociale à la vie professionnelle et à l'avenir de nos joueurs. Le rugby est à la croisée des chemins. Sans pour autant devenir professionnel il faut que ce sport ne pénalise pas ceux qui le pratiquent. »

Cette nécessité de « muscler » le club et d'étendre son rayonnement est apparue à Jean Fabre « parce que Toulouse est une grande ville. Le rugby n'y est pas un fait social comme dans les localités moyennes où l'on va au stade comme on allait à vêpres. Nous subissons la concurrence du football et des autres activités culturelles ». Le mot d'ordre pour attirer la foule au stade des Sept-Devières est « gagner et séduire ». Toute la politique sportive du club découle de cette idée. Depuis deux saisons, Toulouse gagne, séduit les amateurs de rugby total et fournit au XV de France une kyrielle de nouveaux héros : Charvet, Bonneval, Rougé-Thomas, Janik, Portolan, Maset.

« Absence de prise de risques »

La « différence » cultivée par le jeu à la toulousaine est la conséquence de la responsabilisation des joueurs sur et en dehors du terrain : « Ils sont moins assistés qu'auparavant », note Jean-Claude Skrela. Le théoricien du rugby de mouvement mis en œuvre à Toulouse depuis six ans, Robert Bru, directeur technique du club, explique : « Le système repose sur des principes très rigides, des schémas de jeu qui ne sont jamais remis en cause, mais dont l'application est très souple ; elle est laissée à l'initiative individuelle. Un système collectif ne peut être

efficace que si des individualités prennent l'initiative du jeu. » Pour pratiquer ce jeu complet en perpétuel mouvement, il faut des joueurs polyvalents, c'est-à-dire, précise Robert Bru, « capables de s'intégrer à toutes les situations de jeu. Plus les joueurs sont polyvalents, plus ils sont efficaces dans leur tâche spécifique ».

Cette conception est pour Pierre Villepreux « le rugby du futur ». « A condition, ajoute-t-il, de réformer profondément la formation des jeunes, de passer d'une formation analytique à une formation plus globale. » Etiqueter pilier ou ailier un gamin de neuf ans est, selon lui, une hérésie. Jouons d'abord, apprenons la technique ensuite ! Ce que Robert Bru traduit par « développons les aspects tactiques. Les moyens d'y parvenir, c'est-à-dire la technique individuelle, viennent en second ». La méthode, qui a de chauds partisans et des adversaires farouches, a réussi au Stade toulousain. Certains joueurs, jusqu'alors discrets, s'y sont épanouis depuis 1981.

Pourtant les « Rouge et Noir » sont à la peine en ce début de saison. Tenus en échec à Nice, ils ont encore bégayé leurs enchaînements dimanche face à une robuste équipe narbonnaise, sauvant l'essentiel, grâce à des exploit personnels des nouvelles recrues : Didier Codorniou et Joël Dupuy.

« L'absence de prise de risques » que déplore à l'issue de la rencontre Robert Bru est due à une condition physique encore précaire et à une motivation encore tiède. « Nous n'avons pas les moyens physiques de nos intentions de jeu », reconnaît Jean-Claude Skrela, se rassurant à l'idée que « l'équipe était au même point l'an dernier à la même époque ». Tatonnante mais invaincue.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

MOTOCYCLISME

Duel fratricide au Bol d'Or



Les Français Dominique Sarron, Pierre Bolle et Jean-Louis Battistini, sur Honda-Rotimans, ont remporté, le dimanche 21 septembre, le cinquantième Bol d'Or motocycliste sur le circuit Paul-Ricard du Castellet, précédant la Yamaha-Gauloises de leurs compatriotes Christian Sarron, Jacques Cornu et Richard Hubin.

LES RÉSULTATS

Automobilisme
CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1
Grand Prix du Portugal. — 1. Mansell (Williams-Honda), les 300,450 km en 1 h 37 min 21 s 90 (187,644 km/h) ; 2. Prost (McLaren-TAG), à 18 s 77 ; 3. Piquet (Williams-Honda), à 49 s 27 ; 4. Senne (Lotus-Renault), à 1 tour.
Championnat du monde des conducteurs. — 1. Mansell, 79 pts ; 2. Piquet, 60 ; 3. Prost, 59 ; 4. Senne, 51.
Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Honda, 130 pts ; 2. McLaren-TAG Porsche, 78 ; 3. Lotus-Renault, 53.
Boxe
CHAMPIONNAT DU MONDE. L'Américain Marvin Johnson a conservé son titre mondial des poids mi-

lourds (version WBA) en battant le Français Jean-Marie Evnech par arrêt de l'arbitre à la treizième reprise, samedi 20 septembre à Indianapolis.
Football
CHAMPIONNAT DE FRANCE (Dixième journée)
*Lille et Marseille 2-2
*Bordeaux b. Le Havre 3-0
*Paris-SG b. *Nantes 1-0
*Sochaux et Toulouse 1-1
*Auxerre b. *Metz 1-0
*Nice b. Lens 3-1
*Monaco b. *Toulon 3-1
*Saint-Etienne et Brest 1-1
*RC Paris et Laval 1-1
*Rennes et Nancy 0-0
Classement. — 1. Marseille et Bordeaux, 15 pts ; 3. Paris-SG, 13 ; 4. Tou-

louse, Lille et Nantes, 12 ; 7. Metz, Monaco, Auxerre et Sochaux, 10 ; 11. Brest, Laval, Nice et Rennes, 9 ; 15. Lens, Nancy, RC Paris et Saint-Etienne, 8 ; 19. Le Havre, 7 ; 20. Toulon, 4.
Rugby
CHAMPIONNAT DE FRANCE (Troisième journée)
POULE 1
*Montferrand b. Aurillac 29-3
*Brive b. Romans 31-9
*Toulouse b. Narbonne 25-18
*Grenoble b. Nice 28-12
*Graulhet b. *Béziers 16-12
Classement. — 1. Brive et Montferrand, 9 pts ; 3. Toulouse, 8 ; 4. Aurillac et Béziers, 7 ; 6. Grenoble et Graul-

het, 4 ; 8. Nice, 5 ; 9. Romans et Narbonne, 3.
POULE 2
Racing-CF b. *Lourdes 27-7
*Pérpignan b. Biarritz 12-9
*Bayonne b. Nîmes 33-16
*Valence b. Toulon 12-9
Agen b. *Pau 22-3
Classement. — 1. Racing-CF, 9 pts ; 2. Pérpignan, Bayonne, Valence, Agen et Toulon, 7 ; 7. Biarritz et Lourdes, 5 ; 9. Nîmes et Pau, 3.
Tennis
TOURNOI DE HAMBOURG
Demi-finale. — Leconte (Fr.) b. Sanchez (Esp.), 6-4, 6-2 ; Mecir (Tch.) b. Carlsson (Sué.), 6-3, 6-2.
Finale. — Leconte b. Mecir, 6-2, 5-7, 6-4, 6-2.

CYCLISME

L'heure de Jeannie Longo

Après avoir remporté la Coors Classic (Tour du Colorado par étapes), le championnat du monde de poursuite et le championnat du monde sur route, la Française Jeannie Longo a réalisé l'exploit cycliste de l'année en ajoutant à ses titres de gloire le record du monde de l'heure féminin. Cette série de victoires tout à fait exceptionnelle — se quatre compétitions totalement différentes, sans aucune déjante — se trouve en effet valorisée par une performance d'un très haut niveau athlétique. Sur la piste du Colorado Springs, samedi 20 septembre, Jeannie Longo a couvert dans l'heure 44,770 km, soit 1 688 m de plus que la Néerlandaise Cornelia van Oosten-Hage.

Cependant, sa tentative a été perturbée par un voyage fatigant autant qu'inutile à La Paz, où la Grenobloise avait initialement prévu de se mettre en piste. Contrainte de régler elle-même les problèmes d'organisation et n'ayant pu abriter les concours des chronométrateurs officiels, elle décida de revenir aux Etats-Unis. En outre, elle a battu sa propre record du monde des 10 km (13 mn 30 s 05) et des 20 km (26 mn 55 s 61), ses temps intermédiaires représentant des moyennes inférieures à son kilométrage final. Le fait qu'elle ait roulé au cours des dix dernières minutes à plus de 48 km à l'heure, ainsi que son état de fraîcheur à sa descente de vélo montrent qu'elle possédait de solides réserves, en dépit des circonstances et que son record, pour remarquable qu'il soit, ne situe pas ses véritables limites.

J. A.

TENNIS

Les filles du bord de mer

SAINT-TROPEZ
de notre envoyé spécial

Les meilleures Françaises rivalisant pour un titre national : c'était, du 19 au 21 septembre, à Saint-Tropez, pour le finale des interclubs, un spectacle inattendu, dans la mesure où quelques-unes des meilleures joueuses n'avaient pas daigné se rendre à Vichy le samedi précédent pour un titre individuel. Ce n'était pas du tennis de plage pour autant : les demoiselles du CASG — Tanvier, Paradis, Suire, Calleya, Phan Thanh et Vemhes — n'ont pas fait de cadeau à leurs camarades du RCF pour s'attribuer leur nouvelle victoire consécutive. Comme les organisateurs avaient réussi le tour de force de mobiliser commercialement et restaurateurs locaux et de trouver un commanditaire, en dépit de l'absence de couverture télévisée, l'événement aurait été un succès total pour ce petit club des Mares qui dérange à la fois la Fédération française, parce qu'il garde jalousement sa cour de championnes, et la municipalité, parce qu'il est la seule association sportive locale hors de son contrôle. Malheureusement, en dépit des efforts d'Isabelle Demongot et de Nathalie Tautou, l'équipe de Régis de Camarot n'a pas pu conserver sa place en division nationale.

A. G.

TRIATHLON

Frais comme des roses

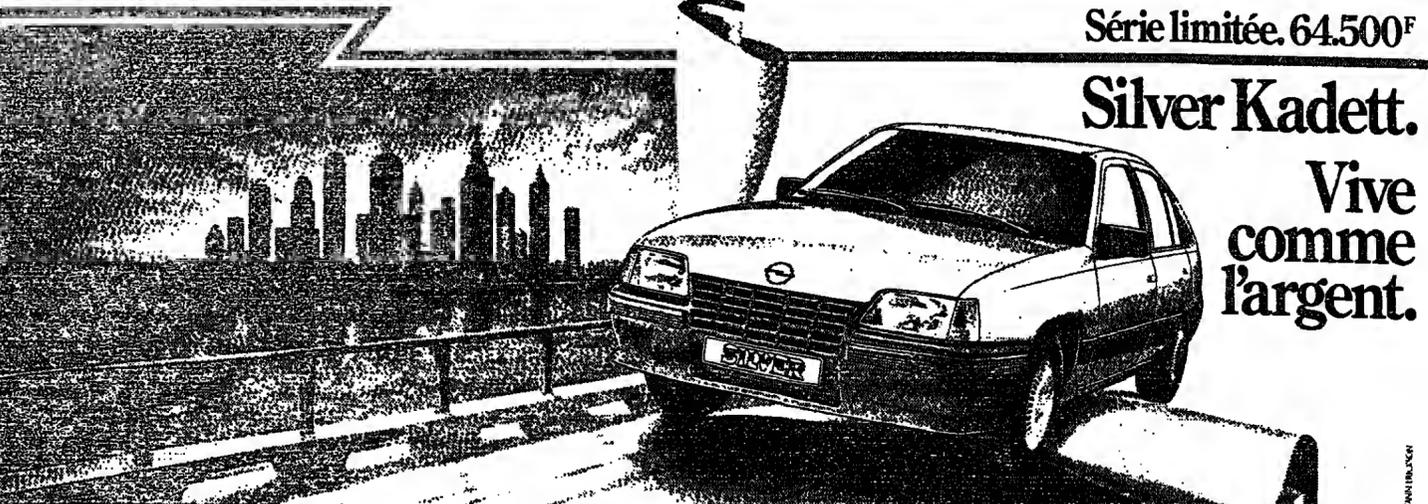
SAINT-TROPEZ
de notre envoyé spécial

L'ennui avec les sports nouveaux tel le triathlon, c'est que le public manque singulièrement de références. Ainsi, le 20 septembre à Ramatuelle, un couple de retraitées du cru était un peu déçu de voir le Néerlandais Rob Barel franchir la ligne d'arrivée de l'épreuve finale du circuit Arena, frais comme une rose : « Ça, ce devait pas être bien dur aujourd'hui, par là ? Pourtant l'autre jour à la télévision, il y en avait un qui tombait drôlement dans ce triathlon. »

Des concurrents au bord de l'épuisement, il y en aura sûrement dans quelques jours à Nice, pour l'épreuve qui est annoncée comme un championnat du monde, avec ses 3 km de nage, ses 120 km de vélo et ses 32 km de course à pied. Mais, dans la plaine de Pempelonne, il ne s'agissait que d'un galop d'entraînement pour les meilleurs Européens, qui viennent de surcroît, recevoir la récompense (20 000 F) des efforts déployés lors des quinze précédentes étapes du circuit. La Hollandaise Erin Baker, meilleure mondiale de la spécialité, s'est d'ailleurs payé le luxe, après une arrivée au sprint, en quinzième position du classement général, de repartir en sens inverse pour encourager sa sœur.

Bref, par le vertu d'un entraînement adéquat dans les trois disciplines, le triathlon, naguère présenté comme une épreuve inhumaine, se dédramatise. Pour soutenir l'intérêt du public, une fois passé l'effet de nouveauté, il apparaît nécessaire qu'une structuration claire des épreuves soit établie par l'autorité responsable, le CONADET, afin d'éviter une multiplication des titres, c'est-à-dire leur dévaluation. C'est l'intérêt des sportifs, de plus en plus nombreux à se lancer dans cette aventure.

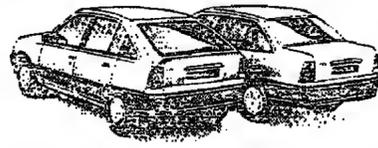
A. G.



Série limitée. 64.500F

Silver Kadett.

Vive comme l'argent.



64.500 F* pour les versions hayon 5 portes au coffre 4 portes.

Opel présente une série limitée qui va vous donner la fièvre de l'argent : l'agile, la luxueuse, l'éblouissante Silver Kadett.

Une flèche argentée de 75 ch qui peut monter jusqu'à 170 km/h sur circuit*. Une boîte bien étagée 5 vitesses sur un moteur nerveux 1300 cm³ à toute épreuve. Des pneus

larges comme dans un rallye et un aérodynamisme fulgurant pour une maniabilité absolue.

La Silver Kadett est extrêmement riche en équipements : compte-tours, rétroviseur droit, lave-glace et essuie-glace arrière, moulures latérales...

Ajoutez à cela la tenue de route, le confort, l'habitabilité, une sécurité

et des finitions exceptionnelles, vous obtenez une des voitures les plus brillantes jamais proposées à ce prix : 64.500 F*. Silver Kadett. Vive comme l'argent. Une affaire en or.

La Silver Kadett est extrêmement rare : commandez-la vite chez votre concessionnaire Opel!



* Consommations UTAC : 5,0 l/100 km ; 6,5 l/100 km ; 8,9 l/100 km en ville. ** Silver Kadett - Prix clés en main au 14.8.86 - 5 portes.

Une démarche de juifs et de chrétiens français

Les pèlerins d'Auschwitz

185 Français, juifs et chrétiens, se sont rendus le dimanche 21 septembre à Auschwitz, en Pologne, pour un pèlerinage sans précédent. Ce voyage était lié à la création, très contestée, d'un carnet à la mémoire de l'ancien camp nazi.

AUSCHWITZ de notre envoyé spécial

« Terre, ne recouvre pas leur sang. Qu'il n'y ait nul endroit pour étouffer leurs cris! » Le chant de Elmale rabbinique consacré aux victimes de la Shoah (holocauste) et celui du kaddish, la prière des morts, s'élevaient vers le ciel. Ce ciel toujours gris dont parlaient les survivants de Birkenau.

Puis tombe un silence lourd, que trouble seulement le froissement des peupliers dans le vent. Des peupliers

majorité, venaient pour la première fois dans les camps de la mort. Avec eux, quarante-cinq chrétiens, dont des prêtres, des religieux, des religieuses, inquiets devant le menace de crise entre juifs et chrétiens à propos d'Auschwitz, et venus faire acte de repentance (1).

Le style et le but de cette démarche à caractère spirituel et non revendicatif étaient également sans précédent: il s'agissait de réaffirmer le caractère spécifiquement juif d'Auschwitz, contre toute tentative de récupération et de banalisation du site.

Le risque n'est pas mince. Des thèses nient l'ampleur du génocide et jusqu'à l'existence de chambres à gaz. L'affaire Waldheim a rouvert des plaies. Racisme rime avec terrorisme.

Les sinistres blocs de brique rouge d'Auschwitz sont eux-mêmes

L'émotion provoquée dans les milieux juifs - belges, français ou italiens - par l'aménagement d'un carnet à Auschwitz était la raison, sinon un peu moins directe, de ce pèlerinage. Des carnets sont installés depuis près de deux ans dans le théâtre où étaient entreposés les gaz, à la hâse du camp, derrière un double rideau de barbelés.

Une vocation

À ONZE ANS

De leurs fenêtres, la vue des religieuses plonge sur le mur des fusillés et sur le fameux bloc 11, celui de la « prison » où les condamnés, comme le Père Maximilien Kolbe, mouraient de faim ou d'épuisement après de longues heures de station debout, dans de minuscules et misérables cellules.

Fondatrice de ce carnet, sœur Marie-Thérèse de l'Enfant-Jésus entendit, à onze ans, le père d'une amie qui leur montra la fumée tragique montant dans le ciel d'Auschwitz: « Il ne suffira pas d'une vie, leur dit-il, pour expier un tel péché... » De ce jour datent sa vocation religieuse et son désir tenace d'installer, près du camp, un lieu de prière et de repentir. Faire d'Auschwitz non plus un musée, mais « une conscience » pour l'humanité.

Alertés par des publications d'origine catholique collectant de façon maladroite des fonds pour la construction du carnet, les commentateurs juifs d'Europe occidentale ont craint qu'Auschwitz ne perde sa valeur de symbole juif - celui de la nuit et du silence éternel et que l'Eglise polonaise ne se l'approprie pour en faire un lieu de pèlerinage. La polémique est allée très loin. Un groupe de visiteurs juifs venus de Belgique, en mars dernier, a manifesté devant le carnet et s'en est pris directement aux religieux.

Les travaux du carnet sont arrêtés

Il a fallu, le 22 juillet dernier, une rencontre exceptionnelle, à Genève, entre le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie (sur le territoire duquel se trouvent les camps d'Auschwitz et de Birkenau), les cardinaux Lustiger (Paris), Decourtray (Lyon), Dannels (Bruxelles), et des personnalités juives, comme le grand rabbin Sirat et M. Théo Klein, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France) pour dédramatiser l'affaire. La décision d'arrêter les

travaux d'agrandissement du carnet a été prise lors de cette réunion.

De fait, la grande osé contrainte du bâtiment contesté ne sera pas transformée en église comme le projetaient les sœurs. Les travaux sont interrompus. Mais quatorze religieuses vivent toujours cloîtrées dans l'une des deux ailes du bâtiment. Elles viennent d'être une prière. Elles attendent d'autres sœurs (jusqu'à vingt-quatre) dans l'aile opposée, en cours d'aménagement, de l'ancien théâtre d'Auschwitz.

Leur position et celle de l'Eglise catholique polonaise, qui avait largement sous-estimé les raisons d'un mécontentement juif, ont évolué, mais la question d'un élargissement de cette communauté est, sur place, jugée « prématurée ». « Il ne faut pas brûler les étapes », a dit le cardinal Macharski, au cours d'une rencontre informelle, mais très cordiale, entre l'archevêque de Cracovie et une délégation du pèlerinage français.

Auschwitz est le Golgotha des temps modernes », avait dit Jean-Paul II en juin 1979. Au nom de l'épiscopat catholique français qu'il est chargé de représenter, le Père Bernard Dupuy a renouvelé, en l'implorant, ce geste de repentir, cette fois devant cent quarante-trois juifs. Mais il faudra sans doute d'autres pèlerinages, comme celui qui devait s'achever dimanche soir à la synagogue de Cracovie, pour faire comprendre au juif meurtri par la Shoah le sens d'une prière cachée et silencieuse aux portes du camp et à la puissante Eglise polonaise qu'on ne manie pas impunément de tels symboles.

HENRI TINCO.

(1) L'initiative de ce pèlerinage revient au Mouvement juif libéral présidé par le rabbin Daniel Fahri et aux Amis juifs chrétiens de France, représentés notamment par M. Colette Kessler, vice-présidente.

(2) 1,2 à 1,5 million de personnes sont mortes dans le camp d'Auschwitz et dans celui de Birkenau qui en était l'extension, à partir de mars 1943. Le nombre de 6 millions de juifs est celui de l'ensemble des victimes de la Shoah.

Un film soviétique présenté à Royan

La bataille de Tchernobyl

Tchernobyl n'est pas seulement une catastrophe industrielle due à « l'irresponsabilité, au manque de discipline et à une série d'infractions aux normes d'exploitation », comme a conclu la commission soviétique chargée d'analyser l'accident. C'est aujourd'hui une épopée, avec ses commandos de choc, ses colonnes blindées et ses héros sacrifiés. Un nouveau Stalingrad, en quelque sorte, que la télévision soviétique a reconstitué pour édifier les générations futures.

Le moyen métrage (cinquante-cinq minutes) présenté en exclusivité à Royan à l'occasion des cinquièmes Rencontres internationales sur l'environnement et la nature (RIENA), le dimanche 21 septembre, témoigne de ce retournement. « Tchernobyl, deux couleurs du temps » réussit, en effet, à transformer un échec de la solidarité humaine, où le sacrifice de quelques-uns, sous le contrôle de « personnels hautement qualifiés », - l'expression revient dans le film comme un leitmotiv - permet de triompher de l'ennemi le plus insidieux: la radioactivité déchaînée.

L'équipe de tournage est la même que celle qui, un mois avant l'explosion du réacteur n° 4, était venue filmer la centrale nucléaire de Tchernobyl, alors considérée comme « la

plus sûre » du point de vue écologique, et qui allait devenir une des plus grosses installations d'URSS avec la construction d'un cinquième puis d'un sixième réacteur...

Les caméramen soviétiques reviennent donc après la catastrophe pour constater que la ville de Pripiat - 63 000 habitants dont l'âge moyen oscille autour de vingt-six ans - a été évacuée dès le 27 avril « à 100 % en deux heures et vingt minutes ». Une « évacuée » raconte, émerveillée, comment les cars ont emmené tout le monde dans des villages, où « chacun invitait deux ou trois personnes » et transformait sa cuisine en « cafétéria »...

Mais la véritable épopée a commencé un mois après l'accident, lorsque, malgré les déversements de sable, de béton et de lingots de plomb sur le réacteur en folie, il a été décidé de creuser un tunnel pour injecter de l'azote liquide dans le « piscine », c'est-à-dire la dalle qui sert de base au réacteur.

Sous les ordres du camarade général-major Vitali Goldine, « coordinateur entre l'armée et la science », les mineurs de Sakhaline, bientôt remplacés par les mineurs de Toula, creusent à la pelle et au wagonnet une étroite galerie de 200 mètres pour accéder au réacteur. C'est alors que le camarade Anatole Chevtchenko, directeur de l'Ultrénergomécanisation, a été le premier à percer le mur du réacteur, où quatre hommes se sont aussitôt enfoncés, la voix couverte par le bruit de la ventilation. L'un d'eux n'a jamais été retrouvé. « Aucun règlement n'envoyait une telle situation, observe le commentateur, mais les règlements de l'époque de la Grande Guerre patriotique ne disaient pas non plus qu'on pouvait couvrir les mitraillures ennemies de son corps »...

ROGER CANS.

FAITS DIVERS

Paris: le « preneur d'otage » de la banque Worms arrêté lors d'un hold-up. - André Millepiéd, âgé de vingt-sept ans, qui avait organisé le fausna prise d'otage, le 24 juillet, à la banque Worms, boulevard Haussmann à Paris, a été arrêté dans la matinée du vendredi 19 septembre, alors qu'il commettait un hold-up dans une agence de la BNP, 96, rue de Belleville, à Paris (19^e). Le malfaiteur, qui était armé, a été blessé aux jambes par les policiers.

« Notre responsabilité est immense »

Secrétaire du Comité épiscopal français de relations avec le judaïsme, le Père Bernard Dupuy a déclaré à Birkenau, le 21 septembre:

« Pour avoir le droit de prier à Auschwitz, il nous faut reconnaître le trop faible et trop lente prise de conscience chrétienne devant la perversité nazie et devant le danger mortel qui s'abaissait alors sur les juifs.

« Il ne suffit pas de condamner l'action des bourreaux; notre repentance n'est pas un réflexe de culpabilité morbide. Nous ne pouvons pas récuser la part de responsabilité chrétienne dans l'histoire qui a abouti à la « Shoah » (l'holocauste).

« Ayant détaché le peuple juif du lien qui l'unissait à Dieu, nous, chrétiens, l'avons chargé du péché par excellence, allant même jusqu'à prononcer contre lui le mot sacrilège de « peuple

déicide ». Nous l'avons environné de mépris et de haine. L'accusant d'aveuglement, nous avons voulu le faire chrétien, y compris souvent par la force et en violant sa conscience (...).

« Ce jugement sur le peuple juif, transmis de siècle en siècle, les multiples discriminations qui en ont résulté, ont ouvert la voie à l'antisémitisme moderne, raciste.

« Oui, notre responsabilité est immense. A-t-il fallu un tel abîme pour réveiller notre conscience? Nous qui venons d'être associés à la prière juive à Auschwitz, conclut le Père Bernard Dupuy, nous prenons solennellement l'engagement d'être vigilants dans un monde qui est loin d'être guéri de tous ces maux. Nous promettons de combattre de toutes nos forces pour que vérité et justice soient rendues au peuple juif. »

plantés par les Allemands pour dissimuler au reste du camp et au monde l'horreur des crématoires.

Dignité, émotion contenue. Dans les cimetières sans sépultures d'Auschwitz et de Birkenau - 1,5 million de morts - le pèlerinage juif-chrétien venu de France était exceptionnel.

Par sa composition d'abord: 140 juifs, dont trois rabbins libéraux, trois anciens déportés et de nombreux enfants de déportés, conduits par Serge Klarsfeld, qui, en

devenant un musée à la gloire des résistants polonais. Seules deux stèles gravées en hébreu et en yiddish, à la rampe de triage de Birkenau, rappellent que 4 millions de juifs sont morts en Pologne parce qu'ils étaient juifs, avant d'être polonais, hongrois, russes ou français. Ce pèlerinage du 21 septembre n'était pas une manifestation, mais bien des participants ont en du mal à réprimer une certaine révolte contre ce qu'ils ont appelé la « désinformation » (2).

Billy Graham en campagne

Messe en mineur à Bercy

On attendait la grand-messe tous lustres illuminés, orgues tonitruantes et pompes déchaînées. On attendait le show spectaculaire dont les Nord-Américains, politiciens ou businessmen, ont le secret. On attendait, au mieux, un homme au charisme implacable, incarnant dans la cône magique d'un projecteur, soulevant les montagnes, fendait la mer en deux parts, déchirant la soie du firmament et capturant de son bras le soleil. Au pis, Savonarole, soufflant la folie sur les Florentins médusés... Ce samedi soir, le fanatisme supposé n'allait-il pas s'allier à l'efficacité affairiste et s'emparer d'une foule accourue au Palais omnisports de Bercy à Paris (le Monde du 12 septembre)?

Ce fut presque une messe basse. La première soirée - il y en aura huit jusqu'au 27 septembre - du pasteur baptiste Billy Graham, le 20 septembre, en concert plus d'un. Est-ce la faute des roches, qui, des deux côtés de l'Atlantique, ont façonné du tribunal une image dont les traits ont peut-être changé ou se modifient au gré des auditoires? Billy Graham à Paris joue-t-il sur le même registre qu'en 1955 ou en 1963, ou que Billy Graham en Californie, dans les pays de l'Est, en Corée ou en Afrique du Sud? L'homme a pris de l'âge aussi: à soixante-huit ans, le foi parle, avec « moins d'ornementation », comme dira une participante, si l'œil est toujours aussi transparent.

La gravité des temps surtout. Entrées ouvertes à la dernière minute, foule individuelle, visite du coffre et de l'intérieur des voitures: l'atmosphère tristement habituelle depuis quelques jours. Avec l'acceptation avouée chez ces 15 000 personnes - dont beaucoup de jeunes - de l'inévitable. Ainsi Delphine, dix-sept ans, venue d'Angers: « 57 y a un

attentat, c'est que Dieu le permet ».

Messe chantée tout de même. Une chorale de 1 300 chanteurs derrière le podium pour entraîner la foule, un quatuor vocal et un couple de chanteurs en prime. Mais les fidèles succomberont au recueillement plus qu'à la démonstration. Les rires aux anecdotes que le prédicateur distille avec soin reviennent qu'ils demeurent en éveil.

« Comme on sera au paradis »

Ce sont des hommes et des femmes de tous âges, de Paris et de province, bien que les soirées soient retransmises par satellite dans trente-quatre villes de France. Depuis deux ans, ils préparent cette campagne dont ils couvrent les dépenses en France: 6 450 000 F. La plupart appartiennent à l'une des familles protestantes: baptiste, évangélique, pentecôtiste, adventiste du septième jour, mais aussi réformés. Il y a quelques luthériens et des catholiques. Tous répondent à ces diapositives et se déclarent « chrétiens ». Ils sont venus comme Florence, lycéenne, pour « louer Dieu dans un grand rassemblement, comme on sera au paradis », parce que, pense Lisiane, vingt-cinq ans, comptable stagiaire, « on a besoin de se sentir tous unis ». Ou bien telle Marie-Agnès, étudiante en médecine et catholique: « Je me demande ce que Billy Graham peut apporter par rapport au pape, que j'ai vu à Lyon dans quinze jours. »

Alors, ils écoutent le pasteur de Caroline du Nord leur exposer phrase par phrase, au rythme de la traduction, que « notre problème fondamental n'est pas social ou d'éducation: c'est le péché ». En moins d'une heure, le point culminant est atteint:

« Vous pouvez recommencer votre vie ce soir ». Pour cela, il faut descendre des gradins et venir au pied du podium, se recueillir, « dire oui à Dieu » et parler avec des « conseillers » (chrétiens militants) ou des « superviseurs » (des pasteurs). « C'est difficile? » demanda l'orateur. « Oui, mais Jésus-Christ a été crucifié tout nu devant des milliers de personnes. »

Il sont 1 500. Au début de la semaine, ils reçoivent un exemplaire du Nouveau Testament, une invitation pour « continuer à parler de Dieu » et... une lettre d'encouragement de Billy Graham. Longtemps ils s'attardent. Comme Collette, qui sent qu'elle « vient de faire un pas décisif ». Les autres, ceux qui ne sont pas descendus, s'en expliquent: « J'avais déjà reçu Dieu dans mon cœur... » « Je sais que je suis sauvée ». Cette institutrice quadragénaire est « bouleversée parce qu'elle n'a pas vu un spectacle mais un homme tout simple ». Marie-Agnès, elle, est un peu déçue. Elle a l'impression d'avoir « entendu un commentaire de l'actualité plus qu'un discours profond ». Chez d'autres enfin, des techniciens du Palais omnisports présents de soir pour des raisons professionnelles, c'est l'effacement: « Je suis scandalisée qu'on puisse faire marcher des gens comme ça. Ce sont des mortels ».

Un petit groupe de « chrétiens » - l'un d'eux est fils de pasteur - accepte l'objection. « C'est vrai qu'il y a toujours un côté émotionnel dans une foule. Mais les certitudes, qui paraissent chevâter, représentent la deus ex: « On en a un peu gêné. Cependant, nous ne pouvons juger ce qui se passe dans le cœur des gens. Et puis, c'est pour la bonne cause. »

CHARLES VIAL.

REUNION-TELEPHONE: PASSEZ A L'ACTE

Introduisez la Réunion-Téléphone dans votre entreprise. Réservez dès maintenant vos Réunion-Téléphone au

NUMÉRO VERT 05 300 300

Envoyez directement votre carte de visite, sous pli affranchi et adressé à SOFRAP BP 34 75562 PARIS cedex 12. Vous recevrez gratuitement le guide de la Réunion-Téléphone.

REUNIONTELEPHONE

Tous sur la même ligne



Handwritten text in Arabic script: سكرتير من الاجل

صكنا من الاجل

Culture

CINÉMA

« Autour de minuit », de Bertrand Tavernier

La nécessité du jazz

« Autour de minuit », c'est un film d'amour sur l'amour du jazz. C'est la voix de Dexter Gordon, musicien bouleversant.

Avec les films de Bertrand Tavernier, il y a toujours un risque, minime si l'on veut, mais réel, qu'ils soient réussis. Autour de minuit est réussi, et dans la réussite, il ne fait pas le détail. Même ce qui échappe au scénario, cette dérive emportée par l'incroyable présence de Dexter Gordon, finit par rejoindre la volonté du film.

Vie et mort d'un musicien de jazz génial et déjoté (Charlie Parker, Bud Powell, Lester Young, etc.), momentanément sauvé de l'enfer, à Paris, par un Français Francis (François Cluzet, excellent dans un rôle vaguement inspiré par la rencontre du graphiste Francis Paudra et de Bud Powell), finalement rendu à l'enfer et à la mort. Voilà très exactement le sujet fait pour rater un film. Pas seulement parce que veulent, sourcilieux, les gardiens du temple, les amateurs de jazz qui aiment d'autant moins qu'on leur chipe leur secret qu'ils ne sont pas certains de le partager vraiment (le mot de passe en est très variable). Pas seulement parce qu'un tel sujet se heurte immédiatement à sa condition de validité, la crédibilité, l'« authenticité » accordée au personnage, mais parce que le sujet met en jeu, c'est la relation imaginaire de l'Europe (la France en particulier) au jazz.

En gros, c'est d'ailleurs ce que disent les musiciens de jazz, « nous » avons su mieux aimer le jazz, mieux reconnaître ses génies, avec plus de passion, plus de pitié et moins de condescendance. Dans cette optique, donc, le film se condamne à se conduire avec de bons sentiments. Ce qui n'est pas, on le sait, la « focale » idéale. C'est son risque, son pari, et il le tient. Et la musique, même si elle ne remplit pas parmi les chefs-d'œuvre de Dexter Gordon, d'autant qu'il a voulu jouer « cassé », comme Lester à la fin, emporte le film à son destin.

Dès le premier plan, en réponse à une question pataudie l'ami français, avec mauvais accent « frenehil » et naturel très appliqué (mais cette gaucherie est intimement liée à ce rôle de Francis en adorateur malencontreux forcément), la voix de l'ombre s'engouffre dans le film, dans la salle et en nous, comme un chorus de saxophone. C'est la voix de Dexter, voix de cavernes, plus riche en harmoniques du désespoir aimable que toutes les voix de l'enfer. Cette voix venue d'ailleurs est un spendeur, et le son — premier acte du respect — lui rend totalement justice. Il la fait exister.

La scène se passe dans un hôtel. Hantise des décorateurs, les hôtels, lieux de vie entre la vie, théâtres d'opéra de scènes sinistres ou marantes, sont ici refaits, par Alexandre Trauser, comme la rue du Blue Note en studio, d'ailleurs avec une sorte de réalisme imaginaire. Au générique, en lettres bleues, bleu de schiste qui domine le film, couleur



Dexter Gordon et Herbie Hancock

de nuit, de fumée et de cendre, le vocaliste Bobby McFerrin vient de chanter, mais sans acrobatie, avec autant de délicatesse contenue que l'éclairage du film Round Midnight, la composition de Monk cosignée par Cootie Williams et Bernie Hanigan. On ne pense pas tout de suite à une voix humaine. On pense à quelque instrument inconnu.

Quand elle s'engouffre, la voix de Dexter (Dale Turner, dans l'histoire), elle, est la voix la plus humaine qu'on puisse imaginer, éraillée, grave, au bord du rire ou des larmes, sans rire jamais ni pleurer, un souffle qui roule des cailloux, une voix qui se prolonge en

coloration du son du ténor. Elle est de la même famille que la sonorité du ténor. Elle est sa sonorité même. Dès le premier plan, le frisson ne vous ment pas, que vous donne cette voix qui remplit l'espace et le hante longtemps après qu'elle s'est tue, trouée de silences, lente, parole lente du cinéma (sain). Le film de Tavernier n'est pas un film sur le jazz. Pas un film sur le dos du jazz, en tout cas. C'est un film (et un acte) d'amour sur l'amour du jazz. Sur l'absence de cet amour. Sur sa présence, le moindre de ses gestes fascinants, justifié à eux seuls ce film. Comme un premier regard lavé du pittoresque et du mépris ordinaire de la musique. Le regard étonné et buté des enfants.

S'il doit y avoir cette aberration comique que serait le doublage de la voix de Dexter, alors il faut aussi remplacer ses parties de saxophone par un air d'accordéon. Et celles de Herbie Hancock, Ron Carter, Wayne Shorter, Pierre Michelot ou John McLaughlin (quelques-uns des musiciens du film) par un concert de pipeaux. C'est la règle absolue qu'impose au film la seule présence de Dexter Gordon.

Une nécessité mythique

Le plus transformable des comédiens (De Niro, par exemple) ne fera jamais croire à personne qu'il joue du saxophone. Pour la bonne raison qu'il n'en joue pas. Même si ses joues gonflées ont la même courbure, vérifiée au pied à coulisse, que celles de Charlie Parker... Or cette adhésion, ce pacte fondamental, sont essentiels. Et Dexter pourrait ne pas jouer une note de tout le film de Tavernier, on soufflerait tandis qu'on entend, comme cela arrive fugitivement, une autre « prise » de son, on sait de toute éternité, dès le premier plan, qu'il est musicien. Impossible de blanchir sa voix, qui est une voix de musicien lassé de tout sauf de la musique.

Aucune surprise à ce qu'il tire le film, lentement, vers une plus grande simplicité, vers une sorte de nécessité mythique qui absente le scénario. Tavernier, relayé par Francis, l'ami français, le sauveur impossible, à moins que ce ne soit le regard de sa petite fille qui le guide, se laisse faire. Il se laisse faire au-delà même de ses propres choix et de ses passions. En voici un indice amusant : Francis a tiré Dale-Dexter du casiveau, l'habille, le loge, le rend présentable. Il joue mieux d'ailleurs et oublie ce désir qui le tenaille, de boire. Bien. Pour couron-

ner cette réhabilitation, on va à Lyon fêter l'anniversaire de la petite. Délices familiales, provinciales, jolies simples, art de vivre ; superbement filmée, Lyon est encore plus jolie, pas plus belle mais plus jolie que Florence ; les pastels propres des quais de Saône... Et c'est là, oui là, dans ce bonheur rassurant, qu'enfin sauvé Dexter se souvient de l'hôtel Alvin ! « Je n'en ai jamais parlé ? C'est l'hôtel où habitent les plus grands musiciens de jazz. Il faut que je retourne chez moi, maintenant, à New-York City. » La scène n'a pu que douloureusement s'imposer à Tavernier, enfant de Lyon.

Dexter, après quelques heures de béatitude pastellisée, l'air absent, décide donc de se faire engouffrer par New-York City. Rêve des couloirs de l'hôtel Alvin, de l'ombre d'un dealer qui rôt, de ces managers qui n'arrivent pas de parler (Martin Scorsese), du bruit et de la vie, oui, la vie, qui recommence. New-York City vous a fait, New-York City vous reprend. C'est aussi une histoire de jazz, troublante, amère, qui échappe au film.

C'est à cause de sa souplesse, de son émotion et de sa générosité que Autour de minuit ne s'ajoutera pas aux films ratés sur le jazz. Parce qu'il joue à fond, le jeu de sa liberté sentimentale : moments où l'on pensive, moments où l'on rit, moments où on l'écharpe belle, moments où on se demande. Avec ce que cela peut avoir de passionnel et d'incertain ; mais ni plus ni moins, en fait, qu'un chorus de Miles Davis avec Charlie « Chan », le 30 janvier 1953, sur Round Midnight, justement. « Chan » est le pseudonyme de Parker. Dans le film, c'est le nom de la fille de Dale Turner. Et Miles ferait un excellent comédien (la voix, encore) pour un prochain film de Tavernier. Moins triste.

F. M.

ARTS

Une œuvre de Bazaine dans le métro ?

Jack Lang avait proposé au peintre Jean Bazaine de décorer la nouvelle station Cluny-Sorbonne. La commande acceptée par la RATP ne semble pas confirmée par le nouveau ministre de la culture.

Le métro de Moscou est célèbre pour ses fastes de sa décoration voulue par Staline. Un pastiche des palais impériaux élevés à la fin du siècle dernier, lustres compris. Le père du métro parisien, Fulgence Bienvenüe, préféra une sobriété quasi minimale : falences blanches et carrouges bleus. On les retrouve presque partout maintenant que l'on débarrasse les quais des pans de ferrailles jaunes dont leurs murs ont été affublés au début des années 60. Hormis quelques stations à thèmes : Bastille, Hôtel-de-Ville, Louvre ou Saint-Germain-des-Prés, les panneaux publicitaires constituent pour la plupart d'entre elles l'ornement le plus efficace.

La réouverture de « Cluny-Sorbonne », sur la ligne 10, en liaison avec les branches B et C du RER a permis d'innover. Sa décora-

tion tout entière a été confiée au peintre Bazaine. Mais cette intéressante initiative est peut-être en train de s'annuler définitivement.

Au printemps de 1984, le peintre avait rencontré Jack Lang à l'occasion d'un vernissage. Les impératifs de la rigueur n'avaient pas encore élagué la commande publique. Le ministre proposa à l'artiste de décorer un monument de son choix. Devant sa perplexité, il lui « offrit », la station de métro Cluny. Un peu intimidé, Bazaine, parti comme tous les clés pour la Bretagne, oublia la proposition ministérielle. En octobre, il reçut, à sa grande surprise, une confirmation écrite du délégué aux arts plastiques, Claude Mollard. Bazaine se mit aussitôt à l'ouvrage.

« J'ai d'abord été impressionné par les propositions de cette station, reconnaît-il. Elle comporte trois voies. Elle est donc plus large que les stations ordinaires. Et sa voûte, en forme d'anneau, est superbe. On pense à une sorte de cathédrale souterraine. Par ailleurs, le fait qu'elle se nomme Cluny-Sorbonne m'imposait un thème bien précis. Non seulement un hommage aux maîtres de la vieille Université, mais aussi à un certain nombre d'hommes, rois, écrivains, savants, poètes et artistes qui ont hanté le quartier. »

« Le vent de l'esprit » Les parois de la station seront recouvertes d'un enduit gris-blond, à l'exception du sous-bassement qui conservera son carrelage blanc initial. Les mosaïques qui se détachent sur le fond, réalisées en lave de Volvic vernissées, représentent deux grands oiseaux, symbolisant « l'inspiration, le vent de l'esprit ». L'un est à dominante bleu et violette, l'autre, garance et rose. Disposés

éto-bèche et décentrés, ils occupent une surface de 150 mètres carrés. Aux extrémités de chaque qui s'élevaient des flammes dans les mêmes teintes. Entre les deux, agrandies jusqu'à devenir des graffiti abstraits, des signatures illustres, celles d'Héloïse et d'Abélard, de Victor Hugo, de Robespierre et de Louis XIV, de Sartre, de Bachecard, de François I^{er}, de Richelieu et de Marie Curie.

Le projet, présenté au président de la République et au premier ministre Laurent Fabius, fut accepté. Alors commença pour le peintre le régime de la double écrouissage. D'abord, rien ne vint concrétiser les propositions de Claude Mollard. Dans les derniers jours de 1985, un diligent attaché de cabinet lui fit savoir que tout était fini, les crédits coupés. Démenti furieux de la Rue de Valenciennes, mais l'acte officiel manquait toujours. Il arriva enfin au domicile du peintre, daté du 14 mars 1986, à deux jours de l'échéance.

Depuis, en dépit de nombreux courriers adressés par le peintre au nouveau ministre, aucune nouvelle. A la RATP, où le projet de Bazaine a de chauds partisans, on n'en sait pas plus. Or l'aval de François Léotard est indispensable. Le coût de la remise en état de la station est estimé à 6 millions de francs, dont la moitié environ correspond au travail de Bazaine. La RATP a suggéré au ministre d'avancer une partie des sommes imputables à la décoration. Pas de réponse. En attendant, les travaux techniques se poursuivent et il sera bientôt trop tard pour que l'intervention du peintre soit possible. Philippe Druillet, un auteur de bande dessinée à qui on avait proposé dans les mêmes conditions la station Villette, semble vivre la même aventure.

EMMANUEL DE ROUX.

Entretien avec Dexter Gordon

La vérité des mots

« Au fond, je suis beaucoup intervenu sur le film. Avec Bertrand Tavernier, on avait des conversations quotidiennes, sur les répliques, le dialogue, sur tout ce qui touche au langage et à la façon dont je le sentais, si je le sentais sonner vrai ou non, juste ou non. Tavernier est un amateur de jazz. Il a été amoureux du jazz. »

« S'il n'avait pas eu cet amour, il n'y aurait pas eu de film. Mais, avec le langage très particulier des musiciens de jazz, surtout ceux des années 50, il y avait forcément un problème de texte. Je n'ai pas abusé de ce langage particulier, très inventif, très poétique, très orlé, mais il fallait qu'il apparaisse avec le plus de vérité possible. Parfois, sur le script, il me semblait que ça ne sonnait pas juste, comme un son, comme un accord, à l'oreille. D'entrée de jeu, Tavernier m'a dit : « Dexter, ce film est votre film. » Et il m'a laissé cette assurance. Nous n'avons plus cessé alors de discuter, sur les détails, les gestes et le dialogue. Je pouvais dire non, ça, ça ne passe pas, il y avait des phrases que je ne pouvais pas prononcer, et on s'entendait très bien. Tavernier admettait parfaitement cela. Nous avons parlé pendant tout le tournage. »

« J'ai beaucoup aimé ce tournage. Je n'aurais jamais joué un vrai rôle de cinéma, bien qu'on puisse me voir dans des films comme Atlantic City, Honeymoon et Pillow to Post, mais toujours dans le rôle d'un musicien de jazz.

En revanche, au théâtre, j'ai joué un en à Hollywood dans le pièce de Jack Gelber, The Connection, que le Living Theater avait d'abord montée à New-York avec Jackie McLean. Jouer de la musique et faire l'acteur, c'est au fond la même chose : le scène, les lumières, les micros. Montrer le saxophone, comme je le fais en fin de concert ou de set, en club, annoncer les titres et les musiciens, c'est du théâtre. Cette présentation du saxophone, ce geste m'est venu tout seul, il y a très longtemps. Je ne saurais dire comment. Pour moi, c'est un geste parfaitement naturel. »

« Dans le film, l'essai de faire passer une image du musicien de jazz, avec sa dignité, sa grandeur, et la dimension très humaine de tous les musiciens que j'ai connus. Ce film est bon pour le jazz, parce que cette dimension du respect d'impose, et c'est salutaire, surtout aux États-Unis, c'est un élément beaucoup plus sensible qu'en Europe, où, quand vous arrivez, vous êtes pris pour un artiste, tout de suite, vous n'avez pas besoin d'avoir une énorme baguette et d'être riche pour vous imposer. J'ai appris ça en Europe, j'ai compris ça en arrivant, en 1962, à Copenhague et, plus tard, à Paris. En Europe, un musicien de jazz est considéré comme un musicien. Pourquoi le film, cet hommage au jazz et aux grands acteurs du jazz, n'a pas été réalisé par un Américain

depuis longtemps ? En effet... C'est une bonne question...

« Aujourd'hui, Woody Shaw, Freddie Hubbard, Wayne Shorter, Herbie Hancock, Billy Higgins, ces gens-là me paraissent avoir pris le relais des grands artistes de la génération précédente : de Bud Powell, par exemple, pour qui j'avais une admiration particulière, qui jouait avec autant d'invention que Charlie Parker, ou de Lester Young, un de mes ténors préférés. »

« Dans le film, à la question « Quels sont vos ténors préférés ? » je réponds Coleman Hawkins, Lester Young, Don Byas, Ben Webster... En fait, je les aime tous. J'aime tous les ténors. Dans le film, c'est le personnage Dale Turner qui répond. Et pourtant, Dale Turner, moi, c'est vraiment la même chose. J'ai emprunté des traits aux uns et aux autres. C'est Lester, par exemple, qui appelait tout le monde « Lady », qui appelait son saxophone « Lady ». Ça faisait partie du langage de Lester. C'est une jolie idée. Il avait constamment des trouvailles poétiques. Beaucoup du langage du jazz vient de lui : cette manière d'appeler New-York « The big Apple », par exemple, ça s'est imposé. Tout le monde le fait. Lester était un type charmant, très sensible, élégant. Et, en plus, il jouait comme personne. »

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE.

RENAISSANCE

LA MAISON DES JEANNE

LE FILM DE LA CULTURE

TILLY

Location 42.00.18.50

9521

100% de réduction le lundi

SORTIE 24 SEPTEMBRE

MAURICE BERNART PRÉSENTE

Chères

UN FILM DE ALAIN CAVALIER

« Une heure et demie de grand art, d'émotion, d'humour, de folie, d'admiration sans réserve. Un chef-d'œuvre de la première à la dernière image. »

Le Monde - Michel BRAUDEAU

— Catherine MOUCHET, Hélène ALEXANDRIDIS, Aurore PRIETO, Sylvie HABAUT, Clémence MASSART, Ghislaine MONA HEFTRE

Age 10.59201 - voyage locale DEDL - en circulation AFPLUS AD DC

Culture

MUSIQUES

Raphaël Oleg au Festival de Sceaux

Une passion souterraine

Le jeune violoniste Raphaël Oleg — il est né à Paris, en 1959 — accumule les prix. Avec une technique impeccable mais une passion peut-être trop contenue, il vient de participer, à Sceaux, au cycle des sonates de Beethoven pour violon et piano.

Raphaël Oleg est, à vingt-sept ans, le violoniste français le plus primé de sa génération. Dès 1976 il obtient les récompenses suprêmes du Conservatoire. L'année suivante, il est le plus jeune lauréat du concours Jacques-Thibaud à recevoir le Grand Prix, et, en 1986, il remporte ex-aequo le premier prix au concours Tchaïkovski à Moscou. On peut espérer qu'il s'arrêtera là, car le développement d'une personnalité s'accommodait mal de la préparation des concours.

La manière de Raphaël Oleg se distingue avant tout par la finesse et l'agilité d'un jeu qui ne souffre visiblement d'aucune entrave technique; le jeu est impeccablement juste, au service du texte musical. On sent toujours la maîtrise et une retenue qu'on ne saurait considérer comme un défaut. Cependant, c'est sur ce dernier point qu'on est en droit d'attendre encore des progrès décisifs de la part d'un musicien déjà accompli.

Dans la septième sonate en mineur de Beethoven, les sollicitations de la musique sont si puissantes que Raphaël Oleg est bien obligé d'y répondre. A voir la fougue

contenue qui se lit dans l'expression de son visage, on devine qu'il pourrait aller bien au-delà s'il ne se retenait pas. Il pense peut-être que ce n'est pas nécessaire, qu'une telle musique parle d'elle-même, que sa beauté n'a besoin ni de fard ni d'artifice.

En revanche, dans la deuxième et dans la huitième, on a du mal à se convaincre des vertus d'une mélodie aussi épurée. Une composition peut être admirable d'architecture et regorger d'idées, elle reste lettre morte pour l'auditeur si l'interprète ne lui communique pas son humour du moment, malgré les risques que cela comporte.

« Rien de grand en art ne s'accomplit sans passion », écrit Schumann dans ses *Consolés aux jeunes musiciens*. Visiblement, Raphaël Oleg, qui avait placé cette phrase en exergue de son premier disque, ne manque pas de passion. Il y a tout lieu de penser que celle-ci cessera bientôt d'être souterraine pour exploser au grand jour.

Théodore Paraskivesko, qui l'accompagnait au piano avec une complicité évidente, se serait peut-être mieux accommodé d'un partenaire plus démonstratif; en compensation, il pouvait sembler parfois un peu brutal. Comparaison n'est pas raison il s'en faut de beaucoup, car on connaît par ailleurs les qualités de cet excellent musicien.

GÉRARD CONDÉ

Le cycle des sonates de Beethoven pour piano et violon au Festival de Sceaux s'achève, le 23 septembre à 17 h 30, avec deux autres très grands artistes français: Patrice Fontanarosa et Jean-Claude Pennerier.

Le salon de la musique à La Villette

Le règne de l'ordinateur

Sous la Grande Halle de La Villette où se déroulait le Salon de la musique, on se pressait pour admirer les derniers gadgets électroniques.

Assister à une «dimo de super bat avec séquenceur», essayer, boulevard du Jazz, «la Rolls Rock de la guitare électrique», manipuler la nouvelle Electone HX de Yamaha? Pour beaucoup, l'après-midi de dimanche a filé plus vite qu'un 78 tours. Avec ses deux cent cinquante exposants, réunis sous la Halle de La Villette, le treizième Salon de la musique, quelque peu décevant pendant la semaine, a connu ce week-end une affluente de foule.

La semaine du mélomane

En consultant son agenda, le mélomane se demande s'il arrivera entier au bout de la semaine, contraint d'être chaque soir en deux ou trois endroits. Ainsi, le mardi 21 se verra en même temps au Palais des fêtes de Strasbourg dès 19 heures pour les concerts Boulez, à la cathédrale d'Orléans où une étonnante organiste japonaise, Kai Koto, donnera un récital (on pourra encore l'entendre le 25 à Reims et le 26 à Besenval), à Paris pour écouter le Groupe vocal de France chanter les *Requiem*, de Brahms, et des *Méditations*, d'Arrigo (à l'auditorium des Halles à 18 h 30), puis le *Directeur dans l'embarras*, de Cimarra: dix représentations données par l'Opéra de chambre jusqu'au 5 octobre au Théâtre de Paris, 15, rue Blanche (tél.: 43-88-39-39).

Le 24, il aura le choix entre un curieux concert-spectacle autour du vieux Liszt avec Denis Levaillant et le Quatuor Flammare (auditorium des Halles, tél.: 47-84-90-90), le concert de rentrée du Nouvel Orchestre philharmonique au grand auditorium de Radio-France (Haydn, Mozart et Beethoven) et celui de l'Orchestre de Paris, qui fête les dix ans de son choc avec la *Méridienne* de Beethoven (salle Pleyel les 24, 25 et 26).

Repos le 25 s'il n'y a plus de place pour le *Rêve dans la pavillon rouge*, par l'Opéra de Shanghai, au Théâtre Mogador, mais il y a encore quatre représentations (tél.: 42-85-28-90). Voyage-éclair à La Boule, enfin, où Michel Delbarto est annoncé les 26, 27 et 28. Tenté par la première de *Don Carlos*, version française presque intégrale, à l'Opéra de Paris le 27: il reste douze représentations et sans doute à peu près autant de places à vendre.

DANSE

« Assai » à la Biennale de Lyon

Dominique Bagouet se laisse aller

Après le langage épuré de ses précédents ballets, Désert de l'amour, le Crawl de Lucien, Dominique Bagouet, avec Assai, laisse parler sa fantaisie.

La création d'*Assai* est un moment délicat, redoutable, pour Dominique Bagouet, parvenu après *Désert d'amour*, le *Crawl de Lucien* et *Fantasia Semplice* à un langage si épuré, si organisé, qu'il semblait fini.

Et puis, soudain, la partie refoulée de Bagouet — le rêveur, le fantasiste, — laisse percer le bout de l'oreille et prend des libertés.

La musique torrentielle de Pascal Dusapin a fait lever en lui des sensations fortes, des images venues du fond de ses souvenirs cinématographiques.

Cette fois le chorégraphe a renoncé aux croquis, aux notations préliminaires qu'il donnait à étudier aux danseurs. Il a travaillé directement sur la matière vivante et construit son ballet séquence par séquence, image par image, avec une compagnie entièrement imprégnée de son vocabulaire. Avec *Assai*, il passe de l'exercice de style à un spectacle cohérent maîtrisé de la tension, le suspense, viennent de la danse.

Le rideau s'ouvre sur une boîte noire menaçant de multiples accès côté cour et côté jardin. Quatre actions avec interludes vont s'y développer successivement. On voit d'abord quatre ballerines en jamaïque qui exécutent avec brio des pas classiques quelque peu désarticulés. Deux cloches blanches semblables à des automates du dix-neuvième siècle se livrent à de petits gestes précieux, chers à Dominique Bagouet, où même la position du petit doigt est pré-déterminée. Au fond du décor, deux couples dansent un quadrille saccadé.

Il y aura ensuite la descente de rampes lumineuses et une scène où trois personnages dédoublés — évoquant les héros du *Cabaret du docteur Caligari* — évoluent chacun selon un rythme différent en rapport avec son caractère, tandis qu'un nageur en maillot rayé danse un solo tout en flexions qui rappelle Murray Louis.

A la façon de Cunningham

Le troisième tableau s'ouvre sur les envois de deux danseurs qui occupent l'espace à la façon de Cunningham, tandis que, par entrées successives, les autres organisent une chorégraphie complexe faite de pas vifs et légers utilisés en caxon ou en contrepoint.

Une fille en maillot vert bougeant comme une rose des vents ouvre la quatrième partie, sorte de bal de somnambules allant crescendo et s'achevant sur un effet de contre-jour qui silhouette les danseurs.

Un parfum d'étrangeté et de nostalgie flotte sur le spectacle. Il provient de l'écriture de Bagouet, ces dos arrondis, fesses penchées, effluements, gestes décochés et précis.

qui tournent à la calligraphie. On les perçoit comme les signes d'un autre univers.

Etrange aussi le décor futuriste de ce ballet mécanique et les costumes pseudo-romantiques de Dominique Fabregue.

On aime ou on n'aime pas les ondes sonores déployées par Pascal Dusapin dans la bonne tradition de Varèse, on peut même les trouver arides et sautées. Mais, comme Dominique Bagouet ne cherche jamais à coller à leur rythme ou à leur phrasé, comme il résiste même à leur suggestion, une dynamique naît du dialogue entre la danse et la musique, entre les dix danseurs et les soixante-cinq musiciens de l'Orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon... une lutte pour un chorégraphe.

MARCELLE MICHEL

« Assai » est une coproduction de la Biennale de la danse de Lyon, de Mairie de Strasbourg, du Festival d'automne et de la Maison des arts de Créteil. Prochaines représentations à la Maison des arts de Créteil, mardi 30 septembre, mercredi 1^{er} octobre, à 20 h 30.

VARIÉTÉS

Francis Lalanne au Palais des sports

Candide bateleur

Il n'est pas toujours nécessaire de fabriquer des « tubes » et de passer au « Top 50 » pour remplir une salle. Francis Lalanne le prouve.

Dans la chanson française d'aujourd'hui, deux artistes à contre-courant de la mode, peu portés au dialogue avec le show business mais toujours à l'écoute du spectateur, se sont frayés un chemin hors des médias par le phénomène de plus en plus rare du bouche-à-oreille.

Tous les deux ont pris une part de l'héritage de Léo Ferré. L'un, Robert-Félix Thifaine, chante des histoires surréalistes et a une manière bien à lui de dérober du feu avec la folie de vivre. L'autre, Francis Lalanne, est un magicien huraire, un candide bateleur qui envoûte littéralement une salle par sa fougue et sa volonté d'amour, par des histoires lourdes de signification qui nourrissent l'orgueil et l'amour propre de son jeune public.

Né à Bayonne il y a vingt-sept ans, découvre sa Printemps de Bourges il y a sept ans, Francis Lalanne n'a eu qu'un seul « tube » : *la Maison du bonheur*, l'une de ses premières chansons. Depuis, sans avoir besoin du fameux « Top 50 », il a habillé ses spectacles en comédies musicales ou

en concerts-marathons, créant, à chaque fois, d'étranges moments de communion et de fervent transformant la chanson en un fabuleux et excessif acte d'amour.

Une année de rupture avec la scène a élargi le champ de vision du chanteur, qui a composé un opéra rock (*Athom le rebelle*), écrit une pièce de théâtre et... coproduit le dernier film d'Alain Delon (*le Passage*). Quatre soirs au Palais des sports, inaugurent une nouvelle tournée de deux mois où, plus que jamais, la participation du public est sollicitée et obtenue avec des chansons aux titres évocateurs : *Que l'apocalypse soit, Dissident, Fais-moi l'amour, pas la guerre, Coup de foudre, Monsieur Pouvoir, Je veux marcher dans le ciel, Besoin d'un copain*.

Les naïvetés et le gros trait s'effacent devant l'incompréhensible dimension scénique de Lalanne qui joue avec les vibrations de son auditoire comme d'une balle qu'il fait rebondir dans la salle, impose des beaux silences pour raconter une fable, un conte, imagine des séquences ravissantes et chante avec une diversité de couleurs, accompagné par un petit groupe de cinq musiciens dirigé par son frère, le guitariste Jean-Félix Lalanne.

CLAUDE FLÉOUTER.

Palais des sports, lundi 22 septembre, 20 h 30.

SORTIE NATIONALE LE 24 SEPTEMBRE

Deux hommes bousculés par la vie et réunis par leur passion commune pour la musique la plus bouleversante que le monde ait jamais entendue.

Un nouveau film de Bertrand Tavernier dédié à Bud Powell et Lester Young.

AUTOUR DE MINUIT

WARNER BROS. Présenté par l'éditeur de EWING WINZLER. Un film de BERTRAND TAVERNIER avec DEXTER GORDON FRANÇOIS CLOUET « AUTOUR DE MINUIT » BRUNO BURNIERT SANDRA ESCHÉ PHILIPPE LANTIERE MICHEL CHRISTIE PASCAL HENRY HANCOCK JOHN BERRY « MARTIN SCORSESE » DANIEL BOUQUET ALEXANDRE TRAUWER « L'ÉPIGRAMME » BENOÎT DE KEYSER BRUNO CLOUET et BENOÎT HANCOCK. Scénario de DAVID BAUFEL & BERTRAND TAVERNIER. Réalisé par BERTRAND TAVERNIER.

«Un grand art vraiment... et une technique irréprochable».

«Un grand moment d'émotion».

«La couleur pourpre est un de ces grands films romantiques comme on ne croyait plus possible d'en faire».

C'est la vie. C'est l'amour. Il s'agit de nous.

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

La Couleur Pourpre

D'après le roman d'Alice Walker (Prix Pulitzer)

WARNER BROS. présente STEVEN SPIELBERG « LA COULEUR POURPRE » (THE COLOR PURPLE) avec DANNY GLOVER - ADOLPH CAESAR - MARGARET AVERY - RAE DWAN CHONG « WHOPPI GOLDBERG » dans des rôles de soutien. Scénario de ALLEN DAVAU et MICHAEL RITA. Montage MICHAEL KASIN. A.C.E. Musique QUINCY JONES. Costumes ALICE WALKER. Directeur de la photographie JON PETERS. Directeur de la photographie PETER GUBER. Producteur STEVEN SPIELBERG - KATHLEEN KENNEDY - FRANK MARSHALL - QUINCY JONES. Réalisé par STEVEN SPIELBERG.

سكننا من الاجل

Le Monde CADRES

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE (proximité RER - 15^e Étoile) recherche

GESTIONNAIRES JURISTES HF

maîtrise en droit privé (droit des assurances, droit de la construction, I.E.J. appréciés) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Avantages sociaux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 9195 à

Emplois et Entreprises 18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

MEMBRANES CERAMIQUES

Ingénieur Docteur en chimie minérale ou chimie des matériaux

CERAVER La Société CERAVER offre un poste très attractif et évolutif à un jeune Ingénieur Docteur, ayant une première expérience ou débutant, témoignant d'un fort potentiel.

- Il sera intégré au service Recherche et Développement d'un département en forte expansion et il participera à la mise au point de membranes céramiques (procédés SOL-GEL - Physico-Chimie des surfaces).
Il travaillera en liaison avec un groupe leader mondial dans les matériaux inorganiques et les techniques de séparation.
Il animera une équipe de 4 à 6 personnes.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste: ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. HP 156 AM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



FINANCES

HEC, ESSEC, ESCP, SC. PO...

Une première expérience et un potentiel de manager pour un groupe de premier plan

Nous sommes une importante société de prestations de services (CA supérieur à un milliard) et nous faisons partie d'un des premiers groupes privés français.

Nous recherchons un candidat de valeur, ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, acquise dans un grand cabinet d'audit (ou d'expertise) ou dans une grande entreprise, avec de bonnes connaissances en comptabilité, l'habitude de travailler avec l'informatique, de l'ouverture d'esprit, des qualités d'organisateur et d'animateur.

Vous ferez d'emblée vos preuves en dirigeant un service comptable étendu et vous collaborerez activement à un programme de réorganisation des structures et des procédures, au sein d'une Direction Financière qui va de l'avant. Votre réussite dans ce poste formateur vous ouvrira de larges perspectives d'évolution dans une société et un groupe qui a la volonté et la possibilité de proposer des carrières à la mesure de ses performances.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération: 250.000 F.

Ecrire sous réf. JR 157 CM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Contrôleur de gestion

La filiale d'un des premiers groupes industriels français, performante et en expansion en France et à l'étranger, offre un poste intéressant et évolutif à un jeune Contrôleur de Gestion.

HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po... (+ DECS apprécié), le titulaire du poste devra disposer d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet d'audit lui assurant la maîtrise des techniques comptables et de gestion, et une bonne connaissance de l'outil informatique.

Le titulaire du poste devra:

- participer à l'établissement des budgets en relation avec les Directions opérationnelles, en suivre la réalisation, mettre en évidence et analyser les écarts, les résultats et les performances,
réaliser des missions régulières d'audit et de conseil auprès des filiales à l'étranger (Allemagne - USA),
veiller à la fiabilité et l'amélioration des systèmes d'information (société mère et filiales).

Perspectives d'évolution dans un contexte international. Anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GO 155 CM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



La responsabilité d'une exploitation autonome au sein d'une entreprise solide

- Vous avez l'ambition et la capacité de diriger et de développer une affaire.
Vous avez au minimum 5 ans d'expérience professionnelle qui vous ont donné le sens de la gestion, l'habitude d'animer du personnel, la pratique d'un atelier de production, le souci de la productivité et de la qualité et le goût des relations commerciales.
Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur de préférence).

REJOIGNEZ NOTRE EQUIPE

- Nous sommes une société de services de plus de 600 personnes comprenant plusieurs centres de profits et notre activité se situe dans un marché en expansion.
Nous avons triplé notre CA en 5 ans et nos résultats sont bons.
Nous vous proposons de diriger une de nos unités de 30 personnes située à proximité de Bordeaux.

Rémunération: 220.000 F. +

Ecrire sous réf. PB 133 CM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Des talents d'animateur pour notre chef de fabrication

Pour notre Division Pâtisserie, unité de Castelarrain

Jeune ingénieur, vous possédez déjà une expérience d'au moins 3 ans de la fabrication, acquise de préférence dans une entreprise agro-alimentaire, ou dans un secteur équivalent. Vous y avez appris l'importance de la gestion et de la qualité: surtout, vous avez fait preuve de réels talents d'animation des hommes qui vous permettent d'envisager sans difficulté le management d'équipes.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité de l'ensemble de nos fabrications, et notamment la supervision de la préparation des pâtes, de la cuisson, du tunnel de surgélation et du conditionnement. Dans un environnement en pleine évolution (nombreux changements

de produits, rapide obsolescence du matériel), vous saurez assurer le respect des plannings de fabrication, des standards quantitatifs et qualitatifs, des coûts et favoriser en permanence l'amélioration de la productivité. Vos performances et votre réelle implication favoriseront votre épanouissement au sein de notre Groupe.

Merci de faire part de vos motivations à Bernard FRANOT, Biscuits BELIN, Développement Ressources Humaines, BP 93, 91003 Evry Cédex.

Reckitt & Colman charge d'études de marché (H/F) Filiale française d'un groupe international, conçoit, produit et commercialise des produits d'entretien et de toilette leaders sur leur marché, recherche

harpk

Air Wick

Glassex

fabulon

Veet

En liaison constante avec un marketing opérationnel, il est responsable de l'ensemble des études sur les produits dont il a la charge. Il les conçoit, sélectionne et briefe les sociétés d'études lors qu'il sous-traite. Il assure le suivi et la synthèse des résultats. De formation supérieure, il a nécessairement plusieurs années d'expérience en institut ou chez un annonceur grande consommation.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, si votre rigueur d'analyse s'accompagne d'un solide sens pratique et si une activité intense au sein d'une équipe volontaire vous attire, exposez vos motivations accompagnées de votre C.V. à RECKITT & COLMAN Direction des Relations Humaines - 15, rue Ampère - 91301 MASSY Cedex.

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

...sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilité aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans le monde industriel, vous vous sentez mal à l'aise bien fait et contact aisé - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis votre formation de complémentaires sérieuses, tels que comptabilité, informatique, bureautique. Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque se dégage et à laquelle vous pouvez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, (à réf. 3264) à Asiel, 27 rue Debout 75009 Paris.

Recherche COMMERCIAL AGRO-ALIMENTAIRE SECTEUR VIANDES

pour la distribution de produits carnés aux hôtels et catering dans un pays du MOYEN-ORIENT

Nombreux avantages. Rémunération motivante. Env. CV et photo, à réf. 11673 à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75002 PARIS, qui transmettra.

Institut Laue-Langevin (ILL) Grenoble-France

L'ILL est un institut de recherche neutronique ayant un effectif de 500 agents environ. Il est financé par la France (CEA et CNRS), l'Allemagne Fédérale et la Grande-Bretagne. L'institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines: physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine d'instruments (diffractomètres, spectromètres, etc.).

L'ILL est conçu comme un institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

Nous offrons à des

SCIENTIFIQUES

Ayant soutenu leur thèse de doctorat ou ayant une formation équivalente, avec si possible une pratique de la recherche neutronique, un contrat à durée limitée de cinq années.

Les candidatures avec C.V., copie des diplômes et références, doivent être adressées d'ici au 15 octobre 1986 au Directeur de l'ILL à l'adresse suivante: INSTITUT LAUE-LANGEVIN 156 X, 38042 GRENOBLE CEDEX.

Handwritten note: سكرتير من الاحل

هكذا من الاجل

Le Monde
CADRES

ALIMENTAIRE

Grandes marques mondiales

Chef de groupe de produits

Un groupe international de tout premier plan offre une opportunité particulièrement attractive à un Chef de Groupe à qui seront confiés la gestion et le développement de deux marques mondialement connues.

Sa mission impliquera :

- la gestion de budgets publi-promotionnels importants (publicité, sponsoring...) en liaison avec des agences renommées,
- l'animation de deux Chefs de Produits "Senior".

La réussite dans ce poste-clé nécessite :

- une formation HEC, ESSEC, ESCP... + MBA apprécié.
- 5 à 6 ans d'expérience et des résultats particulièrement performants en marketing produits grands publics, au sein d'un groupe important, de préférence chez un des "Grands" de l'alimentaire.
- une envergure personnelle, des qualités de créativité et de rayonnement, permettant de s'affirmer comme un interlocuteur apprécié, tant à l'intérieur du groupe qu'à l'extérieur.

Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.
Poste : grande ville du Sud-Est.

Rémunération : 350 000 F +

Ecrire sous réf. LA 106 CM. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

hutchinson

9.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE
3,5 MILLIARDS DE F PAR AN
recrute pour son Département
MOULAGE FIN (LIF)
et son USINE (415 personnes)
près d'ALENÇON (61)

Ingénieur RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Dépendant du Directeur du Département, IL A EN CHARGE LA FONCTION R. et D. POUR LE DEPT (150 millions F) : PRODUITS (nouveaux et existants), MATÉRIELS et PROCESS. Il pourra faire appel au Centre de Calcul central du Groupe.

- Jeune INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN (moins de 35 ans)
- ANGLAIS pratiqué
- EXPÉRIENCE R. et D. Connaissances de l'INFORMATIQUE et du CALCUL SCIENTIFIQUE très appréciées
- Sens du concret et de la rentabilité

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunér.) sous réf. 8507 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

recherche pour son Département Informatique et Organisation,
dont les équipes mettent en œuvre de puissants moyens informatiques, des

JEUNES DIPLOMÉS (GRANDE ÉCOLE)

attirés par les systèmes d'informations bancaires

Elle vous propose, après vous avoir donné la formation bancaire et informatique nécessaire, de participer à des études qui vous mettront au contact des services et directions de la banque, afin d'appréhender leurs besoins, de rechercher les solutions appropriées, et de les réaliser.

Elle vous permettra ultérieurement de vous orienter vers des fonctions d'encadrement.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence M-666 à STRUCTURES, 31 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

STRUCTURES

Directeur régional Rhône-Alpes

nt northern telecom

La filiale française du groupe Northern Telecom, leader mondial dans le domaine des équipements de télécommunications numériques et important fabricant de systèmes informatiques et de bureautique intégrée, recherche son Directeur Régional Rhône-Alpes.

Basé à Lyon, répondant à la Direction Commerciale (siège à Paris), il aura pour premier objectif d'assurer, avec son équipe, le développement du chiffre d'affaires auprès des grandes entreprises ainsi que la promotion de la Société et des produits. Il définira les orientations commerciales en tenant compte de l'évolution technologique actuelle dans laquelle le groupe a des atouts très favorables.

Ce poste, de haut niveau, requiert une formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce et Management), une expérience commerciale réussie dans le secteur informatique, avec animation d'équipe, une forte personnalité et un excellent dynamisme. Des connaissances en télécommunications et réseaux seront appréciées.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite sous réf. A060/M avec C.V. détaillé, photo et niveau de rémunération à Chantal GELLER

SEMA-SELECTION 12, rue du Professeur Deperet 69160 TASSIN LA-DEMI-LUNE
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Directeur administratif et financier

FF 250 000 + BONUS TRES IMPORTANT

Ce poste qui vient d'être créé fait appel aux qualités suivantes :

- Energie et enthousiasme pour un poste exigeant.
- Capacité de se sentir parfaitement à l'aise dans une ambiance commercialement combative mais sympathique.
- Anglais courant.
- Expérience internationale.

En tant que membre-clé du «Management team» travaillant en collaboration avec le Directeur Commercial, vous assurerez les responsabilités suivantes :

- Supervision du Service Comptabilité,
- Trésorerie, Gestion des Liquidités et Devises Étrangères,
- Établissement des budgets intérieur et extérieur,
- Organisation et extension des installations d'informatique.

Il est impératif que les candidats, âgés d'au maximum 35 ans, soient passionnés par une activité en évolution rapide et extrêmement pressante, soient disposés à accepter d'être rémunérés en fonction de leurs résultats personnels et de ceux de la société et soient prêts à s'installer dans la région illoise.

Veuillez contacter James Ferts au Charles-Henri Dumas au 46.70.80.36 ou leur envoyer un CV + numéro de téléphone + salaire actuel sous la réf. J 3028/32/LM à Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris.

MP
Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Vous avez dit Ingénierie Financière ?...

Filiale, en Rhône-Alpes, (CA : 200 MF, 100 pers.) d'un des grands Groupes français du Bâtiment, nous proposons des ouvrages «clés en mains» à des maîtres d'ouvrages publics ou privés. Nous concevons, exécutons, entretenons certes mais assurons aussi la mise en place des moyens nécessaires au financement de nos réalisations.

Vous êtes aujourd'hui, dans l'entreprise, Directeur Financier, à l'aise dans la pratique quotidienne du contrôle de gestion, compétent en comptabilité et fiscalité, pertinent dans la gestion de la trésorerie et juste dans l'appréciation de la situation financière et de son environnement économique. Un etout de plus ? vous êtes un homme averti des techniques de financement liées à l'activité construction, devenues pour vous, eu fil des ans, outil de réussite des montages d'affaires et instrument de compétitivité industrielle.

Ni aventurier de la Finance, ni théoricien des systèmes, vous souhaitez vous impliquer sur le terrain et entreprendre. Si votre talent est reconnu par le Groupe, d'autres responsabilités vous attendent. Nous vous en proposons l'opportunité.

Exprimez votre intérêt aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannic C - 20, Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON Cédex 03, sous référence 012 411 M en envoyant votre CV et une photographie.

Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

Un juriste financier de haut niveau

Vous possédez une formation supérieure (DESS, Doctorat...) ainsi qu'une expérience juridique d'au moins cinq ans dans le secteur financier, qui vous confère une réelle autorité tant dans le domaine SICAV, FCP, que dans celui des nouveaux instruments financiers.

Cardif, réputée pour la gamme de ses produits et de ses services financiers tournés vers les particuliers et les entreprises, vous propose un rôle de Conseil juridique auprès de ses départements opérationnels.

Au sein d'une équipe de spécialistes financiers réputée pour son dynamisme et sa créativité, vous prendrez en charge l'ensemble des aspects juridiques.

De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat à fort potentiel, ayant le sens de l'équipe et pouvant s'adapter au développement rapide de l'entreprise.

Adressez votre dossier de candidature, sous réf. 366 à Marie-Christine Barjolin, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

air industrie systèmes

Leader français du traitement de surfaces, 270 personnes, 225 MF de CA (900 MF avec nos filiales), nos équipements sont installés dans le monde entier principalement dans l'industrie automobile. Notre patron du montage recherche comme collaborateur direct un

Ingénieur superviseur de chantiers

De l'élaboration des devis de montage et d'essais à l'organisation des opérations sur le site (planning, recherche et choix des sous-traitants, préparation des chantiers), vous êtes l'homme sur qui reposent le suivi et la coordination de nos équipes sur le terrain.

La trentaine, vous avez au moins 5 ans d'expérience de chantiers de biens d'équipement tant en France qu'à l'étranger. Autonomie, organisation et sens de la communication sont parmi les qualités qui vous feront reconnaître de vos clients comme un interlocuteur fiable et compétent. Pour ce poste basé à Courbevoie mais qui nécessite une bonne part de votre temps sur les chantiers, vous parlez bien anglais et si possible allemand.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo, sous réf. 1428 M, 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Directeur
un ingénieur

ingénieur

Bernard J

Di

jeunes
Managers

MAISON
FAMILIALE

Le Monde CADRES

SCOR SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE REASSURANCE

Multinationale française, nous sommes implantés sur les cinq continents. Nous avons pour vocation de prendre des engagements financiers sur des entreprises du Monde entier. L'importance des risques couverts implique l'intervention d'experts qui réalisent des diagnostics tant techniques que financiers.

Directeur à Abidjan dans un an : un ingénieur plus qu'ingénieur...

Pour prendre la responsabilité de notre Bureau d'Abidjan, nous recherchons un ingénieur qui, après une formation très complète à notre siège de Paris, apportera à nos partenaires une assistance dans tous les domaines des risques techniques.

35 ans environ, vous avez une formation grande école et une expérience de cinq à dix ans dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Vous avez été amené à négocier des contrats en Afrique francophone, et à connaître aussi les chantiers. Vous aurez à faire de fréquents voyages dans les différents pays d'Afrique Noire ; la pratique de l'anglais est indispensable. Réf. 2429 M

Ingénieur génie civil

Analyse et souscription de risques dans le cadre de l'assurance construction, suivi de ces souscriptions et des sinistres, sont les aspects dominants de votre fonction... en France comme à l'étranger. Ajoutez à cela une dimension commerciale très relationnelle avec nos partenaires.

30 ans environ, une formation grande école, vous avez une expérience Bureau de Contrôle, Bureau d'Etudes et vous avez été en poste à l'étranger. Cette fonction requiert la pratique parfaite de l'anglais... l'espagnol serait un plus. Réf. 2432 M

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. choisie. 24 rue Eugène Flachet 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

JEUNES ATTACHES COMMERCIAUX
NOTRE DEVELOPPEMENT EST A LA MESURE DE VOS AMBITIONS

La Compagnie Générale de Banque, filiale du groupe CITIBANK (présent dans 92 pays) recherche pour assurer le développement de son activité crédit immobilier en faveur des particuliers, de jeunes diplômés (BAC + 2, BTS, DUT ou équivalent) - 27 ans minimum - possédant une première expérience acquise au sein d'une banque ou d'un organisme commercialisant des produits similaires.

Rendant compte au directeur des agences locales, ils auront pour mission de gérer et de développer un portefeuille de clientèle particulière (crédits CT, MT, LT). Les perspectives d'évolution proposées aux candidats passent, à terme, par la responsabilité d'agence.

Les rémunérations proposées seront liées à l'expérience acquise. Les postes étant à pourvoir à PARIS, LYON, BORDEAUX, et NANTES, les entretiens pourront avoir lieu en région.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK - B.P. 704 - 75821 PARIS Cedex 17.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK
IMMOBILIER

Directeur des Achats

Boulogne sur Mer Agro-Alimentaire

Nous sommes l'un des premiers groupes spécialisés dans l'industrie du poisson. Notre filiale est plus particulièrement orientée vers le négoce, la congélation et la surgélation, la conditionnement.

Nos clients sont les grands de la distribution, les traiteurs, les détaillants; nos fournisseurs sont en Europe, en Asie, au Canada, aux USA, en Amérique du Sud, en Afrique.

Directement rattaché au PDG du groupe, le spécialiste de l'agro-alimentaire que vous êtes, sera principalement responsable des achats; vous aurez donc une bonne expérience des produits.

Obligatoirement de formation supérieure, parfaitement bilingue anglais, aussi motivé pour faire du négoce à haut niveau que pour promouvoir des produits nouveaux, vous avez le brio d'un collaborateur appelé à prendre de plus en plus de responsabilités au sein de notre groupe.

Nous vous recommandons d'écrire sous réf. 553/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes, 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

Responsable de secteur

La technique vous passionne
Responsable de projets importants, dans les secteurs public et parapublic, vous répondez aux appels d'offres. Vous serez au cœur de la réussite de chaque opération.

L'encadrement vous motive
Responsable d'une équipe d'une vingtaine de chefs de projets et d'ingénieurs, vous prendrez en charge l'animation et le développement d'un secteur d'activité.

La gestion vous stimule
Vous gèrerez votre budget et vous prendrez part de manière active à la stratégie commerciale de la direction ingénierie de systèmes de Gestion pour les secteurs public et parapublic.

Votre expérience vous a déjà confronté à ces missions. Rejoindre SEMA-METRA c'est donner au développement de votre carrière la dimension de l'un des leaders européens du conseil et de l'ingénierie informatique.

SEMA-METRA

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à Agnès Chauvin, responsable du recrutement, sous référence IM2 - 16, rue Barbès - 92126 Montrouge cedex.

Pour écouter et conseiller les utilisateurs, faire avancer les technologies

de jeunes ingénieurs doués pour les affaires

précieux. Dans un même temps, vous analysez les besoins et suggérez des solutions de nature à améliorer la technologie. Vous gardez bien entendu, un oeil vigilant sur l'évolution du marché et de la concurrence, les stocks, etc... Le Service Marketing vous sera un soutien très efficace. Il s'agit donc de postes typiquement techniques qui évolueront très rapidement dans la société. La pratique de l'anglais est indispensable. Plusieurs marchés sont à couvrir, dans diverses régions de France, et plus particulièrement dans le Nord. Veuillez adresser votre candidature détaillée mentionnant vos souhaits de rémunération à M.J. Villain, Vésumis International Corporation, Bd de la Woluwe, n°2, B2, 1150 Bruxelles.

Jeunes Managers

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce).

Vous possédez une ou deux années d'expérience de la fonction commerciale. Comme nous, vous le savez, seul un travail sur le terrain, en contact avec le marché et les hommes qui font les ventes, est efficace.

Comme nous, vous avez compris l'importance stratégique du développement régional.

Le Directeur de notre activité «Maison Individuelle» recherche ses trois assistants directs. Les candidats retenus effectueront auprès de lui, pendant une année environ, des missions d'assistance, de contrôle et de conseil dans toutes les régions de France. Ils seront appelés ensuite à prendre la direction d'un centre de profit dans la région de leur choix.

Après quelques années, le GROUPE MAISON FAMILIALE leur permettra de faire évoluer leur carrière dans des domaines aussi passionnants et différents que la France (SOCIFRANCE), l'assurance (SOCIFRANCE) ou l'hôtellerie internationale située dans le triangle d'or à PARIS.

Si vous souhaitez faire évoluer votre carrière de manière diversifiée, sans changer nécessairement d'employeur, avec une rémunération très motivante directement liée à vos résultats personnels, adressez votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à : Jean-François DUPONT - GROUPE MAISON FAMILIALE - 15, rue de Montigny - 75008 PARIS.

MAISON FAMILIALE

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 25 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes, 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y travaillent.

Vous êtes généraliste, vous avez 5 à 10 ans d'expérience acquise successivement dans un poste opérationnel en entreprise et dans un cabinet de conseil.

Venez renforcer notre direction de l'organisation.

Vous conduirez l'étude et la mise en œuvre de projets d'organisation dont vous saurez analyser tous les aspects stratégiques, techniques, économiques et humains. Vous en définirez les enjeux, les améliorations attendues. Vous jouerez aussi un rôle d'animateur "méthodologie" auprès de nos structures opérationnelles.

Outre votre professionnalisme, ce sont vos capacités d'entraînement et d'engagement personnel qui assureront votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. M-1-86 à Christian FINE (F1 1A 10) BULL SYSTEMES - rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS

Bull

سكننا من الاجل

حکومتنا من الاجل

Le Monde CADRES

AIR INTER
RECHERCHE POUR RENFORCER SA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

JURISTE DU TRAVAIL

Directement rattaché au Responsable des Relations Professionnelles, vous serez plus spécialement chargé, au sein d'une équipe, de la gestion des contentieux du personnel et des contrats de prévoyance, et aurez de nombreux contacts avec les organismes extérieurs.

Vous participerez aux études à caractère juridique, social et économique.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation juridique et économique (Sciences Po, DESS...) avec une spécialisation en droit social et de solides connaissances en droit du travail, sécurité sociale et prévoyance acquises lors de votre première expérience en entreprise ou dans un organisme paritaire (3 ans minimum). (Réf. JT)

CHARGÉ RELATIONS PROFESSIONNELLES AVEC LE PERSONNEL NAVIGANT

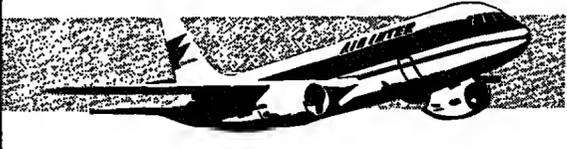
Vous aurez pour mission de développer une cellule chargée de préparer les dossiers de négociation avec le Personnel Navigant Technique et Commercial (Convention Collective, Accord d'Entreprise, définition des effectifs...) et vous apporterez votre contribution aux études sociales et économiques dans ce domaine.

A ce titre, vous assurerez la mise en place d'outils d'analyse (élaboration de tableaux de bord, statistiques, moyenne de simulation...).

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de Gestion, vous avez une première expérience professionnelle, de bonnes connaissances économiques et vous maîtrisez l'outil informatique. (Réf. CRPN)

Dans le cadre de la politique de mobilité développée par l'Entreprise et en fonction de votre réussite, nous vous offrons de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à AIR INTER - Département Carrières et Emploi - 1, avenue du Maréchal-Devaux - 91560 PARAY-VIEILLE-POSTE.



DIRECTEUR DES VENTES AGRO-ALIMENTAIRE

La Société développe une ligne de produits de grande consommation haut de gamme (180 millions de chiffre d'affaires) soutenus par un effort Marketing important.

Diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C.) le candidat recherché assurera sur le marché français et à l'exportation (zone C.E.E.) la promotion de ces produits.

Rattaché au DIRECTEUR GENERAL, il sera responsable de l'animation d'une équipe d'une quinzaine de personnes, force de ventes et administration.

Poste à pourvoir dans l'Ouest.

Les candidatures sont à adresser à HAVAS Annonces Classées n° 13372 - 29, bd des Bateliers - 75002 PARIS.

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

diplômé ESE, INPG, ou INPT

1 à 2 ans d'expérience en électronique courants forts.

Lien de travail : ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE

Missions : recherche appliquée et formation d'élevés ingénieurs contrat d'un an (renouvelable).

Rémunération brute annuelle : 138 000 F.

Envoyer C.V. + PHOTO à S.A. ESSIM, service du personnel, B.P. 64, 13375 MARSEILLE CEDEX 12.

DÉCISION INTERNATIONAL S.A.
implantée en Europe et aux U.S.A., recherche pour sa Direction Opérationnelle de PARIS:

CHEF DE PROJETS Réf.: DP 01
INGÉNIEURS LOGICIELS Réf.: DP 02
à partir de 3 ans d'expérience

compétents dans les domaines suivants:
Réseaux et communications, Bases de données, Temps Réel, Calcul Scientifique, Traitement du signal, Intelligence Artificielle, Génie Logiciel.

La connaissance des environnements informatiques VAX/VMS, APOLLO, SUN, SPS7, UNIX/C, MITRA/MMT2/LTR, IBM MVS/TSO, DPS 8/7/6 constituent des atouts importants.

La qualité des prestations, l'image de marque et la participation des ingénieurs sont les composantes essentielles du succès et de la croissance de DÉCISION INTERNATIONAL auxquels ont contribué les plus grands Groupes Industriels Internationaux, ainsi que les Grandes Administrations.

REJOIGNEZ une société dynamique en pleine expansion permettant à des éléments de valeur de se réaliser pleinement. D'autres postes sont à pourvoir à Toulouse, Bordeaux, Aix-en-Provence, Grenoble et Orléans. Merci d'adresser CV et prétentions à:

DÉCISION INTERNATIONAL
Direction du Personnel, 112, rue de Paris 92100 BOULOGNE.
Des hommes au cœur de l'intelligence informatique.



LA PREVENTION DES RISQUES : UN METIER OUVERT

Factory Mutual International est l'un des premiers groupes mondiaux d'assurances de risques industriels.

L'originalité du Factory Mutual System dont FMI fait partie est de promouvoir auprès de ses assurés la connaissance et l'application des techniques de prévention des sinistres, tout en leur fournissant une couverture assurance globale, adaptée à leurs besoins spécifiques.

Pour poursuivre notre expansion en France, nous recherchons des

JEUNES INGENIEURS I/F
"Prévention risques industriels"

Ils auront un rôle de Conseil auprès des Directions de notre clientèle : analyse des risques et propositions de programmes d'amélioration préventive.

Vous avez environ 25-30 ans, une formation supérieure (école d'ingénieurs), une expérience d'au moins 1 an dans l'industrie ou les assurances. Vous êtes autonome, ouvert, communicatif.

Actif, dynamique, vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe (durée moyenne 1 à 2 semaines consécutives - 100 nuits/an).

De plus, vous maîtrisez parfaitement l'anglais (une autre langue européenne serait un atout supplémentaire).

Nous vous assurons une formation technique dont la notoriété auprès des Industriels est internationalement reconnue.

Notre politique de gestion de carrières et de rémunération est particulièrement attractive. Ces postes sont basés à ANNECY.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la référence 7612M, à notre Conseil ACTIMAN - 20 rue Pergolée, 75116 Paris - qui vous garantit une totale discrétion.

Factory Mutual International
« L'assurance en soi n'est pas tout »

Recherche, prototype, essais... vivre l'innovation

Notre appartenance à l'un des Grands Groupes Industriels Européens nous garantit les moyens et nous permet d'être déjà présent sur de nombreux marchés. Notre avance technologique et notre volonté de développement nous amènent à souhaiter approcher d'autres secteurs d'applications et d'autres marchés (USA, JAPON...). Pour se joindre à notre équipe, nous recherchons un nouvel ingénieur.

A partir d'un cahier des charges élaboré avec le client (Français ou Etranger) il procède à la définition (matériaux, caractéristiques...) de nouveaux produits, aux essais et à la mise au point... Il participe à l'amélioration des dispositifs d'essai et s'appuie sur l'informatique pour l'analyse. Enfin, il anime et contrôle son équipe.

Ce poste peut intéresser un jeune ingénieur possédant de bonnes connaissances en hydraulique, mécanique des fluides et résistance des matériaux, bénéficiant, si possible, d'une première expérience (Méthodes, Bureau d'Etudes). Sa connaissance impérative de l'Anglais et souhaitée de l'Allemand, lui permet d'être opérationnel au plan international.

Base de travail : Paris.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. VR 992 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

AUTOMOBILE **TOURAIN**

La Direction Générale d'une Filiale de Distribution

Rattachés à un groupe français important, notre vocation est l'étude et la commercialisation de produits et matériels spécifiques auprès des réseaux de distribution et des constructeurs Automobiles.

Avec bientôt 30 personnes et un objectif de CA à 60 MF, nous assurons notre croissance sur le marché Automobile par le développement technique de nos produits.

Pour assurer la Direction Générale, nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 35 ans, de préférence ingénieur de formation disposant :

- d'une ouverture complémentaire (CESMA, IAE...)
- d'une bonne expérience de la distribution de produits industriels liés au marché Automobile
- d'un potentiel d'évolution lui permettant d'accéder à d'autres disciplines

Bilingue français/anglais, vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE. Ecrire sous référence 990 M, en mentionnant votre rémunération actuelle à François PHILIBERT, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
DE L'INDUSTRIE A L'ACTION

GRACE L'un des premiers mondiaux de la chimie. 80000 personnes sur cinq continents. 8000 personnes en Europe. Une Société Française à Eperon, près de Rambouillet : 1000 personnes. un chiffre d'affaires de 900 millions de Francs en 1985.

Des technologies de pointe dans la Transformation des Matières Plastiques pour l'EMBALLAGE SOUPLE ALIMENTAIRE.

Vous êtes JEUNE DIPLOMÉ(e) UNIVERSITAIRE (maîtrise Sciences Eco. Psycho-Socio), IEP (DESS Etudes de marché et d'opinion), ou EQUIVALENT, ayant réussi une première expérience de 2 à 3 ans soit en cabinet d'études de marchés alimentaires, institut de sondage, soit comme chef de produit dans une industrie agro-alimentaire ou dans un secteur de la grande distribution.

Vous prendrez en charge des missions :

ETUDES DE MARCHES
Portion Consommateur - Grande Distribution

Ces missions comprennent :

- la coordination de la recherche d'informations en matière de portion consommateur (réalisation des études de marché, animation des enquêtes et des panels consommateurs, étude des rotations de produits en linéaire),
- l'exploitation pupromotionnelle des résultats et leur présentation lors de tables rondes jusqu'au plus haut niveau de décision en clientèle ou en distribution

L'anglais et la capacité à convaincre sont indispensables. Un BTS de gestion commerciale est un atout supplémentaire. Evolution de carrière possible : tant à l'intérieur de l'Entreprise que dans nos unités européennes.

Si ce poste vous intéresse, envoyez votre C.V. avec photo, sous la référence MD/616 à : Edith BLATTMANN, Grace Sarl, B.P. 9, 28231 EPERON

GROUPE BANCAIRE

recherche des

Chefs de guichet

pour ses agences de

LIMOGES et GRENOBLE

De formation B.P. de Banque et bonne expérience administrative (3 à 5 ans) ainsi que le goût de l'exploitation pour gérer et développer un guichet de Banque.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions, en précisant la ville choisie à N.5487 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Le Monde CADRES

Aéroports De Paris

recherche pour ORLY

INGÉNIEUR DIPLOMÉ (H.F.) EN ÉLECTROMÉCANIQUE

spécialisé dans l'entretien, l'installation et de réalisation d'équipements électromécaniques impliquant la mise en œuvre d'automatismes programmables.

- Expérience de pilotage de projets.
- Capacité d'innovation, d'animation et de gestion.

Adresser lettre manuscrite et CV à
ALAIN CARRIÈRE
297, bd Raspail, 75675 PARIS CEDEX 14
Téléphone : 43-35-71-80.

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE
En production

Un des leaders mondiaux de l'imagerie et de l'électronique médicales, recherche un Responsable Assurance Qualité en production.

Rattaché au Responsable du Département Contrôle Industriel de la Qualité, basé en proche banlieue nord, il anime un service de 4 personnes.

Arbitre entre la Fabrication et le Contrôle, il traite les non conformités décelées par les ingénieurs de contrôle, déclenche et fait réaliser par les départements de production les actions correctives qu'il a préconisées. Il réalise aussi des audits préventifs, en France et à l'étranger.

C'est donc un opérationnel qui améliore encore, par le niveau de ses exigences, l'Assurance Qualité en production d'une entreprise qui s'est fixée des impératifs rigoureux.

Nous attendons la candidature d'ingénieurs grandes écoles ou équivalent, âgés de 35 ans minimum, ayant acquis leur expérience chez un grand ensemble de l'électronique professionnelle à un poste Qualité, Production ou Méthodes. Fluents, bons négociateurs, les candidats maîtriseront si possible les statistiques et l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle, sous référence M 42/1866 H, à :

EGOR S.A.
8, rue de Bard - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Crédit Mutuel du Sud-Ouest

Etre associé au développement de notre Fédération (470 pers. Siège à Angoulême, 70 agences sur Charente, Gironde et Dordogne), c'est ce que nous proposons à notre futur

DIRECTEUR DU MARKETING MF

Responsable de la gestion du budget, il animera une jeune équipe de 3 personnes (chargée d'Etudes, Responsables de Produits). Chargé de concevoir le plan marketing, il assurera le suivi et la coordination des campagnes menées sous sa responsabilité, et entretiendra des relations très étroites avec la Direction et les Agences.

Dans ce contexte très ouvert, il exercera une analyse permanente de la stratégie et des produits de la Fédération et contribuera très activement à leur conception.

Une formation supérieure commerciale marketing est nécessaire. Votre professionnalisme confirmé, à la tête d'un service marketing, dans le secteur bancaire éventuellement ou dans le domaine des services pourra s'exprimer pleinement dans ce poste très opérationnel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 35/1732 B, à :

EGOR AQUITAINE
29, Cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Responsable ventes "marine"
Groupe pétrolier

La filiale française d'un groupe pétrolier international, disposant d'une infrastructure de premier plan, recherche le manager de son département "marine". Basé en proche banlieue ouest et sous l'autorité du directeur général, il prendra en charge, de manière autonome, la gestion et le développement de cette activité à partir de la France. Sa mission consistera, en étroite relation avec le réseau international, à assurer le suivi technique et commercial des clients existants (contrats, prix, livraison des carburants "marine" et lubrifiants à l'échelon national et international). Il développera également cette activité par une action de prospection auprès des armements nationaux. Ce poste, polyvalent, s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur ou équivalent. Il possèdera une bonne connaissance des matières marines acquise chez un pétrolier, dans le secteur national, chez un armateur, dans la construction navale ou chez un fournisseur "marine". La pratique de l'anglais courant est indispensable. La rémunération de bon niveau tiendra essentiellement compte de l'expérience du candidat. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9182M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL, EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BAC + 4 + EXPERIENCE VENTE

ANIMER UNE EQUIPE COMMERCIALE
c'est communiquer, dynamiser, entraîner

A PUCB, c'est aussi transmettre un savoir-faire et former son équipe à des méthodes commerciales en renouvellement constant. C'est motiver pour que les objectifs soient atteints, et même dépassés.

Agé de 28 ans environ, vous avez un BAC + 4, une 1ère expérience commerciale réussie et peut-être même eu déjà l'occasion d'animer et encadrer des vendeurs. Alors, nous devons nous rencontrer... Mais avant de prendre contact, sachez que l'UCB :

- est filiale de la Compagnie Bancaire (1er groupe financier privé européen),
- vous donnera tous les moyens nécessaires pour mener à bien votre mission.
- vous offre de réelles perspectives d'évolution si vous acceptez le principe d'une certaine mobilité géographique.

Adresser, sans attendre, votre candidature (photo + prétentions) sous réf. 910 à Gilles DELALANDRE - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

TEMANA FRANCE
FILIALE GRANDE CONSOMMATION DES GROUPES AKZO ET SHELL

recherche

ACHETEUR GAMME PROPSAC

Professionnel de l'achat, vous savez négocier en toute autonomie vos contrats de sous-traitance et vos achats de matières premières (plastiques).

Vous disposez d'une expérience en milieu industriel et vous avez le goût des contacts, de la créativité, du dynamisme et de la rigueur.

Vous êtes disponible et vous êtes prêt à voyager 2 à 3 jours par semaine car votre efficacité ne peut se réaliser que chez nos fournisseurs français et européens.

La connaissance de l'anglais vous donne les facilités nécessaires à vos contacts internationaux.

Nous remercions les candidats d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : TEMANA FRANCE - Tour Arjou - 92814 PUTEAUX Cedex - bureau 1411.

Ingénieur chimiste vers la responsabilité d'un labo

LAFARGE NOUVEAUX MATERIAUX

Nous sommes des industriels. Le Groupe auquel nous appartenons tient depuis toujours une place de première importance sur ses marchés, nationaux et internationaux.

Pour maintenir son avance technologique, il a une structure de recherche très organisée : un labo central chargé de la recherche fondamentale et, dans chaque filiale, une cellule plus axée sur les applications nouvelles et l'amélioration de la performance des produits.

Notre société, quant à elle, est spécialisée dans les produits de façade et de la chimie du bâtiment (mortiers industriels) et notre labo a mis au point la quasi-totalité des productions que nous commercialisons aujourd'hui. Nous vous proposons de rejoindre ce centre de recherche, d'application et de développement et d'en prendre bientôt la direction.

C'est un travail d'organisateur qui vous attend et un passé industriel de quelques années dans la peinture, par exemple, serait une parfaite préparation.

Mais c'est aussi un poste très en contact de la réalité du terrain, un poste de dialogue avec les vendeurs, n'ignorant rien des contraintes commerciales. Un petit effectif de 7 techniciens et laborantins attend de vous le « plus » qui apportera votre formation d'ingénieur et votre expérience de chercheur. L'allemand enfin serait pour vous un sérieux avantage.

Merci de tenir compte de tous ces paramètres en adressant votre dossier à SEFOP sous réf. RL 993.

Dernier point important : le poste est à pourvoir à 80 km Sud de Paris.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

Béghin Say

No 1 sur le marché français dans ses différentes activités recherche pour son siège social

futur Directeur de la Comptabilité du groupe

Il devra succéder d'ici 2 à 3 ans au Directeur actuel qui doit partir en retraite. Il aura la responsabilité :

- de la comptabilité générale des différentes activités de la Société, et de la consolidation des filiales ;
- de la mise en œuvre de la doctrine comptable et fiscale et de l'harmonisation des procédures au sein du groupe ;
- de l'établissement du bilan, des comptes de résultats annuels et intermédiaires.

Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans environ, diplômé grande école de Commerce + DECS, ayant occupé durant 5 à 10 ans un poste de responsabilité au sein de la Direction Comptable d'une grande entreprise utilisant des systèmes informatiques élaborés.

Il devra posséder de solides connaissances en droit des sociétés, droit fiscal et méthodes de consolidation aux normes européennes.

Ses capacités d'autonomie, d'organisation, de communication, son autorité naturelle seront des atouts importants.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 762/06 M à notre Conseil Jacqueline COUTURET - 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS
débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION
Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES
Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE
Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIENS
Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n°620 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

Handwritten note in a box: 502 من الاجل

هكذا من الاعمال

Le Monde
CADRES

Scholtès

Notre souci de qualité et de sérieux a fait de nous l'un des leaders de la profession. Nos produits électroménagers allient l'innovation à l'esthétique, et sous l'impulsion d'une nouvelle équipe dirigeante, nous renforçons nos positions et attaquons de nouveaux marchés.

Adjoint Directeur Marketing
Nous souhaitons intégrer à notre équipe, un Chef de Produit confirmé (grande école + 5 ans d'expérience). Notre esprit marketing vous aidera à définir et à développer efficacement les gammes de demain. Homme de techniques et de réflexion, vous serez l'un des hommes clés de notre avenir, capable d'orienter nos choix stratégiques. Réf. 229G.

Nous sommes ambitieux et surtout nous associer à notre réussite. Postes basés à 300 kilomètres de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet, en précisant la référence du poste choisi, à Gérard Pont, 15 rue du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche en toute confidentialité.

nervet pont conseil

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'**ingénieurs informaticiens**

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désireux entamer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. M 229 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, spécialisée dans les groupes industriels de toutes nationalités.

Apple

« Chez Apple, la formation est plus qu'une priorité, c'est une partie intégrante de notre culture »

220.000 +

Nous souhaitons vous confier la responsabilité de la logistique des actions de formation réalisées par le Département Formation Europe d'Apple. Vous serez plus particulièrement chargé d'organiser les séminaires en France et en Europe et aurez à vous déplacer dans les pays concernés. Pour mener à bien cette mission, vous avez acquis une première expérience de la formation (conception de programmes, organisation et animation de stages, choix et suivi des prestataires de service, gestion de budgets de formation importants...) dans un environnement multinational. Parfaitement bilingue français-anglais, la trentaine, vous êtes à la fois un homme/ femme de communication et tout-à-fait à l'aise dans la compréhension des concepts; vous avez un sens inné du planning et une énergie débordante; enfin, vous êtes quelqu'un pour qui... impossible n'est pas formation. Vous reporterez au Directeur de la Formation Europe et serez basé au siège à Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 227 A, à Alain Nervet, 15 rue du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche en toute confidentialité.

nervet pont conseil

SOREFI Picardie

Notre établissement financier, créé en 1985 à Amiens, regroupe les ressources des CAISSES D'EPARGNE de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, et assure le financement de leurs activités. Il participe au développement du réseau régional par le rôle qu'il joue dans les domaines financier, marketing, animation, ressources humaines et organisation technique.

Nous créons la fonction d'**ORGANISATEUR**

Après de notre Directeur de l'Organisation Technique, les activités qu'il mènera auront un double objectif :

- optimiser les procédures existantes et les circuits de fonctionnement des entreprises du Réseau,
- provoquer et accompagner les évolutions techniques et les applications informatiques nouvelles.

La dimension des missions confiées requiert l'expérience confirmée de responsabilités en secteur bancaire (avec la maîtrise de l'outil informatique) et un très bon niveau de formation.

Le poste exige en outre un esprit innovateur mais rigoureux, ainsi que des qualités relationnelles et d'animation d'équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous réf. LMDOT22 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. Votre candidature conservera un caractère confidentiel.

Jeunes ingénieurs RHONE ALPES

Notre Entreprise est membre d'un très grand groupe industriel international. Elle conçoit, fabrique des produits d'Appareillage haut de gamme et elle les commercialise dans le monde entier. Nous recherchons :

INGENIEUR METHODES (AM, ENI MECANIQUE...) Débutant ou 1 ^{re} expérience. Il participera à la mise en service d'un système de gestion de production. Réf. 4965-M	INGENIEUR DEVELOPPEMENT (ESE, INPC, ENI ELECTROTECHNIQUE) Débutant ou 1 ^{re} expérience dans un service technique. Sa mission principale sera d'assurer la liaison entre un service recherche et un service Développement. Réf. 4965-M	ING. COMMERCIAUX EXPORT (ELECTROTECHNIQUES, ELECTROMECHANISME) Débutants ou 1 ^{re} expérience. Mission : analyse des marchés, animation des actions de vente, relations avec les représentants. Anglais indispensable. Espagnol apprécié. Réf. 4967-M
---	--	---

Les possibilités d'évolution dans ces différents postes sont de nature à vous intéresser. Merci d'écrire sous référence correspondante à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising

3 Jeunes Ingénieurs Grande Ecole... à la campagne.

Notre usine (400 p.) appartient à un groupe industriel solide, leader dans son domaine. Pour développer et diversifier nos activités, nous renforçons nos services Etudes, Méthodes, Fabrication. Nous recherchons les trois adjoints des chefs de départements :

Jeunes ingénieurs Grande Ecole, votre formation, complétée si possible par une première expérience des bureaux d'études et/ou de fabrication (mécanique, électronique, petits moulages plastiques...), votre esprit d'équipe et votre sens des initiatives, sont des atouts indispensables pour participer à nos efforts et à la réussite de notre développement.

Nous serons heureux de vous accueillir dans le calme de notre usine-parc de 50 ha à 200 km au Sud-Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre précisant la rémunération souhaitée, C.V., photo) sous réf. 5127/LM à notre Conseil ou transmettez-le à CV PLUS en composant sur votre Minitel le 01 43.53.40.25.

Ressources & Développement
6, rue Camille Desmoulins - 75008 PARIS

Motta iglo

COGESAL (700 personnes, 900 MF de CA), société française du GROUPE UNILEVER, fabrique et commercialise des produits glacés et surgelés sous les marques MOTTA et IGLU.

Nous recherchons pour son usine d'Argentan (Orne) un **RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PRODUITS ET CONTRÔLE QUALITÉ**

Muni d'une expérience d'au moins 5 ans dans l'industrie agro-alimentaire, vous prendrez en charge le développement de nouveaux produits et le contrôle qualité glacés et surgelés. Placé sous l'autorité immédiate du directeur de l'usine, vous exercerez votre activité dans le contexte d'un marché en forte évolution et développerez des contacts fréquents tant avec les autres services opérationnels de la société COGESAL (production, marketing...) qu'avec les entreprises alliées à l'étranger.

A une formation d'ingénieur agronome, vous ajouterez des qualités de rigueur, de dialogue et d'ouverture internationale, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Vos possibilités d'évolution sont ouvertes à l'échelle du GROUPE UNILEVER en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. U/86 M à UNILEVER FRANCE SERVICES - recrutement des cadres - 75384 PARIS Cedex 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

CREDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOT-ET-GARONNE recherche pour son Siège Social à **AGEN** le :

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Les missions

- Organiser et coordonner la politique de communication interne ;
- Promouvoir une image attractive de la Caisse Régionale auprès des publics diversifiés.

Profil souhaité

- Diplômé d'études supérieures (DUT Journalisme, Institut des Sciences de l'Information et de la communication, etc...)
- Tempérament dynamique.
- Aptitudes à l'écoute, au dialogue, à l'innovation et à la rédaction.
- Formation spécifique aux techniques audiovisuelles modernes appréciée.
- Quelques années d'expérience dans le journalisme, la publicité, les relations publiques ou la communication en entreprise, indispensables.

Rémunération à débattre en fonction des aptitudes du candidat.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations s/réf. 3231 à la C.R.C.A.M. de LOT-ET-GARONNE, Service du Personnel, B.P. 249, 47005 AGEN CEDEX.

Le C.E.P.M.E. équipe les ambitions des entreprises

Spécialiste du financement des investissements des petites et moyennes entreprises, le Crédit d'Équipement des P.M.E. est présent dans toute la France, 217.000 entreprises ont fait appel à lui pour réaliser leurs ambitions.

Aujourd'hui, dans le cadre de son Plan d'entreprise, il conduit l'évolution de ses structures, de son organisation et de ses outils informatiques pour accroître ses performances, et offrir une qualité de service toujours plus grande à ses clients.

Dans ce cadre, le C.E.P.M.E., recherche, pour sa DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE un **concepteur chef de projet HF**

Il participera en relation avec les utilisateurs et les organisateurs à la formalisation des besoins. Il mènera la conception informatique et animera l'équipe de développement.

Le profil recherché est celui d'un diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'environ 30 ans, ayant l'expérience réelle de la conduite d'un projet important, si possible dans le secteur bancaire. La connaissance et la pratique de la méthode **MERISE** est souhaitée.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence 63.15/CP/799 à ADEQUATION 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

Le Monde
CADRES

26 La Monde

devanlay
TROYES

• C.A. : + DE 2 MILLIARDS • 25 USINES
• 8500 PERSONNES • 35% DU C.A.
REALISE A L'EXPORT

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

rejoignez notre équipe informatique

pour la mise en place d'un projet évolutif et ambitieux disposant de moyens modernes : IBM 4300 avec MVS - CICS dans le cadre d'un plan à 3 ans important (investissements prévus 15 millions par an).

Dans une première période de 2 à 3 ans, vous aurez la responsabilité de la mise en place d'un progiciel de gestion de pointe, largement dimensionné, s'adressant à l'ensemble des structures du Groupe.

En relation avec l'ensemble des applications informatiques existantes et en développement, vous coordonnerez et animerez la mise en place de cet outil, pièce essentielle du développement du Groupe.

Vous avez environ 28 ans ; une formation type MIAGE ou Ingénieur et bénéficiez d'une expérience de la réalisation d'applications de gestion en temps réel acquise dans un contexte de grand ou moyen système.

Vous aimez le contact, savez être à l'écoute des utilisateurs et les aider à définir leurs besoins.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution. Poste basé à TROYES.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo précisant la rémunération actuelle) sous référence 2455-M, seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourlin CONSEIL DE DIRECTION
17, AVENUE ALBADE-LORRAINE
91000 ANTONY

Recherche débutants délibérément

1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieur, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, ou universitaire 3^e Cycle. Trouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence première d'une expérience.
2. Nous avons un plan pour vous. D'abord un stage de formation. Puis une intégration dans des groupes opérationnels travaillant notamment sur :
 - les systèmes d'information pour la gestion,
 - les systèmes d'informatique industrielle,
 - la télématique et les télécommunications.
3. Ensuite ? Toutes les opportunités de carrière que peut offrir un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique travaillant avec tous les secteurs de l'économie.

SEMA-METRA n'a pas peur des débutants car nous sommes passés maîtres dans l'art d'articuler vos connaissances théoriques et nos compétences éprouvées. En un mot, nous avons le savoir-faire et le comment savoir-faire.

Envoyer c.v. à Agnès CHAUVIN, responsable du recrutement sous référence MCB/2 - 16, rue Barbès - 92126 Montrouge cedex

SEMA-METRA

JEUNES INGÉNIEURS A.M.

La rigueur des méthodes industrielles au service d'une grande régie publicitaire.

Vous êtes ingénieur A.M. ou équivalent et vous avez une première expérience industrielle d'au moins 2/3 ans dans des fonctions opérationnelles en production.

Homme de terrain, doté d'autorité naturelle, d'autonomie et de souplesse relationnelle, vous vous êtes affirmé en menant à bien des tâches difficiles.

Vous serez pendant 2/3 ans au sein de notre service de production - 300 personnes - (gestion en masse, fortement informatisée, du traitement des commandes) responsable d'études d'organisation, de missions de conseil et d'assistance auprès des opérationnels, tendant à l'amélioration des systèmes et à une meilleure productivité, sans négliger l'évolution des équipes en place.

Vous rejoindrez une entreprise performante - 2 MM de CA, 1450 personnes -, en fort développement sur un marché porteur et évolutif, filiale d'un des tout premiers groupes français de communication.

A moyen terme, vous évoluerez vers des responsabilités importantes.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5975-M à Roland Gardoux - Sérifo - 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

VOUS ÊTES INTERESSÉ

PAR UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES À TRÈS FORTE EXPANSION
FILIALE DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE T.A.T.

Nous recherchons notre :

CHEF DE CENTRE PARIS - ORLY

Le candidat, 30/35 ans, de formation supérieure apportera la preuve de sa réussite dans sa ou ses précédente(s) expérience(s) professionnelle(s). Il prendra en charge la direction et l'organisation de notre centre de tri en Région Parisienne (effectif : 100 personnes) et en assurera la gestion.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un "homme de terrain" capable de s'imposer par son autorité, ses compétences et sa forte personnalité.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référence CCP à
TAT EXPRESS - Service du Personnel - BP 0237 - 37002 TOURS Cedex.

digital design

High Tech

Fondée en 1981, notre société connaît un développement extrêmement rapide : 90 millions de francs en 1986, 130 millions prévus pour 1987 et la cotation en Bourse à court terme. Notre jeune filiale US connaît une progression tout aussi remarquable. Nous créons le poste de

Directeur Administratif et Financier Les Us (91)
Env. 350 000 F

Il supervisera les services comptables et de gestion, sera responsable de l'établissement du bilan, choisira les options fiscales les plus adaptées, assurera la gestion financière courante, préparera l'introduction en Bourse et mettra en place, à terme, le suivi de nos filiales.

Nous recherchons un candidat âgé de 35 à 40 ans environ, diplômé ESC + DECS, et justifiant d'une expérience d'au moins 10 ans lui conférant une excellente maîtrise de la fonction proposée. De réelles qualités de Manager, un fort potentiel et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables pour occuper ce poste... très évolutif.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man. C.V.) sous réf. CO711 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

Département TELECOMS d'une S.I.L.I. de premier rang, partenaire de groupes industriels de taille internationale, recherche pour la région ALSACE

ingénieurs informaticiens

- Vous êtes issu d'une grande école, titulaire d'un DEA ou d'une maîtrise en informatique.

- Vous avez de 2 à 4 ans d'expérience dans le développement de logiciels sur microprocesseurs.

Dans le cadre de notre expansion, nous vous proposons de rejoindre nos équipes pour participer au développement de :

systèmes de communication

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt sous réf. 9135 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney, 75002 PARIS

Lille/Paris 300 000 F +

Votre passion : la négociation avec les centrales en produits frais

Vous connaissez parfaitement la grande distribution, vous aimez ce contexte très concurrentiel où il faut en permanence faire preuve d'imagination, de rapidité de décision, d'importantes qualités relationnelles.

Ce qui vous passionne avant tout c'est la négociation. Le plaisir de gagner une bataille, la satisfaction de développer des actions durables avec vos partenaires.

Vous savez par expérience qu'une telle réussite ne s'obtient que par une détermination, une rigueur, une volonté inébranlable de remporter un marché.

Dans cette importante entreprise alimentaire nationale vous allez être immédiatement le responsable des grands comptes nationaux, en prise directe avec la Direction Commerciale et en relation permanente avec les régions.

Vous avez aujourd'hui au moins 5 ans d'expérience comme Directeur des Ventes Nationales d'une PME alimentaire en produits frais ou Directeur Régional dans un groupe plus important. N'hésitez pas à écrire à Robert CHEVILLOTTE. Il traite confidentiellement votre candidature sous la référence 1785 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, avenue de la République - BP 319
59701 MARCO-EN-BARCEUL Cedex
Tél. : 20.31.24.80

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

GRUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche pour son Agence de

ROUEN

1 CHARGE DE CLIENTELE HF

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5490 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

Firestone

AUDITEUR INTERNE

Pour faire face au développement que nous connaissons sur le marché français du pneumatique, nous désirons intégrer un jeune auditeur interne (Femme ou Homme). Jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent) il sera amené, au sein d'une équipe d'auditeurs, à participer à des missions variées - contrôle et assistance des différentes unités en France et en Europe, révision comptable en collaboration avec un cabinet d'audit anglo-saxon. Le poste est basé au Siège Social.

Opportunités de carrière, à terme, pour candidat de valeur, maîtrise parfaite de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Monsieur le Chef du Personnel Mensuel - Firestone France S.A. - B.P. 3 - 62401 BETHUNE Cedex.

important groupe industriel transformateur, papetier-façonnier recherche

le directeur général d'une société filiale

CA : 120 MF - effectif : 250 personnes
Siège et Direction Commerciale à Paris.
Usine dans la proche province ouest.

Le candidat ajoutera à son rôle d'animateur et de gestionnaire une importante mission permanente d'achats.

L'âge souhaité pour la fonction est d'environ 35 ans.

La situation propose une formule d'intéressements aux résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 229M à

Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

سكزا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Contrôleur de gestion



Pour son siège parisien, la COMPAGNIE FRANÇAISE DE SUCRERIE (850 salariés, chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, 4 établissements industriels et 2 filiales) recherche un contrôleur de gestion, rattaché au directeur financier, il sera chargé de mettre en place dans les usines et dans les filiales une comptabilité analytique mensuelle et un contrôle budgétaire. Responsable de la liaison algé-raine, il assurera la consolidation et le contrôle interne. Il participera également à l'implémentation de nouveaux logiciels comptables et optimisera l'utilisation de l'informatique. Ce poste riche et évolutif au sein de la société, s'adresse à un candidat diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'un DECS et possédant une expérience d'un mois quatre ans en audit ou en contrôle de gestion dans un grand groupe ou en cabinet. La maîtrise de la comptabilité et du contrôle budgétaire en milieu industriel à établissements multiples est indispensable. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2775M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable clientèle particuliers

Banque - 200/260.000 F

Marseille - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur, et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son responsable clientèle particuliers, pour son agence de Marseille. Placé sous l'autorité directe du chef d'agence, et disposant d'une équipe de 6 personnes, il aura pour mission de développer de manière très active un portefeuille de clientèle "haut de gamme" (comptes personnels commerçants, professions libérales...), en proposant des produits à caractère d'investissement (SICAV, FCP...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, fortement motivé par le commercial, âgé de 35 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience minimum de 4 ans du processus de vente de produits bancaires à une clientèle privée de haut niveau. La pratique de l'animation d'équipes constituerait un plus. La rémunération de l'ordre de 200/260.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9180M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable administratif titres français

Banque internationale

Une banque internationale située à Paris, réputée dans son secteur, recherche son responsable administratif titres français. Placé sous l'autorité directe du responsable du service titres et disposant d'une équipe, il aura pour mission d'effectuer le traitement des transactions réalisées sur les bourses françaises pour le compte de la banque ou des filiales du groupe et des clients. Il assurera le suivi des SICAV de la banque ainsi que les relations avec les changes d'agents de change et l'administration. Ce poste de cadre ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur ou équivalent. Il possède une expérience bancaire de 4 à 5 ans comme responsable ou adjoint du responsable d'une section titres français et a acquis une connaissance approfondie des techniques des marchés monétaires et financiers : bourse, MATIF, réméré... La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9181M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

Banque spécialisée dans le crédit immobilier

recrute pour Lyon

SON FUTUR DIRECTEUR D'AGENCE

Agé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ce collaborateur devra disposer d'une expérience confirmée du secteur concerné. Il aura pour mission le développement du fonds de commerce et l'animation du personnel.

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 8 021 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris), recherche

• Réviseurs Confirmés • Chefs de Mission

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et avoir acquis la pratique de l'Audit
- Interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à COGERCO - FLIPO, 72, rue de Bellechasse - 75007 PARIS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC RECHERCHE JEUNES CADRES

Pour ses bureaux de Lyon

1 cadre commercial chargé de la prospection auprès de transitaires, consignataires, armateurs. Formation supérieure, Allemand indispensable

Pour ses bureaux de Marseille
1 cadre comptable. Formation supérieure, juridique et comptable.

Ecrire HAVAS-MARSEILLE sous n° 90400.

OFUP LE SERVICE PRESSE ETUDIANT recherche

500 ETUDIANT(E)S

- Bons vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en Fac, Ecole, Lycée
- France entière

Téléphoner rapidement n° vert OFUP 05.25.50.75 entre 14h et 20h appel gratuit

Importante société NEGOCES MATIERES PREMIERES

RECHERCHE RESPONSABLE D'UN DÉPARTEMENT

en cours de création à Paris. Expérience 5 à 10 ans indispensable dans négoce café-cacao. Env. C.V. photo et prét. n°/ref. 13.582 à Comares, 75040 Paris cedex 01, G. T.

BANQUE PRIVÉE QUARTIER VANDOME recherche

CAISSIER (E) GUICHETIER (E)

BAC ou BTS, notiers d'anglais pour poste parisien. Adr. CV + photo + prétentions à FRANCOP, n° 2387, 17, rue de la Banque, 75002 PARIS.

BARLEHE N.O. (Val-d'Oise) 24 000 habit, recrute son (sa)

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ

expérimenté, maîtrise ou formation DUT. Aptitudes à l'informatique. Envoyer sous le n° 8 022 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

STÉ TEXTILE recherche

COLLABORATRICE BILINGUE ANGLAIS

peuvent se déplacer Europe et Extrême-Orient

Envoyer sous n° 8 018 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

UNITÉ DE RECHERCHE STATISTIQUE MÉDICALE

propose emploi de

STATIGIEN (NE) DIPLOMÉ (E)

RUT de statistique.

Envoyer CV à M. D. HEMON BISERRE, U 170, 16, av. Paul-Vaillant-Couturier 94807 VILLEJUIF CEDEX.

LA VILLE DE MONTREUIL (93)

recrute pour son Service Développement Économique

UN RÉDACTEUR (H.F.)

Il (elle) sera chargé (e) de la tenue des données fiscales concernant les entreprises.

Poste à pourvoir dès SEPTEMBRE 1986

Diplôme exigé : Baccalauréat. Connaissances en micro-informatique et en fiscalité locale appréciées.

Salaire de début : 5,825 F mensuel brut

Ad. cent. CV et réf. à Monsieur le MAIRE DE MONTREUIL, MAIRIE DE MONTREUIL, 83100 MONTREUIL CEDEX.

ORGANISME DE FORMATION LINGUISTIQUE recherche

RESPONSABLE DE CENTRE

Pour son unité basée en banlieue Sud-Ouest.

Mission : développement, prospection, contacts et négociation commerciale (entreprises), mise en place des cours, gestion du centre et encadrement personnel.

Adr. lettre man. c.v. et prêt. au n° 8 047 PARFRANCE, 4, rue Robert-Eisensch, Paris-9^e, G. T.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche pour poste

CONSEILLER MARKETING TOURISME

Ministère du tourisme Capitale Ouest Africaine

Envoyer sous le n° 8 028 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Laboratoire région lyonnaise recherche

TECHNICIEN(NE)

Niveau BT ou BTS. Ayant de bonnes connaissances dans la sectorie, principalement teinture et impression. Débutants s'acceptent.

Envoyer sous n° 12 268 MPA, 63296 Lyon Cedex 02.

LE CONTROLE DE GESTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE...



Avec un CA. de 21 milliards de Francs, dont 60% à l'étranger, THOMSON GRAND PUBLIC occupe une place de choix sur le marché des produits électroniques; nos marques de qualité ont pour noms: THOMSON, TELEFUNKEN, SABA, BRANDT, etc.

Nos ambitions de développement, notre exigence de l'excellence au niveau des produits et des hommes nous conduisent à renforcer nos équipes de contrôleurs de gestion et à intégrer des cadres "top niveau", à fort potentiel.

Diplômés HEC, ESSEC, ESCP, ... vous avez une expérience confirmée du contrôle de gestion et souhaitez exprimer votre compétence dans un environnement international, en intervenant auprès de nos différents centres de profit, qu'ils soient de production ou de commercialisation, en France ou à l'étranger.

Selon votre spécialisation et vos objectifs de carrière, vous pourrez choisir entre les différents postes suivants que nous créons:

CONTROLEURS DE GESTION CENTRALE

Rattachés à la Direction du contrôle de gestion et sous son impulsion, vous assurerez différents types de missions:

- faire vivre les procédures de gestion en liaison avec les unités opérationnelles,
- effectuer des interventions ponctuelles,
- réaliser des études économiques et financières.

Notre impératif: généralistes de haut niveau, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables, financières et de contrôle de gestion. Postes basés à Paris. Réf. GC/LM1

CONTROLEURS DE GESTION COMMERCIALE

En position d'adjoints auprès des Directions Internationales, vous devrez effectuer le contrôle budgétaire et le reporting financier des filiales et agences étrangères, ainsi qu'optimiser les outils de contrôle de gestion.

Notre impératif: vous avez une expérience d'au moins 3 ans du contrôle de gestion commerciale et pratiquez couramment l'allemand et l'anglais. Deux postes basés à Paris, un en R.F.A. Réf. CL/LM1

CONTROLEURS DE GESTION INDUSTRIELLE

En position d'adjoints à la Direction financière d'une importante filiale industrielle ou d'un département industriel (ligne de produits), vous serez en charge de la coordination de l'activité budgétaire (plans, budgets, investissements, résultats, analyses) et du reporting. Vous contrôlerez le respect des procédures de gestion.

Notre impératif: vous avez acquis en milieu industriel une expérience d'au moins 3 ans de la fonction. Postes basés à Paris. Réf. GI/LM1

Ces postes impliquent de fréquents déplacements en France et à l'étranger: naturellement, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand. Votre compétence, votre rigueur alliées à votre sens prononcé des contacts humains vous motivent à vous investir au sein de notre Groupe.

Votre réussite orientera votre évolution de carrière vers des fonctions à haute responsabilité en France ou à l'étranger.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, en précisant la référence choisie à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS, 40 bis, avenue de Saxe, 75007 PARIS.



BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE (500 000 000 F) FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUISSANT recherche

GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

Si vous avez déjà au moins 3 ans d'expérience des marchés financiers acquise dans une banque ou chez un agent de change ou dans une compagnie d'assurance,

Si vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (ESSEC, HEC, ESCP...), Si vous souhaitez faire respirer vos ambitions au sein d'une structure légère,

REJOIGNEZ NOTRE DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES

- Vous intervenerez sur le marché à l'émission des obligations (trading + placements)
- Vous serez responsable de la gestion de certains actifs obligataires (FCP, SICAV, comptes gérés) et Vous assurerez la dimension commerciale de la fonction • Vous aurez la possibilité d'élargir votre fonction vers les opérations de trésorerie interbancaires, en franc et en devises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/n° 4315/LM, à



71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

Handwritten note: سكرتير من الاحل

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

160-220 000 F

une direction d'agence ?

... ?

le patron d'une véritable entreprise, à évoluer dans une structure régionale qui favorise

privilegier la qualité du service et maintenir avec notre clientèle des relations conviviales et

hui d'une excellente notoriété auprès du marché des particuliers avec une ouverture récente sur

politique commerciale volontariste et une logistique de haut niveau (nos SICAV, en 1986, ont obtenu

marché français), il était naturel de passer, en 4 ans, du 8^{ème} au 5^{ème} rang et d'avoir, depuis 2 ans, le

tit de la profession...

développement, vous bénéficiez d'une évolution de carrière dans des structures souples et motivantes où

de progressions rapides.

ment, dans la profession. Nous vous garantissons une absolue confidentialité et vous remercions d'écrire à notre

HAUTEKIEP sous la réf. 1781, en indiquant les banques auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre

es sont à pourvoir à Paris et en Ile de France.

Logos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Audit international : à Lyon, une carrière de premier plan

A Lyon, première place financière régionale, PEAT MARWICK, au travers de ses différents métiers, compte une cinquantaine de professionnels. Ses clients, qui en apprécient l'éthique et les compétences, sont tout autant des filiales de groupes étrangers que des groupes français d'envergure nationale ou internationale nés dans la Région Rhône-Alpes.

« Diriger des missions d'audit (normes internationales et commissariat aux comptes) et des missions de conseil à caractère comptable et financier. » Encadrer des équipes. « Etre un des moteurs du développement global de la Firma.

TELS SERONT LES OBJECTIFS DU DIRECTEUR QUE NOUS RECRUTONS POUR SON DEPARTEMENT D'AUDIT, AU SEIN DE LA SOCIETE AUDIT CONTINENTAL S.A.

De formation supérieure, vous avez 5 à 10 ans d'expérience professionnelle réussie en Cabinet complète éventuellement en Entreprise dans un environnement international. Vous êtes aujourd'hui prêt pour une carrière de haut niveau, dont vous maîtrisez pleinement l'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à notre Conseil Catherine MILLET qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - référence AUD/1 - 13, rue Grokée 68288 LYON CEDEX.

COFROR

Analyste financier

HACHETTE est le premier Groupe français de communication et l'un des tous premiers mondiaux. Ses activités couvrent des domaines très variés : la création avec le livre, la presse, la télévision, le cinéma et la radio ; la fabrication et la logistique avec l'imprimerie, la distribution du livre et celle de la presse à l'étranger ; le commerce de détail.

Cette diversité est particulièrement intéressante lorsqu'il s'agit d'exercer des responsabilités dans un service central comme celui de la trésorerie et des financements. C'est l'environnement proposé au CADRE FINANCIER que nous attendons.

Une fonction d'étude et de contrôle financiers de Sociétés du Groupe lui sera confiée par le Chef du service financier, avec notamment l'élaboration des plans de trésorerie annuels et des demandes de crédit, l'analyse et le contrôle des flux de trésorerie et la réalisation d'études financières.

Après une formation gestion/finances (E.S.C. ou Université), vous avez pratiqué pendant au moins 3 ans la fonction financière, en Entreprise ou dans une Banque. Ecrivez-nous, sous réf. AM0091, à HACHETTE - Gestion des Cadres - 12 rue François 1^{er} - 75008 PARIS.

HACHETTE

Jeune analyste financier

POUR PARTICIPER au développement de notre clientèle PME-PMI. Lieu de travail : ORLEANS.

CE POSTE à caractère évolutif PROPOSÉ par la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Loiret. S'ADRESSE à un jeune diplômé Eco-Fi ou similaire. SOUCIEUX de mettre au profit d'une activité terrain ses compétences en Finance et Comptabilité ainsi que son sens de la négociation.

Homme de contact, doté d'un solide esprit d'analyse, apte à établir des synthèses rapides, il GÈRE avec autonomie un portefeuille de clientèle PME-PMI avec pour objectif d'en assurer le développement.

Une première expérience acquise en milieu industriel constituerait un atout.

Si ce type de fonctions répond à vos motivations, alors merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle, sous la réf. 348, à

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

JURISTES HF

banque privée Paris 8^{ème} ayant notamment une activité de crédit et de gestion de produits immobiliers et financiers, cherche pour son

DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL 2 postes

adresses :

ADJOINT DU RESPONSABLE DU DEPARTEMENT

Ce collaborateur secondera le Responsable dans l'ensemble de ses missions et tout particulièrement dans les domaines fiscaux.

Les candidats, titulaires d'une maîtrise de droit privé, auront acquis une spécialisation en droit des affaires et en fiscalité. Des stages en cabinet de conseil fiscaux seront très appréciés. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4321/LM, à

MEDIA BA, 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra

ASSISTANT CHARGE DU SECRETARIAT DES SOCIETES

Ce collaborateur assurera le secrétariat des conseils et des assemblées de la banque et de ses filiales.

Il participera, en outre, à la création des nouveaux outils financiers.

Une expérience de la fonction est indispensable.

Collaborateurs

CONSEILS D'ENTREPRISES HF

FIDAL Fiduciaire Juridique et Fiscale de France met, depuis 40 ans, son expérience professionnelle au service de sa clientèle. Pour développer ses services, elle offre sur toute la France des postes de Conseils juridiques ou fiscaux.

Votre mission : assister et conseiller les responsables d'entreprise sur le plan juridique et fiscal.

Cette une maîtrise de droit des affaires, vous justifiez d'une expérience confirmée en entreprise ou en cabinet (ou pour les fiscalistes, dans l'administration).

Votre dynamisme et votre sens de l'initiative vous permettront un développement rapide et avec lui une rémunération fondée sur un système d'intéressement.

Pour amorcer avec FIDAL votre plan de carrière en accord avec votre potentiel, contactez nous rapidement au numéro suivant : 16 (1) 45.02.15.74, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, en précisant la référence 403, ou envoyez votre dossier de candidature sous réf. 403/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, av. Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de France

message à un(e)

CONTROLEUR de GESTION

FILIALES FRANCAISES et ETRANGERES

Nous sommes un grand groupe industriel français et notre implantation est internationale.

Intégré(e) à notre équipe de CORPORATE FINANCE, sous l'autorité du chef de service Contrôle de Gestion, vous serez en charge d'un groupe de filiales (6 à 10) diverses par leur taille et leur situation géographique : véritable interlocuteur des Directions générale, financière et opérationnelle, vous serez leur Conseil et leur contact à la Direction Financière du Groupe.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une bonne formation de type Sup de Co, option finance (DECS souhaité), au minimum 12 ans d'expérience en Contrôle de Gestion Industrielle, si vous parlez au moins une langue étrangère et si vous êtes suffisamment mobile.

Merci d'adresser sous référence M/103/BA2, votre CV et vos motivations à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
166 boulevard Haussmann - 75008 Paris

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche pour renforcer son

DEPARTEMENT OBLIGATAIRE

1 TRADER
Opérateur en obligations

A la table de négociations il effectuera pour le compte de l'ensemble des gérants de portefeuilles de l'établissement, les différentes transactions en bourse.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (3^e cycle en économie ou en mathématiques) d'un dynamisme incontestable, possédant un jugement rapide, sûr et motivé.

Réf. T.M

2 DEALERS
Conseillers produits financiers

Ils auront pour mission de développer une clientèle nationale et internationale constituée de banques et d'investisseurs institutionnels.

Pour ces postes nous recherchons deux diplômés d'une grande école de commerce, ayant un haut potentiel en négociation commerciale, trilingues (dont anglais courant), et ayant si possible une connaissance des marchés financiers.

Réf. D/M

Merci d'envoyer C.V., photo et lettre manuscrite, en précisant la référence choisie sous le numéro 13226 à : CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

CADRE COMPTABLE

CONSOLIDATION DES COMPTES

Nous recherchons un cadre pour secondar le responsable de la consolidation des comptes du Groupe Suez.

Ce cadre devra : 1/ posséder une bonne connaissance de la comptabilité bancaire, fruit de plusieurs années d'expérience ; 2/ à défaut de pratique notable en matière de consolidation, porter un intérêt certain à ce domaine ; 3/ être familier des principes comptables anglo-saxons.

Le poste à pourvoir ne peut convenir qu'à un candidat d'excellent niveau professionnel, doté d'un fort potentiel.

Une formation supérieure économique et juridique complétée par le DECS, ainsi que des qualités relationnelles sont attendues de lui.

Pour notre part, nous le formerons avec soin aux techniques de consolidation des comptes d'un grand Groupe international.

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, adressez votre candidature, sous réf. CC, à la

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ
Direction du Personnel - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

un aud

MELOTA

MEDIA BA

une ingén

TRIF CONTRO

Tremplin ESCP (opt

UFB LOCABAIL

Bendix E

Contrôleur de gestion

ALLIED

UNIVERS DE LA GESTION

Nous sommes l'un des premiers groupes français en négoce international (matières premières agricoles) implanté mondialement et groupant 5 000 personnes.

Le directeur de l'audit, service rattaché à la direction générale de la holding, souhaite accueillir à Paris

un auditeur junior

La nature des missions n'est pas limitée et couvre, entre autres, l'évaluation d'activités, le contrôle de gestion, la consolidation, la mise en place de systèmes.

La réussite à ce poste ouvre de réelles possibilités de développement dans le groupe (la maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable pour les missions à l'étranger).

Notre consultante, Mlle A. DANIEL, vous remercie de lui écrire (réf. 4823 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Banque parisienne de financement et de services aux entreprises recherche un

EXPLOITANT BANCAIRE

Diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience vous a permis d'affirmer vos compétences techniques (opérations bancaires classiques et nouveaux produits), votre aptitude à la négociation à haut niveau et votre esprit d'entreprise.

Vous aurez la responsabilité, avec une grande autonomie, de l'exploitation et du développement d'un portefeuille de grandes entreprises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la réf. 4328/LM à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Jeune ingénieur pour contrôle de gestion

Cette Société industrielle (Chimie : 14 usines), liée à un groupe international, a toujours considéré le contrôle de gestion comme un moyen important de performance. Au siège une structure dynamique, en relation avec les usines et avec l'aide de l'informatique assure la définition et la gestion des budgets... Pour faire face à son développement elle recherche un jeune cadre pour son équipe de contrôle de gestion.

Il participe à l'établissement et au suivi des budgets, à l'analyse des résultats (écarts, préconisations, ...), il procède à des études économiques (rentabilité d'investissements, ...). Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur possédant une formation complémentaire (IAE, ICG) et si possible une première expérience en milieu industriel. La fonction suppose méthode et rigueur et une bonne aptitude relationnelle.

La structure internationale nécessite la maîtrise de l'anglais. SEFOP vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence CG 994 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Tremplin pour un jeune HEC, ESSEC, ESCP (option Finance) + DECS,...

Que vous soyez débutant ou doté d'une première expérience en comptabilité, vous nous intéressez si, au delà de votre formation (HEC, ESSEC, ESCP option Finance + DECS, ...) vous avez le potentiel vous permettant rapidement d'évoluer vers un poste de responsabilités au sein de notre Direction Financière.

Filiale de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans le financement de l'équipement des PME, PMI, si notre développement vous mobilise, si vous êtes un organisateur tout en ayant le goût du travail en équipe, adressez-nous vite votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 408 à Madame JANIN, Compagnie Bancaire, Service Orientation Recrutement, 5 avenue Kléber 75116 Paris.



groupe de la compagnie bancaire

Bendix Electronics

"la course en tête"

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 900 personnes est à Toulouse, recrute dans le cadre de son développement :

Contrôleur de gestion

de formation supérieure technique ou de gestion de type Sup. de Co., D.E.C.S., école d'ingénieur, 5 ans minimum d'expérience en études de prix et de rentabilité, contrôle budgétaire, mise en place de systèmes de gestion. Connaissance de la comptabilité anglo-saxonne appréciée. Bonne pratique de l'informatique sur micro ordinateur. Anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à Bendix Electronics, service 0411 - BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.



Jeune cadre comptable

evian

La société Evian (1,4 Md de francs de CA, 1250 personnes) poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Frutè, Athlon et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Pour accompagner notre croissance, nous avons mis en place des moyens de gestion et d'organisation efficaces. Dans le domaine de la comptabilité cette politique se poursuit par la mise en place d'un progiciel très performant.

Jeune diplômé ESC, option comptabilité-finances, vous bénéficiez d'une première expérience de 1 à 2 ans en cabinet et pratiquez professionnellement l'anglais. Vous souhaitez désormais approfondir vos connaissances de l'entreprise et vous engager plus personnellement dans son développement.

Vous pouvez rejoindre notre Direction Administrative et Financière et prendre la responsabilité de sa section Consolidation-Filiales.

Rattaché au chef des services comptables, vous réaliserez l'ensemble des opérations de consolidation et assurerez le contrôle et l'assistance des filiales françaises et étrangères (Eats-Unis, Grande-Bretagne, Belgique). Vous participerez aux actions d'organisation menées par le service et animer une petite équipe.

Cette mission vous permettra de valoriser vos compétences, votre goût des contacts et votre ouverture sur l'international.

Les perspectives d'évolution sont à la dimension du groupe, leader de l'alimentaire en France. La localisation à Evian vous garantit un cadre de vie de qualité.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. P 13 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

Chef des services comptables chez un grand constructeur automobile

Nous sommes la filiale d'un Groupe réputé pour la qualité et la fiabilité de ses produits. En France, à travers un réseau de 180 concessionnaires, nous commercialisons les automobiles, les motos et les moteurs marins de notre Groupe. Notre Directeur Général recherche son collaborateur, responsable des services comptables.

Il supervise une équipe de 15 personnes avec un chef de service : comptabilité générale et fournisseurs d'une part, comptabilité clients d'autre part.

Il est responsable de l'établissement et de la régularité des comptes : il en assure la certification. Il veille au respect de la réglementation et des procédures du Groupe. A ces responsabilités opérationnelles, s'ajoutent celles d'informer la Direction Générale sur les résultats comptables et financiers de la société, de proposer, définir et mettre en place les systèmes et l'organisation propres à améliorer l'efficacité de ses services.

A 32 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS complet, vous avez une expérience de l'animation d'un service comptable et une bonne pratique de l'utilisation de progiciels. Vous souhaitez intégrer un Groupe dont la taille et la réputation vous permettront d'élargir vos responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à notre Conseil Marc SIBOLD qui vous assure de sa totale discrétion - COFROR - référence 86331, Tour Fiat, cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.



LE RECTORAT DE ROUEN 26, RUE DE FONTENELLE

CHARGÉ D'ÉTUDES

Pour développement des outils de contrôle de gestion. Niveau exigé : 3^e Cycle de gestion IDEA, DESS. Rémunération brute proposée : 10 500 francs.

Exploitant confirmé H/F

VALORISEZ VOTRE EXPERIENCE AU SUD-OUEST DE LA FRANCE

Banque régionale couvrant le Sud-Ouest de la France, recherche pour deux de ses agences, des DIRECTEURS. Notre conception de la gestion des carrières leur permettra, au sein d'une équipe jeune et volontaire, et en alternant les postes opérationnels et fonctionnels, de réelles perspectives d'évolution.

A BORDEAUX, la clientèle diversifiée (particuliers, artisans, PME) intéressera un généraliste de bon niveau. Réf. M 33/1933 A

A MONTPELLIER, nous recherchons surtout un spécialiste du développement de clientèle privée (particuliers haut de gamme, gestion de patrimoines...). Réf. M 33/1933 B

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ecole de Commerce, DESS Banque et Finance...), votre première expérience opérationnelle a permis de vérifier une capacité à entreprendre et à obtenir des résultats que vous voulez valoriser dans une entreprise à taille humaine. Mobilité géographique exigée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :

EGOR Banques et Services

8, rue de Berni - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Nous sommes une SOCIÉTÉ D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES.

Vous avez 28 ans minimum, une formation supérieure et une expérience en entreprise ou contact de l'agriculture. Nous vous proposons de CRÉER, à PARIS-CENTRE :

DÉVELOPPEMENT DANS LES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES

Ingénieur agronome, école ou maîtrise de gestion

Vous aurez pour rôle de conseiller et sensibiliser des groupements de producteurs afin d'améliorer la compétitivité économique de filières. Vous serez plus particulièrement chargé de :

- étudier toutes données concernant ces groupements (implantation, zones d'influence, activité, coûts, relations commerciales, etc.),
- définir, mettre en place et suivre des interventions techniques, économiques et financières à tous les stades de la production et de sa mise en marché.

Déplacements en province de courte durée.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. DFU 31 M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une discrétion absolue et d'une réponse rapide. Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

CONTRÔLEUR DE GESTION

2 années pour implanter une gestion moderne dans notre filiale espagnole

C'est le challenge que notre groupe d'entreprises (7.000 personnes) en fort développement, leader dans ses spécialités sur les marchés d'équipement des secteurs industriels et tertiaires, propose à un candidat de formation supérieure de gestion.

C'est votre expérience acquise dans les secteurs de l'ingénierie, des biens d'équipement, des travaux ou des services, qui vous permettra de conformer cette gestion à nos standards rigoureux en matière de comptabilité analytique et générale, budget et contrôle budgétaire, tableau de bord et suivi de trésorerie.

Vous intégrez ensuite une équipe chargée, au siège parisien du groupe, du suivi de l'ensemble de nos filiales françaises et étrangères.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 8681 à Lévy-Tourney/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. Discrétion absolue assurée.

سكننا من الاجل

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Assister le controller d'un groupe industriel

N°2 européen sur un marché de biens de consommation durables, filiale d'un des premiers Groupes industriels français, nous réalisons un C.A. consolidé de 950 millions de F avec trois sociétés principales en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne.



SOREFI POITOU-CHARENTES

JEUNE SOCIETE FINANCIERE REGIONALE EN PLEINE EXPANSION

Responsable gestion des prêts

Après avoir obtenu votre diplôme d'enseignement supérieur (ES, Bac + 4...) vous avez choisi la banque et suivi une formation appropriée de type I.B., votre itinéraire vous a conduit à connaître la gestion des prêts.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et présentations) à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 26M26L.



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation - Conseils aux Collectivités et Entreprises recherche (H/F)

Pour accompagner le développement rapide de ses produits et services financiers destinés aux entreprises

COMMERCIAL FINANCIER

De formation supérieure, il aura acquis une bonne connaissance des problèmes de gestion de trésorerie des entreprises et des marchés financiers.

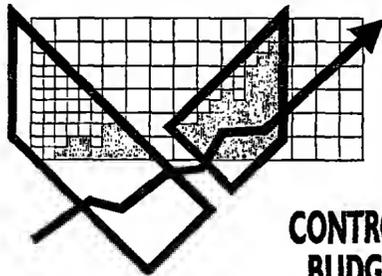
GESTIONNAIRE FINANCIER (Obligataire - Monétaire)

De formation supérieure, il aura acquis une expérience de la gestion de trésorerie des entreprises et des marchés financiers.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, en indiquant la référence du poste choisi à GROUPE CRI - Roselyne GUILLEMIN - 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

ADJOINT AU DIRECTEUR D'EXPLOITATION ILE-DE-FRANCE

VOTRE MISSION: Assister le Directeur Régional dans la gestion de douze sociétés anonymes de garage... VOTRE PROFIL: Fort d'une expérience similaire de gestion (5 à 10 ans), diplômé d'une école de Commerce ou de Gestion (ESCAE, ISG...).



CONTROLEUR BUDGETAIRE

Rattaché au Chef du Service Plan et Contrôle, il aura pour mission: d'implanter le système de contrôle de gestion sous TOLAS (système de gestion intégré GSI); d'animer une équipe fortement motivée chargée du suivi budgétaire et des coûts de production.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée) à l'attention de Pascale Desvallées, SMT Goupil, 3 rue des Archives, 94000 CRETEIL.

363 MF en 1985, une progression de 38% prévue cette année: GOUPII, plus que jamais, s'appuie sur le marché de la micro-informatique.



La BTP est une banque de moyenne importance proposant des produits performants aux entreprises du BTP ainsi qu'aux organismes institutionnels financiers.

CONTROLEUR DE GESTION HF Adjoint du Responsable du Service

Sa mission: Sous l'autorité de celui-ci, il prendra en charge: l'établissement des prévisions budgétaires annuelles; le contrôle budgétaire trimestriel (résultats globaux de l'établissement et résultats des sections qui le composent); la situation financière mensuelle (présentation économique et de gestion des états réglementaires); l'élaboration des états financiers résultant de ces travaux.

Les candidatures avec CV, photo et présentations sont à envoyer, sous la référence CG 02 à Annie NOE, BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS - 253 Boulevard Péreire - 75002 Paris Cedex 17.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK

La filiale d'un important groupe bancaire US implanté en France et dans 92 pays souhaite renforcer son département FINANCIAL CONTROL en intégrant:

UN ASSISTANT M.I.S. (Management Information System)

Ce poste constitue un challenge de premier plan pour un jeune diplômé Grande Ecole de commerce (ou équivalent) option finance, comptabilité, contrôle de gestion, parlant anglais couramment et disposant, si possible, d'une première expérience de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, lettre) à la Direction des Relations Humaines - COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE CITIBANK - B.P. 704 - 75821 PARIS cedex 17.

dynamisez notre comptabilité centrale

SFENA, grand équipementier aéronautique, 1,4 milliard de CA, 4 établissements et 5 filiales dont 2 à l'étranger (U.S.A. et Italie), recrute son Responsable de la Comptabilité Centrale.

Merci d'adresser votre candidature à SFENA, Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 66, 78141 Vélizy-Villacoublay.



SICAV, FCP

HAUT NIVEAU

Importante banque Paris-2e recherche un collaborateur maîtrisant parfaitement les produits SICAV et FCP. Ce collaborateur assurera, sous la responsabilité directe du Chef de Service, l'encadrement, l'animation et l'organisation d'une équipe de 40 personnes chargée de la gestion administrative et comptable de nombreux fonds communs de placement et SICAV.

Merci d'adresser C.V., photo et présentations, sous la réf. 4326/LM, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo 75118 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

DANEL
 IMPRIMERIE... DANS L'YONNE (100 kms de Paris)
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET CONTROLE DE GESTION POUR L'UN DES LEADERS DU FORMULAIRE INFORMATIQUE

Notre établissement imprime en continu (120 personnes, CA 100 MF) même son expansion de façon régulière, en toute autonomie mais avec le soutien non négligeable de sa maison-mère, le groupe DANEL (1000 pers. CA 710 MF).

Vous rejoindrez au Directeur de l'Usine du bon fonctionnement de la comptabilité générale et analytique, de la gestion budgétaire, administrative et du personnel. Vous établirez les résultats mensuels, semestriels et annuels, mettez en forme les résultats analytiques pour en dégager les éléments essentiels, détectez les points névralgiques et proposez les solutions... Contrôleur de gestion avisé, vous élaborerez le budget, assurez le suivi, analysez les écarts, rédigez les rapports. Votre équipe se compose de 7 personnes.

Nous désignons cette fonction très complète à un diplômé en gestion (ESG, Dauphine) et/ou DECS, confirmé par une expérience de 3/5 ans de préférence en milieu industriel.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 490 LM à notre Conseil

Soderhu
 22, rue Saint Augustin
 75002 PARIS

Chef de mission : la référence d'un cabinet d'audit international

Nous sommes parmi les 8 grands Cabinets d'Audit internationaux l'un des plus importants. Nous souhaitons intégrer à notre équipe UN(E) CHEF DE MISSION, à qui nous confierons des responsabilités d'encadrement.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce - Maîtrise de Gestion - avec une spécialisation comptable). Vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'expertise et vous parlez l'anglais. Vous souhaitez aujourd'hui intégrer une firme dont la réputation, la rigueur et les méthodes vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à notre Conseil
 Marc SIBOLD qui vous assure de sa totale discrétion - COFROR - référence 930/52,
 Tour Fiat, cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.

COFROR

Nous sommes un groupe français de 6 000 personnes et recherchons un

juriste d'entreprise

Au service de vos «clients» de l'entreprise, vous intervenez surtout en Droit des Sociétés mais aussi en Droit Social, Droit du Marketing, problèmes de contentieux. Vous serez tout autant conseiller et également garant des actions juridiques.

Vous avez une formation juridique de haut niveau, notamment en Droit Privé, valorisée par une expérience juridique de 5 ans dans une grande entreprise.

Vos qualités de sérieux, de méthode, votre ouverture d'esprit et vos facilités de contact seront des atouts pour une évolution future au sein du Groupe.

L'Anglais est indispensable et l'Espagnol souhaité.

Poste situé en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 0848 M, à Média-System, 9 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SCOR Société Commerciale de Réassurance

Pour un DIPLOMÉ DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (3^{ème} cycle) nous créons la fonction

CONSEIL JURIDIQUE

Ce cadre confirmé sera chargé de préparer les dossiers juridiques, d'en assurer le suivi et de représenter la société lors des négociations préliminaires aux règlements des sinistres.

Ce poste nécessite un minimum d'expérience professionnelle de 5 ans, en particulier dans le domaine des contrats internationaux et une pratique de l'anglais juridique, un parfait bilinguisme Français/Anglais étant par ailleurs impératif.

Votre lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions est à adresser sous référence 311 à M. ROY - SCOR Cedex 39 92074 PARIS LA DEFENSE.

Exploitant immobilier

Paris 8^{ème}

Banque privée, nous développons une clientèle d'entreprises importantes et performantes.

Pour renforcer nos positions, nous souhaitons intégrer à notre équipe un spécialiste du financement immobilier capable de créer et animer un nouveau département.

De formation supérieure et possédant une solide expérience de la banque, vous trouverez chez nous un élargissement de vos fonctions en terme de participation aux décisions, prise de responsabilités et niveau relationnel.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 222 G, à Gérard Pont, 15 rue du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche en toute confidentialité.

nervet pont conseil

Important Etablissement Financier Quartier Opéra

Nous sommes un établissement financier jouissant d'une très forte notoriété au plan national. Dans le cadre de notre développement, nous renforçons les structures de notre service « Titres » et, directement rattaché au Directeur Opérationnel de ce service, nous recherchons un

Responsable Bourse

qui aura pour mission de diriger le secteur (15 pers.) assurant le traitement des ordres de Bourse de la clientèle. Il veillera à l'adéquation permanente entre les moyens techniques ou humains de son service et les impératifs à respecter (évolution de la législation, des objectifs...).

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, aura une bonne connaissance des valeurs mobilières, une parfaite maîtrise des règles applicables aux opérations de Bourse, une grande disponibilité et l'expérience de l'encadrement et de l'animation d'un tel service dans un environnement très informatisé.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man. CV) en précisant votre souhait de rémunération sous référence C072 à Ernst & Whinney Conseil, 150 boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

Méthodes et procédures comptables

Grande Banque Paris.

recherche un Adjoint au Responsable du service Méthodes et procédures Comptables, de formation supérieure Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent, ayant une expérience de quelques années dans un poste similaire ou dans un cabinet d'audit, et possédant de bonnes capacités d'organisation et de rédaction.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. : 2196 à :

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

IMPORTANT BANQUE PRIVEE
 Filiale d'un Groupe International
 recherche pour son Siège de LYON

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE H/F

Mission : Recherche et développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau.

Profil : Tempérament commercial - Homme de terrain - Capacité au travail en équipe.

Qualification :
 - Formation supérieure et/ou bancaire,
 - plusieurs années d'expérience réussie dans la fonction,
 - très bonne connaissance de tous les services aux particuliers (collecte, prêts, valeurs mobilières),
 - connaissance langue anglaise.

Evolution de carrière dans le cadre du réseau national.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prêt, sous réf. 12519 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DANS UNE SOCIETE D'INFORMATIQUE LA GESTION CA COMPTE !

PRENEZ-LA EN CHARGE AU SEIN DE NOTRE EQUIPE en tant que :

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une grande école type HEC ou ESSEC.

Vous possédez une solide expérience (4 ans minimum) de la gestion, en entreprise, en cabinet de conseil ou d'audit.

Nous sommes une société d'ingénierie informatique dynamique, filiale d'un important groupe d'envergure nationale.

Vos missions :
 • préparation des budgets,
 • prévisions, analyse des résultats,
 • audit interne.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. K.70830 à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL (700 personnes) PARIS recherche son

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES H/F

Ce centre de 180 lits, établissement privé à but non lucratif, est réputé pour sa charge de spécialités, la qualité de ses équipes médicales, la politique d'investissement et de recherche mis en œuvre, concurrent à sa renommée tant en France qu'à l'étranger.

La responsabilité du poste proposé recouvre l'ensemble de la fonction financière de l'établissement :

- comptabilité générale et analytique,
- préparation du budget, suivi de son exécution,
- gestion administrative des patients (admissions, écarts, facturations, relations avec la caisse pivot de Sécurité Sociale et les Mutuelles).

Les candidats retenus devront justifier d'une formation supérieure et d'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans. Une expérience acquise dans ces fonctions en milieu hospitalier constitue un atout supplémentaire. Une parfaite maîtrise de l'utilisation de l'informatique moderne est indispensable.

Nous souhaitons rencontrer des candidats rigoureux, capables de diriger et d'organiser, des équipes de spécialistes à une équipe de Direction jeune et dynamique.

Adressez lettre de candidature, CV, détail photo et niveau de rémunération actuelle sous réf. n° 2027 à PIERRE LICHAN S.A. 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Puissante Société Pétrolière. Filiale d'un groupe international, nous réalisons en France un chiffre d'affaires de plus de 25 milliards de francs et employons près de 3000 personnes. Nous recherchons notre

Chef de la comptabilité centrale

La Défense Env. 340 000 F

à la tête d'une équipe bien structurée d'une dizaine de personnes, le candidat aura pour mission principale de maintenir la qualité des informations comptables produites par son service, d'optimiser l'utilisation de l'outil informatique et de veiller au sein du groupe à la bonne application de la législation comptable. Le bilan, le reporting et la consolidation seront sous sa responsabilité.

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, aura une formation ESC + Expertise Comptable, et justifiera d'une expérience d'une dizaine d'années acquise pour partie au sein d'un groupe important, à un poste d'encadrement comptable de haut niveau. Disponibilité, potentiel et maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir à ce poste, évolutif d'ici 3 à 4 ans.

La connaissance des principes comptables anglo-saxons serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre man. CV) sous réf. C0751 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

IMPORTANT INSTITUTION FINANCIERE
 (Portefeuille valeurs mobilières et boursières 2 000 000 000 F)
 Siège à PARIS recherche

ANALYSTE FINANCIER

formation supérieure

Expérience gestion de portefeuilles de valeurs mobilières au sein d'organismes financiers.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 13064 à : CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Organisme financier Paris recherche

futur DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Environ 35 ans.
 Formation supérieure. D.E.C.S. complet.

Expérience confirmée au sein d'un organisme ou d'une banque avec responsabilité de personnel.

Maîtrise de l'informatique.

Adressez C.V. détaillé sous référence 621 22 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

سكننا من الاجل

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

LAMBERT
Le Groupe LAMBERT recherche pour l'une de ses filiales industrielles (C.A. 400 MF)
Jeune chef de service financier
5 ANS D'EXPERIENCE COMPTABILITE INDUSTRIELLE

DEMANDES D'EMPLOIS

HOMME 42 ANS D.A.F.
ESC droit, niveau expert comptable fort potentiel
recherche
NOUVEAU CHALLENGE MOTIVANT
Etudierait toute proposition France.

Nos CONCESSIONNAIRES APPRECIERONT VOS CONSEILS EN GESTION
Membre de l'équipe commerciale, vous assisteriez nos concessionnaires automobiles dans le développement croissant de leur activité.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
INGENIEURS toutes spécialisations
CADRES administratifs, commerciaux
JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

appartements ventes

4° arrdt
DANS SUPERBE HOTEL XVII°
rue QUINCAMPOIX Pen-
sionnaire 190 m² en duplex avec
2 salles, 2 entrées, 4 chbres, 3 bns, grand charme.

L'IMMOBILIER

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitutions de sociétés.

SECRETAIRES

SECRETARE
DE DIRECTION
PARIS-LA DEFENSE
Grand groupe industriel français également implanté aux Etats-Unis (C.A. : 2,5 milliards de francs).

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (12 181 B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09).

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

INGÉNIEUR MÉCANIQUE
pendant 21 ans, nous recherchons polyvalents, orientés à la fonction, 50 ans, activités entrepreneuriales de haut niveau.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL
DIPLOMÉ STRASBOURG
20 ans d'expérience avec réalisation, rénovation en France et à l'étranger.

DIRIGEANT PME 16 personnes
pendant 21 ans, nous recherchons polyvalents, orientés à la fonction, 50 ans, activités entrepreneuriales de haut niveau.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL
DIPLOMÉ STRASBOURG
20 ans d'expérience avec réalisation, rénovation en France et à l'étranger.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, quartier RIVE GAUCHE, avec ou sans parking, PAIE COMPTANT chez nous, 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris
R. du ROCHER, prox. St-Lazare, dans bel imm. avec asc. 200 F. p. ch. perf. dans 500 F. + charges. Tél. le matin 38000 42-22-09-52.

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose aux cadres expérimentés (H.F.) en évolution professionnelle un cycle de formation en STRATÉGIES ET MÉTHODOLOGIES DE MANAGEMENT

FORMATION PROFESSIONNELLE

LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE, GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS organise en octobre prochain, un stage de 29 semaines

hotels particuliers

URGENT NEUILLY MAISON PARTICULIÈRE
Pièce de taille; liv. double, 4 chbres, bureau, service, piscine. Tél. 42-86-09-09 ou le soir seulement: 47-53-70-12.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction bureaux copie de matériel, 4 pièces et plus, 45-26-18-95.

appartements ventes

4° arrdt
DANS SUPERBE HOTEL XVII°
rue QUINCAMPOIX Pen-
sionnaire 190 m² en duplex avec
2 salles, 2 entrées, 4 chbres, 3 bns, grand charme.

locations non meublées demandes

Paris
R. du ROCHER, prox. St-Lazare, dans bel imm. avec asc. 200 F. p. ch. perf. dans 500 F. + charges. Tél. le matin 38000 42-22-09-52.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction bureaux copie de matériel, 4 pièces et plus, 45-26-18-95.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitutions de sociétés.

locations non meublées demandes

Paris
R. du ROCHER, prox. St-Lazare, dans bel imm. avec asc. 200 F. p. ch. perf. dans 500 F. + charges. Tél. le matin 38000 42-22-09-52.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction bureaux copie de matériel, 4 pièces et plus, 45-26-18-95.

Le principal

Le Monde ECONOMIE

LE LANCEMENT DE LA PRIVATISATION

Une rupture risquée

AVEC une exception pour l'IF1, l'opinion se désintéresse des privatisations. Le sentiment commun est que « cela ne changera rien ». Les nationalisations de 1982 ont-elles amélioré les téléviseurs Thomson ? Ont-elles vraiment modifié la situation des employés du CIC ? Non, répond un écrasante majorité. Ni la politique d'emploi ni la stratégie des entreprises n'ont été, à quelques exceptions près, modifiées par la nationalisation. Il n'y a donc pas de raison pour que l'opération inverse provoque une quelconque inflexion.

Un changement d'actionnaire n'est pourtant jamais anodin. Quand il s'agit, de surcroît, du passage de la propriété collective du capital à la propriété privée, le basculement est alors une rupture de nature. L'« Etat patron » peut apparemment se comporter comme un patron ordinaire ; il est cependant bien différent de par ses autres fonctions politiques et économiques. L'enjeu des privatisations en cours, pour peu visible au quotidien, est donc en réalité considérable.

La première raison tient à l'ampleur du programme gouvernemental : soixante-cinq entreprises, qui sont les plus puissantes de leur secteur à privatiser en cinq ans. De la CGE à Bull, du Crédit lyonnais à Paribas, de l'UAP aux Mutuelles du Mans, tous les grands noms de l'industrie, de la banque et de l'assurance françaises sont sur la liste. La transaction devrait porter sur une quarantaine de milliards de francs par an, à comparer aux 68 milliards de francs d'actions

françaises nouvelles émises en Bourse en 1985 (et environ 80 milliards attendus cette année). M. Thatcher avait une liste trois fois moindre : c'est dire l'ambition, sans doute démesurée, de la majorité.

La seconde est plus profonde. Selon le gouvernement, l'opération est destinée à rompre avec cette société « mixte » qui conduit les affaires françaises depuis la guerre — voire avant — et à aligner le capitalisme national sur les normes internationales, disons « à l'américaine ». La reconstruction nécessitait une politique keynésienne d'intervention publique. De Gaulle lui-même a nationalisé Renault, l'énergie, une partie du crédit. Après avoir fait la preuve de son

L'opération représente 200 milliards de francs en cinq ans et vise à mettre fin au capitalisme mixte

efficacité apportant trente années de croissance « glorieuses », cette politique se révèle aujourd'hui paralysante.

La dénationalisation, accompagnée de la baisse des impôts et de l'assouplissement des règles sur les prix, les changes, la concurrence, etc. — le tout constituant le triptyque de la politique libérale du gouvernement — doit provoquer un recul de l'Etat dont proviendra le réveil des initiatives et de la croissance. Tel est l'objectif.

Privatiser s'inscrit dans un ensemble de mesures inspirées de

la « révolution libérale ». La volonté est de modifier en profondeur toute une série de mécanismes de l'économie nationale jugés pernicieux et en fin de compte responsables de la crise.

La privatisation en particulier doit être l'occasion de donner aux entreprises pleine liberté dans leur politique sociale, monétaire, industrielle. La désignation par le gouvernement des dirigeants, les conseils politiques visant à retarder telle suppression d'emploi, à interdire telle délocalisation de production, telle alliance — autant d'interventions qui faussent le jeu du marché, — devront, en théorie, disparaître avec la propriété de l'Etat.

Cette politique n'est pas propre à la France. Elle est mise en œuvre à des rythmes divers dans la plupart des pays développés et même dans certains pays en voie de développement, comme le Brésil. On peut y voir une victoire idéologique du libéralisme. C'est sans doute exact, mais on ne peut éviter de constater aussi que le moment est historiquement favorable. Timides et inquiets, attirés par la pierre ou les bons d'Etat, les détenteurs de capitaux ont fait preuve de pingrerie, au début des années 70, tandis que les entreprises publiques investissaient. D'où les nationalisations.

Mais depuis les Etats sont tous engagés dans une politique d'instabilité qui les empêche d'effectuer correctement leur devoir d'actionnaire. En revanche, les places financières profitent toutes d'un mouvement haussier dont les origines sont diverses, mais qui souligne l'ampleur des capitaux privés en quête de placements. Les socialistes français en ont d'ailleurs pris eux-mêmes la mesure, en plaçant en Bourse des « titres » d'entreprises nationalisées dès 1983. Le capital privé venait soutenir à son tour un capital public souvent insuffisant, voire défaillant.

Un consensus

Devenue dès lors inévitable sinon nécessaire, la privatisation se heurte plus que pour la forme les salariés, les syndicats et les socialistes. Un consensus s'est établi, n'excluant que les communistes.

Reste à en apprécier le rythme et mise en œuvre par le gouvernement. La difficulté est celle-ci : s'assurer que le retrait de la tutelle publique profitera effectivement aux entreprises et à l'économie nationale, en bref que le « moins d'Etat » donnera bien « plus de marché ». Or, contrairement à la vision théorique des libéraux, la relation est loin d'être automatique dans la réalité des affaires, en particulier en France et pour trois raisons.

La première tient à un capitalisme national, dont les traits de caractère liés à un passé familial n'ont pas tous disparu. Un retour à ces structures d'autocontrôle des entreprises par des capitalistes sans capitaux des années 70 est une menace sérieuse.

La seconde trouve son origine dans le retard pris pour restructurer les entreprises. Les banques s'engagent seulement aujourd'hui dans le processus de modernisation. Les sociétés industrielles n'ont pas encore retrouvé en moyenne des niveaux de profit comparables à ceux de leurs concurrents étrangers. Les risques sont dès lors nombreux. Ces sociétés vont-elles devenir la cible d'intérêts étrangers, comme M. Mitterrand l'a souligné, ainsi que M. Barre ? A l'inverse, celles qui sont inscrites sur la liste, mais encore détenues par l'Etat, pourront-elles compter sur son soutien pour mener une opération de rachat en deçà ou au-delà des frontières ?

La dernière raison provient de la « spécialisation » de l'économie nationale. A de rares exceptions près, ses points forts coïncident avec une puissance interventionniste : armement, télécommunications, nucléaire... Et ce sont précisément les grandes entreprises nationales qui tiennent ces marchés parapublics.

Rompre avec le capitalisme « mixte » sans affaiblir le tissu productif est dans ces conditions très difficile. Si le gouvernement n'accompagne pas son désengagement du capital d'une nouvelle politique à l'image des Etats-Unis : aides fiscales à l'investissement, définition de grands projets de recherche comme l'IDS, aide à la création d'entreprises nouvelles et soutien de leur croissance... c'est-à-dire s'il ne promet aussi « plus de marché », « le moins d'Etat » ne suffit pas.

ERIC LE BOUCHER.



PANCHO

Banques : le mur d'argent

L'Etat contrôle actuellement 75 % de la distribution des crédits

LES banques françaises sont passées sous le contrôle quasi total de l'Etat en deux étapes. La première s'est effectuée en 1945 avec les ordonnances prises par le gouvernement du général de Gaulle après la Libération. Destinées à renverser le fameux « mur d'argent », elle avait fait tomber dans le giron de la puissance publique les quatre grandes banques de dépôt de l'époque, le Crédit lyonnais, la Société générale, la BNCF et le Comptoir national d'escompte de Paris, ces deux derniers établissements fusionnant ultérieurement, en 1966, pour former l'actuelle Banque nationale de Paris (BNP).

Cette mesure avait eu un grand retentissement à l'époque, car ces grandes banques recrutaient une bonne part des dépôts et accordaient l'essentiel des crédits à court terme. Toutefois, lors du deuxième train de nationalisations, en février 1982, la part des trois banques nationales s'est sensiblement réduite. Certes, elles collectaient, et collectent toujours 60 % des dépôts des banques inscrites, dites commerciales, et accordent 48 % des crédits. Mais, compte tenu de l'ensemble des réseaux, les mutualistes, notamment le Crédit agricole et le Crédit municipal, les caisses d'épargne, les banques à statut spécial (Crédit national, CEPME, Crédit foncier, Comptoir des entrepreneurs), leur part est revenue à 20 % pour les dépôts et 18,5 % pour les crédits.

Après les nationalisations de 1982, qui touchaient trente-six banques supplémentaires, parmi lesquelles tout le groupe CIC — Crédit industriel et commercial (Lyonnais de dépôts, CIAL, CIO, CIC Paris), le Crédit commercial de France, le Crédit du Nord, la Banque Herriot, la Banque Worms, et également les deux grandes compagnies financières de Suez et de Paribas, le secteur bancaire national recueille 74 % des dépôts collectés par les banques inscrites, y compris les mutualistes, et accorde 75 % des crédits. Autant dire que la puissance publique contrôle totalement le système bancaire français, y compris le Crédit agricole, par l'intermédiaire de sa Caisse nationale à statut spécial sous tutelle des ministères des finances et de l'Agriculture.

Le contenu affectif

Le programme de privatisation porte, en priorité, sur les deux compagnies financières et une série de grandes banques moyennes, et le tour des grandes banques nationales devant venir bien après, en raison de l'antériorité de leur nationalisation et du contenu affectif qui s'y attache (programme de la Résistance, de 1945). En ce qui concerne les compagnies financières, le morceau est de taille.

FRANÇOIS RENARD.
(Suite page 36.)

Industrie : une force de frappe

Il faut mettre en œuvre les grandes options stratégiques

C'EST sans conteste dans l'industrie que les nationalisations de 1982 ont eu le plus fort impact. Avec le passage sous le contrôle de l'Etat de onze sociétés, le secteur public a quasiment triplé sa part dans l'emploi industriel, où il représentait avec 800 000 salariés (hors énergie) 20 % des effectifs.

Juste-à-limite à Renault et à l'aéronautique avec la SNIAS et la SNECMA, l'industrie nationalisée a pris, dans certains secteurs, après 1982, des positions dominantes quand ce n'était pas de quasi-monopole. C'est le cas dans la sidérurgie, où l'Etat contrôle avec Sacilor et Usinor 80 % du marché français, dans l'aéronautique où, avec les prises de participation dans Dassault et Matra, il en assure 84 %. Dans la chimie, l'arrivée de Rhône-Poulenc et de Pechiney aux côtés des filiales chimiques de Charbonnages de France, d'ELF et d'EMC a fait passer la part du secteur public de 18,2 % à 48 %.

L'Etat a hérité aussi de secteurs plus nouveaux comme le verre avec Saint-Gobain (35 % de l'industrie verrière), ou l'équipement électrique et électronique (informatique, électronique grand public et professionnel, télécommunications...) avec Bull, Thomson, la Compagnie générale d'électricité (CGE) et la Compagnie générale de constructions

téléphoniques (CGCT), ex-filiale française d'ITT. Dans ce secteur, le poids de l'Etat est variable : 25 % dans le matériel électrique, 40 % dans l'électroménager ou le professionnel, 100 % dans le téléphone...

Le secteur public industriel se démarquait assez nettement du reste de l'industrie, ou positif comme en négatif. Alors que leur part dans la valeur ajoutée de l'industrie n'était que de 21,5 % en 1981, les entreprises publiques représentaient 33,9 % des investissements, 32,7 % du chiffre d'affaires à l'exportation et 60 % des dépenses totales de recherche.

Mais elles concentraient aussi 51,8 % des besoins de financement. Si une partie de ces besoins pouvait s'expliquer par un taux d'investissement plus élevé, cela était surtout révélateur de la dégradation des capacités d'auto-financement de ces entreprises, avec pour résultat un endettement à long terme très lourd et des charges financières élevées.

Aussi la nationalisation a-t-elle joué un rôle déterminant dans la vie des groupes industriels publics tels que Pechiney, Rhône-Poulenc, Bull ou Thomson. Globalement défavorisés avant 1982, ces entreprises vont bénéficier d'un apport massif de capitaux de la part de leur actionnaire public, qui s'accompagnera d'une profonde redéfinition de frontières. Alors que les anciens actionnaires ne leur avaient fourni que 1,5 milliard de francs de fonds propres entre 1975 et 1981, l'Etat dotera entre 1982 et 1984 ses pupilles de l'industrie de près de 35 milliards de francs en capital, dont une trentaine pour les nationalisées de 1982 — avec, il est vrai, une part prédominante pour la sidérurgie (près de la moitié).

L'action des pouvoirs publics se fera sentir dès le début de la nationalisation. Considérant que

se retirant de cette branche au profit d'un groupe unique, Bull. C'est d'ailleurs Saint-Gobain qui aura le plus à pâtir de la nationalisation, puisque sa seconde tentative de diversification, avec les services urbains, avec une volonté de prise de contrôle de la Générale des eaux, se verra contrecarrer par son actionnaire public. Le champion du verre et du tuyau de fonte en sera quitte pour se développer dans des branches plus traditionnelles du bâtiment.

Un autre secteur subira une profonde transformation en 1983 : celui de l'électronique, avec une redistribution des cartes entre la Compagnie générale d'électricité et Thomson. A la première reviendront les télécommunications, au second l'électronique professionnelle (surtout militaire), le médical et le grand public (électroménager, TV).

CLAIRE BLANDIN.

(Suite page 36.)

Le principal secteur public de la CEE

AVEC les nationalisations de 1982, la France est devenue le deuxième pays européen — mais le premier dans la Communauté — après l'Autriche, par le poids de son secteur public dans l'économie nationale.

D'après une étude du Centre européen des entreprises publiques (1), ce poids mesuré par la moyenne arithmétique des effectifs, de la valeur ajoutée et des investissements) est de 25 % en Autriche, de 22,8 % en France (contre 18,2 % avant 1982), de 22,3 % en Grèce, de 20 % en Italie, de 18,7 % en Grande-Bretagne, de 15 % en Irlande et au Portugal, et de 14 % en Allemagne fédérale.

Cependant, si l'on considère le poids du secteur public de chaque pays par rapport à l'ensemble du secteur public européen, c'est la RFA qui prend la tête (27,9 %), devant la France (27,1 %), la Grande-Bretagne (20,4 %) et l'Italie (14,3 %).

En France, le secteur public, élargi en 1982, se distingue du reste de l'économie par certaines performances. Ainsi son poids dans l'économie nationale, en termes d'emploi, n'est que de 18 %, alors qu'il atteint 19 % pour les ventes, 23 % pour les exportations, 28 % pour la valeur ajoutée et 36 % pour les investissements.

Les nationalisations de 1982 ont également renforcé la concentration du secteur public. Ainsi, les grandes entreprises (plus de mille salariés) emploient près de 90 % des effectifs totaux du secteur public (11,9 million de personnes) (2). A elles seules, deux entreprises — la SNCF (235 000 personnes) et la CGE (1150 000 personnes) — représentent un cinquième des effectifs du secteur public élargi.

(1) Rapport 1984 du Haut conseil du secteur public. La Documentation française, 1984.
(2) Les contours du secteur public au début de l'année 1985, INSEE, premiers résultats, n° 57, avril 1986.

Faites vos séminaires dans un Monument Historique.

625^F

Découvrez le charme unique d'Holiday Inn République. L'hôtel idéal pour vos séminaires (hôtel à trois, salle pouvant contenir 300 personnes, 16 salles de réunion, équipement audiovisuel très complet).

- 625 F. Ce prix comprend par personne :
 - Hébergement en chambre double (215 F de supplément pour une chambre individuelle)
 - Petit déjeuner buffet américain.
 - 1 salle de réunion.
 - 2 pauses café.
 - Déjeuner avec boissons et café compris.
- Offre valable du 1/7/86 au 31/3/86, selon disponibilité et réservation préalable.
- 10 place de la République - Paris 7⁰¹
- Tel. : (1) 43 55 44 34 - Télex : 210651 Hollia F.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn
Paris de la République

سكننا من الاجل

Le lancement de la privatisation

Le discours et la méthode

Il reste à persuader l'épargne, française et étrangère, d'investir dans les « nouvelles » sociétés

RAPIDITÉ, transparence, mais surtout pragmatisme; tels sont les trois mots-clés qui ont officiellement dicté l'action gouvernementale sur le chapitre des privatisations. Mais comme toujours en pareil cas, il a fallu tenir compte d'impondérables. Il en fut ainsi du refus du président de la République de signer ce qui était une ordonnance qui ne lui semblait pas réunir toutes les garanties nécessaires au regard de l'indépendance nationale, ce qui a eu pour effet de reculer de quelques semaines la promulgation de la loi. Ou encore l'état d'un marché boursier qui a contraint de reporter à la fin septembre une première « privatisation banalisée » — la mise en public de 15 % des actions d'Elf-Aquitaine, — initialement prévue pour le mois de juin dernier.

Il faut aussi reconnaître que la pensée de M. Édouard Balladur eût bien souvent emprunté des chemins de traverse. Deux semaines à peine avant son premier « show » télévisé à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, le 10 septembre, au cours duquel il devait révéler la composition du premier trio de « privatisables » (Saint-Gobain, Paribas, AGF, dont le nom était de notoriété publique depuis plusieurs jours...), le « super-ministre » confiait en aparté qu'il préconisait une privatisation « frontale » de plusieurs sociétés en même temps. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation devait affirmer ensuite avec la même foi que, tout compte fait, la dénationalisation s'opérerait pas par pas, mais en totalité. A l'anglaise, donc, avec comme première date-butoir le 31 décembre 1986 pour Saint-Gobain.

Cette hâte à vouloir satisfaire l'une des exigences de la plateforme UDF-RPR, s'inspire sans doute d'une incontestable fidélité à la parole donnée. Elle s'explique aussi par un besoin d'argent, puisqu'il faut recueillir au plus vite les huit milliards de francs de recettes, provenant des premières opérations de privatisation, pré-

vues au collectif budgétaire voté en juin dernier. Pour les années ultérieures, l'apport financier des dénationalisations est loin d'être négligeable: outre les quelque 40 milliards de francs d'ores et déjà escomptés pour 1987, ce sont, au bas mot, 200 milliards supplémentaires qui seront mis sur le marché d'ici à la fin de la législature. A titre de comparaison, le vaste programme de privatisation engagé par Margaret Thatcher a porté jusqu'à présent sur une vingtaine de firmes britanniques en l'espace de cinq ans pour un montant équivalent à une soixantaine de milliards de francs.

Un saut d'obstacles

« Contrairement à la nationalisation qui est, somme toute, un mécanisme simple à mettre en place, si l'on fait abstraction de ses implications politiques, la privatisation, une opération beaucoup plus compliquée, consiste en un saut d'obstacles. Cette fois-ci, il s'agit de prendre aux gens leur argent en échange de titres de sociétés dont il faudra déterminer le prix, les conditions de cession, savoir qui achète, qui garde... », souligne un spécialiste des questions financières. Ce sont naturellement ces préoccupations, amenées dans le projet de loi par rapport à l'ordonnance initiale, que l'on retrouve, sous diverses formes, dans les textes définitifs:

« L'évaluation des entreprises: pour couper court à toute critique sur la transparence des opérations, le gouvernement a institué une commission de privatisation chargée de déterminer le prix de chacune des entreprises au vu des études fournies par des organismes financiers spécialisés, après communication des comptes revus et corrigés par un ou plusieurs cabinets d'audit. Ce comité des « sages » est présidé par M. Pierre Chatelet, conseiller d'Etat honoraire et premier président de la commission des opérations de Bourse.

La commission a pour objet de « fixer la valeur de l'entreprise

ou, s'il y a lieu, le valeur des actifs remis en échange par les acquéreurs éventuels ». Ces évaluations s'appuient notamment sur « la valeur boursière des titres, la valeur des actifs et des bénéfices réalisés, l'existence des filiales, et les perspectives d'avenir ».

Enfin, il est précisé que les prix d'offre, les prix de cession ainsi que les parités d'échanges sont arrêtés par le ministre de l'économie « sur avis de la commission de privatisation », mais que ces prix et parités « ne peuvent être inférieurs à l'évaluation faite par cet organisme », cela pour répliquer aux éventuelles accusations de braderie.

« La protection des intérêts nationaux: il s'agit de limiter les appétits des investisseurs étrangers. Ainsi, au moment de la cession des titres par l'Etat, « aucune personne physique ou morale ne pourra acquérir, à l'occasion de cette opération, plus de 5 % des titres cédés ». De plus, le montant des titres cédés par l'Etat à des investisseurs étrangers « ne pourra excéder 20 % du capital de l'entreprise », cette limite pouvant être abaissée par arrêté « lorsque la protection des intérêts nationaux l'exige ».

Cette question de la « malinise de l'étranger » a longtemps été au centre du débat politique sur les privatisations. Dans un premier temps, le gouvernement avait prévu un seuil de 15 %. Ce pourcentage équivalait, en fait, à la part des investisseurs étrangers dans le volume total des transactions boursières calculé sur l'ensemble de l'année 1985. Mais, afin d'harmoniser ce pourcentage avec la réglementation sur les investissements étrangers en France (limités à 20 % pour tous les pays autres que ceux de la CEE), ce seuil a été définitivement fixé au cinquième du capital.

Cette barrière de 20 % constitue-t-elle un obstacle infranchissable? Il est permis d'en douter, et M. Balladur lui-même n'a pas caché qu'il s'agissait d'une condition imposée lors de la mise des titres sur le marché, celui-ci fonctionnant ensuite selon ses propres règles. Or l'internationalisation des places financières aidant, il est pratiquement impossible d'affirmer que des titres émis en porteur et souscrits par des intérêts français ne seront pas cédés par la suite à des investisseurs étrangers.

Au demeurant, il paraîtrait assez paradoxal de vouloir à tout prix limiter cette emprise, alors que de grands groupes français — Lafarge-Coppée ou L'Oréal pour ne citer que des exemples récents — ont à cœur de donner un ton très international à leurs dernières émissions de produits financiers. Personne ne songe non plus à s'offusquer lorsque l'un des fleurons de l'industrie nationale, L'Air Liquide, se met en tête de partir à l'assaut d'un de ses principaux concurrents américains afin d'en prendre le contrôle.

L'action en or

Reste une autre parade, l'action spécifique établie selon le modèle britannique de la « Golden Share » (action en or). Il s'agit tout simplement d'une action de préférence sans valeur nominale ni droit financier, qui rend obligatoire l'agrément des pouvoirs publics pour la nomination des membres du conseil d'administration, voire pour certaines cessions d'actifs ou participations au capital. Ce mécanisme — dont la durée est législativement fixée à cinq ans — vient d'être appliqué pour la première fois à la société nationale Elf-Aquitaine, actuellement détenue à 68,8 % par l'Etat (via le holding ERAP), cette participation devant être prochainement ramené à 51 %.

La Rue de Rivoli ne prévoyait d'instaurer cette « Golden Share » que dans des cas très précis de sociétés à l'activité hautement stratégique. Mais, là aussi, le libéralisme officiel a ses limites, et la liste initiale, qui devait comprendre quoiqu'il en soit des firmes d'armement ou des compagnies pétrolières, a de fortes chances d'être étendue à d'autres sociétés, si l'on en croit les derniers propos officiels.

« L'actionnariat populaire: ce thème gaulliste — les pouvoirs publics préfèrent le terme d'« actionnariat direct » — vise à renforcer la participation des salariés au capital de leur entreprise. Il consiste à attribuer aux salariés des actions dans la limite de 10 % de chaque opération, avec un maximum « cinq fois le plafond annuel des cotisations de la Sécurité sociale » (soit 568 800 F). Cette nouvelle variété de capitalistes pourra bénéficier de conditions préférentielles d'acquisition sous forme de rabais sur le prix de vente (jusqu'à un maximum de 20 %) et de délais de paiement (limités à trois ans).

En guise de reconnaissance de leur fidélité, une action gratuite sera attribuée pour chaque titre acheté, à condition toutefois de l'avoir conservé au moins un an, « à compter du jour où il est devenu cessible ». Le même système a été appliqué aux autres catégories de souscripteurs: « Les demandes présentées par des personnes physiques françaises ou résidentes n'existant pas dix titres seront servies intégralement », et elles pourront bénéfi-

cier d'une action gratuite pour chaque titre détenu sous réserve de l'avoir conservé au moins dix-huit mois (et dans la limite de cinquante titres acquis ne dépassant pas un total de 25 000 F). Ces précautions visent à éviter « un retour de papier » de la part de souscripteurs qui, mettant à profit la hausse des cours initiale, revendent leurs titres aussitôt après.

Pour louer qu'il soit, ce souhait d'associer les salariés aux profits de leur entreprise et de favoriser les « petits porteurs » se heurte tout de même à un obstacle de taille: le marché financier, de plus en plus institutionnalisé, repose essentiellement sur des véhicules de placement collectifs (SICAV) et fonds communs de placement), alors que banquiers et agents de change s'efforcent — pour des raisons de rentabilité —

de tout faire pour décourager l'actionnariat direct.

Le cadre législatif est à présent tracé. Le processus technique de mise sur le marché, plus laborieux, a été confié à quatre commissions distinctes, qui viennent de remettre leur rapport au Trésor. Les pouvoirs publics vont recevoir les premières propositions des candidats « conseillers du gouvernement sur une opération de privatisation » (une soixantaine de banques françaises et étrangères ont répondu le 17 septembre à l'appel d'offres). Il reste maintenant à persuader le monde de l'épargne au sens large (salariés, investisseurs français et étrangers) que « telle ou telle société constitue un excellent placement et que le trac du soutien de l'Etat contre le statut de libre entreprise peut constituer une bonne affaire.

SERGE MARTI

Soigner son image

DÈS avant l'été, M. Balladur et ses services envisageaient de sensibiliser l'opinion aux nécessités et aux vertus de la privatisation en faisant appel à la publicité institutionnelle, celle qui véhicule des idées-forces et contribue à construire une image solide. La refus de M. Mitterrand, le 14 juillet, de signer l'ordonnance, puis la discussion de la loi jusqu'à sa publication au Journal officiel, le 7 août, conduisant les médias à exploiter et diffuser largement les thèmes chers au ministre d'Etat. Le rédactionnel gratuit — c'est le terme qu'emploient les hommes de marketing — s'était ainsi substitué au message publicitaire.

Pourtant, entamer la digue d'indifférence de trop nombreux Français à l'égard des grands groupes à dénationaliser demeura indispensable, lorsqu'on veut capter ces petits ruisseaux de l'actionnariat privé qui font les grandes rivières nationales. Dès lors, ce qui changeait, ce n'était pas l'objectif, mais le méthode: on assignerait à la communication gouvernementale une tâche globale d'information sur le nouveau processus économique tout en laissant à chaque groupe le soin d'organiser sa propre communication sur sa privatisation.

Quatre grands thèmes ont jusqu'ici été retenus pour l'information officielle: privatisation et participation, liberté des prix et libre concurrence, baisse des impôts, liberté des changes. Seuls les trois derniers thèmes devraient faire l'objet de la campagne vers le grand public, les tout derniers éditoriaux en la matière devant être rendus par M. Balladur au début d'octobre. On peut également imaginer que la liberté des changes ou la libre concurrence dans ce qu'elle a de plus professionnel (la règle du jeu entre industriels et commerçants) visent une « cible » trop spécifique pour justifier des spots télévisés ou des placards dans la presse.

Cependant, l'agence de publicité chargée de cette campagne est déjà choisie et a commencé à travailler. Il s'agit de HCM (Havas-Conseil Marsteller). Qui, mieux que la filiale du groupe Eurocom, dépendant lui-même à 43 % de l'Agence Havas — où l'Etat est encore majoritaire — pourrait parler de privatisation? Des spots télévisés de trente secondes sont envisagés à certains, les plus sûrs, seraient déjà en cours de tournage. De plus, une campagne est prévue dans la presse nationale et régionale.

Un dernier arbitrage est là encore nécessaire. Le budget

prévu, 7 à 8 millions de francs, est trop modeste pour assurer la diffusion de ces messages à la fois à la télévision et dans la presse. Il faut donc soit décider une « rallonge » budgétaire, soit réserver les messages dans la presse pour 1987, la campagne télévisée commençant dès fin octobre. M. Balladur tranchera dans une quinzaine.

Deux limites

Quant aux entreprises privatisables, elles seraient libérées de leur stratégie de communication, avec deux limites précises: soumettre leurs choix Rue de Rivoli pour éviter toute discordance sur les thèmes généraux, attendre pour lancer leurs actions médiatiques que le feu vert ait été donné à leur privatisation. Pour le reste — choix de l'agence, construction de l'image, financement de la campagne —, il revient aux équipes de communication des groupes et à leurs directions d'œuvrer comme elles l'entendent.

Saint-Gobain a d'ores et déjà choisi Publicis et consacrerà cette tâche environ 40 millions. Chez Paribas, où la chère de l'agence interviendra vers le fin septembre, il s'agit de protéger la bonne image du groupe, obtenue au fil du temps sans effort publicitaire apparent, grâce à « une démarche originale exclusivement éditoriale et rédactionnelle », tout en se faisant connaître du grand public.

La politique de communication se mettrait donc en place en trois étapes: initiation et information sur les privatisations, promotion de l'opération, consolidation et stabilisation du titre en Bourse. Il faut à tout prix éviter la « rumeur de papier », qui marque la privatisation de British Telecom. Le montant des budgets envisagés est pour Paribas et les AGF du même ordre que pour Saint-Gobain. Mais il est vraisemblable que c'est un minimum pour trois sociétés de cette importance.

Restent de tout aussi indispensables opérations de communication interne, pour les 10 % du capital réservés aux salariés par la loi de privatisation, si l'on ne veut pas, comme ce fut parfois le cas, que ces titres se retrouvent en Bourse dans la période légale écoulée. Dans les locaux feutrés de la rue d'Antin, les responsables de Paribas ne nourrissent guère d'inquiétude à cet égard: lors de l'émission de certificats d'investissement, les deux tiers du personnel avaient souscrit.

JOSÉE DOYÈRE

Les prétendants

DÉPUIS plus d'un an, déjà, ou même bien davantage, les candidats aux prises de participation dans les sociétés privatisables se préparent ou se déclarent. Au premier rang figurent ceux qui s'affichent ouvertement comme tels. Ainsi, deux sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) ont été créées au printemps 1984 avec un tour de table d'industriels comme administrateurs, et d'investisseurs institutionnels comme souscripteurs (compagnies d'assurances et compris les nationalisées, caisses de retraite, etc.).

Ce sont France Développement (FRANDEV), animée par M. Pierre Moussa, ancien PDG du groupe Dalles qu'il a créé à Londres fin 1981, et Saint Honoré Matignon, fondée sous le double patronage de la Compagnie financière d'Edmond de Rothschild, dirigée par M. Bernard Esbaret, et de PO Banque (M. David de Rothschild). Les capitaux de départ sont de 700 à 800 millions de francs, somme qui va déjà être triplée pour FRANDEV.

Il est à noter que, pour les gérants de Saint Honoré Matignon, il n'est pas question, pour l'instant, de prendre des participations très significatives dans les privatisables, mais seulement d'affecter des placements, avec un maximum de 10 % du capital sur un seul investissement. Ce n'est pas le cas pour les candidats aux trois grandes compagnies d'assurances du secteur public, l'UAP, les AGF et le GAN,

prétendants aux dents longues et aux moyens puissants.

En tête, M. Bernard Pagezy, PDG de la Compagnie du Midi et du groupe des Assurances générales de Paris (AGP), a des vues précises sur les AGF à hauteur du tiers du capital si possible. Il peut y affecter des moyens financiers puissants: une trésorerie de 4 à 5 milliards de francs, et des lignes de crédit équivalentes, en France ou à l'étranger.

Ensuite, on trouve son rival dans la bataille pour la compagnie d'assurances La Providence, M. Claude Sèbèar, animateur du groupe Axa (les-Mutuelles unies et Drouot) qui aurait, lui, des vues sur l'UAP avec la concurrence de son allié Paribas; mais c'est un gros morceau, et ses ressources sont moins importantes. Enfin, le groupe d'assurances Victoira (Abeilla et Paix) de MM. Philippe Chareyre et Jack Francis a déjà accumulé des munitions avec pour objectif principal le GAN, avec lequel il pourrait constituer un ensemble important.

Quelques ambitions

M. Francis, avec ses amis MM. Jean-Marc Varnes et Serge Dassault, appuyé sur sa Compagnie industrielle, important holding, et la Banque du Meris, sensiblement gonflée depuis 1981, a, dit-on, quelques ambitions concernant la Compagnie financière de Suez. De son côté, M. Marc Fournier, « raider » bien connu des milieux financiers,

attend son heure du haut de son bastingon de la Compagnie de navigation mixte, holding qui recèle 4 à 5 milliards de valeurs mobilisables. Pour l'instant, il ferraille avec M. Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider, dans lequel il vient d'acquiescer une participation de 10 %.

Un autre intervenant de taille est le groupe belge Bruxelles Lambert (GBL), dirigé par M. Gérard Ekanazi, ancien directeur général de Paribas. L'édifice se compose de la Banque de gestion privée, auparavant contrôlée par MM. Worms, pour constituer sa propre banque d'affaires. Outre le soutien de GBL, cette banque disposera de celui du holding suisse Fergess et de la banque d'investissement américaine Drexel Burnham, ce qui représente bien des milliards de francs de capacité de placement, à l'étranger notamment.

N'ayons garde d'oublier M. Francis Bouygues, dont l'entreprise dispose d'une trésorerie pléthorique, et qui a des vues sur TF 1. Ni, naturellement, le groupe Lazard, intermédiaire obligé dans bien des opérations et qui se montre plus active que jamais dans les circonstances actuelles, appuyée sur ses associés de Londres et surtout de New-York, où réside le plus souvent son chef, M. Michel David-Weill.

F. R.

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET GESTION
ANALYSE DES DONNÉES ET DÉCISIONS DANS L'ENTREPRISE

- Enseignement annuel hors temps ouvrable de 3^e cycle.
- Par études de cas de marketing et gestion.
- Destinée à des cadres ou chercheurs non statisticiens.
- Durée: 50 heures (le vendredi de 18 h à 20 h).

RENSEIGNEMENTS: CNAM Laboratoire d'Économétrie
2, rue Conté - 75003 Paris
Tél.: 42-71-24-14 - Poste 505

Vous avez dit micro ?

Concours sur Minitel.
Gagnez chaque jour un abonnement à Science et Vie Micro.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez: LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

Étudiants africains en France

L'Institut de développement organique à Sep de Co Marseille, un cycle de séminaires de formation à la

Création d'entreprise en Afrique

Renseignements: Sep de Co Marseille, avenue de Luminy, Case 911 - 13288 Marseille cedex 09.
Téléphone: (16) 91.41.01.00.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...

à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél.: 43-26-90-72

les Antilles en Concorde

COMMERCE

LES BONNICES

Seul on se trouve

LIBRAIRIE

1986

Le lancement de la privatisation

Assurances : trois grands groupes

Il s'agit de faire bouger des structures figées depuis les nationalisations de 1945

Le secteur public de l'assurance en France est constitué par trois grands groupes : l'Union des assurances de Paris (UAP), les Assurances générales de France (AGF) et le Groupe des assurances nationales (GAN), auxquels il faut ajouter les Mutuelles du Mans, nationalisées « par erreur » en 1945 et dont le cas doit être disjoint en raison de sa spécificité. Ces trois grands groupes sont issus de la concentration, en 1967, de trente compagnies, déjà nationalisées par les ordonnances de 1945, et considérées comme trop petites pour rester compétitives dans les conditions de l'après-guerre.

Aussi les trois groupes s'inscrivent au premier rang de l'assurance française : en tête l'UAP, suivie des AGF, du GAN et des Mutuelles du Mans, certaines statistiques intercalant, néanmoins, le groupe des Mutuelles agricoles au deuxième rang. Leur poids n'est pas mince : l'UAP a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires consolidé de 32 milliards de francs et un bénéfice de 1,5 milliard de francs avec un effectif de 17 500 personnes. Pour les AGF, les résultats sont, respectivement, de 21,3 milliards de francs, 1,27 milliard de francs, avec 18 000 personnes. Pour le GAN, 17 milliards, 701 millions de francs et 8 500 personnes ; pour les Mutuelles du Mans, 8 milliards, 40 millions de francs et 5 700 personnes.

Pour importants qu'ils soient, ces chiffres ne donnent au secteur nationalisé qu'une part de 30 % environ du chiffre d'affaires total de l'assurance française, à raison de 27 % pour l'assurance-dommages (accidents, incendie et risques divers) et 43 % pour l'assurance-vie et la capitalisation, le pourcentage étant de 30 % pour les effectifs (50 000 sur 165 000). En revanche, les groupes nationalisés fournissent 40 % environ des placements de la profession au titre des provisions techniques qu'elles constituent en garantie des risques couverts.

Un rôle prééminent

Le pourcentage de 30 % peut apparaître moins important qu'on pourrait le penser au vu de la taille des groupes nationaux, mais il faut tenir compte de l'existence de nombreux concurrents. Au premier-rang figurent les mutuelles, à commencer par les mutuelles agricoles, très puissantes, suivies par la Mutuelle du groupe de Niort (MAAF, MACIF, MAIF), la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) et la Mutuelle des travailleurs mutualistes (MAT-MUT), qui, à elles toutes, couvrent déjà 50 % du marché de l'assurance automobile, grâce aux tarifs beaucoup plus réduits que leur permet l'absence de réseaux de commercialisation (agents généraux et courtiers), dont le poids est assez lourd. A ces concurrents, il faut ajouter la Caisse nationale de prévoyance (CNP), filiale de la Caisse des dépôts, qui se place presque au premier rang de l'assurance-vie.

Ajoutons un puissant secteur privé, qui s'est constitué et s'est fortement développé depuis 1945, avec, au premier rang, le groupe AXA (ex-Mutuelles unies et

Drouot), qui, après son absorption de la compagnie La Providence, devrait prendre la troisième place dans l'assurance. Viennent ensuite le groupe Victoire (Abeille et Paix), le groupe des Assurances du groupe de Paris (AGP), filiale de la Compagnie du Midi, La France, filiale de Lazard frères, La Préservatrice-Foncière (groupe Worms), les groupes Via et Rhin-et-Moselle.

Il n'en demeure pas moins que, dans bien des domaines, les compagnies nationalisées jouent un rôle très important, et souvent prééminent, que ce soit dans l'assurance des risques industriels ou dans l'assurance-vie. Cependant, la privatisation des trois grands groupes (UAP, AGF et GAN) ne devrait pas, en principe, soulever beaucoup de difficultés.

Sur le plan idéologique, l'argument de la puissance financière — le « mur d'argent » — qui avait justifié la nationalisation de ces sociétés en 1945 (il fallait « mettre la trésorerie de l'Etat à l'abri des pressions »), a perdu l'essentiel de son poids. Les assurances ont cessé d'être les principaux

gestionnaires de l'épargne collective, notamment au niveau de l'assurance-vie et des produits de capitalisation.

Ces groupes ont gardé un caractère commercial, sont assujettis aux mêmes règles et aux mêmes contrôles que les sociétés privées, et n'ont jamais bénéficié de la garantie de l'Etat. En outre, ils sont considérés comme relativement prospères, satisfont sans peine aux exigences concernant les marges réglementaires de solvabilité et ne connaissent pas les problèmes de fonds propres et d'endettement qui affectent un grand nombre de banques, dont le crédit pourrait, éventuellement, être ébranlé par la perte de la garantie de la puissance publique. Surtout, bien peu de chose sépare désormais les compagnies nationalisées des compagnies privées, que ce soit leurs tarifs ou leur comportement, nullement affectés par la privatisation.

En revanche, à moyen et long terme, une telle opération pour-

rait faire bouger un secteur dont les structures sont restées figées depuis 1945 et la concentration de 1967. Les sociétés nationalisées se sont vu interdire toute initiative susceptible de modifier les frontières entre le secteur public et le secteur privé, afin de ne pas encourir le reproche de nationalisation ou de dénationalisation « rampantes ».

Le choc de la concurrence

De plus, les sociétés françaises du secteur privé disposent, dans certains cas, d'une marge de manœuvre très supérieure à celle de leurs concurrents nationalisés. Ceux-ci, « barrés » en France, se sont heurtés et se heurtent toujours à de sérieux obstacles sur les marchés anglo-saxons, notamment celui de l'Amérique du Nord (la moitié de l'assurance mondiale).

En effet, les Etats-Unis et, dans une certaine mesure, le Canada

sont opposés, par principe, aux prises de participation effectuées par des sociétés sous contrôle d'un Etat étranger. Toutefois, cela n'a pas empêché les sociétés nationales françaises de constituer un réseau très dense à l'étranger.

Il est cependant une donnée qui pèse de plus en plus lourd sur le marché français de l'assurance et qui, aux yeux de beaucoup, justifierait une réforme des structures de la profession : le choc de la concurrence internationale, inévitable, ne s'est pas fait encore vraiment sentir en France. Cette concurrence, dont l'importance est généralement sous-estimée, va se manifester plus vivement avec l'ouverture des frontières, notamment avec la liberté d'établissement au sein de la CEE. Elle s'avère en tout cas surprenante sur le plan financier, notamment grâce à l'accumulation de capitaux en provenance de l'assurance-vie, peu développée en France en raison de l'existence d'un régime de retraites par répartition, au lieu et place de la capitalisation utilisée le plus souvent à l'étranger.

Ainsi, une seule compagnie américaine, la Metropolitan Life, a accumulé des placements repré-

sentant une fois et demie ceux de l'assurance française tout entière. La première société française, l'UAP, n'occupe que le neuvième rang européen, et les AGF le quatrième. La privatisation pourrait donc permettre, en « dégelant » les structures actuelles, d'édifier, en France, des groupes plus puissants capables d'étaier de lourds frais généraux.

Sur le plan pratique, les évaluations effectuées sur le valeur boursière ou non, des compagnies à privatiser tournent autour de 25 milliards ou même 30 milliards de francs pour l'UAP, d'une vingtaine de milliards pour les AGF et d'un peu plus de 10 milliards pour le GAN. Le cas des Mutuelles du Mans est réservé : on pourrait les « mutualiser » complètement, en les renvoyant à des sociétaires, ce qui ne rapporterait pas un sou à l'Etat, ou les rendre « capitalisables » en créant des actions qui n'existent pas actuellement.

Signalons, enfin, que le capital de l'UAP, des AGF et du GAN, sociétés cotées en Bourse, est déjà diffusé dans le public à hauteur, respectivement, de 13,50 %, 23,75 % et 13 %.

F. R.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus obscures de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et être s'aventurer dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle sonde le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Partout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seule ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

Agip
Eni Group

Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

les Antilles en Concorde

Pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France, deux formules de séjour de 9 ou 15 jours sont proposées pour Noël ou Jour de l'An à l'Hôtel Méridien de la Guadeloupe (**** NN) à partir de 18 950 francs.

Aix-les-Bains, 33, rue de Monaco, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-22-46-46 - Télex : 643 788 F

Lit. 173.001

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX BUREAUX
aliment., coiffe., librairies, div. services
dans le journal spécialisés depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 4,00 F et 36, rue de
Maitre, 75011 Paris - Tél. (1) 48.06.30.30

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هكذا من الاصل

صحة من الالعمل

ECONOMIE

Le lancement de la privatisation

La chronique de Paul Fabra

Nationalisation = protectionnisme

Si ce qu'on appelle le capitalisme a...

Formuler le raisonnement fondamental de ce...

C'est dans des pays aussi différents...

Il serait difficile de démontrer que le nation...

On objectera encore que l'obstacle...

La réponse est non, et cela pour une...

On dira encore que, à la faveur de...

Elle le peut d'autant moins qu'aujourd'hui...

Plus d'un grand groupe financier qui...

Les précautions prises (y compris l'attribu...

à sécréter du capital. L'insuffisance...

La vente des participations publiques...

En France un vaste actionariat...

Les précautions prises (y compris l'attribu...

prises comme ELF, d'actions spécifi...

REMARQUONS d'abord l'ambiguïté...

Le fait savoir ce que l'on veut. La nation...

(1) En réalité, il suffira d'un dénationali...

Banques : le mur d'argent

(Suite de la page 33.)

Paribas est constitué essentiellement...

Par ses implantations à l'étranger...

La Compagnie financière de Suez...

Quant aux banques de dépôt, il...

Cette expansion déjà ancienne (le...

banque du monde en 1914), s'est...

Loïn derrière, l'on trouve le...

Les trois grandes banques fran...

En réalité, outre le fait que ces...

Cette expansion déjà ancienne (le...

comme de quasi-fonds propres.

En définitive, leur pourcentage...

On peut se demander, enfin, ce...

La loi de privatisation indique...

- Industrie (8 sociétés): Compagnie de Saint-Gobain; Compagnie des machines Bull; Compagnie générale d'électricité (CGE); Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT); Pechiney; Rhône-Poulenc SA; Société Mars; Société nationale ELF-Aquitaine; Thomson SA.

- Assurances (13): Les Assurances générales de France-IARD; Les Assurances générales de France-vie; Les Assurances nationales; Compagnie française d'assurances et de réassurances; Les Assurances nationales; Compagnie française d'assurances sur la vie; Les Assurances nationales; Société française de capitalisation; L'Union des assurances de Paris-capitalisation; L'Union des assurances de Paris-IARD; L'Union des assurances

moment même si les pouvoirs...

Le seul changement a été, dans...

La privatisation devrait toutefois...

FRANÇOIS RENARD.

65 + 1

- Paris-vie; Mutuelle générale française-accidents; Mutuelle générale française-vie; Société centrale du Groupe des Assurances générales en France; Société centrale du Groupe des Assurances nationales; Société centrale du Groupe Union des Assurances de Paris.

Industrie : une force de frappe

(Suite de la page 33.)

Ces restructurations s'accompa...

Un retour à la Bourse

Ce retour aux bénéfices va...

- Paris; Crédit lyonnais; Crédit du Nord; Européenne de banque; Société bordelaise de crédit industriel et commercial; Société centrale de banque; Société générale; Société générale alsacienne de banque; Société lyonnaise de banque; Société marseillaise de crédit; Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier; Union de banques à Paris.

En dehors de cette liste...

ces groupes vendront également...

Le retour au « capitalisme » de...

La Compagnie générale d'électri...

Pour tous, l'expansion passe par...

En attendant, la perspective de...

L'enjeu de la privatisation...

CLAIRE BLANDIN.

PROSPECTIVE PLANIFICATION CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Le Carnet du Monde

Mariages

Jeanne A. BERNARD et Henry CHEYNE

ont la joie d'annoncer leur mariage célébré le 20 septembre 1986, à Fontchâteau (Louisiane).

155, Oakwood Estates, Ponchartraine (La), USA, 70454, 11, place Adolphe-Chérioux, 75015 Paris.

— Deux fidèles lecteurs du Monde.

M. Alain LACOUR et Françoise MILLET

sont heureux de faire part de leur mariage, à Troyes, le 13 septembre 1986.

— Dieppe (Seine-Maritime), 6, rue P.-J. Hérou.

Jean-Christophe et Ninon Lanoix

ont la joie d'annoncer le mariage de

Léon LANOIX et Aude DELOISON,

à Dieppe, le 13 septembre 1986.

Décès

— Henri et Denise Barre, ses parents, Catherine et Michel Levy, ses sœur et beau-frère, Marc et Véronique Barre, ses frère et belle-sœur, David et André Levy,

Thomas et Mathieu Barre, ses neveux et nièces, Sylvie Choquet, sa fiancée, Paul Dumas, son ami d'enfance, Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu à Paris, le 6 septembre 1986, dans sa vingt-sixième année, de

Pierre BARRE, aspirant du génie, affecté au Centre opérationnel de la direction de la sécurité civile (CODISC), médaille de la défense nationale.

Après que les honneurs militaires aient été rendus au siège du CODISC à Levallois, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 13 septembre 1986, au cimetière de Casteleau-Montrouge (La).

Le présent avis tient lieu de faire-part. 6, rue Hadri, 92400 Courcouronnes, Place Gambetta, 46170 Casteleau-Montrouge.

— Claude Esteban et sa mère,

M. et M^{me} Philippe Simon, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François Simon, leur fille et petite-fille, M. et M^{me} Bernard Simon, leurs enfants et petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Denise ESTEBAN, née Simon,

survenue accidentellement le 19 septembre 1986, à Nantes.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 septembre, à 14 h 45, en l'église de Jonchery-sur-Vesle.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons éventuels au Centre hospitalier régional de Nantes (Hôtel-Dieu), ou à Amnesty International.

11, rue Daguerre, 75014 Paris.

— Jean et Barbara Marguin, Robert et Lucie Aboval, Bernard et Marie-Claude Lortic et leurs enfants, Catherine Marguin, Olivier Marguin, Les familles parentes et alliées,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Louis MARGUIN, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de l'Université,

survenu à Lyon le 17 septembre 1986. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le lundi 22 septembre 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Max Serruys, son épouse,

M. Yves Serruys, son fils, M^{me} Lucie Dronet, sa belle-sœur, Ses parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Max SERRUYS, commandeur de la Légion d'honneur, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers et à l'École centrale des arts et manufactures, officier des Palmes académiques, survenu à Paris le 19 septembre 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7^e.

— M^{me} Françoise Thenard, son épouse,

Ses enfants et petits-enfants, M^{me} Simone Thenard, sa sœur,

Les familles d'Hailly, Thenard et Vanhier,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Robert THENARD, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris,

chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre (1939-1945),

survenu le 16 septembre 1986, dans sa soixante-quinzième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 24 septembre, à Paris.

23, rue Varet, 75015 Paris.

— M^{me} Nanacha Vaillant, née Odorin,

son épouse, Yann et François Vaillant, ses fils, M^{me} Albin Meason, sa belle-mère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert VAILLANT, administrateur en chef de première classe des affaires maritimes (ER), chargé de mission auprès de l'IFREMER Brest.

Les obsèques ont eu lieu le 20 septembre 1986, à Névez (Sud-Finistère).

32, rue du Château, 29200 Brest. « Gwendolen », Port Manoch, 29139 Névez, 6, rue des Mauvais-Garçons, 75004 Paris.

— M^{me} Paul Zeisser, son épouse,

Sa fille, Nicole, Leur famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul ZEISSER, trésorier principal des finances honoraire,

survenu le 17 septembre 1986, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu à Mulhouse, le 20 septembre 1986.

29, boulevard de l'Europe, 68100 Mulhouse, 33, rue Visconti, 75006 Paris.

Anniversaires

— Il y a un an

Serge AUBERT chevalier de l'ordre national du Mérite, vice-président directeur général de Mondial-Assistance, disparaissait brutalement à l'âge de cinquante-neuf ans.

M. le comte Henri de Fragaier, président de la société, Le conseil d'administration, Et tous ceux qui lui ont porté estime et amitié,

rappellent son souvenir et rendent hommage à sa mémoire.

— Félix C. COBO.

Pour le troisième anniversaire de son départ, son souvenir s'unit à ceux de ses frères bien aimés.

Jorge Alberto et Carlos Edoardo

décédés à Buenos-Aires en novembre 1985.

« *Canta, aunque cantar sea condena morir de amor y porque así rezas ser el incendio y ser Alejandra.* »

— La famille et les très proches amis de

Geneviève TABOUIS, officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre du Mérite national, vice-présidente d'honneur de la presse diplomatique française, journaliste et femme de lettres,

souhaitent que tous ceux qui l'ont aimée, connue ou même seulement lue ou écoutée avec intérêt pendant les longues années de sa brillante carrière, lui consacrent une pensée recueillie en ce premier anniversaire de sa mort.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Messes anniversaires

— A la mémoire de

Résny GOUSSAULT

décédé le 4 juillet 1986,

un service religieux sera célébré le samedi 27 septembre 1986, à 9 heures, en l'église Saint-Séverin, à Paris-6^e.

11, rue Suger, 75006 Paris.

Erratum

— Une erreur s'est glissée dans l'annonce du décès de

M. SCHER

parue dans le Monde du 17 daté 18 septembre.

Il fallait lire :

ancien député

et non ancien député.

Légion d'honneur

— Est nommé chevalier le capitaine de corvette de l'Aéronavale Alain Rondémy, blessé aux commandes d'un Alizé, le 22 mai, lors d'une mission d'entraînement au tir sur l'océan Atlantique. Après un grave incident, le capitaine Rondémy avait réussi à sauver l'appareil et l'équipage.

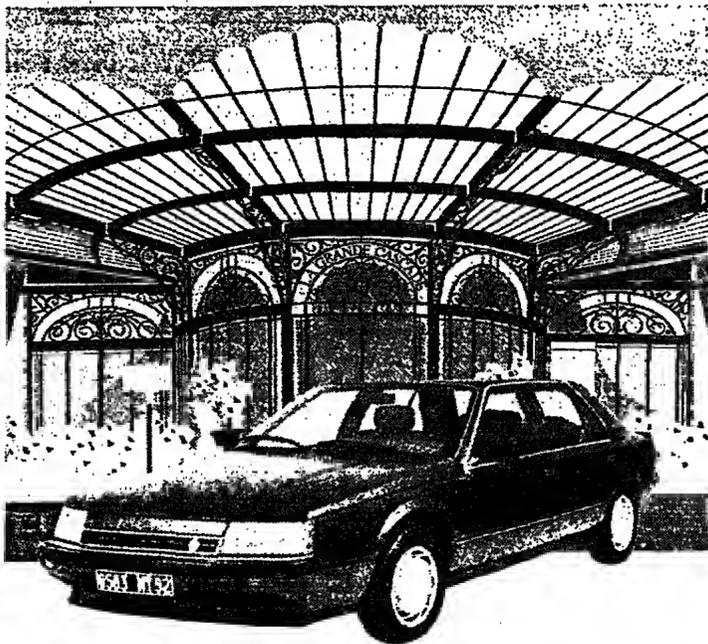
JACQUES GAUTIER



Collier cristal sur argent. Trois Emaux et noir et blanc : 3 200 F. Broches d'ornement cristal sur argent : 1 300 F. OMAI eau de parfum naturelle et originale. 38, rue Jacob, 75006 Paris 42-80-84-33

LATREILLE
Quinzaine de la Jupe
du 16 au 30 septembre
62 rue St André-des-Arts 6
Tel: 43.29.44.10
PROMOTION ATTENTIVE A NOS MUSEUMS

LA RENAULT 25 VOUS INVITE À LA GRANDE CASCADE



Renault est heureux de vous accueillir à la Grande Cascade du Bois de Boulogne, pour vous faire essayer la Renault 25 dans la version de votre choix. De la Renault 25 TS à la Renault 25 V6 Turbo, 12 versions essence ou diesel pour vous séduire sur le thème de l'exigence absolue.

Du lundi 22 au dimanche 28 septembre, à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Le lundi de 11 à 18 heures, du mardi au samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 18 heures. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert:

16.05.25.1987



RENAULT préconise elf

سكندرية من الامم

صحة من الامم

Economie

Le nouveau « round » des négociations commerciales internationales s'ouvre dans l'ambiguïté

PUNTA-DEL-ESTE de notre envoyé spécial

C'est avec un sentiment de mission accomplie que les délégués des quatre-vingt-douze « parties contractantes » venant de participer pendant une semaine à Punta-del-Este à la session ministérielle du GATT (l'accord qui régit le commerce international) sont allés s'offrir quelques jours de détente à Rio ou à Buenos-Aires. La conférence s'est terminée dans l'euphorie. Chacun s'est félicité que l'esprit de compromis ait permis d'atteindre ce qui était l'objectif de la réunion, à savoir le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) et à proclamer comme il se doit que les concessions ayant permis de surmonter les dernières divergences avaient été faites par le voisin. Les pays signataires du GATT ont décidé d'organiser pendant les quatre années à venir un vaste dialogue qui, même s'il n'a aucune chance de leur épargner des conflits, devrait au moins empêcher l'irréparable de se produire. Cependant, ce dialogue, s'il témoigne d'une foi commune dans un commerce ouvert, va s'engager dans l'ambiguïté.

Les Etats-Unis apparaissent comme les principaux gagnants de l'opération puisque ce sont eux qui plaident depuis plusieurs années en faveur d'un nouveau cycle et qu'ils ont obtenu de surcroît qu'il porte principalement, comme ils le souhaitent, d'une part sur l'agriculture, d'autre part sur les « nouveaux thèmes », c'est-à-dire la libéralisation des services ainsi que des investissements, et sur le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. Mais leur victoire n'a rien d'un triomphe. Face à leurs ambitions, tant la Communauté que le Brésil et l'Inde, qui étaient, sur des

terains différents, leurs principaux challengers, ont marqué des points. Il est vrai que M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de la Maison Blanche pour les négociations commerciales, ne pouvait pas se permettre à deux mois des élections pour le renouvellement du congrès, de rentrer à Washington avec un échec. Il a donc dû faire des concessions par rapport à ce qu'était la position des Etats-Unis en juillet à Genève.

Le passage de la déclaration concernant l'agriculture reconnait, comme le demandait la CEE, que le désordre actuel qui caractérise les marchés est provoqué tout autant par les aides directes qu'accordent les autorités américaines à leurs agriculteurs que par les subventions à l'exportation de la Communauté. Mais surtout, M. Yeutter, revenant sur un refus jusque-là catégorique, a accepté, comme l'exigeaient le Brésil et l'Inde, que les services tout en étant partie intégrante des NCM, soient traités de manière spécifique hors du cadre du GATT. La déclaration ministérielle comporte ainsi deux parties : la première, qui traite des « négociations sur le commerce des marchandises », est lancée par « les parties contractantes » ; la seconde, qui porte sur le commerce des services, est lancée par « les ministres ». Cet exercice « distinct mais non séparé », comme le suggère la CEE qui a beaucoup fait pour empêcher que le Brésil et l'Inde ainsi que la petite dizaine de pays en voie de développement qui les suivent, soient minorés, n'est-il rien d'autre qu'une de ces byzantineries qu'affectionnent les hommes du GATT ? M. Paolo Batista, l'ambassadeur du Brésil auprès du GATT, qui a joué un rôle majeur tout au long des pourparlers et en particulier vendredi soir lors des ultimes joutes sur ce thème, s'est montré assez convaincant lorsque, après

avoir constaté que « maintenir le débat sur les services hors du cadre du GATT avait constitué le principal objectif de son pays », il a exposé les avantages de la solution retenue.

Endiguer les ambitions des banques

Grâce à la distinction qui est faite, on peut très bien imaginer, a-t-il fait observer, que des règles de conduite qui seraient décidées au cours de la négociation pour les échanges de services ne soient pas appliquées à certains pays. Une différenciation que le GATT, en principe, n'autorise pas. Autre subtilité, la négociation sur les services sera menée hors du cadre du GATT mais, toutefois, selon ses procédures. M. Batista ne voit là encore que des avantages. C'est, fait-il valoir, la garantie que les décisions ne seront prises que par consensus. Il faudra voir si ces garde-fous suffiront pour endiguer les ambitions des banques et des entreprises de services des pays industrialisés.

Il n'est pas étonnant que les quatorze pays exportateurs libéraux de produits agricoles (qui se qualifient, pour être tout à fait exact, de *fair traders*, c'est-à-dire d'exportateurs « loyaux ») du groupe de Cairns récemment créé à l'instigation de l'Australie, et qui réclament avec véhémence la suppression des subventions à l'exportation, se soient félicités de la session. Leur cohésion n'est sans doute pas encore parfaite, mais la conférence leur a donné une consécration officielle. Il y

ont joué un rôle actif et s'en sont trouvés confortés dans leur volonté d'unir leurs efforts.

Les Japonais, satisfaits par l'essentiel, se sont néanmoins montrés contrariés de la démarche de la Communauté visant à ce qu'il soit clairement indiqué que les futures NCM devaient se traduire, pour les différents participants, par des avantages réels, et non par des avantages purement équilibrés. La CEE entendait que les partenaires du Japon lui fassent savoir qu'à leurs yeux il ne sert à rien de prendre des engagements s'ils ne sont pas suivis d'effets. Les Japonais ont obtenu qu'une telle clause, parce qu'elle s'apparente à une obligation de résultat — ce qui n'est pas conforme à la pratique du GATT, — ne soit pas insérée dans la résolution ministérielle. Mais les Européens ont eu partiellement gain de cause car elle a fait l'objet d'une « déclaration de la présidence », et ils n'oublieront pas le moment veau d'en rappeler les termes à leurs interlocuteurs de Tokyo.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. de Larosière va quitter le FMI

M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, âgé de cinquante-six ans, a annoncé, le vendredi 19 septembre, lors d'une réunion du conseil exécutif du FMI, son intention de démissionner à la fin de l'année, dix-huit mois avant l'expiration de son second mandat. L'ancien directeur du Trésor français, dont les qualités de grand négociateur international se sont affirmées au cours des huit années passées à la tête du FMI, a mis en avant des raisons familiales. Mais on lui prête aussi l'intention de mettre au service de la France l'expérience acquise depuis 1978 dans un poste exposé du fait de la crise de l'endettement. Le gouvernement d'une Banque de France au statut révisé — et de ce fait plus autonome — pourrait, dit-on, par exemple, l'intéresser.

Au FMI, dont la direction générale revient traditionnellement à un Européen, on parle, pour succéder à M. de Larosière, du ministre néerlandais des finances, M. Onno Ruding, actuel président du comité d'administration du Fonds, ou du vice-gouverneur de la Banque d'Italie, M. Lamberto Dini.

ÉNERGIE

L'achat de gaz à la Norvège

Le contrat de Troll pourrait être remis en cause

Contrat du siècle, contrat stratégique, la vente de gaz de Troll, le gigantesque norvégien géant qui devait assurer un quart des besoins européens à la fin du siècle, va-t-elle être remise en cause ?

Depuis quelques semaines les discussions se sont envenimées entre la France et la Norvège, et Paris pourrait bien, finalement, refuser d'approuver le contrat. L'accord commercial, conclu le 30 mai entre la compagnie norvégienne d'Etat Statoil et un consortium européen de six compagnies distributrices (dont Gaz de France), prévoyait la livraison pendant vingt-sept ans à compter de 1993 de quelque 430 milliards de mètres cubes de gaz pour un total de 500 milliards de francs environ (le Monde des 3 et 4 juin). Vital pour la Norvège, puisque garanti à terme sa part du marché gazier et ses revenus extérieurs, ce contrat, le plus gros jamais conclu dans ce secteur, est aussi stratégique pour l'Europe, assurée ainsi de pouvoir éviter à la fin du siècle une dépendance excessive envers le gaz soviétique.

Il d'ailleurs très vivement encouragé par le gouvernement américain. Enfin, ce contrat prévoit des conditions de ventes extrêmement avantageuses pour les acheteurs, plaçant ceux-ci en bonne position pour la négociation en cours d'autres contrats, notamment avec l'Algérie. Un seul ennui : ce contrat aggraverait lourdement le déséquilibre des relations commerciales entre la France et la Norvège. Pour Paris la note est lourde : 200 milliards de francs (valeur 1985) sur vingt-sept ans, soit environ 8 milliards de francs par an.

Le gouvernement français, qui doit, d'ici le 15 octobre, approuver

officiellement l'accord, s'en est inquiété. « Un accord d'une telle importance et d'une telle durée aura un impact profond sur les relations économiques et commerciales franco-norvégiennes », dit-on au ministère du commerce extérieur. Les échanges sont déjà fortement déséquilibrés d'environ 7 à 8 milliards de francs par an en faveur de la Norvège. Ce contrat, s'il n'est pas accompagné de nouveaux courants commerciaux favorables à la France, doublerait donc le déficit, et pour très longtemps.

Depuis quelques mois, le gouvernement français a donc demandé un réexamen global des relations commerciales entre les deux pays. « Nous voulons une revue globale de nos échanges », assure le ministre du commerce extérieur. Mais, jusqu'ici, Oslo fait la sourde oreille. « La France veut un meilleur équilibre », nous pose problème », nous a déclaré, le vendredi 19 septembre, le président du comité financier du Parlement norvégien, M. Anders Talleraas, en visite à Paris. « Nous n'avons jamais conclu d'accord d'Etat à l'Etat de cette sorte. C'est un nouveau principe. Les entreprises françaises doivent pouvoir participer à la fourniture d'équipements à la Norvège, mais dans un cadre strict de concurrence commerciale », précise-t-il.

Dans une interview donnée au quotidien travailliste *Arbeiderbladet*, le ministre du pétrole norvégien a été plus loin : « La France, a-t-il dit, a exprimé le désir que ses entreprises aient un droit préférentiel dans les contrats concernant la construction du gazoduc (acheminant le gaz) des champs de Troll et de Sleipner jusqu'au terminal de Zeebrugge, en Belgique. » La mise

en exploitation et le transport du gaz de Troll entraîneront en effet des investissements gigantesques (plus de 10 milliards de dollars) supérieurs à la construction du tunnel sous la Manche.

A Paris, on dément cette interprétation des demandes françaises. « Nous ne demandons pas du troc. Nous voulons simplement restituer l'accord gazier dans l'ensemble de nos relations commerciales, (...) et nos examinateurs qualifient ces formes de coopération comme très envisagées », assure le ministre du commerce extérieur. Troc ou pas, le résultat est le même. « Les Norvégiens sont très protectionnistes », assure un haut fonctionnaire, soulignant le « dialogue viril » qui s'est engagé entre les deux pays. Oslo, par exemple, refuse de laisser ELF prendre le contrôle de la société Saga, pourtant sept fois moins grosse que la filiale norvégienne du groupe français, alors que la France a laissé Norsk Hydro prendre le contrôle de la Cofaz et d'une autre société française.

Le gouvernement ira-t-il jusqu'à refuser d'approuver le contrat de Troll ? Pour le moment, rien n'est décidé, mais on assure au ministère du commerce extérieur que « si le gouvernement juge un accord peu satisfaisant pour le pays, il peut ne pas l'autoriser... ». A Oslo, on prend la chose très au sérieux. La défection de la France obligerait en effet les négociateurs à reprendre tout à jeu, on ne peut amorcer le développement sans s'assurer d'un débouché pour le gaz. « C'est un problème très difficile », reconnaît M. Talleraas, « mais après tout les ressources sont là, nous avons le temps... ».

VÉRONIQUE MAURUS.

Le rapport de la Banque mondiale

Des signes positifs dans l'action internationale envers le tiers-monde

En dépit d'une conjoncture internationale peu favorable à une amélioration de la situation des pays en développement, la Banque mondiale se veut très prudemment optimiste.

« Les discussions théoriques ont été le pas à l'action sur certains points critiques », soulignent les auteurs du rapport annuel de l'institution. Le constat s'applique beaucoup plus aux activités d'organismes multilatéraux comme la BIRD (1) ou à l'attitude de certains gouvernements qu'aux banques privées, toujours réticentes à l'idée de continuer à aider le tiers-monde.

Certes, la nécessité d'une action concertée pour mettre fin à des « décennies de déclin économique dans les pays d'Afrique subsaharienne » a été concrètement reconnue. Lancé sur la base d'un financement de plus de 1,2 milliard de dollars le 1^{er} juillet 1985, le Fonds

spécial d'aide à l'Afrique a permis d'engager 782 millions de dollars dans quinze pays durant l'exercice 1985-1986 qui s'est achevé en juin dernier.

De même, la Banque mondiale a fait sa part du chemin pour stimuler la croissance dans les pays lourdement endettés. L'institution a profité de la fin de l'hostilité américaine à l'égard des prêts fournis en appui à des réformes de structures ou de secteurs pour multiplier de telles opérations, qui ont représenté le tiers des engagements dans quatorze pays à revenu intermédiaire surendettés.

Cette évolution pourrait se confirmer pour l'ensemble de la politique de la BIRD, apparemment prête à jouer le rôle accru qu'attendent d'elle les Etats membres pour faciliter le retour à l'expansion dans le tiers-monde en dépit du poids de la dette. Les prêts d'ajustement sectoriels, qui représentaient, il y a cinq ans, 1,1 % du total des opérations de la Banque et de sa filiale spécialisée dans l'aide aux plus démunis, l'Association internationale de développement (AID), atteignent cette année 14 %. Avec les prêts d'ajustement structurels, c'est un total de plus de 3 milliards de dollars, soit 18 % des crédits globaux, qui ont été consacrés à des programmes aussi divers que l'amélioration de la politique commerciale en Colombie, la fiscalité agricole en Argentine ou un meilleur équilibre des finances publiques au Maroc.

Une équation toujours difficile

Ces nouvelles priorités sont observées avec la plus grande attention par tout un chacun, bien que leurs retombées soient pratiquement impossibles à quantifier. Quant à leur rôle d'entraînement auprès des investisseurs, il reste à démontrer. Les auteurs du rapport reconnaissent eux-mêmes que, en dépit des efforts de la BIRD pour rassurer les banques privées, les prêts aux pays surendettés ont augmenté de moins de 1 % en 1985. Vis-à-vis de l'ensemble du tiers-monde, les crédits à long terme se sont réduits de plus de moitié en cinq ans, pour retomber à 35,5 milliards de dollars l'an dernier.

Outre cet assèchement des flux financiers, les pays en développement ont été confrontés à une équation toujours aussi difficile : croissance décevante du monde

industrialisé, limitant à 2,3 % les exportations, en volume, du tiers-monde en 1985 ; baisse de 1,1 point des termes de l'échange ; taux d'intérêt réels lourds en dépit d'une nette détente en ce domaine. La croissance du produit intérieur brut du tiers-monde est retombée de 5,4 % en 1984 à 4,3 % l'an dernier. En outre, le service de la dette à long terme absorbe, en 1985, 22 % des recettes à l'exportation de ces pays contre 20 % un an auparavant.

La Banque mondiale a ressenti elle-même les effets de cette double contrainte, austérité et endettement. Si le total des engagements a atteint 13,17 milliards de dollars, en hausse de 16 % sur l'exercice précédent, les gains bénéficiaires n'ont été que 8,26 milliards, une baisse de 382 millions sur 1985 reflétant un ralentissement du lancement des projets. Parallèlement, la prudence extrême des prêteurs se retrouve dans le montant des opérations cofinancées avec le « parapluie » de la BIRD : 3,5 milliards durant l'exercice 1986 contre 5 milliards un an auparavant. La raréfaction des flux de crédits à l'exportation est en ce domaine ce qui inquiète le plus la Banque, ce type de crédits liés aux importations de biens d'équipements étant essentiel au redressement des pays endettés.

La encore, la BIRD peut multiplier les instruments financiers attractifs, créer comme elle vient de le faire une Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) couvrant les risques non commerciaux par l'un des textes les plus subtils que la Banque ait jamais rédigés, dans l'espoir de rassurer les investisseurs et de faciliter le retour des capitaux en fuite, la tâche à accomplir dépasse ses seules possibilités.

Les Etats-Unis ont fait un pas en avant en envisageant d'accepter que les ressources de l'AID soient portées à 11,5 milliards de dollars pour la période 1988-1990. La hausse du capital de la BIRD, qui lui permettrait cette année en puissance préconisée aujourd'hui et l'autoriserait à porter ses prêts à une moyenne de quelque 16 milliards durant la période 1986-1988, est pourtant loin d'être aussi assurée. Alors même que le monde bancaire international continue à traîner les pieds et que les forces protectionnistes montent.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Un an après l'accord de Plaza

Contre-offensive européenne pour limiter la baisse du dollar

Le bras de fer entre Washington et Bonn sur une baisse des taux d'intérêt jugée indispensable par les Etats-Unis pour relancer une croissance internationale estimée trop molle a pris une nouvelle dimension avec la décision des ministres européens des finances d'intervenir pour freiner la baisse du dollar. Réunis à Glencoe, en Ecosse, pour la traditionnelle préparation des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les Douze ont décidé, le samedi 20 septembre, de s'employer à mettre fin au chahutage américain. La priorité sera accordée à la stabilité du système monétaire européen, chahuté par un mark dopé par les « petites phrases » de responsables américains, prêts à laisser filer le billet vert et à gêner les exportateurs allemands jusqu'à ce que le Bundesbank accepte d'offrir un ballon d'oxygène en baissant ses taux directeurs.

Une décision qui pourrait être lourde de conséquences. Pour les Européens, qui s'engagent à partager le fardeau de la RFA dans l'espoir d'atténuer les pressions à la baisse sur le mark, à la baisse sur le franc français (le Monde du 20 septembre), le franc belge ou la couronne danoise. Pour la concertation internationale, mise en place, à New-York, lors de l'accord dit de Plaza, il y a juste un an, et qui avait permis au « groupe des Cinq » pays les plus puissants de s'entendre sur une action coordonnée de baisse du dollar. Une décision couronnée de succès puisque, depuis le 22 septembre 1985, le devise américaine a fléchi de 30 % par rapport au mark, de 36 % par rapport au yen. Ses limites ont vite été trouvées. Les hasards du calendrier n'ont pas facilité la tâche des principaux protagonistes. Pour la Maison Blanche, confrontée aux élections législatives du 4 novembre, les retombées commerciales de l'affaiblissement du dollar tardent à se faire sentir pour des raisons mécaniques — le renchérissement des importations et la chute en valeur des exportations, cette fameuse « courbe en J » chère aux experts — mais aussi parce que le déclin du billet vert a été très modeste vis-à-vis de pays qui, comme le Canada ou la Corée du Sud, comptent pour près de la moitié dans le commerce extérieur américain. Le déficit de ce dernier pourrait cette année

tourner autour de 180 milliards de dollars. La RFA était, elle aussi, confrontée à ce qu'un observateur appelle un « conflit de devoirs » : utiliser dès maintenant l'arme du crédit, alors que la conjoncture allemande est dynamique, et se voir privé de cet atout au cas où, dans quelques mois, elle s'essoufferait, on s'offrir le contre-coup d'une baisse du dollar délibérément organisée par les Etats-Unis.

Le président de la réunion de Glencoe, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, n'a pas esquissé de débats, que l'« esprit de Plaza » serait sauvegardé. Les rencontres, qui vont se multiplier au cours des prochains jours et notamment celle du groupe des Cinq prévue à Washington le 26 septembre, apporteront une réponse. Une réalité pourtant demeure. « Le plus facile à faire est un an, lorsqu'il s'agit de contrer une situation extravagante » entre les principales monnaies. La marge de manœuvre de chacun est aujourd'hui singulièrement limitée par des préoccupations internes contradictoires. La France en constitue un exemple particulièrement frappant. Paris s'est engagé à lever les dernières contraintes de change à un moment où elle aurait besoin de pouvoir, elle aussi, abaisser les taux d'intérêt.

L'essentiel, dans un premier temps, est de connaître la réaction des marchés. Après être tombé au-dessous du seuil psychologique de 2 marks, le dollar est remonté ce lundi à plus de 2,02 DM. Les Etats-Unis acceptent-ils de se joindre aux Européens ? Sans l'élargissement à Washington d'une action concertée, écartée vendredi dernier encore par le responsable des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkle, les pays membres du SME pourraient s'épuiser en interventions, l'apport des Etats-Unis étant considéré comme essentiel à la crédibilité d'opérations sur les changes. Mais si les esprits évoluent, on ne peut exclure la mise en point d'une sorte d'accord de Plaza à l'envers » sur l'atterrissage ou doucement du dollar. L'économie et le commerce international en ont le plus urgent besoin. A moins que les considérations strictement politiques...

F. C.

CONJONCTURE

A Europe 1

M. Bérégovoy dénonce un « budget de revanche »

Invité du Club de la presse d'Europe 1, le dimanche 21 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie, a exprimé le souhait que le Parti socialiste engage une réflexion nouvelle sur la durée du temps de travail. Il préconise, pour sa part, une plus grande souplesse et n'exclut pas dans certains cas un allongement.

Interrogé sur le projet de loi de finances pour 1987, le dirigeant socialiste a réitéré les critiques de son parti : « Il s'agit d'un budget en rompe l'œil — injuste — et de revanche. » « Un gouvernement qui a supprimé l'impôt sur les grandes fortunes se prive du droit moral d'imposer des sacrifices à ceux qui ont en bas de l'échelle des revenus », a ajouté M. Bérégovoy.

Estimant qu'une « remise en ordre » du système monétaire international était une condition à une nouvelle baisse des taux d'intérêt, l'ancien ministre socialiste a approuvé M. Balladur lorsqu'il a dit aux Américains de remettre de l'ordre dans leurs affaires et qu'il lit aux Allemands de baisser leurs taux d'intérêt.

Pré Jusqu'à

A UN CRÉDIT POUR RÉUSSIR



Prêt Etudes Jusqu'à 45.000F* Intérêt 8%**

Vous cherchez à financer des études supérieures, une formation professionnelle, une reconversion, un perfectionnement, un apprentissage?...
Avec un "Prêt études" du CRÉDIT MUTUEL, donnez-vous toutes les chances de réussir votre vie professionnelle!
Venez vous renseigner au guichet du Crédit Mutuel le plus proche.

* sur 9 ans maximum **T.E.G (hors assurance)

Crédit & Mutuel
Les uns les autres.

حکذا من الاجل

صحة من الالعمل

Economie

Le gouvernement pourrait autoriser Bull à négocier le rachat de Honeywell

En 1976, le groupe américain Honeywell prenait une participation dans la CII française (Compagnie internationale pour l'informatique). En 1986, le groupe français, qui a retrouvé son nom d'origine, Bull, pourrait épauler éventuellement par le japonais Nippon Electric, reprendre les activités informati-

ques de Honeywell. Formidable retournement de l'histoire informatique ! Pour l'heure, rien n'est fait. Les négociations ne sont pas entamées. Seules ont été menées des discussions préliminaires depuis quelques mois. Le groupe français doit d'abord obtenir de son actionnaire public, se redressant et redevenant bénéficiaire en 1985.

Si Honeywell lâche aujourd'hui l'informatique, que peut faire Bull ? Les liens technologiques et commerciaux demeurent, même s'ils ont été mieux « équilibrés ». HIS peut-il passer en d'autres mains (ATT par exemple) sans que l'indépendance et l'avenir du groupe français soient mis en péril ? La réponse est à coup sûr négative. Des accords inversés de ceux de 1976 semblent aujourd'hui la solution inévitable, même si le groupe français est sans doute contraint de se lancer un peu tôt dans une telle aventure, alors que son redressement n'est pas achevé.

Reste à trouver comment. Il faut en particulier, financer une opération chiffrée à environ 1 milliard de dollars. Bull pourrait à cet égard être en partie aidé par Nippon Electric (NEC), partenaire à la fois de Honeywell et du groupe français (les grands ordinateurs des deux groupes proviennent désormais de NEC). Le groupe japonais ne semble toutefois pas désirer plus qu'une petite participation : c'est donc à Bull de jouer. En conséquence, on voit mal l'Etat français ne pas faire « son devoir d'actionnaire » indispensable. Sauvé en 1982, Bull est au pied du mur. La crise de l'informatique américaine et le dollar aujourd'hui fragilisés offrent une occasion historique pour l'industrie française.

de HIS. Devenue CII-HB (CII-Honeywell Bull), elle tissait des liens commerciaux (un partage des marchés mondiaux) et technologiques avec son partenaire américain. Ses grands ordinateurs DPS 8 ET LES mini DPS 6 étaient d'origine Honeywell, et la CII-HB se spécialisait sur les ordinateurs moyens DPS 7. Ce mariage - très critiqué - devait conduire à de lourdes pertes.

En 1981, CII-HB était inscrite sur la liste des nationalisations. En fait, le groupe ne fut que « franchisé » avec un retrait de Honeywell du capital de CII-HB. Sa part revenait de 47 % à 20 %, puis à 3 % aujourd'hui au profit de l'Etat français. Bull, soutenu par son nouvel actionnaire public, se redressait et redevenait bénéficiaire en 1985.

Le CNPF a proposé, pour partager les efforts entre les salariés actifs, les entreprises et les retraités, d'augmenter le « taux d'appel » (2) de la cotisation de base - actuellement de 11,5 % - de façon à le porter à 11,75 % en 1987 et 12 % en 1989 (ce qui correspondrait alors à un versement égal à 4,8 % du salaire). Le rendement (c'est-à-dire la somme obtenue par franc de cotisation) serait ramené progressivement de 14,7 % aujourd'hui à 14,1 % ou 14,2 % en 1989, selon que l'on accepte ou non de prendre un peu sur les réserves de l'ARRCO, qui atteignent 86 % des dépenses annuelles.

A partir de 1990, on transférerait à l'ARRCO une partie (un dixième) de la cotisation de 2 % attribuée par l'UNEDIC (l'assurance-chômage) à l'organisme (l'Association pour la structure financière) chargé de payer les garanties de ressources et le surcoût de la retraite à soixante ans pour les régimes complémentaires. A cette date, en effet, le nombre de personnes bénéficiant de la garantie de ressources aura considérablement diminué.

Au-delà de ce qu'on peut appeler le régime de base de l'ARRCO, certaines entreprises prévoient un taux de cotisation supérieur (pouvant aller jusqu'à 8 % au lieu du mini-

Accord en vue sur le financement des régimes de retraites complémentaires

Les syndicats vont-ils accepter d'augmenter les rentrées de cotisation de retraite complémentaire dans les trois années à venir et de freiner la progression des pensions, en rendant en revanche cette progression plus égale dans les différents régimes, comme l'a proposé le CNPF lors de la dernière réunion de négociation sur le financement et le fonctionnement de l'Association des régimes de retraite complémentaire (ARRCO) ? Celle-ci, qui réunit les caisses de retraite complémentaire des salariés non cadres (1), doit trouver des ressources nouvelles pour faire face à l'accroissement de ses charges en réduisant celles-ci.

Le CNPF a proposé, pour partager les efforts entre les salariés actifs, les entreprises et les retraités, d'augmenter le « taux d'appel » (2) de la cotisation de base - actuellement de 11,5 % - de façon à le porter à 11,75 % en 1987 et 12 % en 1989 (ce qui correspondrait alors à un versement égal à 4,8 % du salaire). Le rendement (c'est-à-dire la somme obtenue par franc de cotisation) serait ramené progressivement de 14,7 % aujourd'hui à 14,1 % ou 14,2 % en 1989, selon que l'on accepte ou non de prendre un peu sur les réserves de l'ARRCO, qui atteignent 86 % des dépenses annuelles.

A partir de 1990, on transférerait à l'ARRCO une partie (un dixième) de la cotisation de 2 % attribuée par l'UNEDIC (l'assurance-chômage) à l'organisme (l'Association pour la structure financière) chargé de payer les garanties de ressources et le surcoût de la retraite à soixante ans pour les régimes complémentaires. A cette date, en effet, le nombre de personnes bénéficiant de la garantie de ressources aura considérablement diminué.

Au-delà de ce qu'on peut appeler le régime de base de l'ARRCO, certaines entreprises prévoient un taux de cotisation supérieur (pouvant aller jusqu'à 8 % au lieu du mini-

mum de 4 %) permettant d'assurer de meilleures retraites à leurs salariés. Pour financer les charges de ces « opérations facultatives », qui croissent aussi, quoique dans une moindre proportion que la retraite de base, le CNPF a proposé, répondant aux demandes des syndicats, d'augmenter le « taux d'appel » pour le porter de 100 % aujourd'hui à 105 % en 1987, 108 % en 1988 et 112 % en 1989. Cette augmentation permettra de renforcer les réserves de l'ARRCO.

Les syndicats demandent une « harmonisation » entre les quarante-cinq régimes de retraite affiliés à l'ARRCO, qu'il avait jusqu'à présent refusée. Actuellement, les régimes fixent l'évolution de leur pension à partir d'un « salaire de référence » propre, lui-même fonction de l'évolution des salaires dans la ou les branches qu'ils couvrent. Cela crée des inégalités entre les retraités et pèse sur le fonctionnement de l'ARRCO : par le jeu de la compensation, établie uniquement sur des bases démographiques, un régime peut faire supporter aux autres un accroissement des pensions supérieur à la moyenne.

Sans aller jusqu'à un « salaire de référence » unique réclamé par les syndicats, le CNPF a consenti à ce que l'on ne calcule la composition que dans une « fourchette » de 7,5 % de part et d'autre de la moyenne des salaires des entreprises adhérentes à l'ARRCO (avec la possibilité de dérogations exceptionnelles) : une « fourchette » relative large, mais appliquée à des augmentations de salaire aujourd'hui très limitées.

Aussi les propositions patronales sur ce point comme sur les « opérations facultatives » ont-elles rencontré un écho favorable : la CGT elle-même y a vu « une étape », une « avancée » quoique trop limitée à son gré. Mais celles touchant un problème crucial du financement de

l'ARRCO ont été accueillies avec prudence, voire avec réticence, par les syndicats. Seule la CGC y a reconnu un pas dans le sens qu'elle souhaitait, malgré des inquiétudes sur les possibilités de récupérer une partie de la cotisation de la « structure financière » en 1990. La CFDT et la CFTC entendent vérifier que les propositions patronales permettent bien d'assurer l'équilibre de leurs conséquences sur le pouvoir d'achat des actifs et des retraités.

Quant à la délégation FO, elle a regretté que n'ait pas été reprise sa proposition d'une « opération-verté », consistant à augmenter le taux de la cotisation de base et à diminuer le rendement - ce qui garantirait plus durablement le financement et plus sûrement le niveau des retraites : « Nous avons le sort d'avoir raison trop tôt », a déclaré M. Antoine Faïch, secrétaire confédéral de FO. La CGT, pour sa part, a condamné « la prolongation de la tendance constatée depuis 1982 : faire payer plus cher une retraite diminuée ».

Mais tous les syndicats ont conscience de la nécessité d'assurer l'équilibre de l'ARRCO - ce ne peut se contenter, comme en 1986, de prélever 900 millions de francs sur les réserves pour faire l'appoint - et pour cela de répartir les efforts entre les entreprises, les actifs et les retraités : le 14 octobre, lors de la prochaine réunion - en principe la dernière - sans doute se batront-ils, tous comptes faits, pour obtenir une répartition à leurs yeux plus équitable.

GUY HERZLICH.

(1) Les caisses de l'ARRCO prennent aussi en charge la retraite complémentaire des cadres par la partie de leur rémunération au-dessous du salaire-plafond de la Sécurité sociale.
(2) Ce qui revient à majorer la cotisation sans ouvrir de droits correspondant à cette majoration.

Les licenciements à Renault-Billancourt

Un addendum au plan social

Les 425 salariés du Centre industriel Renault de Billancourt (CIB) et les 114 du siège social de la firme dont le licenciement avec congé de conversion a été accepté par les pouvoirs publics (sur les 617 et 126 demandés) vont être convoqués cette semaine par la direction du personnel. Ils auront ensuite quinze jours pour faire connaître leur choix entre les différentes formules prévues (départ volontaire avec indemnités, congé de conversion et, pour les immigrés, retour au pays d'origine). A ces dispositions du plan social, la direction vient d'en ajouter deux autres : pour les salariés âgés de cinquante-quatre ans, la possibilité d'obtenir un « congé d'attente » d'un an, avec 65 % du salaire brut (75 % du net) et ensuite une préretraite ; pour ceux de cinquante-trois ans, une année à mi-temps, avec cette même rémunération, puis un an de « congé d'attente » et la préretraite à cinquante-cinq ans.

Un millier de personnes ont participé, le vendredi 19 septembre, à un meeting de la CGT contre les licenciements et ont ensuite porté une motion à la direction. Cependant, selon celle-ci, 13,5 % seulement des salariés au service ont cessé le travail et la production a été normale.

La direction du CIB avait convoqué un comité d'établissement (CE) pour l'informer de son intention de licencier pour « faute lourde » six salariés « protégés » (dans du personnel, dont deux membres du CE) impliqués dans le sabotage de bureaux du service du personnel le 19 août (Le Monde du 19 septembre). Comme précédemment les élus ne se sont pas présentés et la direction a fait établir un procès verbal de carence.

Une génération d'analystes financiers

Les vingt-cinq ans de la SFAF

Créée en 1961 avec une poignée de spécialistes qui, déjà, prévoyaient l'évolution de la profession, la Société française d'analystes financiers (SFAF), constituée sous forme d'une association loi de 1901, regroupe aujourd'hui plus de sept cent trente adhérents. Ces spécialistes de l'investissement en valeurs mobilières interviennent soit en tant que conseil, soit directement à travers leurs fonctions exercées dans une banque, une compagnie d'assurances, une caisse de retraite, une charge d'agents de change, voire un établissement financier et assimilé.

La principale activité de la SFAF, qui compte 30 % de femmes dans ses rangs, est naturellement la tenue de réunions d'informations avec des entreprises cotées en Bourse selon un échantillon immuable qui s'achève sur une adresse dirigée à l'attention des dirigeants de la société pour leur remercier de la qualité de leur prestation.

Ces réunions d'information sont déterminantes pour la communauté financière, qui puise à les éléments de son analyse et de ses décisions d'investissements (ou de désinvestissements...).

Mais cet organisme qui cherche aussi à favoriser la recherche méthodologique au travers de commissions ad hoc (sur le second marché, l'outil informatique au service de l'analyse financière...) s'attache également à « entretenir le fonds de commerce » en animant des groupes sectoriels (ils sont au nombre de treize) qui réunissent les analystes spécialistes de ces différents secteurs d'activité, et en assurant la formation de leurs futurs confrères au sein d'un Centre de formation à l'analyse financière qui aura fait plancher plus de cent cinquante-dix impétrants au cours de cette année scolaire. Autre moyen de renforcer les liens des analystes financiers avec les chefs d'entreprise et les responsables d'un marché financier en constante explosion depuis quelques années, la revue trimestrielle *Analyse financière*, s'est dotée depuis dix-sept ans, s'est donné un nouveau look. Déliaient la politique précédente consistant à publier une série d'articles divers, vulgarisateurs ou, au contraire, excessivement techniques, l'équipe rédactionnelle dirigée par M. Alain Gajan préfère axer chaque numéro sur un thème central.

Celui du numéro 66 portera sur l'information des sociétés cotées, un

sujet qui sera abondamment traité lors de la journée d'études organisée le 23 septembre 1986 à Paris, clôturée par une allocution de M. Edouard Balladur, ministre d'Etat. Cette manifestation permettra de faire le point sur les expériences françaises et étrangères et sur les priorités que devraient avoir en tête les entreprises, y compris les soixante-cinq firmes promises à privatisation au cours de la législature (1), qui devront découvrir pour certaines d'entre elles cet animal bizarre qu'est l'information du public et des actionnaires.

« Rouage essentiel de la place financière, les analystes sont naturellement très impliqués dans le processus de privatisation dans le cadre de leur activité normale au sein de leurs établissements », tient à préciser à l'embellie M. Jean-Guy de Wael, président de la SFAF. Quant à intervenir dans le dossier lui-même, « la SFAF interviendra effectivement, mais je ne peux pas encore dire sous quelle forme », ajoute-t-il.

Cette question de l'information sur les sociétés cotées est pour M. Bertrand d'Uliver, responsable des questions comptables à la Commission des opérations de Bourse, l'occasion de relancer la création d'une banque de données spécifique, une idée intégrée dans les travaux de la « Commission Badinter », dont tout semble indiquer qu'ils ont été enterrés depuis mars 1986. Au-delà de ces antécédents politico-financiers, l'actualité suit son cours et l'information financière devrait connaître son petit événement transcontinentaux d'ici à la fin de l'année, avec, pour la première fois, la retransmission par satellite d'une réunion d'analystes, en l'occurrence celle du géant chimique américain Dow Chemical, organisée en duplex entre les Etats-Unis et la France par la SFAF et par ses correspondants américains, indique M. Jean-Paul Pierret, vice-président de cette association.

SERGE MARTI.

(1) Voir « La Monde Economique », pages 33 à 36.
* Information des sociétés cotées et analyse financière ». Journée organisée par la SFAF à l'hôtel Intercontinental, 3, rue de Castiglione, 75002 Paris. Renseignements : Tél. 42-61-78-06.

En achetant du robusta à Londres

Le Brésil tente de renchérir les cours du café

Le Brésil, premier producteur mondial de café, achète depuis une dizaine de jours du robusta à Londres. La marchandise devrait rejoindre Rio de Janeiro, fin septembre, sur un cargo spécialement affrété. Motif officiel de l'opération : permettre au pays d'honorer ses contrats d'exportation, malgré la sécheresse qui a détruit l'hiver dernier plus de la moitié de la récolte d'arabica. Celle-ci ne devrait pas dépasser 11,2 millions de sacs de 60 kg, contre 29 millions de sacs lors de la campagne 1984-1985.

Derrière la volonté affichée des Brésiliens d'honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs clients et de conserver leur part de marché face à la concurrence, se dissimule sans doute l'absence des manœuvres les plus ténues du robusta à Londres. Les spéculateurs engagés ces derniers jours par un producteur pour redresser les cours du café. Début septembre, le directeur de l'ITBC (l'institut brésilien du café), M. Paulo Graciano, a donné à quelques négociants nationaux, parmi lesquels la firme Interbras, l'autorisation d'importer ce jus, jusqu'à 90 000 tonnes de grain non torréfié, soit 1,5 million de sacs. Les traders brésiliens sont aussitôt intervenus sur la place britannique, concentrant leurs interventions sur la dernière demi-heure de chaque séance. Une tactique destinée à embellir le marché juste avant la clôture. Nombre d'opérateurs s'inspirent de la rentabilité de programmes informatiques qui les renseignent des sur les PEPS (ou Perfect Entry Point System), c'est-à-dire le moment idéal pour entrer sur un marché (ou la concurrence, se dissimule sans pour en sortir). Une forte variation des cours en fin de séance met généralement l'ordinateur en émoi.

Faire monter la pression

Par cette action répétée, les Brésiliens cherchent, semble-t-il, à faire remonter les prix autour de 2 800 livres la tonne. Dès que ce niveau sera atteint, on leur prête l'intention d'écouler discrètement l'arabica dont ils disposent (on parle de quatre millions de sacs), de manière à profiter de la flambée qu'ils auront provoquée... La manœuvre est bien amorcée puisque, depuis le début du mois, les cours à Londres ont gagné 242 livres pour s'établir à 2 452 livres la tonne le 19 septembre.

Le même jour l'ITBC a fait monter la pression en décidant de suspendre les enregistrements pour les exportations de café robusta - Comillon en octobre. Tandis que des interventions brésiliennes se dessinent sur le marché de New-York (en hausse de 12,8 cents à 212,94 cents la livre

la semaine passée). Pour l'heure, São Paulo aurait acheté 30 000 tonnes environ. Depuis le coup manqué des producteurs de café sud-américains du groupe de Bogota (Brésil, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Salvador, Venezuela) en 1979, nul ne s'était plus risqué à doper les cours tant l'addition avait été lourde. Pour maintenir les prix, élevés, les producteurs avaient, à l'époque, quantités de robusta, une variété qui ne se sont pas habitués à commercialiser. Les pertes subies lors d'une revente ultérieure de la marchandise à des torréfacteurs européens sur un marché devenu excédentaire les dissuadent de continuer.

Mais le cas brésilien est aujourd'hui différent. Le robusta acheté par les négociants servira à satisfaire la consommation du pays. Celle-ci a été fortement réduite car, outre les effets de la sécheresse, beaucoup de planteurs refusent d'alimenter le circuit brésilien, préférant une augmentation rapide des prix nationaux. L'arrivage de robusta à Rio devrait donc permettre aux amateurs de café de s'approvisionner à meilleur compte (et à l'inflation de reculer) en forçant les planteurs à abandonner leur réticence spéculative.

Quant à l'arabica destiné à l'exportation, il pourrait bénéficier des prix très fermes de Londres et de New-York encore sous le coup des achats brésiliens. Acheter un peu pour mieux vendre beaucoup. Le scénario imaginé par l'ITBC est séduisant. Mais trouvera-t-il jusqu'au bout des acteurs consentants ? Dans le milieu du négoce, on est enclin à répondre par l'affirmative en soulignant qu'un manque de café, susceptible de servir les desseins brésiliens, apparaîtra l'hiver prochain.

Il ne faut cependant pas sous-estimer les capacités de détachage des concurrents de São Paulo, soucieux avant tout d'accroître leur part de marché au détriment des prix.

ERIC FOTTORINO.

ESI
sup'info
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE
DANS LA COLLECTION
GIDE, LOYRETTE, NOUËL
ET BUTTET
L'E.U.R.L.
1 VOLUME 16 x 22, 200 PAGES, 110 F
RÉGIMES JURIDIQUE, FISCAL ET SOCIAL
FORMULES D'APPLICATION
JURIDICIONNAIRES JOLY
26, cours Albert-1^{er}, 75008 Paris
Tél. : 42-25-47-40

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
- Enseignement de haut niveau (cycle C) ;
- Approche théorique et séminaire d'études de cas ;
- 120 heures sur 9 mois (soir et samedi) ;
- Coût : 450 F par an.
Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
4 octobre 1986
Renseignements, inscriptions et demandes de dossiers :
de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h
Sur place : CNAM - Bureau du Marketing industriel
2, rue Conté, 75003 Paris - bureau 3-32
Par téléphone : 42-71-24-14, poste 824

SCIENCE PO.
Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 40-33-81-23 / 43-29-03-71

L'ENERGIE FAIT LES GRANDS TITRES!

PASSEZ A L'ACTION.

1^{re} entreprise industrielle française, 24^e entreprise mondiale.
Elf Aquitaine c'est: 73 000 hommes et femmes qui exercent leur activité d'exploration et de production d'hydrocarbures, de raffinage et de distribution de produits pétroliers, de chimie, d'hygiène et santé, ou de bio-industries, dans 80 pays sur les cinq continents.

Elf Aquitaine a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 180,7 milliards de francs et un résultat net de 5,3 milliards de francs.

Première capitalisation boursière de Paris, Elf Aquitaine est aussi une action à laquelle 150 000 porteurs ont déjà fait confiance.

Pour recevoir la brochure "PASSEZ A L'ACTION", appelez gratuitement notre **NUMERO VERT** 05.353.353 ou 05.ELF.ELF.

entium @ in publicis prodi



elf aquitaine

سكننا من الاعمال

Economie

Conséquence de la baisse du prix des carburants Les Français délaissent le train pour la voiture

Sous l'effet conjugué de la baisse des carburants et de l'amélioration de leur pouvoir d'achat, les Français se servent, de moins en moins, un peu plus de leur voiture individuelle.

On prévoyait en effet de favoriser pour l'auto. Une enquête du Crédit sur les « conditions de vie et aspirations des Français » réalisée à l'automne 1985 auprès de deux mille personnes faisait apparaître un net mouvement d'opinion (1). A l'automne 1984, 36 % des ménages déclaraient avoir diminué leurs dépenses d'essence pour la voiture ; ils étaient 32 % en mai 1985 et 28 % seulement à l'automne 1985.

Dès les premiers mois de l'année 1986, les services de la circulation routière notaient, malgré une météo rébarbative, une poussée de trafic qui allait se confirmer pendant l'été. Trois « pics » de trafic ont été relevés : les vacances de février, où les « bouchons » prirent une ampleur considérable (le Monde du 6 mars), le week-end de la Pentecôte et surtout la vague des départs en vacances d'août. Sur trois jours (1^{er}, 2 et 3 août), le trafic a fait un bond de 13 % par rapport à celui des jours correspondants de l'année précédente. La symétrie de cette poussée (+ 11 % dans le sens

des départs et + 15 % dans le sens des retours) exclut une influence prépondérante des dates dans le phénomène.

Les chiffres que publie l'Observatoire économique et statistique des transports (2) précisent l'ampleur du mouvement. Jusqu'au mois d'avril, les prévisions de l'Observatoire se réalisaient, et on enregistre une reprise lente du trafic routier. A partir du mois de mai, celle-ci s'accéléra et atteint un niveau supérieur de 4,8 % à ce qui avait été prévu. Les projections de cette tendance font apparaître une croissance vraisemblable de 4,4 % pour l'ensemble de l'année 1986.

Il convient de recouper ces évolutions avec celles qui ont affecté pendant la même période le trafic voyageurs de la SNCF. L'Observatoire note un écart de - 3,7 % avec ses prévisions en juin et en juillet et fait le commentaire suivant : « L'écart s'explique par une perte de trafic au profit de la route et du transport aérien, qui ont fortement progressé au cours de cette période. » Les projections annoncent un trafic de voyageurs en croissance de 1,5 % en 1986 par rapport à 1985. Explication : « En l'absence de mise en service de

nouvelles relations, les effets de TGV s'estompent. »

Si ces prévisions se confirment, les constructeurs automobiles pourraient se frotter les mains et croire à la pérennité des beaux résultats de vente réalisés cet été. En revanche, ce retour en grâce de la voiture posera des problèmes aux responsables de la circulation et de la sécurité routière confrontés à un accroissement des « bouchons » et de la délinquance routière. Quant à la SNCF, elle se trouvera dans l'incapacité d'honorer le contrat qu'elle a passé avec l'Etat en 1985, et qui prévoit une croissance de 2 % de son trafic voyageurs, pour parvenir à la disparition du déficit en 1989. Le budget 1987 de la SNCF risque donc de se solder par un nouveau plan d'économies.

ALAIN FAUJAS.

(1) - Baisse du prix de l'essence. La médaille et son revers », par Jean-Loup Madre, Connaissance et modes de vie. Chroniques du Crédit n° 11.

(2) - Projections semestrielles de transport (septembre 1986). Observatoire économique et statistique des transports (ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports).

LOGEMENT

L'immobilier de loisirs se diversifie

Club Hôtel, filiale à 100 % du Club Méditerranée, va prendre une nouvelle orientation, qui devrait permettre à l'entreprise de trouver son équilibre financier. Créé en 1967, Club Hôtel a été l'un des pionniers de la multipropriété mais a accumulé les difficultés financières, compte tenu des problèmes rencontrés sur le marché français dans la commercialisation d'un tel produit. L'entreprise regroupe aujourd'hui 35 000 multipropriétaires, son stock atteint 9 500 périodes et 2 500 sont effectivement achetées (1). Dès le départ, les mauvais résultats financiers se sont succédés : 17 millions de pertes en 1984, 24 millions en 1985, 12 millions prévus pour cette année. Le chiffre d'affaires de Club Hôtel était de 85 millions en 1984 et devrait atteindre 100 millions en 1986. Club Hôtel a été racheté par le Club Méditerranée depuis 1977 et une restructuration financière devrait intervenir en 1987, sans doute par la voie d'une augmentation des fonds propres.

La nouvelle formule d'immobilier de loisirs actuellement mise en place réduit l'importance de la multipropriété (aucun nouveau projet n'est prévu) qui n'a pas fait ses preuves. La formule manque de souplesse. Elle ne peut suivre les évolutions démographiques. Une semaine de vacances scolaires achetée par exemple par une famille avec des jeunes enfants ne convient plus quelques années après, lorsque les enfants devenus adolescents n'accomplissent plus leurs parents. Les modifications des dates des vacances scolaires remettent également en cause le fonctionnement, du système. Enfin, les appartements petits (30 mètres carrés pour quatre personnes) ont souvent mal vieilli et les périodes se revendent mal.

La formule a commencé par s'associer à l'Association avec Resort Condominium international (RCI) permet des échanges internationaux (7 000 personnes cette année). Par ailleurs, en cas d'événement familial grave (décès, perte d'emploi, etc.), la période est rachetée immédiatement par le promoteur. Enfin, la multipropriété s'intègre désormais dans l'immobilier de loisirs. Il n'est plus question de construire deux cents studios sur un même site, mais d'y proposer plusieurs sortes d'appartements : propriété classique, location, multipropriété. La formule plaît et permet de réduire les charges d'exploitation. Le Club lui-même va proposer ces produits dans ses villages français.

La multipropriété, après avoir intéressé huit investisseurs, il y a vingt ans, lors du lancement de la formule, n'en regroupe plus que trois : Pierre et Vacances (numéro un du secteur), Club Hôtel et Marina-Baie des Anges, et représente 10 % de l'immobilier de loisirs.

M.-C. ROBERT.

(1) La vente en multipropriété permet aux acquéreurs d'acheter un appartement qu'ils peuvent occuper pendant une période donnée de l'année.

AGRICULTURE

● Aide aux producteurs de lait. - Clôturant le championnat de France des labours à Domloup (Meuse-Vosges), le dimanche 21 septembre, M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, a annoncé des mesures en faveur des producteurs de lait. Une enveloppe de 75 millions de francs va être décaissée pour les petits producteurs en difficulté. Un effort va être demandé à la Caisse nationale de crédit agricole pour permettre un allègement du coût des emprunts souscrits par les agriculteurs. Enfin, la date du paiement des provisions - pour dépassement des quotas laitiers - initialement fixée au 15 novembre, sera reportée au 31 janvier 1987.

Publicité

DIPLOMES DE LANGUES Affaires/Commerce

Relations publiques Compléments tous azimuts aux formations du commerce, gestion, communications.

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES/UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE/BTS TRAUC-TEUR D'ENTREPRISE

Préparation à distance, parallèlement à vos études, en souplesse. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude au choix.

Doc. gratuites sur ces diplômes, leur vocation, les cours, à : Langues & Affaires, Service 4474, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Ou par tél. : (1) 42-70-81-88 (établissements privés).

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	An 11 sept.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	432 452
dont :	
Or	200 048
Disponibilités à vue à l'étranger	143 474
ECU	70 710
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 221
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 448
dont :	
Concombre au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	92 110
dont :	
Effets escomptés	74 219
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	67 438
5) DIVERS	10 022
Total	635 468

PASSIF

1) BILLETTS EN CIRCULATION	214 044
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 007
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 749
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	91 855
dont :	
Comptes courants des institutions étrangères à la constitution de réserves	43 815
5) ECU ALIENÉS AU FECON	86 719
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	10 048
Total	635 468

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général, de base 100 : 28 décembre 1984

12 sept. 1986

Valeurs franç. à rev. variable	142,8	141,8
Valeurs ind.-v. var.	138,8	136,6
Valeurs étrangères	112,7	109,9
Micro-Énergie	148,5	149,9
Chimie	134,3	132,7
Disponibilités à vue à l'étranger	141,7	140,8
Électronique, électronique	133,1	131
Bâtiment et matériaux	154,4	155,8
Ind. de consommation, non élec.	132,4	132,4
Agro-alimentaire	152,8	147,8
Distribution	141,8	142,3
Assurances	167	167,8
Crédit bancaire	163,2	164,8
Sicovis	123,1	123,4
Immobilier et financier	132,8	130,3
Investissement et portefeuille	154,1	152,7
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à rev. fixe	111,1	110,5
Emprunts d'État	107,1	106,8
Emprunts garantis et annués	112,6	111,8
Sociétés	111,2	110,3
Base 100 en 1984		
Valeurs franç. à rev. var.	2 229,8	2 207,2
Valeurs étrangères	2 622,1	2 621
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. var.	486	482,7
Valeurs étrangères	490	477,8
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	127,7	128,8
Indice d'État	122,4	122
Emprunts garantis et annués	128,6	128,4
Sociétés	129,2	128,1

COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	383,8	386,2
Principales valeurs	381,9	382,6
Construction	383,1	384,1
Biens d'équipement	377,2	378,4
Biens de consommation courante	488	488
Biens de consommation, non durables	428,8	428,8
Biens de consommation, durables	380,5	380,5
Services	345	342,2
Sociétés financières	614,9	601
Sociétés de la zone franc		
éprouvant principalement		
à l'étranger	340,8	328,1
Valeurs industrielles	346,7	346,8

BORSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général

Paris	278	271,1
-------	-----	-------

INDICES BORSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

18 sept. 1986

Valeurs françaises ... 142,45 145

Valeurs étrangères ... 109,48 110,3

C* des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 372,7 384,2

NEW-YORK (indice Dow Jones)

17 sept. 1986

Industrielles ... 1 774,38 1 762,78

LONDRES (indice Financial Times)

18 sept. 1986

Industrielles ... 1 279,6 1 269,1

Mines d'or ... 317,2 331,2

Fonds d'État ... 84,12 84,28

TOKYO

19 sept. 22 sept.

Nikkei ... 17 523,45 17 618,29

Indice général ... 1 447,24 1 439,64

CHANGES

PARIS

Dollar : 6.5320 F ↑

La dollar est vivamment remonté le 22 septembre, sur les places européennes, après l'accord des Douze sur une intervention concertée destinée à faire baisser le mark (lire page 38). Du coup, le montant médian du remboursement à 2,04 DM, contre 1,9880 DM précédemment, et à 6,6685 F en fin de matinée, contre 6,6360 F en clôture, vendredi après-midi. A Paris, le mark cotait 3,26 F.

FRANCFORT 22 sept. 19 sept.

Dollar (en DM) ... 2,04 1,9880

TOKYO 22 sept. 19 sept.

Dollar (en yen) ... 154,18 153,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 sept.) ... 7 1/8 %

New-York (19 sept.) ... 5 11/16 %

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 19 septembre

Nombre de contrats : 5 885

COURS

Dernier ... 110,70

Précédent ... 111

ÉCHÉANCES

Sept. 86 ... 111,85

Déc. 86 ... 112,40

Mars 87 ... 112,35

Juin 87 ... 111,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SUSPENSION DE COTATION SUR USINOR ET SACLOR

- A la suite de l'opération d'accord intervenue sur le capital des sociétés Usinor et Sacilor (le montant de 21,22 septembre), avec pour effet de reconstruire le capital de ces deux entreprises, leur cotation a été suspendue à la Bourse de Paris. Insrites au marché au comptant, les actions Sacilor et Usinor cotaient un dernier cours de 21,50 F et 6,10 F respectivement. Les actionnaires de ces titres, qui ont fait l'objet par le passé d'une spé-

lulation hors de proportion avec la valeur réelle de leur action (comme tenu de la situation nette déclarée de Sacilor et d'Usinor), perdant la totalité de la valeur de leurs titres dans cette opération. L'actionnaire ne possède plus rien, sauf le droit, sans aucune valeur marchande, de souscrire l'augmentation d'un capital qui sera de nouvelle réduction d'environ 94 % de sa valeur », ont indiqué les deux directeurs financiers, M. Robert Chatain, pour Usinor, et M. Denis Georges-Picot, pour Sacilor.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SIX MOIS

+ base + base

Rep. + ou désp. -

Rep. + ou désp. -

Rep. + ou désp. -

SE-IL ... 6,625 6,6300 + 58 + 62 + 100 + 125 + 250 + 370

DM ... 4,713 4,7784 - 57 - 41 - 127 - 99 - 462 - 389

Yen (100) ... 4,5065 4,5142 + 61 + 77 + 135 + 160 + 438 + 585

DM ... 5,2639 5,2788 + 98 + 73 + 127 + 148 + 374 + 431

DM ... 2,9922 2,9922 + 83 + 47 + 89 + 94 + 236 + 279

F.S. (100) ... 15,7081 15,7027 - 83 - 21 - 184 - 41 - 468 - 396

F.S. ... 4,0480 4,0250 + 83 + 103 - 208 - 175 - 381 - 331

L (1 000) ... 4,7304 4,7391 - 208 - 175 - 381 - 331

L ... 9,7265 9,7441 - 231 - 288 - 583 - 454 - 1 159 - 1 483

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL ... 5 3/4 6 6 1/16 6 3/16 6 1/16 6 3/16 6 1/16 6 3/16

DM ... 4 1/2 4 3/4 4 5/8 4 3/4 4 5/8 4 3/4 4 5/8

Yen ... 5 1/4 5 1/2 5 1/4 5 3/8 5 1/4 5 3/8 5 1/4 5 3/8

F.S. ... 4 3/4 5 1/2 5 1/4 5 3/8 5 1/4 5 3/8 5 1/4 5 3/8

L (1 000) ... 12 14 14 11 11 12 12 10 1/4 11 7/8 11 1/16 11 7/16

L ... 9 7/8 10 1/8 9 7/8 10 1/8 9 7/8 10 1/8 9 7/8 10 1/8

F. franc ... 7 1/4 7 1/4 7 3/4 8 1/8 7 3/4 8 1/8 7 3/4 8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CIGIE



Locafrance

Le groupe CGE et le groupe Locafrance viennent de conclure un accord de coopération dans le domaine du crédit-bail mobilier et de la location d'équipements professionnels.

An terme de cet accord, les sociétés de crédit-bail et de location du groupe CGE, Electro-bail et Siet, bénéficient désormais du support logistique et de l'appui du réseau commercial de Locafrance pour assurer, dans les meilleures conditions d'efficacité, le développement de leurs activités, notamment au profit des filiales du groupe CGE.

Pour marquer la collaboration qui s'instaure ainsi entre les deux groupes, Locafrance et Indosuez ont pris une participation de 40 % dans Electro-bail et dans Siet au côté du groupe CGE qui en conserve 60 %.

OFF-Omnium financier de Paris

Le conseil de l'OFF - Omnium financier de Paris, réuni le 11 septembre 1986, a examiné la situation financière de la société (maison mère) arrêtée au 30 juin 1986. Cette situation intègre pour la première fois les comptes d'Omniflex, qui a été absorbé par OFF, avec effet au 1^{er} janvier, à la suite de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin dernier.

Le bénéfice net après impôt s'établit à 73,3 MF contre 42,2 MF pour le même semestre de l'exercice précédent. Cette importante progression n'est pas vraiment significative, car elle est liée à des écarts dans l'encaissement de coupons et au décaissement de plus-values. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice devrait, sauf imprévu, enregistrer une progression d'au moins 30 % en partie due à la réalisation de plus-values.

Sur proposition de son président, M. J.-C. Geston, le conseil a nommé M. Jean-Claude Pincus administrateur-directeur général.

HAZIRA BIJAIPUR JAGDISHPUR (HBJ)

Contract signed between

GAZ AUTHORITY OF INDIA Ltd

and

SPIE CAPAG (FRANCE)

NIPPON KOKAN and TOYO ENGINEERING Co (JAPAN)

for the building of a 1,709 km gas pipeline

PERFORMANCE GUARANTEE

USD 57 475 157

(countervalue of FRF 105 260 000, INR 264 953 000, JPY 2 658 100 000 and USD 7 200 000)

issued by



BANQUE INDOSUEZ

DOWN PAYMENT GUARANTEE

USD 86 212 736

(countervalue of FRF 157 890 000, INR 397 489 500, JPY 3 987 150 000 and USD 10 830 000)

issued by



State Bank of India
(Paris branch)

Arranged by **BANQUE INDOSUEZ**</

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 19 SEPTEMBRE

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and Second marché.

Comptant (différence) and Second marché (différence)

Table for Comptant and Second marché with columns for Valeurs, Cours, and % change.

SICAV (différence) 19/9

Table for SICAV (différence) 19/9 with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Droits et bons, Cote des changes, Marché libre de l'or

Table for various market sections including Attribution, Souscription, and Cote des changes.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

هكذا من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La Conférence sur le désarmement en Europe et les relations Est-Ouest. 4 Liban : Israël est décidé à répliquer aux extrémistes chiites. - 5 Le procès des militants du MIR chilien à Genève.	7 Les attentats à Paris et la lutte contre la terrorisme. 9 Les avis du Conseil d'Etat sur le découpage électoral. 10 La préparation des élections sénatoriales.	13 Une démarche commune de juifs et de chrétiens français : les pèlerins d'Auschwitz. - Billy Graham à Bercy.	14 Cinéma : Autour de minuit, de Bertrand Tavernier. - Arts : une œuvre de Bazania dans la métro ? 15 Danse : Assaf, de Dominique Bagouet, à la Biennale de Lyon. 18 Echecs : Karpov en démonstration.	38 Le nouveau «round» des négociations commerciales internationales. - Contre-offensive européenne pour limiter la baisse du dollar. 40 Le gouvernement pourrait autoriser Bull à négocier le rachat d'Honeywell.	Radio-télévision 17 Petites annonces 19 à 32 Carnet 37 Météorologie 17 Mots croisés 17 Loto, Loto sportif 18 Programmes des spectacles 16

RFA

Un citoyen ouest-allemand tué par des gardes frontières tchécoslovaques

Le gouvernement de Bonn a émis, samedi 20 septembre, une vive protestation après la mort d'un citoyen ouest-allemand tué par une patrouille de gardes frontières tchécoslovaques, sur le territoire de la RFA. Poursuivant deux Polonais qui tentaient de franchir la frontière, jeudi 18 septembre, les gardes frontières avaient tiré sur un promeneur ouest-allemand, le lieutenant en retraite Johann Diek, près de Tschernreuth, en Bavière. La famille de la victime avait signalé sa disparition, sa voiture ayant été retrouvée près de la frontière.

Ce n'est que vendredi soir que Prague a signalé l'incident aux autorités de Bonn. La patrouille aurait voulu transporter le blessé vers un hôpital tchécoslovaque, et il serait mort en cours de route. Pour Bonn, l'incident constitue « une grave entorse aux relations de bon voisinage » entre les deux pays. Le ministre-président havaré, M. Franz Josef Strauss, a qualifié l'affaire de « scandale sans précédent ».

Selon l'agence officielle tchécoslovaque CTK, les autorités de Prague ont présenté leurs regrets. L'un des deux Polonais avait réussi à franchir la frontière, le second a été pris par les gardes frontières. — (AFP, AP, Reuter.)

Une bombe explosée dans une poubelle au Natal. — Une bombe a explosé, samedi 20 septembre, dans une poubelle devant la gare de Glencoe, localité de la province de Natal, en Afrique du Sud. Un immeuble a été endommagé, mais il n'y a pas eu de victimes. Il s'agit du dix-huitième attentat de cette nature officiellement rapporté depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin. Le nombre total des victimes s'élève à 8 morts et 166 blessés. —

RFM

Dans toute la France

RFM Paris 96.9

RFM Antibes	97.8
RFM Arvignan	92.1
RFM Bordeaux	101.2
RFM Bourg-en-Bresse	97.8
RFM Brive	90.9
RFM Caen	103.2
RFM Chateaubriant	94.7
RFM Chateauroux	92.0
RFM Douai	97.1
RFM Lens	97.1
RFM Lille	97.1
RFM Limoges	102.1
RFM Lyon	100.2
RFM Montélimar	92.1
RFM Montpellier	98.8
RFM Nantes	96.8
RFM Orange	92.1
RFM Perpignan	95
RFM Rennes	96.9
RFM Saint-Etienne	96.6
RFM Saint-Nazaire	94.8
RFM Strasbourg	100.9
RFM Toulouse	98.6
RFM Tours	94.7
RFM Valenciennes	97.1

Mardi 24 Septembre 8 h 30
« DOSSIER »
Le parot indien,
une richesse inavouable

SOUDAN

La Croix-Rouge évoque l'« insoutenable détresse » des populations du Sud

Pour la première fois depuis que les rebelles du sud du Soudan ont abattu un avion civil au-dessus de la région — à la mi-août, — un appareil transportant des vivres devrait décoller mardi 23 septembre de Khartoum et reprendre ainsi le pont aérien permettant de venir en aide aux populations affectées par la famine. Les Etats-Unis ont annoncé, de leur côté, qu'ils allaient apporter une contribution de quelque 200 000 dollars pour assurer la reprise de ce pont aérien.

GENÈVE
de notre correspondante

Depuis l'interruption de son pont aérien en faveur des populations affamées du Soudan du sud (le Monde du 30 août), le Comité international de la Croix-Rouge

(CICR) a poursuivi ses négociations avec toutes les parties au conflit pour obtenir des garanties afin que soit achevée l'aide alimentaire et sanitaire indispensable à la survie de quelque cent soixante-dix mille personnes. Ces pourparlers n'ont toujours pas abouti. La situation est de plus en plus dramatique.

L'ordre de tirer sur tous les avions qui survolent la région est maintenu par les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (l'APLS, de M. John Garang), tandis que les routes demeurent impraticables. Le CICR continue néanmoins à rechercher par tous les moyens à parvenir à un accord général et durable, notamment avec l'APLS, dont les forces contrôlent une bonne partie de la région.

Dans un communiqué en date du 19 septembre, le CICR fait part de « son extrême préoccupation à l'égard des populations civiles ». Il rappelle que les règles du droit international imposent aux belligérants d'épargner les non-combattants. Neuf délégués du CICR sont restés depuis le 15 août dans la ville de Wau, où sévit la disette, et qui est surpeuplée. Ils sont les témoins quotidiens de la tragédie vécue par la population.

ISABELLE VICHNIAC.

EGYPTE

Supplément d'aide économique américaine

Des délégués de l'Agence américaine pour le développement (AID) ont conclu, dimanche au Caire, un accord aux termes duquel l'Égypte va recevoir 640 millions de dollars d'aide des Etats-Unis sous forme de subventions à différents projets. Cette assistance va s'ajouter à l'aide civile et militaire que reçoit déjà l'Égypte de la part des Etats-Unis et qui s'est élevée l'an passé à quelque 2 milliards de dollars.

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, n'avait accepté de rencontrer le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, le 11 septembre dernier, à Alexandrie, que sous la pression insistante des Etats-Unis qui tentent particulièrement à ce sujet. Le Caire a très vraisemblablement sollicité, en contrepartie, un supplément d'aide de la part de Washington au moment où l'Égypte connaît des difficultés économiques accrues.

D'autre part, le quotidien égyptien *Al Ahras* a annoncé, dimanche, que le président Moubarak se rendrait prochainement en visite officielle à Washington. — (AFP, Reuter.)

450 lycéens exclus puis réinscrits

Quatre cent cinquante des mille quatre cents élèves de la cité scolaire Carnot de Roanne (Loire) ont été exclus de l'établissement pour avoir observé une grève des cours et manifesté en ville, jeudi 18 septembre, en signe de solidarité avec le personnel de service en grève. Leurs parents (ou eux-mêmes s'ils sont majeurs) ont dû procéder lundi 22 septembre à une nouvelle inscription administrative, après avoir reçu une lettre du proviseur les informant de la sanction prise parce qu'ils avaient « manifesté pendant les heures de cours ».

Depuis la rentrée, le personnel de service de la cité scolaire Carnot recule d'une heure le service de cantine pour protester contre la suppression d'un poste de chef magasinier et de six emplois depuis 1979. Ce mouvement entraîne, pour les élèves, la suppression de la première heure de cours de l'après-midi. Solidaires des personnels de service, les enseignants ont décidé à leur tour de cesser le travail, mardi 23 septembre, de quatorze à quinze heures; les parents d'élèves de la FCPE de leur côté, n'enverront pas leurs enfants en classe à cette heure-là.

L'INSERM s'oriente vers la recherche appliquée

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) devrait à l'avenir orienter davantage ses efforts vers la recherche appliquée. Il s'agit, précisent dans un communiqué conjoint les ministres de tutelle, M. Alain Devaquet (recherche et enseignement supérieur) et M^{me} Michèle Barzach (santé et famille), de répondre ainsi « aux principales interrogations de la médecine et de la santé publique, dans le prolongement de la recherche fondamentale ».

A cet effet, des commissions spécialisées sont créées, affichant des thèmes de recherche dans des domaines d'actualité prioritaire : microbiologie, immunopathologie, maladies transmissibles, psychiatrie, toxicomanie. En outre, une inter-commission dans le domaine du vieillissement, au sein de laquelle les recherches actuellement menées sur ce thème seront « harmonisées et intensifiées », va être prochainement mise en place. On envisage également la création de quatre comités de coordination des recherches sur le cancer, les maladies cardiovasculaires, l'épidémiologie clinique et les maladies sexuellement transmissibles. A l'INSERM, on se félicite ces derniers jours « satisfait » de l'ensemble de ces mesures.

Sur le vif

Métro, boulot... dodo

On aura tout vu, y compris — ça moi j'en reviens pas — l'apologie de l'amour au bureau. Si, si, je vous assure, aux Etats-Unis, c'est le nouveau dodo. Cubain, arrive-t-on eux aussi, les conseils de vos mères : surtout pas d'histoire au boulot, ça fait des histoires. Allez-y carrément. N'avez pas honte, n'avez pas peur. Ne cachez plus vos tendres penchants dans les toilettes et les ascenseurs. Affichez votre liaison avec le garçon d'étage ou avec le patron. C'est bon pour le moral, donc c'est bon pour le rendement.

1) Au lieu d'être tentée d'arriver tard le matin et de partir tôt le soir pour retrouver un monsieur totalement étranger à l'aspirat maison, vous vous empresserez de renverser la tendance.

2) Plus besoin de traîner dans les bars et les dîners en ville dans l'espoir de rencontrer l'homme de votre vie, il suffit de sortir dans le couloir ou de pousser jusqu'à la photocopieuse et la machine à café.

3) Ça encourage les employés à faire des heures supplémentaires, ne serait-ce que pour s'ébattre bien paisiblement sur le lit de fermetures de la boîte, entre deux rondes du meilleur de nuit.

4) A une époque où le « safe love » est à la mode, rapport aux vilains microbes balaadés par les maladies sexuellement transmissibles, ça réduit le nombre de congés maladie. Dans la plupart des entreprises, un contrôle médical régulier diminue les risques liés à ce genre d'activités.

5) « Last but not least ». Enfin et surtout. Si vous êtes assez fûtée pour coucher plus haut que votre carrière, avec un e-hat, un sous-chef ou un assistant-chef, vous serez assurée d'une garantie de l'emploi calculée en fonction de la durée de votre liaison. S'il s'agit d'un jeune cadre dynamique, plein d'invention et d'ambition, il saura inscrire ses rapports approfondis et complets dans le marge bénéficiaire de la société.

CLAUDE SARRAUTE.

Le Théâtre de l'Europe reste à l'Odéon

Le Théâtre de l'Europe, dirigé par Giorgio Strehler, restera à l'Odéon, bien que ce théâtre à compter de cette saison soit rattaché à la Comédie-Française. Son statut a été modifié afin de rétablir la situation qui prévalait jusqu'en 1983. Jean Le Poulain assumera donc la responsabilité des deux établissements.

La subvention de la Comédie-Française sera progressivement augmentée afin qu'elle puisse faire face à ses nouvelles charges. Celle du Théâtre de l'Europe (12,5 millions) sera révisée en baisse pour 1987, puisque ses activités s'arrêtent en février. Ensuite, la subvention sera renégociée car les activités reprendront normalement.

En accord avec Giorgio Strehler et Jean Le Poulain, il a été décidé que, pour la saison 1988-1989, la Comédie-Française assurera le programme de l'Odéon de septembre à mars, et le Théâtre de l'Europe le reste de la saison. Durant cette période seront examinées des possibilités de coproduction, c'était d'ailleurs un souhait de Giorgio Strehler au fondant le Théâtre de l'Europe. D'autres solutions avaient été envisagées, notamment six semaines par an au Théâtre des Champs-Élysées, plus des accords avec

d'autres salles, en fonction des spectacles programmés, dans une sorte d'alliance avec le Festival d'automne. Giorgio Strehler a préféré la solution de l'Odéon.

Reste à régler la question du Vieux-Colombier, salle mythique mais délabrée, que le précédent ministre de la culture, Jack Lang, avait confiée à Giorgio Strehler afin qu'il y installe une Ecole européenne de comédiens et un théâtre d'essai.

An terme d'une mission de six mois, Giorgio Strehler devra remettre au ministère de la culture et de la communication un rapport sur ses propositions.

C. G.

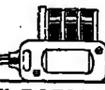
Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Aux Fossés St Jacques, 4, rue des Fossés, Paris 5^e.

Vous avez dit micro ?

Concours sur Minitel. Gagnez chaque jour un abonnement à Science et Vie Micro.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanences téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LENTILLES DE CONTACT

Lentilles souples ultra-minces, et toutes les autres lentilles (flexibles, pour astigmates, pour presbytes, à port permanent, ...).

ADAPTATION PAR SPÉCIALISTES. Prendre rendez-vous.

VOS LENTILLES LE JOUR MÊME.

Le prix à partir de 498 F SANS ADAPTATION

LE LEADER FRANÇAIS DES LENTILLES

Paris 1^{er} (M^o Châtelet) : 20, quai de la Mégisserie - 42 33 00 20
Paris 5^e (M^o Laumabourg) : 127, bd Saint-Michel - 43 26 27 97
Paris 8^e (M^o Etoile) : 21, av. de Friedland - 45 63 55 99
Paris 9^e (M^o Gare de Nord) : 86, rue La Fayette - 42 46 31 97

Une lecture des poèmes d'EDOUARD VALDMAN sera lieu au CENTRE GEORGES-POMPIDOU le lundi 22 septembre 1986 à 19 heures dans le cadre de « LA REVUE PARLÉE ».

L'auteur sera en compagnie de PIERRE CHARENT et de BERNADETTE ONFROY.

LES LARMES DU TEMPS • EDOUARD VALDMAN
Centre Georges-Pompidou
le 22 septembre à 19 heures.

PROMOTION SALON DE LA MUSIQUE

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

Sur tous les instruments en stock du lundi 15 septembre au samedi 27 septembre.



135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66.
Parking à proximité

Le numéro de « Monde » daté 21-22 septembre 1986 a été tiré à 462 981 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

ANNIVERSAIRE DE

5^e STEPHANE MEN'S N° 1

DU DISCOUNT DE LUXE, VOUS OFFRE

LE PRÉT-A-PORTER MASCULIN DE T. LAPIDUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE ET SA PROPRE FABRICATION DE LUXE (franç.) A DES PRIX É-TON-NANTS!

Ex. COSTUMES : p. laine peignée ou velours extensible 1 000 F
SMOKINGS : col châle à part de 1 000 F. VESTES : « Harry's tweed » 695 F et le reste à l'avenant. - Ouvert tous les jours de 12 h à 19 h 30.
5, rue Washington, M^o George-V - 8, rue d'Avron, M^o Nation-Avron et 130, bd Saint-Germain, M^o Odéon (park. fac de médecine)

RECOMMANDÉ PAR « GAULT ET MILLAU » • PARIS PAS CHER • LE GUIDE PRATIQUE DU CORPS DIPLOMATIQUE, etc.